

150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9845

40 PAGES

— SAMEDI 18 SEPTEMBRE 1976

Les experts japonais
veulent démonter
le Mig-25 soviétique

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique, 12 fr. :
Canada, 5 \$: Danemark, 3 kr. : Espagne, 25 pes. :
Grande-Bretagne, 20 s. : Grèce, 18 dr. : Iran, 45 rials :
Italie, 300 L. : Liban, 125 p. : Luxembourg, 12 fr. :
Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas, 1 fl. : Portugal, 120 esc. :
Soudan, 2,25 lr. : Suisse, 1 fr. : U.S.A., 65 cts :
Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS

75127 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris 10 60672

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Chili contre le pacte andin

Les avocats, en Amérique latine, d'une « ligne nationaliste », opposée à la toute-puissance des sociétés multinationales américaines, viennent d'enregistrer une nouvelle défaite. Le pacte andin — cette communauté économique régionale visant à un développement concerté des six pays situés à l'ouest de la Cordillère ou à cheval sur cette dernière — traverse une grave crise, dont il sortira, dans le meilleur des cas, très affaibli. Le différend qui oppose depuis des mois la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, d'une part, au Chili, d'autre part, a atteint, le 16 septembre, au cours d'une réunion à Lima, un point de non-retour.

Le gouvernement du général Pinochet s'oppose à ses cinq partenaires sur deux sujets fondamentaux : le traitement à réserver aux investissements étrangers et le niveau du tarif extérieur commun.

Les signataires du pacte de Carthagène, interprètes de cette idéologie nationaliste qui, vers la fin des années 60, avait le vent en poupe dans l'ouest du continent — avaient décidé que les compagnies étrangères devraient limiter à 10 % le montant de leurs bénéfices pouvant être rapatriés dans leur pays d'origine. L'idée était, bien entendu, de les contraindre à réinvestir sur place l'essentiel de leurs profits.

La junte militaire qui a renversé Salvador Allende ne pouvait qu'être embarrassée d'une disposition si contraire à son credo économique hyper-libéral. Les maîtres actuels de Santiago sont convaincus que seul un apport massif de capitaux étrangers peut donner à leur pays le coup de fouet nécessaire à un décollage économique rapide. Aussi l'une des premières mesures de la junte avait-elle été, en juillet 1974, la publication d'un décret-loi libéralisant le régime des investissements étrangers. Révisé en août dernier à Bogota, les cinq partenaires de Santiago avaient consenti à porter à 20 % le plafond des rapatriements de bénéfices. Peine perdue !

Le « laissez faire, laissez passer » qui est aujourd'hui l'alpha et l'oméga au Chili implique, d'autre part, un tarif extérieur commun faible. Ses cinq partenaires — décidés, dans l'ensemble, à favoriser l'entrée chez eux de produits de la zone andine — préfèrent opposer une solide barrière douanière aux marchandises produites à meilleur coût par les pays développés, notamment les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon.

Le Chili a pu, par son attitude récente, donner prise à un soupçon : peut-être soucieux d'éliminer au sein du groupe andin plutôt que de le torpiller ? Et cela non pour son profit personnel mais pour celui des pays à même, par leur puissance économique, d'inonder de leurs produits le marché andin. Les militaires de Brasilia, avec qui le général Pinochet n'a pas de mauvaises relations, ne seront pas les derniers à se réjouir de la crise qui a éclaté à Lima.

Cette politique comporte cependant un inconvénient pour le Chili. Même si Washington lui en sait gré, elle peut accentuer l'isolement international où est tenu le pays depuis le sanglant coup d'État de 1973. Ainsi le général Pinochet s'efforce-t-il de retrouver à l'est ce qu'il peut perdre au nord. Plusieurs de ses ministres ont franchi ces dernières semaines la Cordillère « fin de donner un nouvel élan à la coopération avec l'Argentine, troisième partenaire de Santiago. Lui-même est allé à Brasilia et à Montevideo. On voit ainsi s'esquisser un regroupement qui n'est pas seulement économique : face à l'axe andin, composé de pays aux régimes militaires modérés ou parlementaires, les dictatures du « cône sud » cherchent, avec la bénédiction des États-Unis, à serrer les rangs autour de la plus forte d'entre elles, celle de Brasilia.

Le duel Ford-Carter

Les deux candidats se disputent les voix des classes moyennes

La campagne électorale aux États-Unis devrait s'animer la semaine prochaine avec le premier débat télévisé entre MM. Ford et Carter. Alors que la lutte s'annonce serrée, les deux candidats cherchent à arracher les suffrages des classes moyennes.

Tandis que M. Carter multiplie les prises de contact avec l'« Américain ordinaire », M. Ford a prononcé, le 15 septembre, à l'université d'Ann Arbor (Michigan), où il fut vedette de l'équipe de football, son premier discours électoral. Il a vivement reproché à son adversaire de rester dans les généralités. Il a développé sa vision de l'Amérique et n'a fait qu'une promesse précise : il ne rétablira pas la conscription. L'auditoire lui a réservé un accueil bruyant, notamment quand il a parlé de la mission de M. Kissinger en Afrique.

D'autre part, M. Hartmann se trouve actuellement à Moscou. L'ancien ambassadeur devrait profiter de ce voyage pour donner aux dirigeants soviétiques des précisions sur les positions du candidat démocrate.

De notre correspondant

Washington. — Depuis le début du mois, M. Jimmy Carter sillonne les États-Unis, multipliant discours et déclarations. Sa campagne repose sur un véritable « quadrillage » du pays par lui-même et son coéquipier, le sénateur Mondale, aidés par leurs femmes et même leurs enfants, et dont les déplacements dans les divers États sont cotés méticuleusement selon un système compliqué de « points » : une visite de M. Carter est évaluée à sept points ; celle du sénateur Mondale à cinq ; la visite d'une épouse vaut cinq points, celle d'un des enfants, deux points. Rien n'est laissé au hasard dans la campagne du candidat démocrate. Elle garde pourtant un style très traditionnel, reposant sur le contact direct, la poignée de main, de courtes déclarations soignées, ment « improvisées ». Malgré tout, après un voyage par train spécial, s'arrêtant plusieurs fois sur les parcs New-York-Chicago, M. Carter se montre au vert pendant quelques jours avant le fameux débat télévisé du 23 septembre, considéré par les deux candidats et les observateurs comme un tournant décisif de la campagne. M. Ford répète ses interventions avec des professionnels du spectacle, qui le conseillent et corrigent sa diction.

sur lesquelles M. Ford concentre ses efforts. Et c'est ainsi qu'après s'être fait le champion des grands programmes sociaux et après avoir donné priorité à la lutte contre le chômage, il se propose maintenant le strict défenseur de l'équilibre budgétaire. Praticant une difficile navigation, vire à gauche, il donne un petit coup de barre à droite pour se rapprocher du centre.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 2.)

Un relèvement modéré de cotisations financera le déficit de la Sécurité sociale

Le déséquilibre du commerce extérieur s'est aggravé en août

Un conseil ministériel restreint, réuni à l'Élysée autour du président de la République, a procédé, vendredi matin 17 septembre, aux choix essentiels concernant le plan de lutte contre l'inflation et de relance des investissements.

Il semble assuré que le financement du déficit de la Sécurité sociale, prévu pour l'an prochain (10 à 13 milliards de francs), sera assuré par un relèvement modéré de certaines cotisations et par l'inscription au budget de l'État de charges réputées indues, telles que les dépenses du Fonds national de solidarité.

La morosité de l'opinion, qui accompagne la préparation du plan Barre, est illustrée par le sondage de l'IFOP-France-Soir : l'action du président de la République ne satisfait plus que 47 % des citoyens (contre 53 % en juillet) et un mécontentement 42 % (au lieu de 35 %). Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Maurice Papon, estime, pour sa part, que le moment n'est pas venu de réduire la consommation. C'est elle, rappelle-t-il, qui « tire » l'activité nationale alors que les résultats du commerce extérieur restent « médiocres ». Le déficit commercial français, déjà fort en juillet (1,7 milliard de francs) s'est aggravé en août, mais au cours duquel il a atteint 2,46 milliards de francs. En un an, les importations ont progressé deux fois plus vite que les exportations : 44 % au lieu de 21,7 %.

M. Barre a beau répéter qu'« il n'y a pas le feu à la maison », on peut se demander si sa volonté de dédramatiser est opportune, alors que se multiplient les signes de déséquilibre économique. Après le mauvais résultat de l'indice des prix de juillet (+1 % par rapport à juin) et avant celui d'août qui devrait être médiocre (aux alentours de +0,7 %), voici deux fois que se déclenche

la sonnette d'alarme, du côté du commerce extérieur.

En juillet, la balance commerciale de la France avait été déficitaire de 317 millions de francs en chiffres bruts et de 1,7 milliard de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières ; en août, ces déficits se sont aggravés, atteignant 2,7 milliards de francs en chiffres bruts et 2,5 milliards de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières. Les résultats sont les suivants : 20 143 milliards de francs d'importations, 17 411 milliards de francs d'exportations (25 442 et 22 961 milliards de francs après correction des variations saisonnières).

Ce sont des signes nouveaux : depuis octobre, le déficit de la balance commerciale de la France n'avait cessé de diminuer. Il avait atteint 900 millions de francs en moyenne mensuelle au dernier trimestre de l'année dernière, 700 puis 400 millions de francs aux premier et deuxième trimestres de cette année.

ALAIN VERNHOLES

(Lire la suite page 36.)

Un tournant décisif

par PIERRE ABELIN (*)

Les Français s'inquiètent de leur régime politique, mais ils continuent par leur comportement à voter son fonctionnement par de redoutables incohérences. Ils sont favorables au principe d'un pouvoir fort et ils suspectent de faiblesse les autorités en place, mais dans le même temps ils redoutent leur arbitraire.

Le thème du citoyen contre le pouvoir, le thème du citoyen contre le pouvoir, le thème du citoyen contre le pouvoir.

(*) Ancien ministre, vice-président du Centre des démocrates-sociaux.

« Chères » inégalités

par PIERRE DROUIN

« Quand vous serez pénitence, ne vous couvrez pas la tête de cendres », dit l'Évangile. La campagne contre l'inflation ne peut certes être « fraîche et joyeuse », mais rien n'oblige à pousser les Français à l'accablant ! Mieux vaudrait présenter cette phase de notre histoire économique comme un dur exercice sportif auquel un homme s'adonne pour retrouver la forme perdue par trop de laisser-aller. Ce n'est certes pas aux « emicars » qu'il faudra sérieusement demander de perdre

quelques kilos. Mais s'il arrive aux bien lotis de la vie de se profiler derrière les « petits » de leur profession pour joindre leur voix au chœur des revendications, il adient également que des citoyens qui n'ont vraiment pas la vie difficile s'efforcent par tous les moyens de détourner l'attention vers les « gros », afin de paraître relativement peu enviables.

Le gouvernement ne pourra se laisser prendre à ce petit jeu, sachant bien que ce n'est pas seulement, hélas ! en maltraitant les propriétaires d'écureuils de courses qu'on ramènera l'inflation à un taux supportable. Dans un pays qui a atteint notre niveau économique, il n'est pas indécrot de voir s'alarmer et même stagner la progression du pouvoir d'achat de toutes les catégories socio-professionnelles pendant six mois voire

un an. Etant entendu, bien sûr, que les chefs d'entreprises accepteraient également de mener une politique de prix sans complaisance aucune.

Qu'on en profite surtout pour aller beaucoup plus loin. Après avoir enfoncé dans la tête des Français cette vérité sur laquelle le professeur-premier ministre Raymond Barre et le syndicaliste Edmond Maire sont au moins d'accord : les inégalités « excessives » de la société française contribuent à alimenter l'inflation, qu'on en tire les conséquences. On reconnaît seulement qu'il y a quelque chose de changé dans la thérapeutique contre la hausse des prix si cet aspect des choses est franchement abordé.

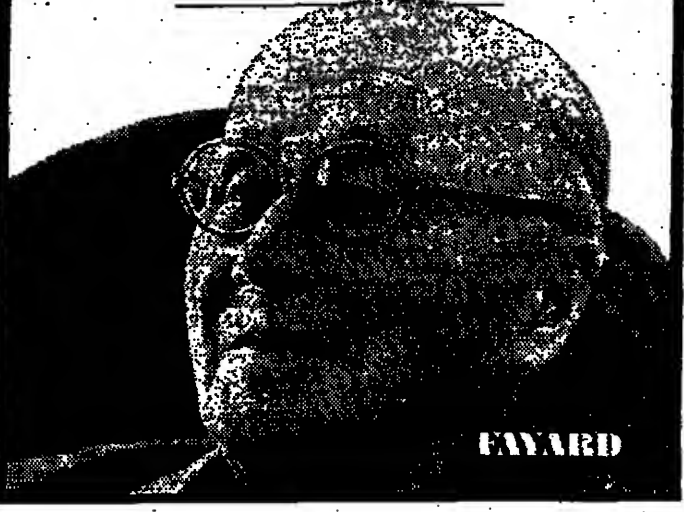
Pourquoi les inégalités, dont la France est devenue championne toutes catégories, content-elles cher au pays ?

(Lire la suite page 37.)

« Peu d'hommes ont joué un tel rôle dans l'histoire du monde ».

KISSINGER

JEAN MONNET MEMOIRES



FAYARD

AU JOUR LE JOUR

EFFEUILLAGES

La vérité sortait nue du puits sans autres manières et sans pudeurs indifférentes. Sans doute la sécheresse a-t-elle mis le puits à sec, et la vérité de notre situation économique nous est redonnée par le gouvernement Barre avec la lenteur savante qui est celle de l'effeuillage.

Certes, l'effeuillage est de saison, en ce septembre maussade. Mais craignons que les feuilles n'en finissent pas de tomber et que, si la vérité fait ainsi la coquette, c'est que le voile épais qui la cache ne recouvre, en fin de compte, que notre nudité.

ROBERT ESCARPIT.

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Nos OVNI les cerfs-volants

Le cerf-volant, une vieille histoire, pas tout à fait aussi vieille que le monde, encore que... Si l'on en croit Jean-Michel Folon, collectionneur de cerfs-volants : au commencement était le vent et la première chose que l'homme fit sur terre, après avoir vu le pommier, ce fut de fabriquer, avec sa chemise — venue Dieu sait d'où — et du roseau, quelque chose qu'on appelle aujourd'hui cerf-volant. Cette chose avait la forme d'un cœur. La première femme la vit de très loin, et accourut. (1) Le cerf-volant avait déjà trouvé une de ses vocations, celui de

signal. Il en aura beaucoup d'autres au cours des âges et selon les continents. Depuis son invention en Chine, sous le règne du premier empereur de la dynastie des Han, il a joué de nombreux rôles et pas seulement celui d'un jouet innocent. On l'a utilisé comme engin militaire, comme convoyeur de ravitaillement, comme porteur de messages, et même comme moyen de transport. Au Japon, on l'a lié à des pratiques religieuses : on le lançait dans le ciel pour prier les dieux afin d'avoir une bonne récolte. En Corée, il servait pour éloigner les mauvais esprits du bercail des enfants.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 25.)

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

« L'ENCLAVE ISRAËLIENNE AU LIBAN »

Rmeiche (A.P.) — Les musulmans et les fedayin appellent « l'enclave israélienne au Liban » : Rmeiche et trois autres villages peuplés de chrétiens maronites vivent en état de siège, en plein cœur du « Faïland » (1), grâce au soutien économique et militaire de l'Etat juif.

« Nous sommes prêts à embrasser le diable pour défendre nos foyers », se borne à dire M. Louis Hassouni, le commandant militaire de Rmeiche, lorsqu'il demande s'il reçoit une assistance militaire israélienne. Il porte en gilet de cuir un chaplet de grenades contrefaites d'inscriptions israéliennes.

Tout l'équipement des militaires de Rmeiche — bottes, casques, fusils et munitions — est identique à celui des soldats israéliens qui patrouillent à la frontière, située à moins de 2 kilomètres. Enfin, la présence dans le village de deux véhicules blindés de fabrication israélienne dispense tous les doutes. L'armée libanaise n'a jamais disposé de matériel soviétique. En revanche Tashal (l'armée israélienne) s'est emparé d'un certain nombre de transports de troupes syriens fabriqués en U.R.S.S., lors de la guerre d'octobre, sur le front du Golan. Ces véhicules blindés, nous a dit un combattant des forces palestino-progressistes rencontré à Bint-Jabail,

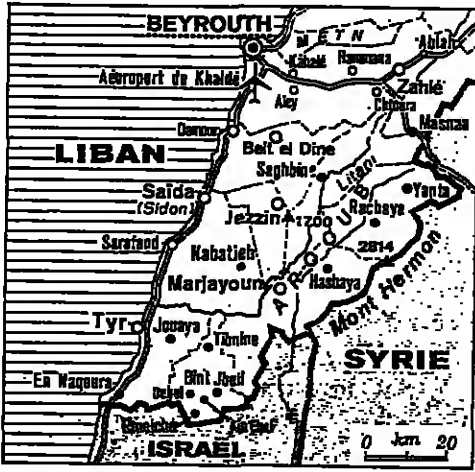
n'ont pu atteindre les villages maronites qu'en passant par Israël.

Les quatre villages maronites de Rmeiche, Al-Ebail, Debel et El-Mashad, où résident dix mille habitants environ, vivent encerclés depuis un mois. Tous leurs accès sont gardés par des barrières établies par de jeunes phalangistes en armes, portant sur leur vareuse l'emblème du cèdre.

L'envoyé spécial d'Associated Press s'est vu refuser sans explication l'accès d'un village. Interrogé, un commerçant grec orthodoxe d'une localité voisine a déclaré de rire : « Naturellement, ils ne vous ont pas laissé pénétrer. Vous êtes arrivés au moment même où les israéliens effectuaient leur visite quotidienne pour les approvisionnements. »

Depuis un accrochage survenu le mois dernier avec une patrouille palestinienne, les villageois chrétiens travaillant à Beyrouth sont revenus dans leurs foyers pour en assurer la défense. Comment y sont-ils parvenus si ce n'est en gagnant Israël par voie maritime, puis en franchissant la frontière sud ? A cette question, le commandant militaire de Rmeiche se borne à répondre : « Ils se sont débrouillés. »

(1) Nom donné par les israéliens à la partie du Sud-Liban qui jouxte la frontière avec Israël.



CORRESPONDANCE

La frontière de l'espoir

L'Association des médecins israéliens de France nous adresse le texte suivant :

A la frontière israélo-libanaise, une activité fébrile règne depuis le début du mois de juin. Il ne s'agit pas d'activités militaires. Toutes les dépêches d'agence, tous les correspondants des grands journaux (le Monde du 16 juin), relatent des faits avec étonnement tout d'abord, avec espoir ensuite.

De quoi s'agit-il ? Des milliers de Libanais ont traversé la frontière dans les deux sens pour recevoir, de la part des services de santé israéliens, une assistance médicale totalement gratuite, certains cas graves étant dirigés sur les hôpitaux de Haïfa et de Safed.

Ainsi la frontière israélo-libanaise est, réellement devenue la frontière de l'espoir : grâce à la bonne volonté des autorités israéliennes, elle permet dans l'immédiat aux malheureuses victimes d'une atroce guerre civile de trouver réconfort, soins, assistance technique et matérielle. De même, en septembre 1970, certains palestiniens avaient préféré se rendre aux soldats israéliens plutôt que de se faire massacrer par les troupes jordaniennes.

Déjà, depuis 1967, la politique des « ponts ouverts » avec la Jordanie a permis à plus d'un million d'arabes de se rendre en Israël pour y retrouver de proches parents. Ils ont pris contact avec la démocratie israélienne, ils ont apprécié le niveau de vie et ont pu témoigner en rentrant chez eux qu'il est possible de s'entendre avec les juifs.

La coopération israélo-libanaise actuelle confirme l'intention du gouvernement de Jérusalem de multiplier les échanges et les contacts avec les Arabes. Les palestiniens de l'O.L.P. et les extrémistes musulmans y sont opposés (le Monde du 30 juillet), car ils redoutent que ces relations humaines ne contribuent à rendre permanente la coexistence entre juifs et arabes et à ranimer l'espoir d'une paix stable au Proche-Orient malgré eux.

La capacité d'Israël et sa volonté de partager son potentiel médical sont des contributions qu'il peut apporter aux peuples de la région.

Il est plus que temps que les nations du Proche-Orient jouissent des fruits de la coexistence pacifique. Malgré les efforts destructeurs de certains et la passivité des grandes puissances, l'éventail des relations sociales, culturelles et professionnelles en-

tre Arabes et juifs doit continuer à s'élargir.

Il faut espérer que ces liens seront un jour le fondement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les Etats de la région, y compris l'Etat d'Israël.

C'est en cela que la frontière israélo-libanaise mérite bien le vocable de frontière de l'espoir.

Un 2 pièces bien situé c'est de l'argent bien placé.

73, avenue des Termes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil "Qualité") et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un 2 pièces de 44 m² plus 6 m² de balcon, par exemple, au 2^e étage, ne coûte que 348.000 F, parking en sus. Il reste également des studios et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

73 av. des Termes Paris 17e.

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison immédiate. Remise des clés et des papiers le 14 à 19 h, sauf le mercredi.



Samedi et dimanche de 10 à 19 h, ou GEPIC, 52 Champs Élysées Paris 8e, Tél. 256.98.98

Une réalisation SERDI.

Le rassemblement islamique dénonce le remaniement ministériel décidé par le président Frangie

Le Rassemblement islamique, qui groupe les personnalités traditionnelles de la communauté sunnite musulmane, a violemment dénoncé, jeudi 16 septembre, le remaniement ministériel effectué, mercredi soir, par le président Frangie (le Monde du 17 septembre). A l'issue d'une réunion extraordinaire, le Rassemblement islamique a publié une communique estimant que « cette mesure vise à entraîner une nouvelle flamme de violence, et constitue un pas vers la partition du pays ». Le communiqué dénonce la décision du président Frangie de constituer une agression contre les musulmans et une usurpation de leurs droits à la présidence du conseil.

Le chef de file de la gauche libanaise, M. Kamal Joumblatt, a estimé, pour sa part, que le président Frangie devrait être accusé de « haute trahison et de violation de la Constitution » et traduit devant une cour constitutionnelle. « Si les parlementaires se respectaient et n'étaient pas des opportunistes ».

Selon certains milieux proches de la droite, cités par l'agence U.P.I., la décision de M. Frangie a été inspirée par des considérations financières plutôt que politiques. Il s'agit de régler les dettes de guerre des milices de droite en puisant dans les caisses de l'Etat, ce qui était impossible tant que M. Karamé était ministre des finances. M. Chamoun a assuré qu'il s'agissait d'une mesure

« provisoire » et que le gouvernement présenterait, de toute manière, sa démission le 22 septembre au nouveau président de la République.

Sur le front militaire, l'accalmie enregistrée, jeudi matin, sur l'ensemble du territoire libanais, s'est confirmée au cours de la journée. Les seuls bombardements importants signalés se sont déroulés dans le nord du pays entre les deux villes rivales de Zghorta (droite chrétienne) et de Tripoli (palestino-progressistes). A Chekka, village chrétien au sud de Tripoli, des heurts entre des unités phalangistes et des miliciens de la brigade Marada (milice privée du président Frangie) auraient fait quatre morts jeudi matin. — (A.F.P., U.P.I.)

M. Sarkis s'efforce de régler le conflit syro-palestinien

De notre correspondant

Beyrouth. — La réunion syro-libano-palestinienne de Chitara (dans la plaine de la Bekaa) a bien lieu ce vendredi 17 septembre, mais à un niveau inférieur à celui qui avait été prévu à l'origine, puisque la Syrie ne sera représentée que par le général Najj Jamil, commandant en chef de l'aviation, et non par le chef du gouvernement, M. Khleifallah M. Elias Sarkis, le président élu, et M. Yasser Arafat, représentant respectivement les parties libanaise et palestinienne.

On peut penser qu'il s'agit d'une « explication » libano-palestinienne en présence d'un arbitre syrien et d'un représentant de la Ligue arabe. La réalité est tout autre : c'est le nouveau président libanais qui va devoir jouer le rôle de médiateur entre Syriens et Palestiniens. Car M. Sarkis a pleinement conscience qu'il ne pourra y avoir de paix au Liban tant que ne sera pas réglé le conflit syro-palestinien. C'est aussi un peu en méditant que le président Sarkis se rendra le lendemain au Caire pour y rencontrer le président Sadate. Afin de bien montrer que son voyage ne revêt aucun aspect

inamical à l'égard de la Syrie, le futur chef de l'Etat libanais passera par Damas, où il s'entre-entendra à nouveau avec le président Assad, à qui il avait déjà rendu visite le 31 août. Il n'est pas exclu qu'il fasse une halte en Arabie Saoudite avant de regagner Beyrouth, toujours via Damas.

M. Rachid Karamé, toujours chef du gouvernement libanais en titre, se trouve en route au Caire, où il semble attendre l'arrivée du président Sarkis, un vieil allié, qu'il n'a pu rencontrer jusqu'à présent. Beyrouth étant coupée en deux, en revanche, M. Pierre Gemayel et la délégation phalangiste sont rentrés à Beyrouth, tandis que M. Saïb Salam, ancien chef du gouvernement, est parti pour Ryad, ce qui exclut la tenue d'une « table ronde » au Caire.

Le principal objectif des deux Sarkis est d'obtenir qu'ils mettent un terme à la lutte qu'ils se livrent au Liban, par libanais et Palestiniens interposés. Un rapprochement syro-égyptien, que

part, sont entérinés : c'est eux qui feront respecter les accords du Caire par les Palestiniens. C'est là le nœud du problème. Les six années (1969-1975) séparant la conclusion des accords du Caire du début de la guerre civile ont montré que l'application de ces textes dépendait du rapport de forces entre les parties. Or les Palestiniens s'attendent de la part de la Syrie à une interprétation restrictive de leurs droits, et ils essaient de conséquence de l'éviter.

La controverse sur les accords du Caire

Mais, en dépit de l'optimisme provoqué par les multiples démarches et rencontres en cours, l'impasse risque fort de persister. L'absence d'un représentant syrien du rang de MM. Sarkis et Arafat diminue singulièrement les chances d'un résultat décisif. Le cours de la réunion de Chitara, de plus, bien qu'on parle avec de plus en plus d'insistance d'une acceptation de la part de l'O.L.P. d'appliquer les accords du Caire, qui sont censés régler la présence armée des Palestiniens au Liban, ces derniers persistent que leur engagement ne vaudrait qu'à l'égard d'une autorité légale libanaise, qu'il faut donc commencer par rétablir. Les Syriens, pour leur

part, sont entérinés : c'est eux qui feront respecter les accords du Caire par les Palestiniens. C'est là le nœud du problème. Les six années (1969-1975) séparant la conclusion des accords du Caire du début de la guerre civile ont montré que l'application de ces textes dépendait du rapport de forces entre les parties. Or les Palestiniens s'attendent de la part de la Syrie à une interprétation restrictive de leurs droits, et ils essaient de conséquence de l'éviter.

● Le bureau exécutif du parti socialiste français a adopté, mercredi 15 septembre, une résolution dans laquelle il estime que « la recherche des objectifs suivants pourrait contribuer à préparer une solution pacifique » :

- 1) Retrait des troupes syriennes du Liban, sous des formes et dans des délais à débattre entre les parties au conflit.
- 2) Prise de fonctions effective du président Sarkis.
- 3) Ouverture d'une véritable discussion entre toutes les fractions de la communauté libanaise.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le duel Ford-Carter

(Suite de la première page.)

Parfois, le candidat démocrate comme tout simplement une faute. Il a reconnu lui-même avoir eu tort de réclamer le renvoi de M. Kelley, directeur du F.B.I., auquel on reproche d'avoir laissé son personnel contribuer à l'amélioration de son appartement. « Si j'en étais sûr, j'aurais dû vous en parler », a-t-il déclaré. M. Ford, qui a fait remarquer que cet homme s'était éprouvé n'avait pas

perdu de temps à retrouver une nouvelle femme. Il regretta plus tard ce sarcasme. (1).

Le « vote catholique »

Incident mineur, beaucoup moins important que les difficultés rencontrées par M. Carter pour capter le « vote catholique ». Les catholiques, 22 % de la population — ne représentent qu'un peu plus du quart de l'électorat mais, concentrés dans les grands centres industriels de l'Etat de New-York (34 % de la population), de Pennsylvanie (31 %), de l'Illinois (32 %), de l'Ohio (31 %), ils sont, en mesure, dans l'hypothèse d'un scrutin serré, de faire pencher la balance. Jusqu'à présent, la plupart des catholiques ont voté démocrate (Kennedy remporta 78 % des votes catholiques), mais la controverse autour de l'avortement offre aux républicains la chance d'entamer cet électorat.

Partout où il va, M. Carter est assailli par des militants contre l'avortement, réunis dans le mouvement « Pro-Life » (Pour la vie), scandant leurs slogans et le traitant de lâche. Le candidat démocrate, en effet, s'est déclaré hostile à l'avortement, mais opposé à l'adoption d'un amendement constitutionnel qui aurait pour conséquence d'effacer la décision de la Cour suprême du 22 janvier 1973 proscrivant toute législation qui s'appliquerait aux trois premiers mois de la grossesse. La convention républicaine, sous l'influence de M. Reagan, s'est déclarée pour un tel amendement, mais le président Ford suggère seulement que chaque Etat soit libre de légiférer à ce sujet. Son attitude a été favorablement commentée par les évêques catholiques, qui, en revanche, se sont déclarés déçus par M. Carter, malgré les efforts de conciliation de ce dernier.

La querelle sur l'avortement n'est qu'un élément de la méfiance de larges secteurs de l'électorat catholique envers M. Carter. M. Carter, baptiste aiglé, accusé par certains de représenter « la vieille tradition du populisme sudiste fondamentalisme et agnosticisme anticatholique », ne réussit pas à convaincre sur l'appui de l'homme politique catholique le plus populaire, le sénateur Kennedy. D'autre part, les sondages indiquent que les fidèles ne suivront pas automatiquement la hiérarchie dans sa farouche opposition à l'avortement. « Tous les évêques sont

républicains, toutes les bonnes sœurs sont démocrates », disait Kennedy. Les amis de M. Carter pensent que la formule reste vraie en dépit des efforts faits par la Maison Blanche pour attirer la controverse sur l'avortement et rallier à ses côtés les milieux catholiques.

Une campagne « cachée »

L'optimisme grandit cependant dans le camp Ford, malgré le dernier sondage Gallup indiquant que M. Carter a repris de l'avance, distançant son concurrent de quinze points contre dix au lendemain de la convention de Kansas-City. Les sondages menés par la Maison Blanche indiquent, cependant, que M. Carter est en position périlleuse dans un ou deux Etats du Sud, au départ considérés comme sûrs pour le candidat démocrate, tandis que les deux hommes sont pratiquement à égalité dans les Etats

industriels du Michigan, de l'Indiana, de l'Illinois, ainsi que dans l'Etat de New-York.

D'autre part, tout en restant à la Maison Blanche, le président Ford se propose de mener ce qu'on appelle une campagne « cachée ». Il reçoit des milliers de gens influents dans leurs communautés, accorde plus de cinquante interviews « exclusives », tient de nombreuses conférences de presse. En outre, le président annoncerait bientôt diverses mesures de nature à plaire aux classes moyennes défavorisées, concernant le logement, la lutte contre le crime, le renouveau de l'intégration scolaire.

Mais, finalement, M. Ford compte, pour l'emporter, sur son image de marque, celle d'un homme honnête, entouré d'une famille sympathique, qui a fait de son mieux dans des circonstances difficiles, d'un personnage rassurant, de plain-pied avec l'électeur moyen, qui se retrouve aisément dans ses insuffisances et limitations.

HENRI PIERRE.

Canada

En visite à Paris

LE CHEF DE L'OPPOSITION SE PRONONCE POUR UN « FÉDÉRALISME FLEXIBLE »

M. Joe Clark, chef de l'opposition au Canada (parti conservateur progressiste), actuellement en visite en France, a été reçu jeudi 16 septembre à Paris par la presse diplomatique française. Il a déclaré que le fédéralisme canadien devait être réformé, mais qu'il n'y avait pas de problème québécois spécifique. « Le fédéralisme doit être plus flexible qu'aujourd'hui », a-t-il dit.

Reçu la veille par la chambre de commerce Franco-Canada, il était présenté comme le chef d'un « gouvernement en puissance » et avait reproché au premier ministre canadien, M. Trudeau, de ne s'intéresser à l'Europe que pour « contrebattre l'influence des États-Unis ». Il était toutefois solidaire avec la politique d'Ottawa vis-à-vis des pays francophones.

Chili

● LE CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES vient d'envoyer une lettre à différentes organisations religieuses et humanitaires pour attirer leur attention sur le cas d'un avocat chilien, M. Herman Montenegro, arrêté le 12 mai dernier à Santiago et détenu depuis lors sans jugement au camp de Tres Alamos. La lettre insiste sur le fait que le cas de ce juriste est un symbole de la détérioration des droits de l'homme en Amérique latine. M. Montenegro, âgé de trente-huit ans, ancien diplomate, avait été très actif, après le coup d'Etat militaire, dans la défense des prisonniers politiques. Il a, en particulier, assumé d'importantes fonctions dans le Comité de coopération pour la paix, puis, après la dissolution de cet organisme à la demande du général Pinochet, au sein du vicariat de solidarité de l'archevêché de Santiago.

Handwritten note: 150

EUROPE

République d'Irlande

Les nouvelles lois anti-terroristes étendent les pouvoirs de l'armée et de la police

De notre correspondant

Dublin. — Avec l'adoption sans vote par l'Assemblée, mercredi soir 16 septembre, de la nouvelle législation pénale, les deux projets de loi anti-terroristes proposés par le gouvernement de coalition de M. Cosgrave — qui ont fait pendant deux semaines l'objet de vives controverses dans le pays — vont entrer prochainement en vigueur.

Le premier projet donne aux forces de l'ordre le droit de détendre un suspect pendant sept jours au lieu de quarante-huit heures, comme c'était le cas jusqu'ici. La proposition de M. Cosgrave, ministre de la justice, d'interdire aux détenus de consulter un avocat ou un médecin s'ils le désirent, a cependant été rejetée.

Le deuxième projet prévoit des peines plus sévères (jusqu'à quinze ans de prison) pour les activités subversives, et donne à la police et à l'armée de plus grands pouvoirs en matière de perquisitions et d'arrestations (l'armée pourra notamment opérer sans la police). Ce texte a inquiété la presse, les organisations syndicales et une partie des travailleurs qui partagent avec le parti centriste Fine Gael, au gouvernement.

Le paragraphe 3 de cette loi prévoit que « toute personne qui, expressément ou par des allusions directes, par l'intermédiaire d'une autre personne ou par la propagande, ou tout autre moyen, incite ou tente une ou

Grande-Bretagne

La menace de grève de la marine marchande paraît écartée

De notre correspondant

Londres. — Le règlement du conflit de la marine marchande britannique semble maintenant en bonne voie. Après une série de négociations avec les représentants de la Confédération des syndicats (TUC), le conseil exécutif du Syndicat des gens de mer a accepté, jeudi 16 septembre, par 12 voix contre 4 les avantages en nature que lui a proposés le TUC. Le problème consistait à faire entrer les revendications des marins dans le cadre du « contrat social » entre le gouvernement et le TUC renouvelé au mois d'août. Le TUC, réuni en congrès annuel au début de septembre, avait fait pression sur les marins des que la grève avait été envisagée, car le désaccord des gens de mer mettait en jeu toute la politique de concertation entre les syndicats et le gouvernement, première arme de la lutte contre l'inflation.

Les avantages sur lesquels s'est fait l'accord avec le TUC concernent l'indemnité de chômage, le transport vers le port de départ, des compensations pour les pertes d'argent dues au taux de change des monnaies étrangères et une prime pour le temps de repos pris sans quitter le bateau. Ces avantages correspondent à la progression de salaire autorisée de 4,5 %. Seul le dernier point fait encore difficulté. Les marins ont l'intention de se montrer très fermes. La réponse finale des armateurs doit être connue mardi prochain, mais on s'achemine, semble-t-il, vers une conclusion positive.

La grève des gens de mer, arrivée initialement pour le 11 septembre, avait été ajournée au 26 septembre. Elle paralyserait la moitié du commerce extérieur de la Grande-Bretagne.

(Interim.)

Le Portugal va être admis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

De notre correspondant

Strasbourg. — Par acclamation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a souhaité que le Portugal devienne le dix-neuvième membre de l'organisation de Strasbourg. Elle avait été

invitée par le comité des ministres à donner son avis sur la demande portugaise d'adhésion. M. Aubert (social-démocrate suisse) qui présentait le projet devant ses collègues, a dit que le régime de Lisbonne ayant réalisé son double objectif de démocratisation et de décolonisation répondait aux exigences de l'article 3 du statut du Conseil : l'existence d'institutions démocratiques et le respect et la garantie des droits de l'homme et du citoyen.

Une délégation de l'Assemblée législative portugaise assistait à la réunion. Elle comprenait un représentant du parti communiste, du P.D., du C.D.S. et du P.S. Les représentants du Portugal pourraient siéger pour la première fois lors de la session de janvier 1977 à l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

● M. Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre de la justice, ancien député (M.A.R.), a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme, poste devenu vacant à la suite du décès de M. René Cassin.

Union soviétique

● L'ACADEMICIEN ANDRÉ SAKHAROV a adressé le jeudi 16 septembre un appel au président américain Gerald Ford et à son rival démocrate, M. Jimmy Carter, leur demandant de « poursuivre la lutte des États-Unis pour les droits de l'homme dans le monde ».

Dans une circulaire distribuée à la presse étrangère à Moscou, le lauréat du prix Nobel de la paix 1975 a ajouté que « la reconnaissance à Helsinki des droits politiques et civils, de la liberté de conscience et de déplacement, qui sont inséparables de la sécurité internationale, ont été de nouvelles possibilités d'actions internationales, particulièrement en ce qui concerne une amnistie pour tous les prisonniers politiques dans le monde ». Quatre-vingt-quatre juifs soviétiques ont adressé eux aussi, jeudi, un appel à MM. Ford et Carter, affirmant que « c'était grâce à la pression des États-Unis que le visa de M. Jonathan Sarna, qui avait été refusé, avait été accordé à cet homme d'état juif émigré qui avait été l'un des derniers à quitter la Russie soviétique ».

Italie

LES RELATIONS DU P.C.I. AVEC PÉKIN

L'autonomie exige une recherche approfondie sur la réalité soviétique et une étude scrupuleuse de la réalité chinoise, nous déclare M. Alberto Jacoviello

La réouverture du dialogue entre Rome et Pékin fait l'objet du dernier numéro de « Rinascita ». L'hebdomadaire théorique du P.C.I., qui vient d'être mis en vente. Malgré la publicité faite par les communistes italiens à ce dossier, il ne semble pas contourner d'éléments vraiment nouveaux. Les thèses des différents auteurs pourraient se résumer ainsi : après la mort de Mao, la Chine se trouve dans un moment de réflexion ; si elle cherche des interlocuteurs, elle peut compter sur le P.C.I. ; mais celui-ci n'entend pas prendre position dans le conflit entre la Chine et l'Union soviétique, conflit qui lui paraît être un fait négatif d'une extrême gravité. « Rinascita » dit enfin

que les communistes italiens refusent toute autocritique, mais réaffirment qu'ils ont toujours eu une position équilibrée et cohérente.

L'article qui rendra le plus d'attention est probablement celui de M. Pietro Ingrao, actuel président de la Chambre des députés, qui revient sur la conférence des communistes à Moscou en 1957. M. Ingrao fait état de discrètes rencontres entre Togliatti et Mao. Selon lui, le leader chinois n'était pas aussi optimiste qu'on l'a cru sur l'avenir du mouvement communiste, et il a encouragé les pays socialistes de l'Est européen à affirmer leur autonomie à l'égard de l'Union soviétique.

De notre correspondant

« J'ai eu, comme c'est naturel, une discussion avec le directeur de l'Unità », affirme M. Jacoviello. « J'en ai tiré probablement aussi des conclusions. Mais je dois dire que beaucoup ont jusqu'à présent évité de m'adresser la parole. Il y a dans cette attitude, je crois, une façon de ne faire sentir une critique pour un geste politique dans lequel certains ne voient que de l'indiscipline. Si c'est ainsi, je ne comprends pas le sentiment de ces camarades. Mais je ne pourrais pas qu'il y ait autre chose : les séquelles de sombres moments pour le mouvement communiste. Je le dis sans esprit de polémique. Chacun de nous en particulier dans sa génération, et dans les précédentes — porte des germes du passé. Il est bon de s'en libérer complètement. En ce qui concerne mon départ pour les États-Unis, on attend le visa. Mes fonctions seront celles qu'avait rattachées quel autre directeur de l'Unità : connaître, étudier et informer les lecteurs sur la réalité américaine ».

ROBERT SOLÉ

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base d'un licencié d'un an de maîtrise en cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Étude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations Publiques

Commerce international. Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Études Commerciales Supérieures), organisée par un établissement agréé.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
EAD
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.66.61.
Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

Libres opinions

Parlement européen et Constitution

par JACQUES BOUCHACOURT (*)

POUR reprendre en la transposant la célèbre formule de Clemenceau, voici venu, pour les Français qui veulent le rester, le moment de proclamer que les affaires de la France sont trop sérieuses pour être laissées aux diplomates et aux hommes politiques d'un prétendu Conseil européen idéalisé de Washington.

Considérant comme acquis le principe de l'élection au suffrage universel direct d'un Parlement européen, ceux-ci voudraient, en effet, intégrer désormais nos pays, l'une des plus vieilles nations du monde, dans une Europe en vérité bien étrange.

- une Europe réunissant seulement neuf des trente-quatre États européens ;
- une Europe étroitement inféodée à un bloc américain de plus en plus dangereusement confronté au bloc soviétique, la menace d'un effroyable conflit se présentant dès lors entre ces deux blocs armés à renforcer sans cesse leurs armements ;
- une Europe en complète contradiction avec le processus paneuropéen de détente et de coopération défini l'an dernier à Helsinki et devant être précisé en juin prochain à Belgrade ;
- une incroyable tour de Babel où les problèmes ardu qui ont toujours divisé Wallons et Flamands dans la petite Belgique se trouveraient multipliés à l'infini ;
- une super-nation européenne à contre-courant de l'évolution du monde, marquée par le développement des personnalités nationales, qui voit sans cesse de nouveaux peuples émerger de conglomérats plus ou moins artificiels en affirmant leur indépendance ; alors que cinquante et une nations avaient existé en 1945 l'Organisation des Nations unies, celle-ci en regroupe aujourd'hui cent quarante-sept ;
- une absurde structuration politique d'une Communauté économique, dont, depuis 1957, tous les objectifs (union douanière, mise en œuvre de politiques communes dans les domaines monétaire, énergétique, industriel, agricole, social, etc.) représentent aujourd'hui autant d'échecs accumulés en vingt années de « marathons de la dernière chance ».

Au-delà des fumeuses « nuées supranationales », l'échec désormais irrévocable de la C.E.E. comporte trois causes essentielles :

- ses dimensions manifestement insuffisantes par rapport à l'échelle des grands problèmes mondiaux actuels : sécurité, monnaie, aide au tiers-monde, énergie et matières premières ;
- le caractère non complémentaire des économies qu'elle prétendait unifier ;
- sa dépendance croissante et d'ailleurs voulue, à l'égard de la puissance économique et militaire des États-Unis, qu'il s'agisse du problème monétaire, de l'aéronautique, de l'informatique, du nucléaire, de l'énergie, etc.

Il est évident que la sécurité, l'indépendance et l'avenir de l'Europe passent aujourd'hui par une étroite coopération non limitée aux Neuf mais ouverte à tous les États du continent européen. Cette coopération implique non moins évidemment le maintien des indépendances nationales : on ne peut coopérer que dans la mesure où l'on existe. Les négociateurs de la C.E.E. avaient d'ailleurs compris cet impératif, et le traité de Rome était celui d'une association de nations souveraines.

C'est ainsi que l'article 139 du traité n'instituait rien d'autre qu'une Assemblée européenne formée de députés des Parlements nationaux. Les tenants attardés de la supranationalité avaient sans doute fait ajouter à ce texte une disposition longtemps oubliée qui permettait à cette Assemblée d'élaborer des projets relatifs à son élection au suffrage universel, mais l'application de tels projets se trouvait expressément subordonnée à trois conditions : décision unanime du Conseil de la C.E.E., procédure électorale uniforme et, surtout, conformité de ces projets avec les règles constitutionnelles de chacun des États. A elle seule, cette troisième condition excluait pratiquement toute élection au suffrage universel d'un Parlement européen non prévu par les Constitutions nationales et notamment par celle de la 4^e République française pourtant postérieure au traité de Rome.

La décision irréfutable, adoptée à l'initiative de M. Giscard d'Estaing en décembre 1975 et confirmée le 12 juillet dernier par le Conseil européen, de procéder en 1978 à une telle élection transforme fondamentalement la nature même de la C.E.E. et le rapport Tindemans est très clair à cet égard : à partir d'un Parlement élu au suffrage universel — et dont la souveraineté démocratique ne peut être dès lors ni contestée ni limitée, — c'est bien d'une Union fédérale appelée à se substituer aux États existants qu'il s'agit. N'est-ce pas au nom de la légitimité obtenue de leur élection que les États généraux de 1789 ont pu s'ériger en Assemblée constituante ? Une telle élection exclurait de même toute Europe des patries dans la perspective définie par le général de Gaulle : il est en effet sans exemple dans l'histoire qu'un système confédéral respectant les souverainetés nationales ait jamais comporté une Assemblée élue au suffrage universel.

En suscitant une légitimité autre que la légitimité française, la décision du Conseil européen est manifestement incompatible avec notre Constitution fondée sur la souveraineté nationale et avec son principe même : « Le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. » Il n'est nullement nécessaire d'être spécialiste du droit constitutionnel pour constater que, bien au-delà d'une ratification parlementaire, l'application de la décision de Bruxelles exige une révision de la Constitution. Etant donné que cette nécessaire révision fondamentale concerne à l'évidence la fois l'organisation des pouvoirs publics et la souveraineté nationale, la décision finale ne peut appartenir qu'à l'expression de cette souveraineté qui appartient au peuple français par le vote du référendum. Ce référendum doit porter non pas sur le principe du suffrage universel, ce qui serait absurde, mais sur l'opportunité de l'adjonction à la Constitution française de dispositions permettant désormais l'élection en France de députés européens supranationaux.

Dans cette circonstance, la décision du peuple français dûment informé ne fait aucun doute : fermement attaché à l'indépendance nationale, il rejettera massivement la transformation de la France en un État fédéré du type Ukraine ou Nebraska, ce vote ne pouvant en aucune façon être interprété comme l'expression d'un nationalisme étroit.

En effet, s'il apparaît peu motivé par la C.E.E. en raison de ses échecs répétés, les Français sont bien loin de limiter leur horizon aux frontières de l'Hexagone. Ils ont toujours été et demeurent acquis à l'idée de la coopération européenne et mondiale. Dans leur immense majorité, tous les sondages le confirment, nos compatriotes estiment qu'une France indépendante des hégémonies doit encore jouer un rôle éminent dans le monde, qu'il s'agisse de la coopération paneuropéenne dans l'esprit d'Helsinki, au-delà de l'angoissante confrontation des blocs, de la solidarité Nord-Sud, de la politique méditerranéenne, de l'aide au développement du tiers-monde ou de la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ces raisons et, peut-être aussi, une histoire millénaire expliquent l'hostilité instinctive des Français à toute intégration de leur pays dans une quelconque super-nation.

Dans ces conditions, et s'il est donné suite à l'irréversible décision du Conseil européen, le référendum désormais inéluctable à cet égard sera suivi en France d'une élection présidentielle anticipée à défaut d'élections européennes. Il paraît en effet d'ores et déjà invraisemblable que l'actuel président français, acquis de longue date à l'idée supranationale, puisse ne tirer aucune conséquence du désaveu des multiples et étonnantes initiatives prises par lui en l'occurrence.

Au-delà des barrières politiques du moment, tous les Français attachés à leur indépendance nationale doivent dès maintenant préparer ces échéances et, au besoin, les imposer. Il s'agit d'une bataille décisive pour l'indépendance de la France, et nous devons la gagner.

(*) Ancien député (U.D.S.) et membre du bureau exécutif du C.E.R.L.

EUROPE

MENACES SUR L'UTOPIE SUÉDOISE

II. — Le « palmérisme » en question

De notre envoyée spéciale NICOLE BERNHEIM

La campagne électorale suédoise ne se déroule pas que dans les grandes villes. Le premier ministre, M. Palme, et ses adversaires « bourgeois » multiplient les réunions devant un public particulièrement réceptif : le scrutin du 18 septembre mettra peut-être fin à quarante-quatre ans de « règne » social-démocrate. Dans un premier article (« Le Monde » du 17 septembre) notre envoyée spéciale a suivi la campagne en province.

Le système classé des dix-neuvièmes siècles, les formules vides de leur sens comme « libéralisme classique » ou « marxisme orthodoxe » quittent enfin la scène. Nous n'avons plus de remède miracle à offrir à la société, plus de panacée. Personne ne croit plus au destin, à une évolution fatale, à un irrépressible courant de l'histoire. L'expérience a prouvé

que toute tentative d'explication globale, toute synthèse abusive tendant à contraindre une formule unique aboutissent nécessairement au mépris de l'individu. (...) Nous sommes les héritiers d'un monde qui a réduit en poussière les plus beaux rêves.

Les idées de M. Meidner

Stockholm. — Avec son profil d'aigle, son regard trop clair et son drôle de sourire asymétrique qu'il peut rendre tout à tour sarcastique ou juvénile et charmant, M. Olof Palme enthousiasme ou scandalise les Suédois. Savonariol ou saint François d'Assise, Ravachol ou bon Samaritain ? Socialiste bourgeois pour les uns, socialiste en puissance pour les autres, il se définit lui-même avec une franchise dans un monde porté aux extrêmes, comme un théoricien du réformisme.

Dans la longue interview qu'il a donnée à Serge Richard, il s'explique sur la philosophie de son parti (1) :

« On nous reproche souvent, à l'étranger, de refuser l'idéologie et de nous intéresser exclusivement à la pratique. Rien n'est plus faux : nous passons, au contraire, beaucoup de temps à établir une base théorique avant de passer à la pratique. (...) Les idéologies ne sont pas mortes. Seules les vieilles idéologies sont tombées en lambeaux.

Lors du congrès social-démocrate de juin, le premier ministre a parlé de l'importance du socialisme à la suédoise : Marx, mais aussi les utopistes, les congrégations chrétiennes, les livres penseurs, les humanistes et les mouvements ouvriers.

A ceux qui l'accusent aujourd'hui d'être trop libéral, il rappelle avec ironie qu'il y a quelques décennies, les idées de planification économique étaient repoussées avec horreur dans les pays capitalistes. Peu avant, le suffrage universel y était traité avec mépris de « Parlement dans la rue ».

Dogmatique ou pas, la social-démocratie suédoise a organisé un système de protection et d'épanouissement du citoyen inégal, maintenant, au passage, quelques-uns des plus vieux tabous de la civilisation judéo-chrétienne : médecine et enseignement gratuits, aides multiples aux « marginaux » (personnes âgées, handicapés, mères célibataires, immigrés), retraite « à la carte », argent de poche aux lycéens, prêts sans intérêt aux étudiants, droit de vote aux élections municipales pour les étrangers résidents en Suède depuis trois ans, politique familiale fondée sur le principe de l'égalité des chances et des responsabilités des deux parents, large ouverture du marché

du travail aux femmes, notamment par de nombreux cours de formation professionnelle assortis de facilités multiples.

Contrairement à ce que n'ont cessé de prédire ses détracteurs, la social-démocratie suédoise n'a pas, pour autant, mené le pays à la ruine : le revenu réel des ménages a augmenté de 5 %, l'inflation s'est maintenue autour de 10 % en 1975 et pourrait tomber à 8 % cette année, et le niveau de chômage (1,6 %) est beaucoup plus réduit que dans les autres pays occidentaux. La Suède a jusqu'ici bien traversé la crise économique et a eu droit aux félicitations de l'O.C.D.E.

Mais nombre d'adversaires de M. Palme, et pas seulement dans les partis « bourgeois », l'accusent maintenant de vouloir aller trop loin dans la voie de la socialisation. Plusieurs de ses projets récents sont sérieusement remis en question, comme l'augmentation de 3 % de la taxe patronale sur les salaires, la suppression d'un abaissement de l'impôt sur les revenus moyens, et la diminution des horaires de travail pour les parents d'enfants de moins de trois ans.

Mais c'est surtout le projet Meidner qui provoque une levée de boucliers. Économiste d'origine allemande, réfugié en Suède au

début du nazisme, M. Rudolf Meidner est devenu l'un des maîtres à penser de la plus grande centrale ouvrière, L.O. (1.800.000 adhérents).

M. Meidner, qui a plus l'apparence d'un docteur intellectuel que d'un fougueux idéologue socialiste, propose que 20 % des bénéfices des entreprises employant au moins 50 personnes, soient, chaque année, transférés à un fonds ouvrier destiné à acquiescer des actions de la firme. Les nouveaux porteurs d'actions, représentés par leurs délégués syndicaux, pourraient prendre part aux réunions des conseils d'administration de la société et jouer ainsi un rôle dans la politique de croissance. Pour M. Meidner, cette me-

La vieille garde contre-attaque

Très ennuyé et sans doute pas vraiment favorable au projet M. Palme a prudemment expliqué que les idées de M. Meidner étaient certes excellentes, et dans le droit fil de la politique d'égalité des chances pour tous chère au gouvernement, mais qu'il était extrêmement difficile de les mettre au point et qu'elles n'entraîneraient sans doute pas une application avant une dizaine d'années.

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre fait marche arrière : il y a cinq ans, une commission d'études sur les salaires avait été créée, et elle était parvenue à des conclusions subversives : les hauts revenus allaient généralement de pair avec un travail intéressant, voire prestigieux, sont assésés, de surcroît, de nombreux avantages en nature, tels que voyages, accès aux hôtels confortables et aux bons restaurants. Il convient donc de leur laisser une certaine liberté de dépenses. Dans un pays où l'éventail des salaires est déjà l'un des plus étroits du monde et où les impôts peuvent atteindre 65 % du revenu, ce n'est pas sans conséquence sur la prospérité au dynamisme de ses chefs d'entreprise et de ses cadres supérieurs, ce fut un beau tollé. Aujourd'hui, la commission a perdu son chef, et poursuit ses recherches dans la plus grande discrétion.

L'entreprise de libération des revenus dont M. Olof Palme s'est fait le champion — il prime d'ailleurs une libéralisation plus générale des structures familiales — se heurte, elle aussi, à des difficultés. Dans l'ensemble, les modestes de cinquante ans ont subi, et souvent appliqué les nouveaux préceptes : partage des tâches ménagères et éducatives dans le couple, entraide mutuelle des rôles sur le marché du travail, chasse aux stéréotypes masculins et féminins dans les moyens d'information et la pédagogie, etc. L'orientation de cette révolution permanente est d'ailleurs peut-être moins philosophique qu'économique : l'expansion suédoise a

besoin de main-d'œuvre et M. Palme ne manque pas l'occasion de rappeler que sur les quelque deux cent quarante mille emplois créés depuis trois ans, cent quatre-vingt mille ont été occupés par des femmes.

Le Forum de la famille et l'Association pour les droits civiques, qui ont été fondés par quelques conservateurs bon teint de Stockholm, ne s'attaquent pas de front à la cause de la libération des femmes. Ils réclament seulement que le « droit des parents » figure dans la Constitution. « Droit des parents » à choisir pour leurs enfants des écoles publiques ou privées (qui disparaissent petit à petit, faute de subventions gouvernementales), droit pour les mères de famille de « choisir » de travailler ou de rester au foyer, etc.

L'une des animatrices des deux associations, Mme Ann-Marie Bratt, ne cache pas ses motifs : l'école de base que les sociaux-démocrates veulent imposer à tous les Suédois de sept à seize ans, quels que soient leurs talents, ne vise à rien de moins qu'à priver les bons éléments de l'éducation privilégiée qui fut celle d'un Palme.

Le régime veut d'ailleurs priver la Suède de son passé, comme en témoigne la « City », le nouveau centre de Stockholm construit sur de vieux quartiers pleins de charme. Mme Bratt, qui assure qu'elle ne se « sent pas bourgeoise » tous les jours, au moment des élections, réprovoque encore le tutoiement systématique qui est devenu l'un des traits de la vie quotidienne en Suède, quel que soit l'âge ou la situation sociale des interlocuteurs. Mme Bratt voit dans le « tu » un autre gadget d'une démocratie qui n'existe d'ailleurs plus dans le pays depuis que les sociaux-démocrates ont mis leurs « créations » en place dans toutes les institutions.

De fâcheux « excès de zèle »

Ce qui cause peut-être le plus de tort aux sociaux-démocrates et au « palmérisme », ce sont les excès de zèle de certains fonctionnaires et de la bureaucratie dans un État imaginaire, Montmartre.

M. Palme a beau expliquer que les scandales fiscaux ont été, en partie, provoqués par un excès de zèle de certains fonctionnaires et que les fonds financiers proviennent, en fait, des sociaux-démocrates allemands, l'opposition, et un nombre non négligeable de sociaux-démocrates sont indignés. Pour eux, le véritable scandale, c'est la bureaucratie d'un parti au pouvoir depuis trop longtemps, qui a engendré inévitables la corruption.

Certains n'hésitent pas à accuser M. Palme de précipiter la Suède vers le totalitarisme. On évoque à l'envi la disparition du pouvoir du citoyen au profit du parti, la « dictature » d'organisations locales entièrement aux mains des sociaux-démocrates. L'opposition bourgeoise brandit des menaces généralement puisées dans des discours imprudents de membres du gouvernement ou

de L.O. : nationalisation de l'industrie pharmaceutique, de la fabrication des livres de classe, municipalisation des sols, etc.

Entêté, M. Palme s'en tient aux objectifs qu'il a définis une nouvelle fois au dernier congrès du parti : solidarité de tous dans la nation, égalité des chances dans la vie, participation aux affaires à tous les niveaux.

Mais le premier ministre est aussi un réaliste. Il sait que l'utopie suédoise doit sa réussite à une prospérité matérielle grandissante. Une prospérité qui profite largement à tous les citoyens, mais qui est due à une économie dynamique, à des chefs d'entreprise hardis, à une organisation scientifique du travail, 5 % à peine des intérêts industriels du pays sont entre les mains de l'État : moins qu'en France, en Grande-Bretagne ou en Italie. Les rapports du gouvernement avec la confédération du patronat, la SAF, sont excellents, encore que les idées de M. Meidner fassent bondir les chefs d'entreprise et qu'on rencontre, à Stockholm, un certain nombre de gros revenus qui, approchant de la retraite, vendent leurs biens pour aller couler des jours paisibles, et pas trop spartiates, dans quelques lieux aimables. Le Midi de la France, par exemple.

Les rapports de M. Palme avec L.O. sont plus ambigus. Traditionnellement plus conservatrice que le parti qu'elle épaula, la grande centrale ouvrière fait aujourd'hui figure de bricoleur révolutionnaire. De mauvais esprits — surtout sociaux-démocrates — assurent que son nouveau président, M. Gunnar Nilsson, est subjugué par les jeunes intellectuels qui ont envahi ses organismes de recherches. Ce sont souvent d'anciens activistes des mouvements étudiants qui militaient, à la fin des années 60, contre la guerre du Vietnam, l'énergie nucléaire, pour la préservation de la nature, etc. Reconvertis dans la « participation », ces jeunes loups de la social-démocratie sont parmi les plus fervents supporters du projet Meidner. Ils sont hostiles aux accords économiques signés à Haga, en 1973, entre le gouvernement et les « bourgeois », qui ont permis à la Suède de traverser sans encombre la récession. Ils protestent maintenant contre les restrictions au droit de grève récemment imposées par un accord entre L.O. et le gouvernement.


Nombre d'observateurs jugent que cette fièvre qui agite la centrale ouvrière, principale alliée du gouvernement, n'est que passagère. Mais elle complique la tâche du premier ministre qui devra en tenir compte s'il est réélu.

Prochain article :

UN TROP BEL HÉRITAGE

- (1) Le Rendez-vous suédois, chez Stock.
- (2) Le cinéaste Ingmar Bergman a été interrogé par la police pour dissimulation de bénéfices. Il vit aujourd'hui en Allemagne. Bibi Andersson a été arrêtée trente-six heures pour le même délit sans pouvoir prouver sa culpabilité. Astrid Lindgren s'est plainte d'avoir été imposée l'année dernière à 102 % de ses revenus.

Jocelyn
PARIS



134 bd St-Jermain Paris 6 - 033.44.10
78/78 ch.-d'Issy (Arcades) 8-225.38.33
5 rue du Cherche-Midi 5-548.75.47

Pour mieux connaître les socialismes suédois, allemand et algérien

Olof Palme
Le rendez-vous suédois



Henri Ménudier
L'Allemagne selon Willy Brandt



Ania Francos et J.-P. Séréni
Un Algérien nommé Boumediène



collection "Les grands leaders" dirigée par Claude Glayman
STOCK

La meilleure preuve que nous avons raison c'est que nous n'avons pas de crise économique, nous déclare M. Olof Palme

Entre deux réunions électorales, M. Olof Palme a répondu à quelques questions que nous lui avons posées :

« Ne craignez-vous pas d'aller trop loin, maintenant, dans la voie du « socialisme à la suédoise » ?

— La meilleure preuve que nous avons raison, ce sont les résultats économiques que nous avons obtenus, alors que la plupart des autres pays occidentaux connaissent une crise sévère.

— Le « projet Meidner » rencontre une très vive opposition de la part du patronat. Et vous avez besoin de la coopération de celui-ci.

— C'est un projet qui nécessitera peut-être dix ans pour aboutir, car son application est extrêmement compliquée. Mais j'y tiens personnellement beaucoup. Je crois qu'il faut que les travailleurs prennent l'habitude de « s'impliquer » de très près à la marche de leur entreprise. Je leur fais confiance pour cela. Quant aux patrons, ils sont en train d'admettre que la coopération des salariés est indispensable à la paix sociale.

— Pourquoi cette méthode de « démocratie industrielle » plutôt que des nationalisations comme dans d'autres pays occidentaux ?

— La nationalisation n'est pas une solution « suédoise ». Je pense qu'il vaut beaucoup mieux démocratiser l'industrie de l'intérieur plutôt que de substituer l'État-patron au patron tout court.

— Que pensez-vous du slogan

du parti libéral : « Des réformes sociales sans socialisme » ?

— C'est assez ridicule, car, enfin, les réformes sociales sont une partie importante du socialisme.

— Quelles sont les plus grandes difficultés que vous rencontrez dans cette campagne ? Les derniers sondages ne vous sont pas très favorables.

— Quelques prétendus « scandales » ont fait beaucoup de mal à l'image de notre parti, surtout à cause de la façon dont la presse bourgeoise les a exploités. Ils ont, en fait, donné l'occasion de se mobiliser à une opposition qui manquait singulièrement de cause à défendre.

— Quels sont les points dont dispose, à votre avis, cette opposition ?

— Elle peut faire peur en faisant semblant de croire que nous préparons un « avenir nucléaire » à la Suède, et une existence impossible à ceux qui gagnent bien leur vie. Elle peut évidemment proposer des « changements » mineurs, mais, en trois ans, elle n'aura guère le temps de les appliquer. De toute façon, elle aura les plus grandes difficultés à bâtir un programme commun acceptable par les trois partis qui la composent.

— Avez-vous le sentiment que le socialisme « à la suédoise » est une originalité ?

— Pas vraiment, car je me sens très proche des autres socialismes nordiques, ainsi que de Willy Brandt et de Bruno Kreisky, qui ont, il est vrai, passé la guerre en Scandinavie.

les collections automne/hiver

les boutiques Griffsolde

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ DEPUIS 23 ANS

Concours d'entrée à :
HEC-ESSEC ESCP-ESCAE

PRÉPARATIONS ANNUELLES CONTINUES

AUTEUIL 6, Av. Jean Buzely 75016 Paris - Tel. 288.52.09
TOLBIAC 63, Av. d'Italie 75013 Paris - Tel. 582.63.25

(PUBLICITE)

M. Ceyrac : faute d'une action cohérente et équitable la situation pourrait devenir grave

(« Le Monde », 11 septembre 1976)

Les 3 conditions pour sortir de la crise sont énoncées dans la page - C - de mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que je distribue par poste tous pays moyennant une participation de 50 F. français, paiement à l'avance. No Copyright.

Reproductions autorisées.

EMILE KRIGER, 7, rue d'Ajoux, 75008 Paris - C.C.P. Paris 1030-11
Tél. (1) 255-58-78

Je m'abonne à 150

ASIE

CAMBODGE

DANS UN CAMP PROCHE DE LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE

Des réfugiés évoquent l'absence de libertés et les difficultés matérielles qui les ont poussés à partir

Aranya-Prathet. — Nous voici en présence de quelque trois mille réfugiés de ce camp, situé à la frontière khméro-thaïlandaise, à environ 300 kilomètres de Bangkok. Il y a Chou Try, le responsable khmer du camp, et deux autres réfugiés qu'il a choisis parmi les derniers arrivés. Peu habitués aux questions des journalistes, ceux-ci sont parfois intimidés par la vingtaine de personnes les entourant, compagnons de misère, qui écoutent, commentent, rient. Il faut dire que les « anciens » ont eux l'habitude de la presse. Le chauffeur qui nous a conduit ici sait comment trouver les réfugiés et amadouer le chef de camp thaïlandais, qui est sensé interdire tout contact avec l'extérieur, et quelle somme d'argent il faut donner à la fin de l'interview.

Haskinsan, ancien capitaine de la police militaire, est arrivé au camp le 28 août, après avoir franchi la frontière le 16 ; les nouveaux réfugiés sont, pendant dix à quinze jours, interrogés par la police thaïlandaise avant d'être envoyés dans un camp. Haskinsan revient de loin. Lui qui ne peut être confondu avec un paysan, il a réussi à passer au travers des enquêtes destinées à découvrir les anciens officiers de l'armée républicaine. « J'ai été soupçonné, interrogé. Ils ont des trucs pour

Forcer les anciens officiers à se découvrir. Mais ils n'ont jamais rien su de mon passé », dit-il.

En poste à Kompong-Spen, à plusieurs dizaines de kilomètres de Phnom-Penh, il est resté dans ce secteur jusqu'en novembre 1975. Incorporé dans un groupe mobile de jeunes, il a planté du riz jusqu'au moment où on a envoyé vingt-huit groupes de cent personnes par le train vers Sisophon, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière thaïlandaise. Au début d'août, sous prétexte d'aller prendre un bain, il s'est sauvé et a marché pendant une semaine à travers bois. Pourquoi ? « Il n'y avait pas de liberté et je pensais qu'un jour ou un autre je devrais mourir de faim ou de maladie », répond-il.

Cultivant soit le riz, soit le coton, son groupe travaillait le matin de 6 heures à 11 heures. Quand la nuit était assez claire, le travail durait le soir jusqu'à 22 heures. La nourriture consistait en une boîte de riz accompagnée de sel. « Chaque équipe de cent personnes avait un chef, un Khmer rouge armé. Pour tout le groupe, il y avait environ cent Khmers rouges. Quand on ne travaillait pas assez, on était puni. On était attaché au sol ou dans l'eau pendant vingt-quatre heures. Je n'ai jamais été puni », dit-il.

De notre envoyé spécial

champs, on lui a donné un fusil. Faut-il en déduire que le nouveau régime manque de cadres ou qu'il se sentait désemparé ? En fait, il n'y avait pas de cadres, mais il y avait une dizaine d'hommes, dont trois à quatre comme lui. Il surveillait les entrées et les sorties du village. « J'avais ordre de tirer si les gens s'obstinaient à partir. Je n'ai jamais tiré », affirme-t-il. Dit-il la vérité alors que deux douzaines de personnes l'accusent ? Vong Sarat, avait aussi pour instruction de repérer les « intellectuels » et les anciens militaires et de « surveiller ce qu'ils faisaient ».

Pourquoi est-il parti, près d'un an et demi après la fin de la guerre ? « On ne pouvait pas parler librement. Et puis, des brutes étaient commises. » Lesquelles ? « Quelqu'un qui avait une petite erreur, il était exécuté. Quel genre d'erreur ? Par exemple, un viol. Un homme a, d'autre

part, été tué parce qu'il avait fracturé le crâne de sa femme en la battant. » Toutefois, il n'a pas été témoin de l'exécution. La population doit respecter les trois règles suivantes : « Ne pas voler ; ne pas jouer aux jeux de hasard ; ne pas boire d'alcool. » Même les Khmers rouges peuvent être exécutés s'ils enfreignent ces règles, ajoute Vong Sarat. Il n'a reçu aucune éducation politique. On lui a seulement appris le régime.

Vong Sarat semble être un cas à part. La grande majorité des nouvelles recrues des forces locales ou de l'armée seraient beaucoup plus jeunes. De plus, Vong Sarat affirme qu'il est paysan, fils de paysan sans terre. Or, il n'a pas les callosités aux mains et aux pieds des personnes qui travaillent habituellement dans les champs. Peut-être, devant d'autres réfugiés, ne veut-il ou ne peut-il tout dire. Quelle serait la réaction des autres s'il avouait avoir été Khmer rouge pendant plusieurs années, ou avoir lui aussi participé à des exécutions ?

Pendant ces deux conversations, Chou Try, le chef khmer du camp, est resté en retrait, silencieux, mais écoutant avec attention. Ancien instituteur, âgé de trente-quatre ans, il a franchi la frontière il y a déjà plusieurs mois. « Je suis parti, car je ne pouvais supporter leur régime. Ils commençaient à arrêter les intellectuels et les enseignants », dit-il. Il a vu les corps d'une centaine d'officiers le 24 avril 1975, mais n'a assisté à aucune exécution. Il affirme cependant en avoir entendu parler, y compris par des Khmers rouges. En effet, il travaillait dans un dispensaire, son éducation lui permettant de déchiffrer les modes d'emploi de médicaments. Il estime que « le nombre des exécutions a diminué ». Il a néanmoins entendu dire par un étudiant de Battambang que quatre cents villageois auraient été empoisonnés ; mais ce témoin serait reparti au Cambodge « avec la résistance ».

Quelles sont les activités de cette dernière ? « Je n'ai pas entendu parler de combats ; elle n'effectue que des missions de renseignements », ajoute Chou Try. Citant les réfugiés qu'il a interrogés, Chou Try estime que la situation alimentaire, après s'être améliorée, s'est à nouveau dégradée récemment. Il s'agit, selon un diplomate occidental en poste à Bangkok, d'une période difficile de soudure entre deux récoltes. Chou Try dit que les conditions sanitaires sont mauvaises. A ce sujet, le capitaine Haskinsan nous a déclaré : « Dans notre groupe, un millier de personnes étaient malades, dont une centaine gravement. Des gens étaient vaccinés et recevaient des médicaments de fabrication locale contre la malaria. » Il avait affirmé que quatre à cinq personnes mouraient chaque jour de dysenterie, de diarrhée ou de vomissements.

Ces trois témoignages nous ont été proposés par les responsables khmers réfugiés. Ils sont ceux de trois personnes choisies parmi plusieurs milliers de réfugiés. Il existe cependant, un point sur lequel tout le monde est d'accord : jamais les autorités n'ont imposé de changements de nom, comme le bruit en avait couru un moment.

PATRICE DE BEER.

« J'ai vu exécuter trois cents personnes »

Haskinsan a-t-il assisté à des exécutions ? « Du 26 au 28 avril 1975, j'ai vu exécuter trois cents anciens officiers et soldats. En mai, j'ai vu des corps. Et depuis ? La fille d'un ancien colonel a disparu. Deux amis à moi aussi. Je pense qu'ils ont été tués, mais je n'ai rien vu. » Il ajoute : « A la fin de la guerre, la population espérait que le régime des Khmers rouges serait meilleur que celui de la République corrompue. » Il semble que lui aussi partageait cette opinion à l'époque.

A l'heure de la conversation, l'ancien capitaine soulève un peu le voile sur la situation au Cambodge. Selon le chef de camp, de

vingt-cinq à trente réfugiés seulement arrivent à Aranya-Prathet chaque mois ; et ils ne savent pratiquement rien sur ce qui se passe en dehors du petit monde clos où ils ont vécu et qui se situe, pour la plupart d'entre eux, non loin des régions frontalières, dans la province de Battambang.

A-t-il vu des Vietnamiens ? « Non. Des Chinois ? Oui, à Battambang, en novembre. A-t-il subi une formation politique ? « Oui, mais de manière irrégulière. On condamnait l'ancien régime et l'impérialisme américain sans jamais faire allusion à la Chine, au Vietnam ou à l'Union soviétique. On nous parlait de démocratie, de nationalisme. On nous disait que les travailleurs devaient être les propriétaires. » A-t-il participé aux élections législatives du printemps ? « On nous a réunis, on nous a lu une liste ; les gens votaient par applaudissements. » Il n'a jamais entendu parler de parti communiste. Les seuls noms qu'il ait entendus prononcer — rarement — étaient ceux de deux dirigeants, MM. Khieu Samphan et Teng Sary.

Maintenant qu'il est arrivé en Thaïlande, Haskinsan se demande ce qu'il va faire. Rares sont les réfugiés qui peuvent espérer être accueillis dans un pays tiers. « Je veux me battre », affirme-t-il. Il estime toutefois que « les gens n'ont pas assez de soutien pour se révolter » et ajoute : « Je n'ai pas entendu parler de combats dans la région de Battambang ou de Sisophon. »

Le chef de camp nous avait promis une rencontre avec un déserteur khmer rouge, mais celui-ci demeure introuvable. Il nous présente un jeune homme de vingt-trois ans, Vong Sarat, arrivé au camp le 3 septembre et qui affirme avoir été pendant près de six mois membre des milices villageoises du nouveau régime.

« Je n'étais pas volontaire, mais mon cousin, Khmer rouge depuis longtemps, m'a amené à Phnom-Penh, dans la province de Battambang », dit-il. Après une semaine de formation, puis une autre de travail collectif dans les

CORRESPONDANCE

A propos de la résistance anticommuniste

M. François Ponchaud nous écrit à la suite de la publication dans le Monde du 19 juillet d'une brève information faisant état d'un appel à la résistance anticommuniste lancé par le « colonel Souvattana ».

Je me souviens de ce qu'un journal tel que le vôtre a reproduit cette nouvelle, qui relève de la plus pure fantaisie, sinon de l'imposture, voire de l'escroquerie. D'jà, le Monde du 29 novembre 1975 avait annoncé la création d'un pseudo « gouvernement de libération khmer en exil » ; le Monde du 23 avril 1976 avait fait état d'une conférence de presse de son président et publié des déclarations d'un imposteur nommé Ching Bôr.

A titre d'information, voici ce que l'on sait :

1) Si M. Souvattana a en jadis des rapports avec les Khmers Serey (1), il n'a jamais eu de succès. Ce n'est pas un militaire. Ses amis l'ont appelé ainsi, en septembre 1975, et depuis il se croit colonel.

2) Son « gouvernement de libération » ne représente que lui-même. Il l'a lancé sur une boutade de journaliste lui reprochant de ne rien déclarer lors de sa première conférence de presse. Il se réclamait de M. In Tan, alors en Thaïlande, sans que celui-ci soit au courant, et qui s'est vu, dès lors, signifier pour ce motif un décret d'expulsion de Thaïlande. Lors de sa deuxième conférence de presse, le 21 avril 1976, M. Souvattana a regagné, devant ses compatriotes, après le départ des journalistes étrangers, que son gouvernement n'était qu'un jeu pour attirer des aides. (« *leokou samray rot chummayouy* »). La destination de ces aides n'est pas précisée.

3) Les organisations khmères, en France ou ailleurs, ne reconnaissent aucun leader.

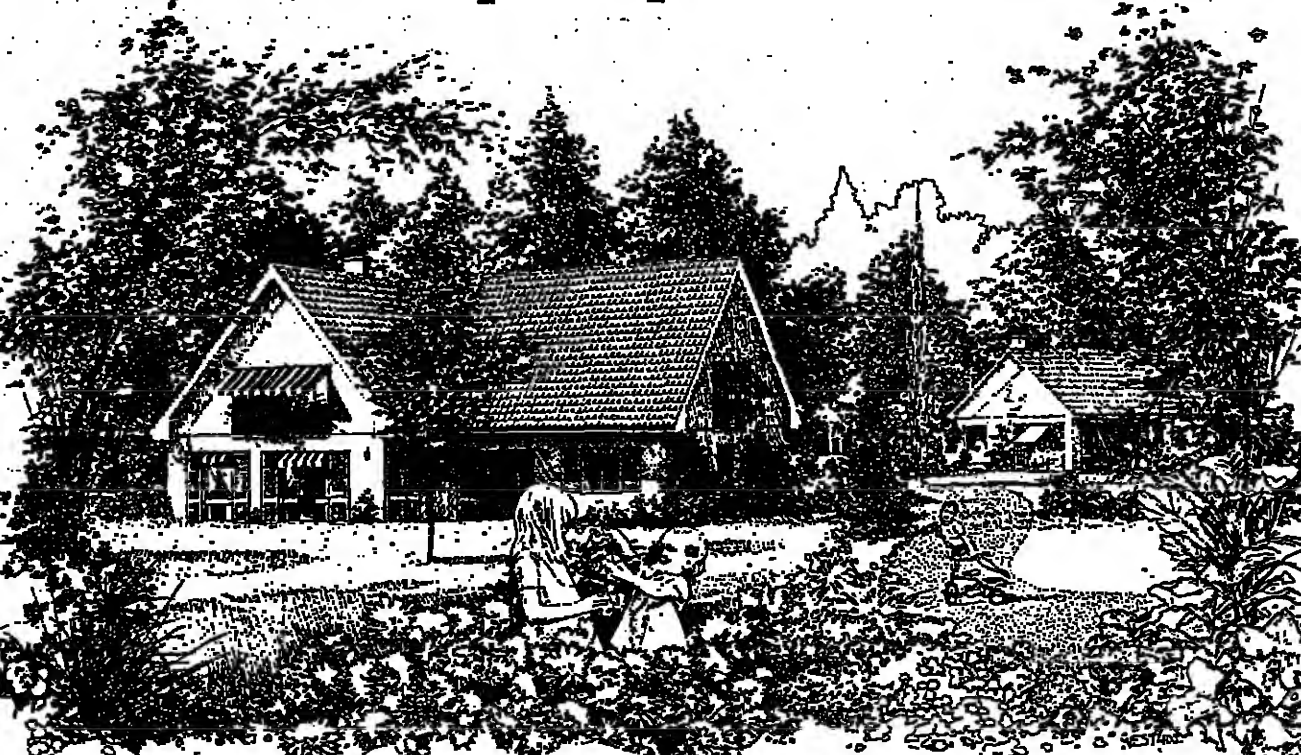
4) J'ai rencontré plusieurs chefs de la résistance khmère, aucun d'entre eux ne connaît M. Souvattana.

Sans doute il existe, en plus du millier de résistants disséminés le long de la frontière khméro-thaïlandaise, un certain nombre de foyers de résistance à l'intérieur du pays : à Kompong-Spen, Kompong-Chhnang, Battambang, On-touk, dans la province de Battambang, dans la région de Stung-Triem (Kompong-Thom), mais personne ne peut dire exactement si ces foyers de résistance ou ces groupes agissent ensemble. Il semble que non. Nous sommes très loin des cent trente-cinq mille hommes qui persécutaient sous les ordres de M. Souvattana 1

(1) Groupes de droite qui furent en lutte avec Bangkok, Saigon et les États-Unis. (N.D.L.R.)

Breguet

“Nous avons appris pour vous à construire plus près de la nature”.



Tout près de Paris : le calme, la campagne, une grande maison moderne, de construction traditionnelle, dans un grand jardin. Et les avantages d'un domaine.

Jouer de la nature près de Paris.

Vous voulez que votre famille, vos enfants puissent vivre à l'air pur, au calme, et jouissent chaque jour de tous les bienfaits de la nature.

Vous savez qu'il y a tout près de Paris des coins de nature préservée où l'île-de-France est encore merveilleusement belle : superbes forêts, charmants villages... Mais, dans cette belle nature, on ne trouve guère que des demeures agréablement chères, ou des maisons anciennes et inconfortables. Et les parisiens, en y passant en voiture, se disent : « Si seulement j'admirais... »

Vous vivez aujourd'hui dans une ville où l'air est de plus en plus pollué et où chaque jour les bruits

deviennent plus insupportables. Vous voyez vos enfants manquer d'espace dans des appartements toujours trop petits pour eux.

Vous avez certainement réfléchi à l'achat d'une résidence secondaire mais vous y avez vite renoncé en vous rendant compte de l'investissement excessif et des énormes frais qu'elle entraîne.

Une maison dans un Domaine Breguet. Nous construisons des Domaines, c'est-à-dire des « villages » de maisons individuelles dans de grands jardins.

Vous vivrez au milieu d'un ensemble de jardins, de haies, qui se fondront avec la pleine nature, la forêt ou les

prés qui entourent nos Domaines.

Nos villages sont composés de très jolies maisons construites traditionnellement avec le plus grand soin et d'une architecture élégante.

Elles ont de grandes surfaces vitrées, une épaisse moquette et une isolation thermique très étudiée.

Vous vivrez au large dans des maisons de 93 à 278 m² comprenant de 4 à 8 pièces et dotées de tout le confort dont vous pouvez rêver.

Où se trouvent ces merveilleux Domaines ? Desservis par les meilleurs accès routiers, ils sont réalisés sur les plus beaux terrains de la région parisienne, à une distance de 15 à 28 km de Paris.

RENDEZ-NOUS VISITE DÈS CETTE SEMAINE.

TOURNEZ LES PAGES DE CE JOURNAL : VOUS Y TROUVEREZ LES DESCRIPTIONS DES 6 DOMAINES QUE NOUS CONSTRUISONS ACTUELLEMENT PRÈS DE PARIS.

MAO TSE-TOUNG

plus de 100 textes

traduits et présentés par Stuart R. Schram, l'un des plus compétents sinologues du monde occidental

ARMAND COLIN

ORPHELINAT DE BEYROUTH

Organisation sociale, non politique, travaillant depuis 1920 pour l'intérêt public. S'occupe de 1.000 orphelins et handicapés libanais. Financée par des dons, vu les événements au Liban, est confrontée à un manque de revenus et à une augmentation de ses dépenses. Fait appel aux organisations et personnes en vue de l'aider. Adresser les dons au compte suivant : 284155, B.N. Agence Quartier Latin, 7, rue Soufflot, Paris (5^e).

AFRIQUE

Sahara occidental

UN COMMANDO DU POLISARIO AURAIT LIBÉRÉ VINGT SAHRAOUI DÉTENUS PAR LES MAROCAINS PRÈS D'EL-AIOUN

Alger (A.F.P., A.P.). — Dans un communiqué publié le jeudi 16 septembre à Alger, le Front Polisario a annoncé qu'une unité de l'Armée de libération populaire sahraoui (A.L.P.S.) avait réussi, le 9 septembre, à libérer une vingtaine de Sahraouis détenus par les autorités marocaines, dans la prison d'Edchera, localité proche d'El-Aioune, la capitale du Sahara occidental. Au cours de l'engagement, les forces armées royales auraient eu, selon le Polisario, dix-neuf tués et treize blessés.

Le même jour, un autre commando aurait saboté le tapis

roulant servant à transporter le phosphate des mines de Bou-Craa vers la côte. Sept soldats marocains auraient été tués. Le 11 septembre, enfin, des unités du Front auraient harcelé les garnisons marocaines de Jdiria et d'Abitih, sous-marines de Jdiria et d'Abitih.

Maroc

LA C.F.D.T. ACCUSE LA POLICE D'AVOIR TORTURÉ UN DE SES MILITANTS

Dénouant la « collusion étroite » qui existerait entre des éléments policiers marocains et français, la C.F.D.T. a fait état, jeudi 16 septembre, de « graves sévices » subis par un militant des autorités du Maroc sur la personne d'un ressortissant de ce pays employé dans un domaine viticole de l'Hérault. Selon la C.F.D.T., ce travailleur migrant était retourné au Maroc en juillet dernier, après avoir reçu un télégramme annonçant la mort de son père. A son arrivée, il avait trouvé son père vivant et avait été arrêté par la police, qui le tortura « à onze reprises, par l'électricité et par passage dans l'eau glacée ». Les policiers marocains ont présenté à leur victime, qui militait à la C.F.D.T., un dossier sur les grèves des ouvriers saisonniers dans l'Hérault en 1975, établi « incontestablement en France », et contenant des photos de syndicalistes français et immigrés. La C.F.D.T. met en cause la « lourde responsabilité » du ministère français de l'Intérieur dans de tels agissements.

Il y a une semaine, la C.G.T. avait signalé, pour sa part, que vingt-trois de ses militants avaient été « incarcérés dans les grottes d'Hassan II » au cours de l'été 1976 (cf. le Monde du 11 septembre) et avait accusé les autorités françaises d'avoir « livré » ces personnes à la répression dans leur propre pays.

Madagascar

TANANARIVE REDEVIENT ANTANANARIVO

Tananarive (Reuter). — Tananarive, la capitale malgache, est appelée désormais Antananarivo. La ville s'appelait déjà ainsi avant la colonisation. La reprise de ce nom entre dans le cadre de la malgachisation en cours dans le pays dans tous les domaines.

Étymologiquement, Antananarivo signifie la Cité des mille. Jadis la capitale s'appelait en réalité la Ville des mille guerriers.

Si la nouvelle Constitution malgache adoptée le 21 décembre dernier avait prévu ce changement, dans la pratique le nom de Tananarive était, jusqu'à présent, toujours utilisé. Sur les actes officiels, on note que désormais la nouvelle dénomination est fréquemment utilisée. Les noms des rues de la ville ont été également malgachisés.

A travers le monde

Corée du Sud

● M. LEE CHUL SEUNG, VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, et partisan du dialogue avec le gouvernement sud-coréen, a été élu jeudi chef du plus important parti d'opposition, le nouveau parti démocratique (N.D.P.), qui détient 58 sièges sur 214 à la Chambre et est divisé en fractions rivales depuis la convention de mai.

Guinée

● LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE a fermé son ambassade à Bissau et rappelé son personnel. Selon des rumeurs non confirmées, le président Sékou Touré aurait pris cette décision après le refus des autorités de la Guinée-Bissau de lui livrer des immigrés peuls que Conakry soupçonne d'avoir trempé dans le dernier complot contre le régime guinéen. L'organisateur de ce complot aurait été M. Diallo Teill, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) appartenant lui-même à cette tribu. — (Reuter.)

LA MISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

M. Kissinger pourrait rencontrer M. Smith à Johannesburg

Poursuivant sa tournée africaine, M. Henry Kissinger était attendu vendredi 17 septembre à Pretoria, où il commencera une série d'entretiens avec M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Une rencontre « officielle » entre le secrétaire d'État américain et le chef du gouvernement rhodésien, M. Ian Smith, pourrait avoir lieu samedi au stade de Johannesburg.

Johannesburg. — Une poule avec la tête de M. Kissinger, tenant un rameau d'olivier dans la bouche, pond un œuf cinq fois plus gros qu'elle. Sur l'œuf, on

A l'issue de ses conversations avec M. Kissinger, le premier ministre zambien, M. Kenneth Kaunda, a lancé, jeudi à Lusaka, une sévère mise en garde à l'adresse de son hôte. « Vous n'avez que quelques jours, a-t-il prédit. Si votre mission échoue, nous serons parvenus au point de non-retour. Nous combattrons. Nous ne produisons par d'armes, il faudra donc nous les procurer. »

De notre correspondante

(grandes espérances). Cette caricature parue dans le quotidien anglophone du soir The Star,

jeudi 16 septembre, reflétait l'état d'esprit de nombreux Sud-Africains à la veille de l'arrivée à Pretoria du secrétaire d'État américain : l'attente du miracle, sans y croire.

Les récents discours et déclarations du premier ministre sud-africain, M. John Vorster, comme ceux de son homologue rhodésien, M. Ian Smith, laissent en effet peu d'espoir pour une solution rapide, et satisfaisante aux yeux des Américains en Rhodésie et en Namibie.

En ce qui concerne la Namibie, un point essentiel est acquis : le principe de l'indépendance. Une date a même été fixée : le 31 décembre 1978. Il reste à établir la Constitution du futur État et à se mettre d'accord sur les personnes qui seront associées au processus conduisant à l'indépendance. Mais Pretoria ne désire négocier qu'avec les délégués tribaux africains et les représentants des métis et des Blancs réunis depuis plus d'un an dans une conférence constitutionnelle qui siège au Turnhall de Windhoek.

M. Vorster refuse d'autre part de discuter avec la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), mouvement nationaliste reconnu par les États noirs d'Afrique et les principales organisations internationales, dont les Nations unies.

M. Kissinger, soucieux d'éviter un conflit dans cette partie du monde, essaiera de convaincre M. Vorster de la nécessité d'inscrire ce mouvement nationaliste dans le processus d'indépendance. La tâche ne sera pas aisée. Certains diplomates et hommes politiques pensent cependant que le premier ministre sud-africain pourrait céder sur ce point, mais que, pour ne pas avoir l'air de revenir sur ses paroles, il pourrait laisser l'initiative d'une telle rencontre à la conférence de Windhoek. Les négociations pourraient alors avoir lieu à Genève, sous l'égide de l'O.N.U.

En revanche, M. Vorster s'opposera à ce que les élections qui devraient être organisées avant l'indépendance se tiennent autrement que sur une base ethnique. Ce qui ne saurait satisfaire les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui, dans ce cas, refuseraient d'opposer leur veto lors de la réunion du Conseil de sécurité consacrée à la Namibie, à la fin du mois.

M. Kissinger pourra difficilement s'abstenir d'évoquer les problèmes intérieurs de l'Afrique du Sud, où la tension n'a cessé de s'aggraver.

S'il est prévu au programme de M. Kissinger une rencontre avec des chefs de bantoustans, il n'est pas exclu qu'il recevra les représentants « reconnus » par les manifestants. Jeudi après-midi, trois organisations du mouvement de la Black Consciousness (conscience noire) ont demandé à rencontrer le secrétaire d'État.

« Nous ne voulons pas, disent leurs dirigeants, que M. Kissinger ne voie qu'un seul côté des choses. Pour éviter cela, il ne devrait pas seulement parler aux chefs des bantoustans, mais demander également à voir les personnes détenues, qui sont considérées par beaucoup comme les véritables représentants des Noirs. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● L'Union soviétique a lancé mercredi sa plus violente attaque à ce jour contre la mission de M. Henry Kissinger en Afrique comme « un dangereux complot entre impérialistes et racistes ». La Pravda accuse le secrétaire d'État américain de vouloir gouverner l'Afrique du Sud de l'effondrement en imposant des gouvernements dévoués à l'Occident en Rhodésie et en Namibie, « sous le couvert de remettre le pouvoir à la majorité africaine ».

Rhodésie

M. SMITH ESTIME QUE LE GOUVERNEMENT DOIT DEMEURER « DANS DES MAINS CIVILISÉES »

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a prononcé, jeudi 16 septembre, à Bulus cles, devant les six cents délégués du Front rhodésien réunis en congrès à Umtali, un discours dont un porte-parole gouvernemental a révélé les grandes lignes. M. Smith a affirmé que la Rhodésie a besoin d'un accord constitutionnel qui soit raisonnable, honnête et juste pour tous. Cependant, un tel règlement, a-t-il déclaré, ne peut être fondé sur la « règle d'or » selon laquelle le gouvernement devra demeurer « dans des mains civilisées ». D'autre part, on apprend à Salisbury que trois magistrats africains et deux soldats rhodésiens ont été tués au cours d'accrochages frontaliers ces dernières quarante-huit heures.

PRETS IMMOBILIERS.

AVANT DE VOUS ENGAGER POUR 20 ANS RENSEIGNEZ-VOUS BIEN.

Dès qu'il s'agit d'acheter, de rénover, ou de construire un logement, il faut la plupart du temps emprunter de l'argent.

C'est un acte important qui vous engage pour 10, 15 ou 20 ans.

Ne le prenez pas à la légère. Il y a trop de différences entre les formules de prêts que l'on vous propose pour ne pas y regarder de près.

Sachez simplement que les Caisses d'Épargne prêtent. Et que les prêts de l'Écureuil sont ouverts à tous. Même à ceux qui n'ont pas encore de livret.

Le taux des prêts de l'Écureuil est parmi les plus bas du marché.

Prenons un exemple. Un prêt immobilier remboursable en 20 ans ne coûte chez l'Écureuil que 107 F par mois pour 10000 F empruntés (assurance comprise). Alors que vous le

trouvez couramment à 117 F ailleurs. Pour un prêt de 100000 F, cela représente sur 20 ans, 24000 F d'intérêts économisés avec les prêts de l'Écureuil !

Tout le monde peut demander un prêt de l'Écureuil.

Même si vous n'êtes pas encore client d'une Caisse d'Épargne, vous pouvez venir nous demander un prêt. L'ouverture de votre dossier se fera immédiatement.

Les prêts personnels immobiliers de l'Écureuil : sans épargne.

Il ne vous sera pas demandé d'épargner pour obtenir un prêt, car les prêts personnels immobiliers de l'Écureuil sont différents des formules du type Épargne logement : il vous suffira d'avoir l'apport personnel habituel. Cependant si vos projets ne

sont pas immédiats, nous vous aiguillonons bien entendu vers la solution la plus intéressante pour vous.

En fait, quel que soit votre problème, vous avez intérêt à pousser la porte de la Caisse d'Épargne de l'Écureuil la plus proche de chez vous. Parce que l'Écureuil ne peut pas décevoir la confiance que les Français ont en lui.



L'ECUREUIL PRETE AUX MEILLEURES CONDITIONS. MEME SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE LIVRET.

Renseignez-vous auprès du Service des prêts de votre Caisse d'Épargne :

PARIS - 21 rue Étienne Marcel - 75002 PARIS - Tél : 236 63.94 - 236 66.93 - 236 67.16 - 233 65.47
COULOMMIERS 77120 - Tél : 403 02.03
FONTAINEBLEAU 77301 - Tél : 422 27.05
MEAUX 77101 - Tél : 434 00.35
MELUN CEDEX 77004 - Tél : 437 05.48
MONTREUIL 77130 - Tél : 432 01.30
PROVINS CEDEX 77160 - Tél : 400 01.21
MANTES-LA-JONNE 78203 - Tél : 477 01.43
MEULAN 78250 - Tél : 474 01.14
POISSY 78302 - Tél : 979 25.56
RAMBOUILLET 78120 - Tél : 483 85.45
SAINT-GERMAIN CEDEX 78103 - Tél : 973 38.73

VERSAILLES 78000 - Tél : 950 92.05
CORBEIL-ESSONNES CEDEX 91103
Tél : 068 92.90 +
DOURDAN 91410 - Tél : 492 73.79
ETAMPES 91150 - Tél : 494 00.35
CERGY-PONTOISE 95001 - Tél : 031 00.88

Au Va
us les a
vrent
sur l

Le Va

150

POLITIQUE

Les Mémoires de M. Fred Zeller

La grande aventure d'un militant révolutionnaire

« Mais, enfin, comment avez-vous fait votre compte pour passer du trotskisme à la franc-maçonnerie ? » Cette question était posée à M. Fred Zeller, alors grand maître du Grand-Orient de France, par Georges Pompidou, son « camarade » des années 30 à la Fédération des Jeunes socialistes, qui le recevait à l'Elysée peu de mois avant de mourir. Le chef de l'Etat dut se contenter de généralités ce jour-là : « Nous avons choisi, lui répondit-il, le Grand-Orient de France pour faire un travail de réflexion, de révision, de recherche... »

Les Mémoires de l'ancien grand maître nous apportent aujourd'hui la réponse véritable et vécut à la question que Georges Pompidou ne fut pas le seul à lui poser. Extraordinaire et insolite destin, en effet, que celui de ce jeune militant révolutionnaire, secrétaire fédéral des Jeunes socialistes de la Seine en 1930, exclu de la S.F.I.O. en 1934, animateur de mouvements dissidents ou rivaux, puis collaborateur et confident du grand Trotski, ensuite résistant héroïque, mais peu conformiste, victime, après la Libération, de la haine des ministres « stalinistes » du général de Gaulle, peintre d'un talent reconnu, enfin membre et plus haut dignitaire d'une franc-maçonnerie qui combattait ses premiers maîtres en politique, Lénine et Trotski.

Les Mémoires de M. Fred Zeller, et éclairants sur l'éternel « drame » de la gauche, ne nous révèlent pas de secret maçonnique, à l'exception, peut-être, du récit de sa propre initiation que nous vivons, pour la première fois, de l'intérieur. Quelques noms cités étonneront aussi certains lecteurs :

Ce volume pourtant ne sera pas lu sans provoquer un choc chez ceux qui attendaient un livre de militant « arrivé », et récupéré par l'établissement ». Ils y trouveront une profondeur et une fraîcheur qui ne sont pas le fait des hommes qui veulent prouver quelque chose, ne serait-ce que leur propre réussite ou leur clairvoyance. M. Fred Zeller ne dissimule rien de ses échecs et de ses déceptions, rien non plus de ses admirations et de ses affections, fissent-elles apparaître les failles d'un tempérament moins apte, semble-t-il, à l'action qu'à la contemplation et à son expression artistique ou littéraire. Sachant reconnaître ses erreurs, il refuse, au sommet des honneurs maçonniques, le masque de « l'autorité qui ne doit jamais perdre la face ». Il sut conserver son estime à des hommes qui l'avaient combattu, à Léon Blum, notamment, dont la mort, dit-il, le déchira. Le tournant de sa vie, néanmoins, ce fut la rencontre avec Trotski, à l'automne

1935, et les moments passés dans l'intimité du vieux chef révolutionnaire pendant l'exil norvégien. « Je régalais le « vieux », écrit-il. Il me semblait très jeune (il avait cinquante-cinq ans alors) et très gai. Je détaillais son visage admirable au large front puissant, couvert de cheveux gris argent. (...) Je n'ai pas remarqué chez lui ce qui est presque toujours visible chez ceux qui ont eu à se battre et à souffrir des autres hommes : ce pli d'amerume vertical qui marque le coin des lèvres à partir d'un certain âge. Tout chez lui respirait la sérénité. Il me fit l'effet d'être en régie avec sa conscience. Peut-être pourrions-nous ajouter, comme l'écrivait soulagé André Breton, que restait en lui au plus profond de sa nature, un relief de l'enfance préservée en lui malgré les épreuves. »

Au terme de sa longue marche entrecoupée de ruptures et d'événements dramatiques, M. Fred Zeller explique les raisons de son retour, en 1953, dans la vieille S.F.I.O. : « L'avenir sera à un grand parti socialiste démocratique moderne qui ouvrira toutes grandes ses portes (...). Ce parti socialiste devra réussir à tout prix la synthèse entre la tradition social-démocrate, dans ce qu'elle a eu de valable, et celle du communisme léniniste en ce qu'elle eut de positif. »

Quinze ans plus tard, en 1973, M. Fred Zeller dira au représentant du P.C.F. venu s'entretenir avec lui rue Cadet : « Le vrai problème pour nous est le suivant : peut-on concilier le socialisme avec la liberté et la tolérance ? Camarade Leroi, je vous pose la question en tant que grand maître du Grand-Orient de France, car nous devons savoir. (...) Si vous prenez le pouvoir, que ferez-vous de nous ? Il n'a pas répondu. Pourrait-il me dire qu'aucune association ne doit se soustraire à la surveillance légitime du parti... ou de sa police si celui-ci occupe le pouvoir ? En dépit de tout, le suis confiant. Avec le droit de vivre libre, l'espérance optimiste est le credo du franc-maçon. Je suis confiant parce que la passion de la liberté existe toujours à quelque degré dans le cœur des hommes et qu'aucune puissance ne peut la détruire absolument. »

Ce livre, affirme M. Fred Zeller, n'est rien que le résumé d'une longue aventure. « Sans doute, mais d'une aventure intellectuelle et spirituelle exceptionnelle et si peu achevée qu'elle demeure très actuelle, et que nous attendons la suite. »

ALAIN GUICHARD.

3 Troisième édition, c'est tout. Editions Robert Laffont, collection « Vécu », 472 pages, 49 F.

Le malaise persiste chez les centristes

La composition du gouvernement de M. Barre et la réorganisation de la majorité continuent d'inspirer méfiance et inquiétude à de nombreux centristes.

Le bureau du groupe réformateur de l'Assemblée nationale demande, comme les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche, qu'un vote inter-

viensse à l'issue du débat de politique générale qui se déroulera du 5 au 7 octobre au Palais-Bourbon.

M. Gabriel Péronnet, ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique, souligne, dans une lettre aux dirigeants du parti radical, qu'il se trouve délié des obligations de la solidarité gouver-

nementale et que sa formation doit être « vigilante ».

Le Centre national des Indépendants et paysans et le mouvement Progrès et Liberté manifestent la volonté de conserver, au sein de la majorité présidentielle, leur liberté d'appréciation et d'action.

Le groupe réformateur souhaite un vote de l'Assemblée sur la politique générale du gouvernement

Le bureau du groupe réformateur de l'Assemblée nationale s'est réuni jeudi 16 septembre. Il a adopté une déclaration dans laquelle il « souhaite qu'un vote conclus le début de la politique générale, ainsi que cela a été fait lors de la première déclaration gouvernementale des deux premiers ministres précédents ».

On lit d'autre part dans cette déclaration : « Dans la lutte contre l'inflation, dont le gouvernement fait à juste titre une priorité nationale, le moment semble venu de poursuivre une politique résolument novatrice qui, pour réaliser une véritable équilibre dans la solidarité, s'attaque à l'économie fiscale, supprime certaines privilèges, instaure la sécurité des comptes publics et privés, remette en cause des subventions accordées à des entreprises publiques ou privées dont l'intérêt économique n'est pas toujours évident, de manière à ce que chacun assure sa part de l'effort national en proportion de ses moyens. »

A propos du recours à l'im-

pour financer les mesures d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, le bureau du groupe réformateur se demande s'il s'agit là « du moyen le plus approprié ». Il précise : « Un tel financement ne risque-t-il pas de dresser les diverses catégories de Français les uns contre les autres et de placer les agriculteurs eux-mêmes, contre leur volonté propre, dans une position « d'assistés » ? Ne serait-il pas préférable, dans les circonstances actuelles, d'avoir recours à un emprunt assorti de conditions de remboursement telles qu'il n'ait pas de caractère inflationniste et qu'il permette d'épargner certaines liquidités financières « excédentaires » ? »

Présentant à la presse les travaux du groupe, son président, M. Max Lejeune, a fait remarquer à ce propos que « l'ancien premier ministre, M. Chirac, était lui, favorable à un emprunt ».

(1) N.D.L.R. — Les députés réformateurs ont émis, M. Jacques Chirac ayant assumé la responsabilité de son gouvernement le 3 juin 1974, mais M. Messmer s'étant retiré le 3 octobre 1972 et avait laissé à l'opposition le soin de déposer une motion de censure, qui avait recueilli quarante-huit voix plus tard, quatre-vingt-quatre voix. Il en aurait fallu deux cent cinquante-deux pour qu'elle fût adoptée.

M. Péronnet : les radicaux doivent demeurer loyaux mais vigilants

M. Gabriel Péronnet, président du parti radical, a adressé aux dirigeants nationaux et locaux de la formation valoisienne une lettre dans laquelle l'ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique écrit :

« J'ai été appelé à quitter le gouvernement. Désormais, ma tâche essentielle est d'assumer la présidence du parti, afin d'en préserver l'unité et d'en poursuivre l'expansion (...). Après avoir fait de la solidarité gouver-

nementale le rôle d'or de mon action au sein du gouvernement, je me trouve désormais délié de cette obligation et je pourrai ainsi m'exprimer avec plus de liberté et d'indépendance. »

M. Péronnet relève que « le parti radical voit son influence se renforcer, puisque quatre de nos amis siègent au gouvernement », mais ajoute que son parti doit « demeurer loyal mais vigilant vis-à-vis de l'action gouvernemen-

« Le mouvement Progrès et Liberté, que préside M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, a publié jeudi 16 septembre, une déclaration dans laquelle il s'affirme « décidé à appuyer loyalement et sans réserve l'action du premier ministre et du gouvernement pour lutter contre la hausse des prix » et rappelle qu'il « a soutenu dès le début la politique réformatrice du chef de l'Etat ». Progrès et Liberté, toutefois, « estime nécessaire une large consultation au sein de la majorité, lors des choix qui détermineront de façon décisive la politique économique et sociale du pays, et ne se considérera comme engagé que dans la mesure où ces choix lui apparaîtront comme compatibles avec les principes sur lesquels se fonde son action depuis trois ans ».

« Le Centre national des Indépendants et paysans, que préside M. Bertrand Motte, estime, dans une déclaration publiée mercredi 16 septembre : « L'adhésion la plus large, nécessaire au programme de redressement, ne peut être obtenue que s'il s'agit d'un programme de confiance et non d'un programme de contrainte. L'observation des économies étrangères conduit à conclure qu'un recours prioritaire et réfléchi aux mécanismes de l'économie de marché, s'avère plus efficace que la collectivisation des moyens de production et la direction étatique de l'économie. » Le C.N.I.P. entend poursuivre une libre et originale réflexion dans le cadre de la majorité présidentielle. »

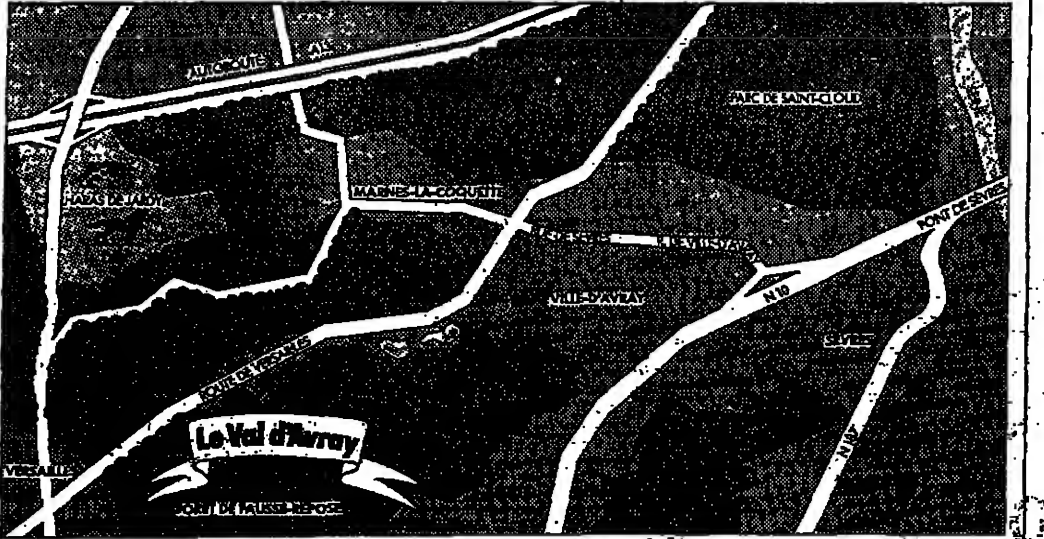
LE SIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU GENERAL DE GAULLE

L'Association des Français libres, la chancellerie de l'Ordre de la Libération, l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, communiquent :

« Pour commémorer le sixième anniversaire de la mort du général de Gaulle, deux rendez-vous nationaux de la fidélité sont prévus au cours de la journée du 9 novembre 1976 : deux messes, à 10 h. 30 et 11 h. 30, en l'église de Colombey-les-Deux-Églises et une messe, à 19 h., à Paris, dans la chapelle Saint-Louis des Invalides. »

« Les personnes qui souhaitent se rendre à Colombey-les-Deux-Églises au départ de Paris pourront utiliser un train spécial pour lequel il faut s'inscrire à la chancellerie de l'Ordre de la Libération (tél. : 705-35-15). »

Au Val d'Avray, tous les appartements ouvrent directement sur la forêt.



600 hectares de forêt domaniale, donc protégée, font face à la Résidence du Val d'Avray. Cette réalisation qui couvre 1 hectare et demi, comprend d'élégants petits immeubles de 3 étages seulement, desservis par des allées strictement piétonnières. Ici, tous les appartements de 3, 4 ou 5 pièces se distinguent par la qualité des prestations (profil « qualité »). Ils possèdent

tous soit une terrasse de 36 à 44 m², soit une loggia de 12 à 16 m², soit un jardin privé de 38 à 468 m². Toujours tournés vers la forêt. Vous profitez ainsi au maximum de la nature, même sans quitter votre appartement. Le Val d'Avray est en outre tout proche de Versailles et de Ville d'Avray, deux agglomérations parfaitement bien équipées.

Le Val d'Avray

Prix fermes et définitifs à la réservation.

Renseignements et vente sur place : 213, Route de Versailles, tous les jours de 14 à 19 heures, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

Co. G&C - 57, Champ-Béas PARIS 92, Tél. 254.96.28. Livraison : 2^e trimestre 1977. Une réalisation SERDI.

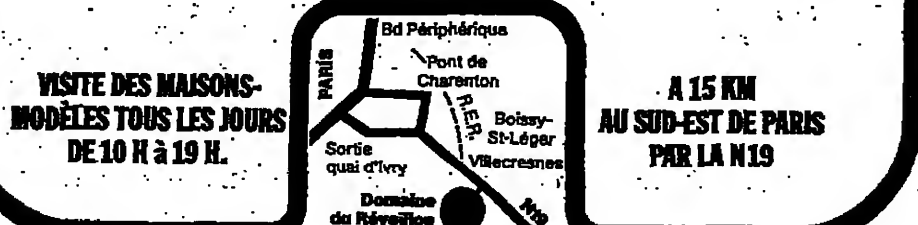
Breguet



Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon encaissé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement lumineuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.



VISITE DES MAISONS-MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DECOREES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94440 VILLECRESNES (TEL. 599.71.42)

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Débat de politique générale du 5 au 7 octobre

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale s'est réunie le jeudi 16 septembre, au Palais Bourbon, en présence du premier ministre, M. Raymond Barre, à l'issue de laquelle, à cette occasion, le rôle du Parlement (« information et contrôle ») et son rôle qu'il ait avec le gouvernement « des rapports clairs et confiants ».

A l'issue de cette réunion, M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a communiqué à la presse l'ordre du jour des premières semaines de la session d'automne. Après une séance d'ouverture « de pure forme », le samedi 2 octobre, les députés entendront, le mardi 5, une déclaration de politique générale, suivie d'un débat organisé sur six heures quarante, jusqu'au jeudi 7, les principaux orateurs prenant la parole mardi après-midi. M. Boulin a précisé que MM. Robert Ballanger et Gaston Defferre, respectivement présidents des groupes communiste et socialiste et radicaux de gauche, avaient réitéré leur demande de voir le gouvernement engager sa responsabilité. Il a observé, à ce sujet, qu'une telle décision ne pouvait intervenir, aux termes de la Constitution, qu'après une délibération du gouvernement en conseil des ministres. « Je ne puis préjuger sa décision », a-t-il ajouté.

Le samedi du 12 au 15 octobre sera essentiellement consacré à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976, qui, a-t-il noté, « revêt une importance particulière, compte tenu des mesures exceptionnelles qui y figurent en faveur des agriculteurs ». Sont également

prévus la suite de la discussion du projet de réforme de l'urbanisme ainsi que l'examen d'un texte modifiant le code minier.

La discussion budgétaire débutera le mercredi 20 octobre (première partie de la loi des finances, c'est-à-dire les recettes), l'examen des dépenses commençant le 26 octobre et s'achevant, après cent dix heures de discussion, le 20 novembre. M. Boulin a indiqué que le premier ministre se rendrait devant la commission des finances de l'Assemblée le 22 septembre, à l'issue du conseil des ministres qui adoptera le collectif 1976 et le budget 1977, les deux textes étant présentés à cette occasion aux députés.

Parmi les projets qui devraient être examinés après la discussion budgétaire, M. Boulin a cité les textes relatifs au renforcement de la sécurité des Français, la réforme du financement du logement, la réforme de la fiscalité de la presse et celle de l'architecture.

A noter enfin que le groupe U.D.R. a demandé que la durée des questions au gouvernement (séance du mercredi après-midi) soit portée de une heure à une heure trente.

Répondant aux questions des journalistes, M. Boulin a indiqué que le gouvernement était favorable à la constitution de commissions d'enquête parlementaires, « à condition qu'elles ne soient pas des machines politiques » et qu'il s'efforcerait par ailleurs de favoriser au maximum la discussion de textes d'origine parlementaire, « bien que la session budgétaire, particulièrement chargée, ne s'y prête guère ».

M. Chirac trouvera des embûches sur sa route

Alors que le bureau exécutif de l'U.D.R. a approuvé unanimement — malgré les critiques solitaires de M. Jacques Chaban-Delmas — les initiatives de M. Jacques Chirac, une double manœuvre d'enveloppement s'esquisse autour de l'ancien premier ministre. Ceux qui ne disposent pas des moyens suffisants pour les combattre ou qui n'osent pas s'opposer de front à l'homme qui, pour le moment, recueille l'approbation des gaullistes, vont s'efforcer de limiter, de canaliser, d'utiliser ou de neutraliser les projets de M. Chirac.

Les réactions des porte-parole officiels des républicains indépendants et des centristes, tout comme celles de l'entourage du président de la République et de certains ministres, tel M. Robert Boulin, situent la démarche de l'ancien premier ministre dans le strict cadre de l'U.D.R.

Or il n'est pas question pour M. Chirac d'exercer des responsabilités directes au sein du mouvement dont il demeure cependant le secrétaire général d'honneur. Si M. Guéna peut affirmer avec assurance qu'il restera dans son fauteuil de secrétaire général, c'est que personne ne songe à le lui retirer. De même, M. Chirac n'ambitionne nullement la présidence du groupe parlementaire ni une éventuelle présidence du mouvement. Comme il l'a écrit, sa volonté est d'agir « par-delà les partis » (« le Monde », 14 septembre), et cela lui impose de recevoir des concours divers, même si les gros bataillons de l'U.D.R. doivent constituer sa masse de manœuvre.

La seconde « opération » que devra déjouer M. Jacques Chirac consiste à le cantonner dans le rôle de représentant

de la droite de la majorité. Pour y réussir, il devra s'efforcer d'effacer une certaine image qu'il a donnée de lui et convaincre que sa démission du gouvernement n'a pas été motivée par un refus de la politique de réformes, dont le président de la République a fait le thème central de sa propagande.

Il devra notamment montrer en quoi la « société de liberté et de progrès » pour laquelle il veut lutter est une conception plus populaire que celle de la « société libérale avancée ». Des occasions seront offertes à l'ancien premier ministre de préciser son programme, ne serait-ce qu'au cours de la campagne électorale qu'il conduira en Corrèze pour récupérer son siège de député. Il pourra aussi en trouver d'autres à partir de son retour à Paris, prévu pour mercredi 22 septembre. — A. P.

M. GUÉNA : je reste

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, jeudi 16 septembre à Antenne 2 : « Aujourd'hui, et compte tenu des termes des communiqués de Jacques Chirac, nous avons dit que nous sommes dans la majorité. Nous faisons partie des formations politiques qui soutiennent l'action du gouvernement et il n'y a rien de changé en ce qui nous concerne. Je suis rien ou de contraire dans les déclarations de Jacques Chirac ».

Interrogé sur son propre destin comme secrétaire général de l'U.D.R., M. Guéna a répondu : « Je suis très bien assis dans ce fauteuil et j'y resterai ».

M. GUICHARD : unité autour de l'action gouvernementale.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, écrit dans son journal électoral l'Echo de la presse qu'il publiera le 17 septembre : « Si la majorité actuelle a eu quelques difficultés, c'est bien parce qu'elle tournait un peu en rond dans la politique. »

Aujourd'hui, le président de la République a nommé ce gouvernement pour qu'il s'attache aux vrais problèmes (...).

L'axe de la majorité passera par cette action gouvernementale. Son unité se fera autour de cette action ».

M. BOULIN : oui, mais

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, a rappelé, jeudi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, qu'il se devait de coordonner les trois groupes de la majorité et que l'unité de cette dernière était de ne pas se diviser sur des « querelles de personnes ».

A propos de M. Chirac, il a indiqué : « Dans la mesure où il ne fait pas de jobisme et tire sur l'adversaire, son dynamisme et sa vigueur sont au service et de

pas de « jobisme »...

son groupe et de la majorité. Le groupe U.D.R. a toujours comporté dans ses rangs des personnalités brillantes, et, en particulier, des gens ayant occupé des responsabilités importantes. Ainsi, après le retour de M. Chirac à l'Assemblée nationale, il comptera cinq anciens premiers ministres. Il est normal que de telles personnalités aient des opinions et les expriment. Je suis toujours persuadé que les débats ont toutes les chances d'être enrichis par l'importance que revêt actuellement l'unité de la majorité ».

Le bureau exécutif de l'U.D.R. approuve l'ancien premier ministre

Le bureau exécutif de l'U.D.R. réuni jeudi 16 septembre en présence de tous ses membres, sauf MM. Chirac, Debré, Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. a adopté à l'unanimité le communiqué suivant qui a été lu par M. Guéna :

« Le bureau exécutif a examiné le communiqué publié le 13 septembre 1976 par M. Chirac, ainsi que le message aux compagnons, qui reprend en le développant ce premier texte. Compte tenu des conditions dans lesquelles l'ancien premier ministre a quitté le gouvernement, il est normal qu'il se manifeste sans tarder dans l'action politique. Le bureau exécutif a approuvé pleinement la déclaration faite par le secrétaire général le 13 septembre et qui se lit ainsi :

« 1) Je note, et n'en ai jamais douté, que Jacques Chirac, qui reprend l'action politique, demeure dans la majorité et donc pas ailleurs. »

« 2) Il désigne clairement l'adversaire, les coalisés du programme commun auxquels il n'est question de faire ni concessions, ni avances. »

« 3) Il est vrai que le combat des législatives ne sera gagné que si, au-delà des partis et de la pseudo coupure de la France en deux, l'on est capable de créer un surcroît dans l'opposition contre l'obsolescence du collectivisme en France. »

« 4) Il n'y a, entre les déclarations de Jacques Chirac et la façon dont nous apprécions la situation à l'U.D.R., aucune divergence, au contraire. »

Des critiques de M. Chaban-Delmas

M. Chirac n'a pas parié de la lutte contre l'inflation dans ses messages, et il a affirmé son intention d'empêcher que puissent se présenter aux élections législatives, dans une même circonscription, un candidat soutenu par le président de la République et un autre par M. Chirac, mais il a reconnu que rien dans les déclarations de M. Chirac ne laissait prévoir cette éventualité.

M. Chaban-Delmas a indiqué, pour sa part, qu'il va encore réfléchir pour savoir s'il doit faire connaître publiquement son sentiment.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. a ensuite examiné la question de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel. Le bureau a rappelé ses positions en soulignant trois points : une révision constitutionnelle semble nécessaire pour une telle réforme ; l'élection doit avoir lieu le même jour selon les mêmes modalités dans tous les pays et selon un système assurant une représentation démographique proportionnelle ; la future Assemblée ne doit pas posséder des pouvoirs plus importants que ceux dont elle dispose actuellement.

Enfin les problèmes de la sécheresse et de son indemnisation ont été évoqués par le bureau exécutif, qui a souligné la nécessité d'une solidarité de la collectivité nationale, mais en précisant que les effets de cette solidarité ne devaient pas être supportés uniquement par telle ou telle catégorie sociale.

M. Chirac n'a pas parié de la lutte contre l'inflation dans ses messages, et il a affirmé son intention d'empêcher que puissent se présenter aux élections législatives, dans une même circonscription, un candidat soutenu par le président de la République et un autre par M. Chirac, mais il a reconnu que rien dans les déclarations de M. Chirac ne laissait prévoir cette éventualité.

M. Chaban-Delmas a indiqué, pour sa part, qu'il va encore réfléchir pour savoir s'il doit faire connaître publiquement son sentiment.

Le bureau exécutif de l'U.D.R. a ensuite examiné la question de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel. Le bureau a rappelé ses positions en soulignant trois points : une révision constitutionnelle semble nécessaire pour une telle réforme ; l'élection doit avoir lieu le même jour selon les mêmes modalités dans tous les pays et selon un système assurant une représentation démographique proportionnelle ; la future Assemblée ne doit pas posséder des pouvoirs plus importants que ceux dont elle dispose actuellement.

Enfin les problèmes de la sécheresse et de son indemnisation ont été évoqués par le bureau exécutif, qui a souligné la nécessité d'une solidarité de la collectivité nationale, mais en précisant que les effets de cette solidarité ne devaient pas être supportés uniquement par telle ou telle catégorie sociale.

Trois journées d'un député rural

Alors que M. Jacques Chirac avait fait triomphe lundi dernier dans l'actualité politique avec les déclarations que l'on sait, les hasards de la programmation télévisuelle ont introduit, jeudi soir 16 septembre, dans les foyers des téléspectateurs de la première chaîne, C'est un autre aspect de la personnalité de l'ancien premier ministre qui a été offert pendant trois heures par la caméra de François Reichembach. Le film, réalisé alors que M. Chirac était encore chef du gouvernement, a été entièrement tourné en Corrèze et il n'a pas été complété depuis le 25 août, jour où le héros est redevenu simplement président du conseil général de son département et conseiller municipal de Sainte-Féol.

Au vu de ces séquences, on comprend mieux qu'après avoir quitté la direction du gouvernement au bout de vingt-sept mois, M. Chirac ait choisi de passer en Corrèze ses vingt jours de « vacances ».

Les « trois jours » filmés par la télévision ont montré un visage et des attitudes que les spectateurs, habitués aux interventions parlementaires du premier ministre, ne connaissent pas. Souriant et à l'aise, mais toujours en mouvement,

jugé par ses hôtes « plus jeune » ou « plus gracieux » que la télévision a distribué accolades, bonjours et meris, soucieux des détails, attentif même, passant de bonnets en distributions de prix et en fêtes de villages, toujours aussi bien « Joseph » que le champion olympique Mimoun, appelant le ministre de l'équipement et le père Calley, M. Chirac a bien donné l'impression que c'était là sa « vraie détente ».

M. Chirac, toutefois, ne s'est pas livré, vraiment. On l'a vu agir, mais on ne l'a pas vu vivre en Corrèze, la caméra ayant, notamment, totalement ignoré le château de Btly. Tout au plus a-t-on appris de lui qu'il aime les hêtres, « le plus merveilleux des arbres », qu'il est un « rat d'antiquaire » et de galeries de tableaux, qu'il dit sept ans il voulait être chirurgien puis lieutenant au long cours, enfin directeur des transports aériens, les images souvent conventionnelles, les situations sans grande originalité, n'ont pas brossé le véritable portrait d'un homme dont on se doute bien qu'il est plus complexe qu'il n'y paraît. — A. P.

● La Fédération nationale des républicains indépendants organise, du 18 au 25 septembre, à Ak-les-Thermes (Ariège), un séminaire de formation politique à l'intention de ses cadres dépar-

tementaux. Plusieurs membres républicains indépendants du gouvernement doivent y participer. Vendredi 24 septembre, M. Jacques Dominati, secrétaire général de la F.N.R.I., y réunira un conseil national.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Soyez précis.

Quinzaine des montres et des calculatrices



119f

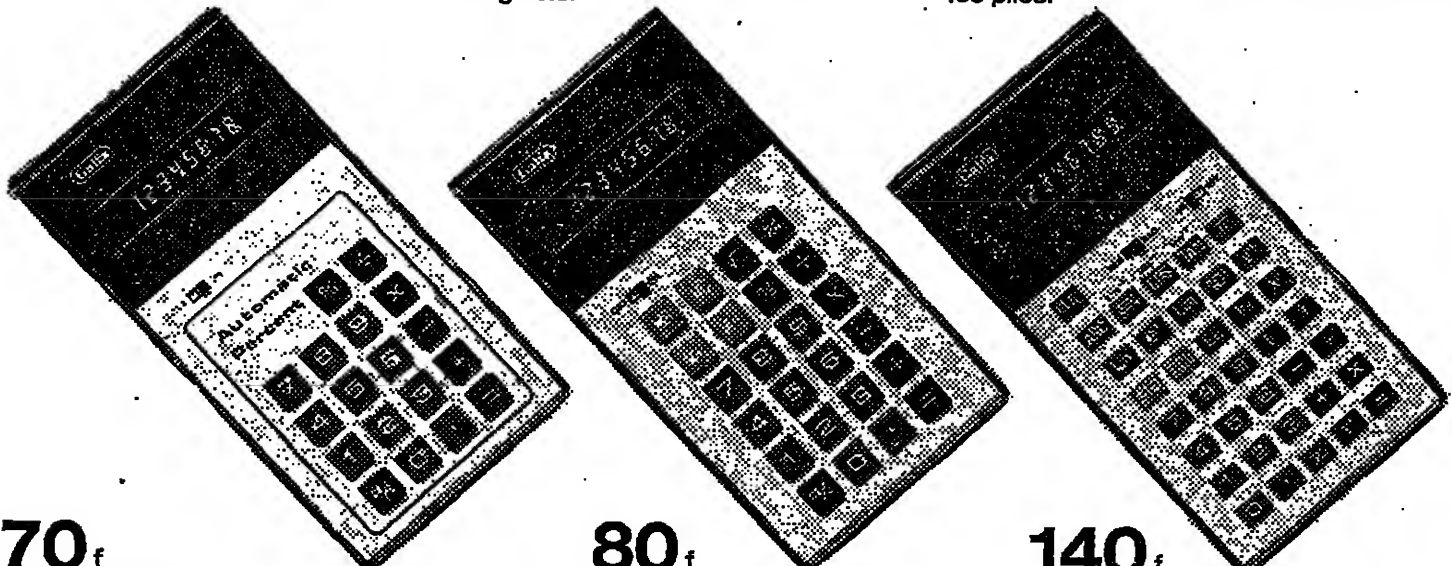
Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 6 fonctions : heure, minute, seconde, mois, date, jour. Boîtier et bracelet acier inoxydable.

179f

Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 6 fonctions : heure, minute, seconde, mois, date, jour. Boîtier chromé antichoc. Bracelet métal, fermoir réglable.

199f

Montre à quartz pour homme, à diodes électroluminescentes, 5 fonctions : heure, minute, seconde, mois, jour. Extra-plate, boîtier métal. Bracelet cuir. Ces trois montres sont garanties 1 an sauf les piles.



70f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts % majoration et minoration automatique. Adaptateur en option 30f.

80f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts Mémoire dynamique. % majoration et minoration automatique. V52 Adaptateur en option 30f.

140f

Calculatrice GALFA. 8 chiffres verts. Notation scientifique (5 chiffres significatifs + 2 exposants). Fonctions trigonométriques et logarithmiques programmées. Parenthèse sur 2 niveaux. Mémoire de stockage avec rappel. Adaptateur en option 30f.

Les calculatrices GALFA sont fabriquées par ROCKWELL pour les Galeries Lafayette et garanties un an.

offre valable jusqu'à épuisement des stocks.

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

150

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les socialistes se réservent la possibilité de présenter des listes homogènes

Au lendemain de la rencontre « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, le 28 juin, le P.C.F. avait vivement reproché à la presse d'avoir dit que les communistes s'étaient alignés sur leurs partenaires et avaient renoncé à obtenir, au niveau national, l'engagement que des listes d'union de la gauche seraient constituées, dès le premier tour, dans toutes les communes. Le communiqué commun publié à l'époque se bornait pourtant à stipuler que des négociations devaient être engagées à la base « en vue du meilleur accord possible ».

Pour les socialistes, et M. François Mitterrand vient de le rappeler en termes vifs dans l'hébdomadaire

l'Unité, l'accord n'interdit donc pas à chaque parti de constituer des listes homogènes si aucun compromis ne peut être trouvé localement. Ils jugent abusive et mensongère la propagande communiste tendant à accorder l'idée que, d'ores et déjà, il a été décidé de présenter dans toutes les communes des listes d'union de la gauche. D'ailleurs dans trois départements (le Val-de-Marne — celui de M. Marchais, — les Ardennes et le Cher), les fédérations des partis de gauche ne se sont pas encore rencontrées, du fait du P.C.F., dit-on du côté socialiste.

Si M. Mitterrand a décidé de rappeler publiquement à l'ordre ses partenaires, il l'avait déjà fait à huis clos devant le comité directeur de son parti, c'est notamment pour éviter que, dans les départements, les responsables socialistes n'accèdent trop aisément aux demandes du P.C.F. Déjà deux fédérations (les Hautes-Alpes et la Meurthe-et-Moselle) ont été publiquement désavouées pour avoir signé des déclarations communes avec le P.C.F. dans lesquelles la constitution de listes d'union de la gauche dans toutes les communes du département était annoncée avant que n'aient été menées, cas par cas, les négociations. Une troisième fédération, la Seine-Saint-Denis, s'est également vu reprocher d'être allée trop loin.

Les dirigeants du P.S. sont d'autant plus décidés à faire preuve de fermeté vis-à-vis du P.C.F. qu'ils ont interprété l'accord du 28 juin comme un aveu de faiblesse de leur partenaire. Ils sont convaincus que, même en maugréant, les communistes finiront par accepter les conditions posées par le P.S. faute de pouvoir affronter des « primaires » au sein de l'union de la gauche, qui risqueraient de faire ressortir le retard qu'ils accusent à présent par rapport au parti socialiste.

Il est vrai que le P.C.F. n'a absolument pas réagi aux propos de M. Mitterrand dans l'Unité. Ce silence n'est pas surprenant dans la mesure où, lors de la fête de l'Unité, M. Georges Marchais s'était montré fort « unilaire » et avait clairement indiqué qu'il se refusait désormais à toute polémique avec ses alliés du programme commun.

Les socialistes cherchent à exploiter cette situation pour affirmer le plus possible leur originalité dans le cadre de l'union de la gauche.

THIERRY PFISTER.

M. MITTERRAND PROTESTE CONTRE L'INTERPRÉTATION FAITE PAR LE P.C.F. DE L'ACCORD DU 28 JUIN

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, s'élève, dans sa chronique hebdomadaire l'Unité datée 17-25 septembre, que le P.C.F. fasse plaquer des affiches affirmant que le 28 juin le comité de liaison de la gauche a décidé « de présenter partout des listes communes aux élections municipales et ce, dès le premier tour de scrutin ».

M. Mitterrand rappelle que les dirigeants de l'union de la gauche ont simplement demandé « que soit recherché, dans les communes où coexistent les partis de gauche, le meilleur accord possible », laissant ainsi l'initiative aux militants de base dans leurs cellules et sections, sous le couvert de leurs fédérations et sans

préjuger le résultat de la négociation. « Le parti communiste l'aurait-il oublié ? s'interroge-t-il. Le mettrait-il dans l'embarras ? »

Parallèlement, M. Mitterrand dénonce comme un mensonge la lettre de M. Marchais, de ce qui nous unit. Les socialistes, en tout cas, rétorqueront sans complaisance ce retour aux méthodes d'une époque que les communistes eux-mêmes semblaient avoir rayée de leur passé.

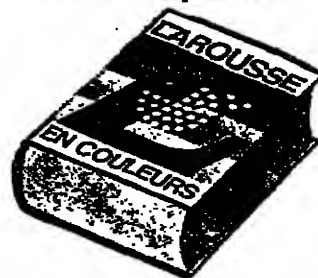
« Le parti socialiste préservera partout où cela lui paraîtra nécessaire — il l'accusera même s'il le faut — son autonomie d'action », et d'ailleurs, je ne connais que ce mot d'ordre : contre la droite, toujours l'union. Mais, pour le socialisme, d'abord être soi-même. »

Quand a-t-on inventé le transistor ?

Qui sont les artistes du mouvement Cobra ?

Comment fonctionne une centrale nucléaire ?

c'est aujourd'hui que vous vivez !
... alors, il vous faut un dictionnaire qui réponde aussi à toutes vos questions !



les mots nouveaux, les techniques et les idées récentes, l'évolution des hommes et des pays, on trouve toujours tout dans le **PETIT LAROUSSE EN COULEURS** OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ

mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

UN TOURNANT DÉCISIF

(Suite de la première page.)

Le gouvernement tire son autorité — toute relative — de la confiance que lui accorde pour son temps le président de la République, et comme on l'a déjà constaté à l'heure de M. Chaban-Delmas, le soutien formel de sa majorité parlementaire risque de lui susciter la défiance du chef de l'Etat. Pour affirmer sa personnalité et accroître son influence personnelle, le premier ministre est alors conduit à s'opposer individuellement au président, dont il se déclare pourtant le collaborateur loyal et dévoué.

Le Parlement a perdu une trop grande part de son pouvoir législatif. Cette évolution, déjà enregistrée de longue date dans le domaine budgétaire, est aussi constatée dans le domaine de la loi. Les louables efforts accomplis depuis 1974 pour libéraliser le fonctionnement des Assemblées ont donné à l'opposition des moyens améliorés de se faire entendre n'ont que des effets limités. Par suite de la brièveté des sessions, l'emploi du temps est beaucoup trop tendu : les grands débats doctrinaux y sont rares ; on est encore bien éloigné de la majorité d'idées que M. Edgar Faure appelle régulièrement de ses vœux.

Quant aux formations politiques, dont la mission éminente est reconnue par la Constitution, elles éprou-

vent quelques difficultés à faire la preuve de leur utilité et de leur efficacité. Seuls comptent vraiment le parti communiste et le parti socialiste dans la mesure où ils s'opposent au pouvoir et mobilisent à son encontre une large fraction du corps électoral. C'est un fait que le public accorde moins d'attention à des promesses électorales et contradictoires qu'à une coopération continue et habituelle.

Des récents sondages d'opinion montrent bien que si le plus grand nombre des Français est porté à admettre une majorité nouvelle en 1978, il redoute l'application du programme commun.

En réalité, le déclin des partis politiques de la majorité actuelle est lié à la décadence des institutions parlementaires. C'est tout naturellement dans les Assemblées que les propositions formulées par les principales formations politiques trouvaient précédemment leur expression suprême et permettaient d'aboutir à des décisions communément acceptées. C'est, aujourd'hui, dans le pays que les leaders de l'opposition s'expriment à tout moment en faisant porter l'essentiel de leurs propos sur des attaques portées à l'encontre de la politique du chef de l'Etat, sans rechercher le dialogue et encore moins la conciliation.

De son côté l'exécutif donne courtoisement l'impression qu'il minimise l'action des partis politiques qui sont réputés le soutenir. Ce malen-

tendu tient sans doute pour une part à ce qui a été appelé la « fixation » d'un parti de la majorité qui, favorable par doctrine à la suprématie du pouvoir, s'adapte avec difficulté à des orientations nouvelles, tant en matière de législation interne que de relations internationales. Mais la réserve manifestée à l'égard du P.C.F. n'est pas respectueuse d'un certain équilibre. A d'autres formations qui sont pourtant apparues depuis 1974 comme les artisans les plus chaleureux du changement et de la réforme.

Des questions de principe sont ainsi posées :

— Le pouvoir sera-t-il essentiellement à l'écoute des oppositions politiques ou de ceux qui se situent à la frange de ces oppositions ?

— Le pouvoir peut-il se dispenser de l'action mobilisatrice des formations politiques qui sont les plus proches de lui dans le pays comme au Parlement ?

— Reconnaît-on aux leaders de ces formations leur qualité représentative et leur permet-on de conserver la confiance de leurs militants et de leurs électeurs ?

Dans la négative, le fossé s'accroît entre des personnalités intelligentes et compétentes, mais dépourvues de base populaire — même si on leur donne le label « majorité présidentielle » — et la masse de la population qui ne trouverait que dans les seuls partis socialiste et communiste un moyen d'expression et l'espoir de la ne salue quelle revanche contre les principaux responsables de l'Etat.

En Italie, face au parti communiste, seule la démocratie chrétienne, en dépit des erreurs commises et de la faiblesse institutionnelle du régime, dispose d'un large électoral parce qu'elle s'appuie sur un million sept cent mille adhérents. Si le P.C.I. et ses alliés avaient obtenu la majorité aux élections législatives, l'importance du soutien populaire au parti démocrate-chrétien eût limité les graves inconvénients de ce changement.

La France gagnerait beaucoup au développement d'un fort parti de centre gauche issu pour une large part d'une démocratie chrétienne générale et populaire, intégrant les classes moyennes et capable d'intégrer nombre de travailleurs urbains et ruraux. Les fondements de cette formation existent : l'esprit militant y fait place à l'adhésion, son idéologie est bien vivante.

Un programme avait été établi dans une étroite communauté d'idées à la veille des élections législatives de 1973 par les centristes, démocrates-chrétiens et autres associations radicales et démocratiques socialistes réformateurs. Il est trop peu parti aujourd'hui de son plein fait fi de ce premier effort.

La V^e République, en se situant à un tournant sans doute décisif de sa brève histoire, la majorité présidentielle doit-elle s'en tenir à son abstrait, mal perçu de l'opinion et sans doute trop officieux ? Ou doit-elle comprendre deux ou trois partis fortement charpentés dont chacun a sa noblesse et sa vie propre, et dispose d'assises populaires plus ou moins étendues ?

PIERRE ABELIN.

Breguet



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de L'Ormoie

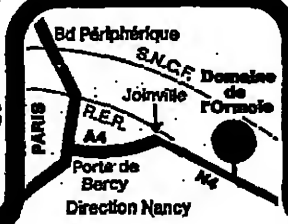
Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A 4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A 4 ET LA N 4

VENEZ DRS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 3450 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.90)

Le fait que le Poste «Prélèvement Inflationniste» est ignoré du Plan Comptable français met

l'Economie Française en DANGER de MORT

Le Prélèvement Inflationniste est la quantité dont l'inflation mange les bénéfices des Entreprises. Même avec des Degrés d'inflation inférieurs à 10 %, ce Prélèvement peut dépasser le quart des Fonds propres !

Le Prélèvement Inflationniste est la somme à déduire du bénéfice de la Comptabilité qui, hélas, est actuellement Légale, pour obtenir le Résultat Réel.

Voici ce que déclarait au « Figaro », en 1970, le Ministre Valéry Giscard d'Estaing : « Un seul Degré d'inflation est admissible et nécessaire. Le degré zéro. »

Voici quels furent les Degrés moyens annuels d'inflation :

— 1970-1975 : 8,7 %
— 1975-1976 : 12,2 %

Le 5 novembre 1976, l'appareil que le Prélèvement Inflationniste est inconnu du Corps Professoral de la célèbre Ecole Nationale d'Administration, pépinière des célébrités économiques françaises.

PATRONS

ne restez pas dans l'ignorance «égale» du montant Réel de votre bénéfice ou, hélas, de votre déficit. EXIGEZ LA RESTITUTION DES IMPOTS que vous avez payés sur votre bénéfice Légal, lorsque votre Chef comptable, ayant pratiqué le «Calcul Inflationniste», vous démontrera que vous étiez, réellement, en déficit. Ce calcul est enseigné par mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 50 F. français, versée à l'avance, par chèque bancaire, virement postal, ou chèque postal 3 volets.

Émile Krieg, 7, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

C.P. Paris 1038-11 T. 01 265 28 21

Un événement dans le monde du salon cuir:
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité: le siège cuir.
Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir".
Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleurs productions internationales de sièges.

CUIR CENTER

Une opération prix vérité sur le cuir
En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent).
Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

**OUVERTURE
VENDREDI
17 SEPTEMBRE**

100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000
à 6.000 f.



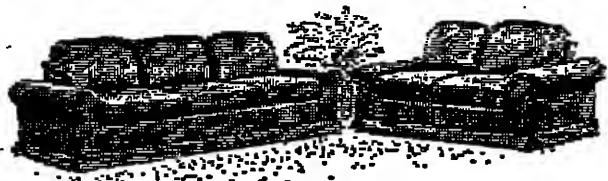
Copacabana

Un salon
cuir "texas" 5 places
Prix d'ouverture

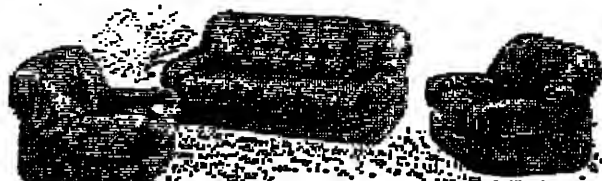


3950 f.
quantité limitée

le canapé 3 places 230 x 70 x 80
+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80



Sully



Atlanta

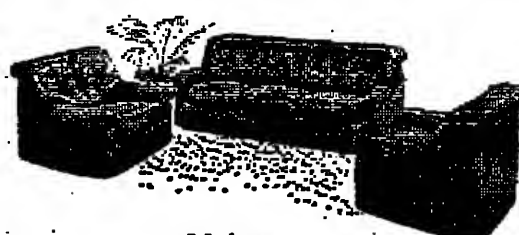


San Francisco



Baltimore

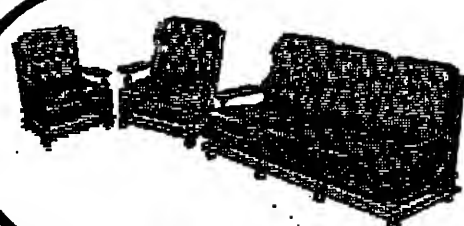
de 6.000
à 9.000 f.



Madison



Houston



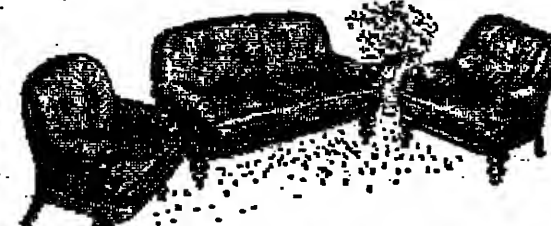
Chenonceaux



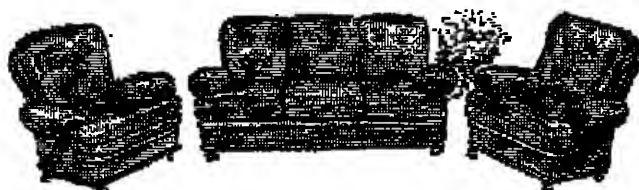
Cincinnati



Bahia



Amboise

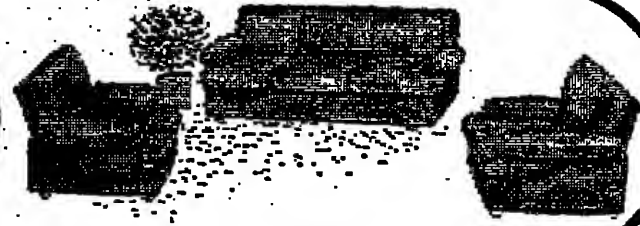


Chambord



Nebraska

de 9.000
à 11.000 f.



Dallas



Balmoral



California



Nevada

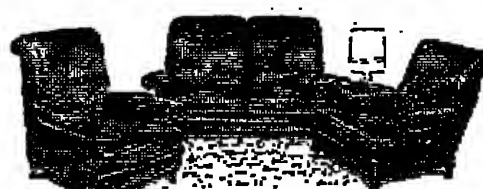


Miami

de 11.000
à 15.000 f.



Chevreux



Edimbourg



London

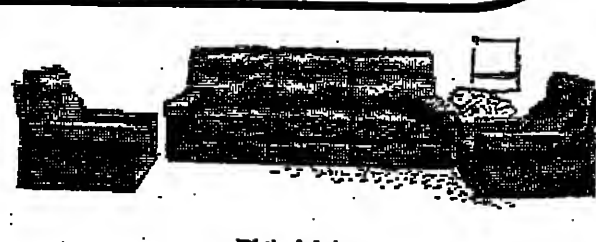
de 15.000
à 20.000 f.



Louisiana



York



Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir.

Grandes facilités de paiement.
Nos prix s'entendent toutes taxes comprises.
Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

CUIR CENTER



176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert: lundi de 14 h à 19 h - samedi de 10 h à 19 h
mardi, mercredi, jeudi, vendredi sans interruption de 10 h à 22 h
Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble
RER: Nation - METRO: Philippe Auguste

LE CUIR DEFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DEFIE LES PRIX

150

PRESSE

AU SIÈGE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE

Six personnes sont blessées par les policiers lors d'une manifestation contre M. Amaury

Une centaine de militants du comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien ont occupé pendant une heure et demie, dans l'après-midi du jeudi 16 septembre, le siège de la Fédération nationale de la presse française, rue Gabriel-Lamain, à Paris (10^e). La délégation entendait être reçue par M. Amaury.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, M. Amaury participait aux travaux de l'assemblée plénière de la Fédération. Vers 17 heures, une délégation d'ouvriers du Livre pénétra dans l'immeuble et demandait audience au responsable du Parisien libéré, qui refusait, quittait la salle à la fin de la réunion et, empêché de sortir, se rendait dans les locaux du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, situés au rez-de-chaussée du même immeuble.

Peu après, alors que des négociations s'engageaient entre des responsables de la Fédération nationale de la presse française et du comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien, la police arriva sur les lieux appelée par M. Jean Sengier, collaborateur de M. Amaury. Les forces de l'ordre intervenaient sans ménager blessant six personnes, dont M. Beyer, l'un des vice-présidents de la Fédération nationale, qui tentait, en compagnie de M. Gaston Gaudy, directeur de la Fédération, de mettre fin aux affrontements. M. Beyer a été touché à la tête. Deux des manifestants ont été gravement atteints. Sous la protection d'un nombre impor-

Amaury, président du Syndicat de la presse hebdomadaire, président du conseil d'administration du Parisien libéré, à qui elle souhaitait remettre une pétition. Lorsque la police fut requise pour faire évacuer l'immeuble, six personnes ont été blessées, dont deux sérieusement.

tant de policiers, M. Amaury quittait alors la rue Gabriel-Lamain. Peu après, le comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien a publié un communiqué, affirmant que « face à de telles provocations », il « élève la plus énergique protestation contre ces méthodes barbares ». « Une fois de plus, souligne la C.G.T., à la demande de négociations, le pouvoir répond par la répression. M. Amaury et ses collègues sont nombreux, alors que tous les autres patrons de la presse parisienne ont signé avec le comité intersyndical un accord, le 7 juillet 1976, permettant de résoudre les problèmes posés, y compris le conflit du Parisien libéré ».

La version de M. Amaury

De son côté, M. Emmanuel Amaury relate — hors antenne — à R.T.L., sa version des faits :

LES CAMBRIOLEURS DU SIÈGE DU SYNDICAT DU LIVRE ont indiqué qu'ils voulaient s'emparer de documents

Un élément nouveau est intervenu dans l'affaire du cambriolage des locaux du Syndicat général du Livre, tenu au cours de la nuit du lundi 13 au mardi 14 septembre, 84, boulevard Auguste-Blanc, à Paris-12^e. Plusieurs des militants arrêtés avaient déclaré, jeudi 16 septembre, devant M. Guy Pia, premier juge d'instruction à Paris, qu'ils avaient agi à l'inspiration d'un individu se faisant appeler « Tondo » et contre dans un café. Celui-ci les aurait incités à réaliser cette opération afin qu'ils s'emparaient d'importantes dossiers dans les locaux du syndicat et leur seraient recommandés de ne pas affirmer les documents avec leur chausse-pied.

Pour décider ses interlocuteurs, ce « Tondo » leur aurait déclaré qu'ils pourraient garder pour eux les fonds importants déposés, selon lui, dans les coffres. Il leur aurait promis aussi l'impunité ainsi que l'effacement de leurs condamnations passées sur leur casier judiciaire.

Parmi les sept personnes gardées à vue, six, Christian Bernard, vingt-quatre ans, Jean-Pierre Cloze, vingt-neuf ans, Marcel Mercier, quarante ans, Daniel Lacaze, trente-deux ans, Alain Dupuy, vingt-quatre ans, et Manfred Guillemet — ce dernier encore en traitement à l'hôpital de la Pitié puisqu'il s'est blessé en sautant d'une fenêtre pour tenter de s'enfuir — ont été déferés au parquet. M. Pia les a fait écrouer après les avoir informés de leur droit de voir un avocat et d'instruction à la législation sur les armes. Ils ont

choisi pour défenseurs M^{rs} Robaglia, Dubois, Smadja et Clovis. Mme Yvette Mervand, cinquante ans, n'a pas été déferée au parquet au terme de sa garde à vue.

M. ROGER LANCY : à qui cette affaire profite-t-elle ?

Il est à noter que Guillemet et Bernard avaient bénéficié récemment d'une mise en liberté de la part de la chambre d'accusation de Paris, et contre l'avis du juge d'instruction, à propos de méfaits antérieurs pour lesquels ils n'ont pas encore été jugés. Il s'agit pour le premier d'un « règlement de comptes » dont il doit répondre le 4 novembre prochain aux assises, pour le second d'une affaire d'extorsion de fonds.

Les aveux passés devant M. Guy Pia viennent en tout cas infirmer la thèse d'une affaire « à deux », et d'une affaire « à trois », et à fait classique, purement de banditisme » avancée quelques heures seulement après l'arrestation des cambrioleurs par M. Jean Durand, directeur de la police judiciaire de la région parisienne (le Monde du 15 septembre 1976).

Pour leur part, les responsables du comité intersyndical du Livre — qui s'étaient étonnés qu'il s'agisse d'une affaire de droit commun — ont déclaré qu'ils ne sont terminés l'interrogatoire des bandits — ont fait savoir, par la voix de M. Roger Lancy, secrétaire du comité, que « les aveux des cambrioleurs n'ont fait que confirmer les soupçons des dirigeants du syndicat ».

« Il n'y a donc pas de surprise de notre part. Nous sommes simplement perplexes », a précisé le jeudi 16 septembre, M. Roger Lancy, ajoutant : « À qui cette affaire profite-t-elle ? Nous sommes actuellement engagés dans plusieurs conflits ouverts et tout naturellement nous disposons de dossiers sur lesquels de ces affaires. Alors, on peut se poser beaucoup de questions. »

Faute d'accord avec Victor-Michel

LA NÉOGRAPHE VA METTRE EN ŒUVRE UN PLAN INDUSTRIEL AUTONOME

La grève des ouvriers de l'imprimerie Victor-Michel, qui a entraîné, cette semaine, la non-paiement de l'échéance de la Néo-graphe, a décidé de mettre en œuvre un plan industriel autonome. La direction de l'entreprise a pris contact avec la Fédération française des travailleurs du Livre en vue de l'ouverture immédiate de négociations pour l'établissement d'un contrat d'entreprise dans les conditions de l'accord partiel signé le 12 mai 1976.

« FRANCE-SOIR » ET « LE FIGARO » RÉINTÈGENT LE SYNDICAT DE LA PRESSE PARISIENNE

France-Soir et le Figaro ont décidé de réintégrer le Syndicat de la presse parisienne, qu'ils avaient quitté le 28 mai dernier. M. Desiré Goddyn, président du S.P.P., l'annonce dans une lettre aux membres du syndicat.

Cette lettre accompagne celle de M. Paul Winkler, directeur général - rédacteur en chef de France-Soir, dans laquelle il rappelle que cette rupture était intervenue « en raison de divergences avec la plupart des confrères quant aux conséquences d'engagements syndicaux envers les ouvriers du Livre relative à la modernisation des imprimeries et à la réduction des crimes techniques ». Le 7 juillet, un protocole était conclu et signé par M. Dominique Ferry, directeur général de FFP, s'engageant à Presse - Alliance, qui devait devenir propriétaire de France-Soir le 8 juillet.

M. Goddyn précise également que M. André Audinat, directeur délégué du groupe Hérault, l'a informé verbalement du retour du Figaro, lequel n'avait pas donné sa démission par écrit. Enfin, M. Dominique Ferry a annoncé la démission du Journal du Dimanche, qui, bien qu'hebdomadaire, était considéré, lorsqu'il était édité par France-Soir, comme un quotidien du septième jour.

« À la direction des bibliothèques. Depuis le 15 septembre, les quinze informateurs chargés d'établir les programmes de la direction pour la coopération et l'automatisation (DICA), service de la direction nationale des bibliothèques, décentralisé à Grenoble depuis 1972, sont en grève. Ils s'opposent au déménagement de leur bureau à la ville nouvelle de l'île d'Abeau. Ce transfert, qui devait, selon eux, intervenir normalement en juillet 1977, a été avancé d'une dizaine de mois.

NOUVEAU « PATRON » DE L'HEBDOMADAIRE

M. Filipacchi annonce son intention de licencier quarante-cinq personnes à « Paris-Match »

Les représentants élus de Paris-Match au comité d'entreprise de l'UPEM — société éditrice des titres de l'ancien groupe Prouvost, Paris-Match, Paris, Marie-Claire, etc., aujourd'hui vendus à différents acquéreurs — ont reçu une lettre recommandée de M. Daniel Filipacchi, leur nouveau « patron », les convoquant pour ce vendredi 17 septembre.

Dans cette lettre, M. Filipacchi — arguant de « raisons économiques graves » — fait part de son intention de licencier trente-six personnes (dont sept du service public), plus neuf pigistes fixes. Les effectifs totaux de l'hebdomadaire s'élèvent à cent soixante-treize salariés.

Estimant qu'il lui est impossible de cautionner une demande de licenciement manifestement illégale, la section de Paris-Match du Syndicat national des journalistes C.G.T. a pour sa part chargé son conseil, M. Michel Blum, de faire délivrer par lui-même à M. Filipacchi une protestation. Ses délégués rappellent qu'en l'absence de comité d'entreprise (il n'en existe pas à la Copedipresse, société de M. Filipacchi qui assure la location-gérance de Paris-Match depuis le 1^{er} septembre, et le comité d'entreprise de l'UPEM est naturellement devenu sans objet en la circonstance) ils refusent d'assister à la réunion du vendredi 17, pour ne pas avoir l'air, par leur présence, de cautionner une procédure illégale.

Le S.J.P.-C.F.D.T., le S.N.J. (autonomes) et le S.G.P.-Forc ouvriers se sont associés à cette notification, à la suite de quoi M. Filipacchi a décidé d'annuler la réunion prévue.

Dès le début du mois de septembre, les élus du S.N.J.-C.G.T. de Paris-Match avaient adressé une lettre à M. Filipacchi au sujet de l'absence de comité d'entreprise, soulignant que « jusqu'à proclamation et affichage des résultats des élections professionnelles au sein de la Copedipresse et jusqu'à l'affichage du procès-verbal de la première réunion des élus du comité d'entreprise de la Copedipresse, aucune décision concernant le fonctionnement ou l'avenir de l'entreprise ne pourrait être valable ».

Copie de la protestation a été envoyée à l'inspection du travail, à la direction départementale de la main-d'œuvre ainsi qu'au secrétariat d'Etat à la culture.

LA VENTE DE « FRANCE-SOIR »

M. Varaut s'est présenté ce 16 septembre devant M. Cesselin, président du tribunal de commerce de Paris, au nom de l'Union des fondateurs et collaborateurs de la société France éditions publications (qui publiait France-Soir) pour solliciter en référé la nomination d'un administrateur provisoire de la FEP, d'un contrôleur de gestion des fonds et d'un expert qui serait chargé de rechercher dans quelles conditions n'a pas été levée l'option pour l'achat de « France-Soir ». M. Cournot pour la FEP, M. Sarda pour Hachette, M. Louvet pour M. Winkler, M. Hild pour M. Hérault ont demandé au magistrat de ne pas admettre les prétentions des requérants. L'ordonnance sera rendue à une date ultérieure.

Breguet

PRÈS DE LA FORÊT D'ERMENONVILLE



"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, cerné de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'autoroute A.L.A. la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes idéalement conçues. Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 25 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DU NORD

VENÉZ-DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LÉGENDE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95470 SAINT-WITZ (TEL. 61.66.65)

ACHATOU RESIDENCE DU CHEF-ST-JEAN

dans le cadre de la Rénovation Urbaine (2^e tranche).

Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse, Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté



à la sortie du Pont de Chatou... à proximité de l'Hôtel de Ville, à 20' de l'Opéra, à 25' de l'Opéra (par le RER - Station Chatou) à 17' de St-Lazare (SNCF gare de Chatou).

PRIX FERMES ET DEFINITIFS à la réservation

Le m² 3 500 F à 4 600 F

A VENDRE APPARTEMENTS NEUFS du 2 pièces au 6 pièces avec balcons ou terrasses et 5 pièces en duplex

Livraison 4^e trimestre 1976

Renseignements bureau de vente et appartement-témoins sur place tous les jours de 14 heures à 18 heures. À 18 heures rue de la Paroisse. Tél. 968.03.36



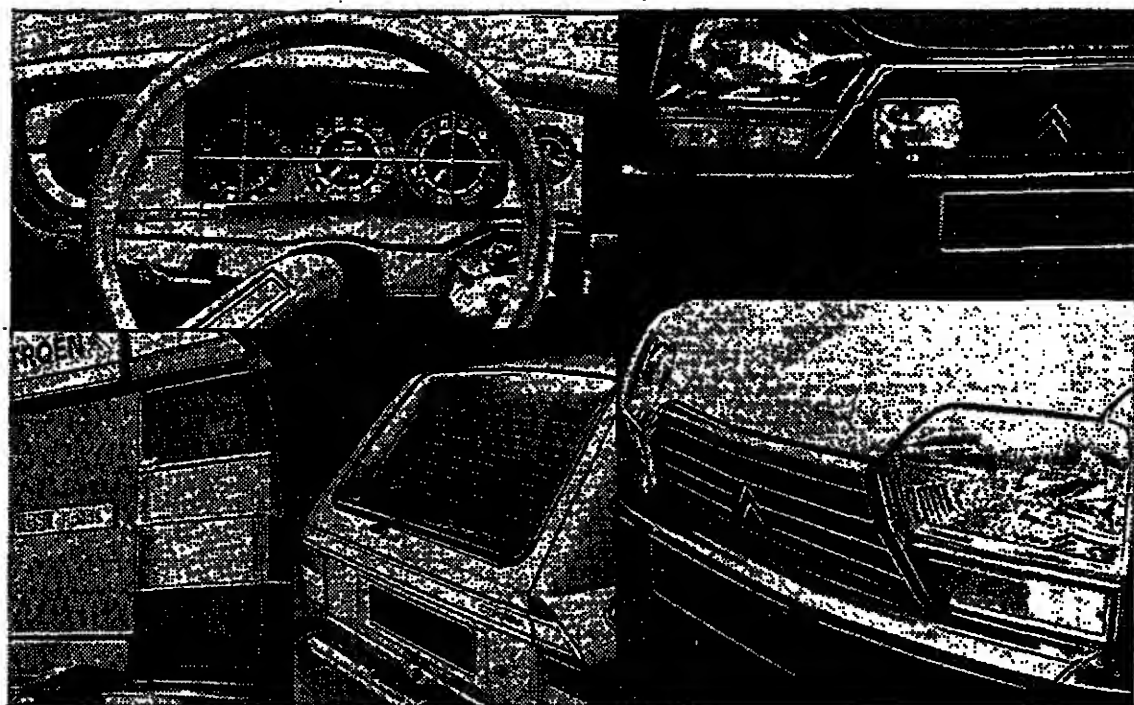
SEMICLE Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Économiques 5, rue de la Paroisse 75008 Paris 7665176

EDITION
SPECIALE

CITROËN ^ GS

AVANT PREMIERE SALON 77:

Du nouveau dans la gamme GS.

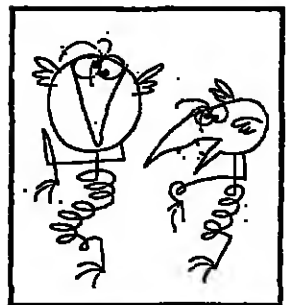


Cette année les GS seront plus belles que jamais. Elles ont été réétudiées dans les moindres détails. Le calendrier des GS Club et GS Pallas a été transformé. Les GSX et GSX2 ont des pare-chocs noirs, et la GSX2 un nouveau levier de changement de vitesses. Pour améliorer la visibilité, les GS break sont dotés à l'arrière d'un combiné lave-glace/essuie-glace extrêmement efficace. Sur les GSX2, GS Club, GS Pallas de larges vide-poches sont encastrés dans

les portières. De nouveaux tissus sont disponibles pour les sièges des GS Club et GS Pallas. Des phares "tout à iode" sont montés en série sur les GS Club (berline et break) et GS Pallas.

Enfin toutes les GS ont un nouveau tableau de bord avec des cadrans ronds et un nouvel arrière avec des feux redessinés, un plafonnier translucide, des cendriers arrière en alu brossé, une nouvelle console avec deux vide-poches.

LE RETOUR DES SHADOCKS



Enfin les Shaddocks reviennent à la télévision avec des Shaddocks-automobiles et des problèmes de suspension.

Les pauvres bêtes ne parviennent pas à trouver le juste équilibre entre des ressorts trop mous qui procurent le confort mais pas la tenue de route, et des ressorts trop durs qui procurent la tenue de route mais pas le confort.

Ces malheureuses bêtes ne savent pas que la solution n'était pas dans le ressort... et elles l'ignorent encore.

Regardez-les sur TFI, ce soir entre 20 h 00 / 20 h 15.

AVEC CETTE CARTE



ESSAYEZ LES NOUVELLES CITROËN AVANT TOUT LE MONDE

Et bénéficiez d'avantages financiers exceptionnels

La carte PASSAVANT vous ouvre les portes des nouvelles Citroën avant l'ouverture du Salon. Vous pourrez en effet les essayer en avant-première chez votre concessionnaire Citroën et bénéficier d'avantages exceptionnels

sur le crédit et Ecoplan. Si vous n'avez pas encore cette carte, demandez-la à **SVP 2222** (en PCV pour la province).

CITROËN TOTAL

CITROËN

AVEC ECOPLAN* VOUS POUVEZ DISPOSER D'UNE GS NEUVE AVEC SEULEMENT UN MOIS DE LOYER D'AVANCE.

*Loyers en Longue Durée. Marque Déposée.

La conduite simplifiée : la GS C matic

GS C matic, c'est la conduite simplifiée. C'est une boîte à 3 rapports avec convertisseur de couple hydraulique. Le débrayage et l'embrayage s'effectuent automatiquement lors de l'enclenchement d'une vitesse. En plus d'une éco-

nomie de geste due à la suppression de la pédale d'embrayage, ce système permet une conduite plus détendue et moins fatigante. Avec GS C matic, il n'est plus nécessaire de changer les vitesses en ville, au mi-

lieu de la circulation. Mais il est toujours possible de les passer comme sur la boîte classique, lorsqu'on veut conduire d'une façon sportive. Seulement, plus besoin de débrayer, c'est automatique. GS C matic ménage ainsi tous les élé-

ments de la transmission. Il allie la simplification de conduite d'une boîte automatique à la sportivité d'une boîte manuelle. Ce même système équipe une des plus grandes marques du monde de voitures de sport.

BON A DECOUPER

Pour tout savoir sur les nouvelles GS 77, allez voir votre concessionnaire Citroën, ou retournez ce bon à découper à CITROËN "GS 77" 75747 PARIS CEDEX 15

Je désire recevoir votre brochure 28 pages en couleurs sur les GS 77.

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____

9 MODELES POUR REpondre A TOUS LES BESOINS



GS Spécial C'est la moins chère des GS. Économique, elle ne consomme que 6,9 l aux 100 km à 90 km/h (vitesse stabilisée)*. Avec la GSX c'est la seule 6 CV du monde à vous offrir le confort de la suspension hydropneumatique. Prix: 21.800 F.



GS Club C'est la GS par excellence. Son confort, sa robustesse, sa fiabilité en font la 7 CV sans problème. Prix: 24.100 F.



GSX Une voiture "sport" pleine de santé qui permet de s'amuser pour un prix raisonnable. Avec son moteur de 6 CV elle a tous les jeunes pour elle. Prix: 22.800 F.



GSX2 Un moteur nerveux de 1.222 cm³. Des sièges baquets à appui-tête incorporé. Un tableau de bord complet avec compte-tours, etc. La GSX2 a un tempérament sportif très affirmé. Prix: 24.700 F.



GS Pallas Raffinée, jusque dans les moindres détails la GS Pallas est faite pour les amateurs de confort qui recherchent le luxe. Elle possède un intérieur douillet où tissus et moquette s'entremêlent harmonieusement. Prix: 26.000 F.



GS C matic Pour avoir en plus du confort, le confort de la conduite la GS C matic vous permet de changer de vitesse sans débrayer. Prix: Club: 25.400 F. Pallas: 27.300 F.



GS Break 6CV Il peut transporter une famille nombreuse et tous ses bagages en toute sécurité en ne consommant que 6,9 l aux 100 km à 90 km/h. (Vitesse stabilisée)*. Prix: 23.400 F.



GS Break 7CV Et comme toutes les GS, il conserve une garde au sol constante quelle que soit la charge grâce à la suspension hydropneumatique. Prix: 25.700 F.



GS Entreprise Un utilitaire sans problème qui prend soin du conducteur et peut transporter les objets les plus délicats grâce à la suspension hydropneumatique. Prix: 19.050 F.

*Consommation GS Spécial (break et berline) aux 100 km: 9,7 l à 120 km/h (vitesse stabilisée), 10,7 l en circuit urbain. Tous nos prix sont TTC, clés en main. Tarif au 1.07.76.

Depuis 1.500

SCIENCES

PRÉSENTÉE OFFICIELLEMENT EN CALIFORNIE

La navette spatiale de la NASA devrait faire son premier vol opérationnel en 1980

C'est ce vendredi 17 septembre, à Palmdale, en Californie, qu'il devait être présenté en public l'élément principal de la navette spatiale mise au point par la NASA : une sorte d'avion qui sera placé sur orbite avant de revenir sur terre et d'être utilisé à nouveau. Le premier vol opérationnel est prévu pour 1980. Moins spectaculaire que les programmes précédents de la NASA, la réalisation de la navette est une nouvelle étape dans l'explo-

ration de l'espace, tournée depuis 1971 vers l'observation de la Terre.

Les utilisations de la navette, qui emportera les équipements les plus divers, permettront une meilleure observation des étoiles lointaines, une connaissance plus complète de l'environnement immédiat de notre planète et surtout l'étude détaillée de la Terre. Mais elle servira aussi à des missions militaires d'observation et de surveillance.

Un gros avion assez petit, aux ailes qu'on dirait rogées, ainsi devait apparaître l'orbiter aux officiels invités, ce vendredi 17 septembre, à sa première présentation en public. L'orbiter est l'élément central le plus important de la navette spatiale dont le programme a débuté en 1972, au moment où la conquête de la

Lune s'achevait avec les dernières missions Apollo.

Dès la fin des années 60, les chercheurs et techniciens américains ont, en effet, commencé à imaginer un moyen économique d'envoyer dans l'espace engins habités et inhabités. L'idéal était, bien sûr, de concevoir un véhicule totalement réutilisable. Bien vite,

cependant, il apparut qu'un tel projet demanderait des investissements considérables. À l'heure même où le budget de la NASA commençait à stagner, après la réussite, fort coûteuse, du formidable défi qu'était un débarquement d'hommes sur notre satellite. On s'orienta donc vers une réalisation mixte, où seules seraient réutilisables les parties les plus coûteuses, en particulier le compartiment habité et l'appareillage électronique.

L'engin qui, probablement vers 1980, quittera le sol américain pour la première fois de la Terre comprendra trois parties principales : l'orbiter, qui a approximativement la taille d'un DC-9 d'une longueur de 45 m et de 14,4 m d'envergure, il pèse 67,5 tonnes à vide. Derrière le compartiment habité, où pourront prendre place au moins sept personnes, une immense soute sera capable d'accueillir des charges utiles atteignant un peu plus de 29 tonnes.

À l'orbiter sera fixé un immense réservoir destiné à accueillir un peu plus de 700 tonnes de carburant (l'hydrogène) et du comburant (l'oxygène) liquides qui alimenteront les trois moteurs d'une poussée de 21 tonnes chacun, installés à l'arrière de l'engin. Ce réservoir, largué dans l'espace à chaque mission, sera la principale partie réutilisable de la navette.

Sur les côtés de ce réservoir, seront fixés deux fusées brûlant un carburant solide et produisant chacune une poussée de 1 000 tonnes. La différence, du réservoir, elles seront munies de parachutes et doivent être récupérées et réutilisées.

Mis sur orbite, après avoir largué successivement les deux fusées et le réservoir, l'orbiter pourra séjourner dans l'espace une quinzaine de jours, sur une trajectoire « basse », à environ 200 kilomètres d'altitude. Grâce à deux petits moteurs supplémentaires, il pourra modifier quelque peu son orbite — ce qui correspond aux exigences des militaires, désireux que l'engin ait une certaine souplesse lui permettant de faire face à des situations imprévues. Ces mêmes moteurs lui permettront ensuite de ralentir pour entamer sa rentrée dans l'atmosphère, avant d'être freiné par la résistance de l'air. À la fin de sa mission, l'engin disposant, grâce à ses deux courtes ailes delta, d'une certaine maniabilité, se posera tel un avion mais sans utiliser de réacteurs.

C'est, bien évidemment, son immense soute de 18 mètres de long et de 5 mètres de diamètre qui fait tout l'intérêt de l'orbiter. Il pourra ainsi transporter des équipements militaires, des engins habités et inhabités. La navette spatiale pourra ainsi accomplir toutes sortes de missions : mettre sur orbite les satellites les plus divers, civils ou militaires ; ravitailler en vol ces satellites ou même les ramener sur Terre en cas de défaillance. Certains ont même parlé de la possibilité de capturer ainsi, pour les études de près, les satellites militaires lancés par l'« ennemi ».

Sur le dos d'un 747

Dès ses premières missions, l'orbiter devra emporter dans l'espace le laboratoire spatial Spacelab, mis au point par les pays européens réunis en sein de l'Agence spatiale européenne (ESA). Ce projet étant, pour sa plus grande part, financé par l'Allemagne fédérale, le premier équipage scientifique européen sera très probablement ouest-allemand.

Pour l'instant, après sa présentation officielle, l'orbiter sera transporté sur la base californienne de Dryden. Au début de 1977, fixé sur le dos d'un Boeing 747, il y subira ses premiers essais : déplacements rapides au sol, tout d'abord, puis vols captifs (en janvier et février). Vers juillet ou août, il sera largué en vol à 8 400 mètres d'altitude, et devra, après avoir négocié deux virages, se poser par ses propres moyens sur une piste d'atterrissage.

Le premier vol habité expérimental dans l'espace n'aura pas lieu avant mars 1979. Chaque orbiter est conçu pour pouvoir être utilisé une centaine de fois ; et le programme américain est respecté, ce seraient quelque cinquante-cinq missions par an pendant dix ans qui pourraient être accomplies, dont plus du tiers utiliseraient Spacelab, et près de la moitié aurait des fins militaires. A moins que, chose peu probable, des changements politiques intervenant, et qu'il ne vienne remettre en cause un programme finalement très militaire et donc critiqué outre-Atlantique.

XAVIER WEEGER.

DÉFENSE

Austérité et budget militaire

UN COMMENTAIRE DE M. HERNU

Président des Conventions pour l'armée nouvelle, M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S., a déclaré après le discours du premier ministre à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) (le Monde du 15 septembre) : « Depuis quatre mois, que de propos contradictoires ! Il est clair que M. Raymond Barre n'a pas accordé ses vœux avec ceux de M. Valéry Giscard d'Estaing. D'où cette impression d'obscurité et de doute qui s'appesantit sur notre défense. Déjà, les députés socialistes à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la loi de programmation militaire, avaient mis en doute la volonté, la possibilité du gouvernement d'amener à 20 %, en 1982, le budget de la défense. »

« La politique d'austérité risquant d'entraîner de s'appliquer aux cadres et aux soldats comme à l'ensemble des travailleurs, et elle les rendra ainsi solidaires les uns des autres. L'absence de consentement populaire risque de se généraliser. Quand il s'agit de défense, c'est grave. En ce qui concerne la dissuasion nucléaire, je pense personnellement qu'il faudra bien, à plus ou moins long terme, que les forces de progrès en acceptent la réalité, si l'on est décidé, comme le dit le programme commun, à protéger la France contre tout agresseur d'où qu'il vienne. »

* Conventions pour l'armée nouvelle, 50, rue de Rivoli, 75004 Paris.

Ventes d'armes et frais de mission...

Faut-il tout mettre sur le compte de l'inflation ? Considérer, par exemple, que l'augmentation, pour l'an prochain, des frais de déplacement consacrés aux missions à l'étranger du ministère de la défense résulte seulement, comme on l'affirme officiellement, des hausses sur les transports dans le monde ? Ou bien convient-il de chercher d'autres causes aux augmentations inscrites dans le projet de budget pour 1977 présenté par les services de M. Bourges ?

C'est un fait que les crédits pour le déplacement à l'étranger de ces missions militaires — missions techniques de l'armement, missions temporaires de coopération ou participations militaires françaises auprès des armées alliées et étrangères — sont en hausse de 26,5 % et que la direction des affaires internationales au ministère de la défense dispose de crédits importants pour la promotion à l'étranger des armements français. Il est vrai, aussi, que la délégation ministérielle pour l'armement doit financer, l'an prochain, sa participation au Salon aéronautique du Bourget et au Salon des armements terrestres qui a lieu, tous les deux ans, à Satory.

Autant de circonstances qui

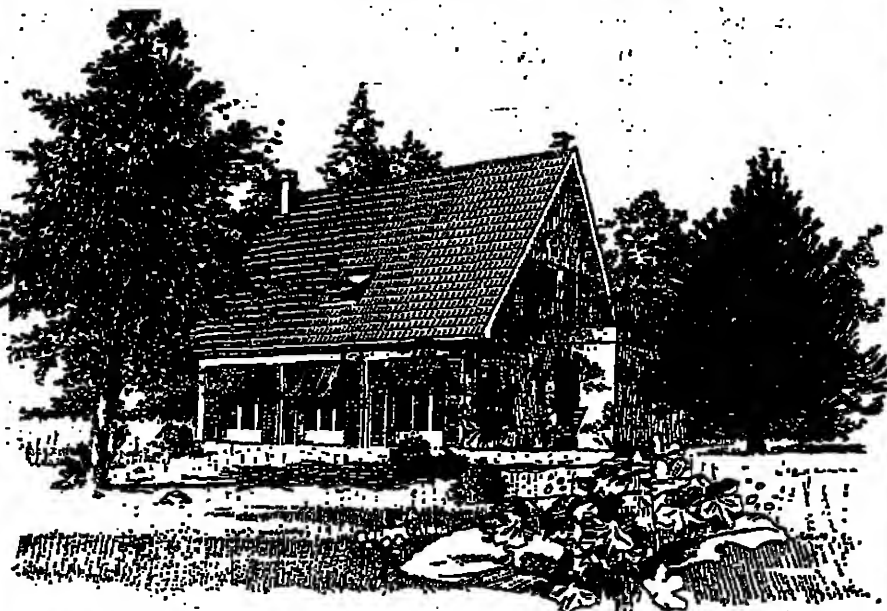
expliquent la multiplication de ces missions à l'étranger. Dans des instructions à ses subordonnés, le délégué ministériel pour l'armement, M. Jean-Laurent Dalpech, vient, du reste, d'attirer leur attention sur la nécessité d'accroître les efforts à l'exportation, car, estime-t-il, « il est essentiel que, pour conserver le plein emploi dans nos armements, notre industrie d'armement, et pour préserver cet outil industriel, gage de notre indépendance, un effort important soit fait à l'exportation ».

La France n'est pas le seul pays en Europe à intensifier ses campagnes de promotion auprès de la clientèle internationale de matériels militaires. Au début de l'été (le Monde du 23 juin), la Grande-Bretagne a inauguré sa première exposition d'armements, et, du lundi 20 au dimanche 26 septembre, l'Italie organise une exposition de matériels navals militaires à Gênes.

Un mois plus tard, du lundi 26 au samedi 30 octobre, plus de soixante-cinq exposants français de matériels navals tiendront un Salon concurrent, au Bourget, ouvert seulement sur invitation. Pour la France, qui est une habituée, ce sera la cinquième exposition du genre depuis 1968... — J. L.

Breguet

A PONTAULT-COMBAULT



"Belgravia", 155 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Bois la Croix

A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha, aux arbres centenaires, et ses tennis. Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt

son accès extrêmement facile depuis Paris. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Bois La Croix, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUS LES JOURS
DE 10 H à 19 H.



A 18 KM
A L'EST DE PARIS
PAR LA 4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE : 77340 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63).

NADAUD

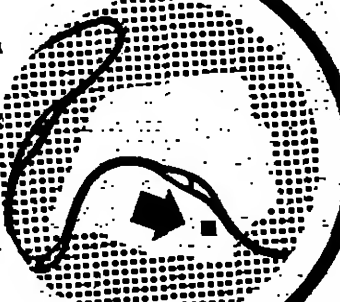
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
SECONDAIRE
SUPÉRIEUR

RENTREE LE 20 SEPTEMBRE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

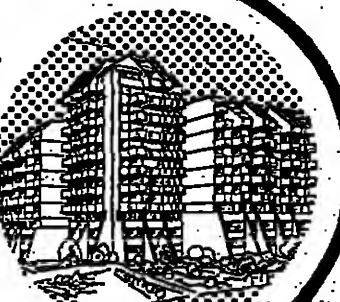
LA TRIADE

A deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13^e moderne, bien équipé. Où il fait bon vivre.



LA TRIADE

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents, posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.



LA TRIADE

C'est l'occasion de vous offrir la vive gauche à 4.500 F le m² ferme et défini.

4500 F
le m²

LIVRABLE

1^{er} TRIMESTRE 77

Crédit : Tous de faveur réservés.

Venez nous voir sur place 54, rue Dunois - 75013 PARIS du jeudi au lundi de 14 h à 19 h. Tél. 583.92.17 ou retournez-nous ce coupon.



173, rue de la Croix-Névert 75015 Paris Tél. 531.14.9

Documentation complète "La Triade"

Nom _____

Adresse _____

Profession _____

Tél. _____

Type d'app. ch. St. _____

20 Sp. 4p. 5p. _____

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation, M sur demande

Parce que l'Anglais s'apprend sur place...

Pendant toute l'année :

SEJOURS LINGUISTIQUES

EN GRANDE-BRETAGNE

au titre de la formation per-

sonnelle, pour étudiants (à

partir de 18 ans) et pour

adultes :

Stages « immersion » de 10 jours

pour les adultes (début, milieu,

fin) ;

Sessions « intensives » de 3 et 4 sem.

durant l'été.

Stages « longue durée »

avec préparation aux examens

5 à 7 heures de cours quotidiens

LABORATOIRE DE LANGUE

A CROSBY HOUSE SCHOOL

(BOURNEMOUTH)

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

Don

pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

ÉDUCATION

PRIORITÉ A L'ENTRETIEN ET DIMINUTION DES HEURES COMPLÉMENTAIRES

Le budget des universités en 1977 : une « remise en ordre »

Avec 1 050 millions de francs, le budget pour 1977 du secrétariat d'Etat aux universités sera en augmentation de 15 % par rapport à celui de 1976. Cet accroissement, absorbé en grande partie par la hausse des salaires (64,7 % des dépenses sont consacrées aux rémunérations des personnels), confirme pourtant que l'en-

seignement supérieur n'est plus une priorité. A l'anxiété budgétaire générale s'ajoutent de nouvelles orientations voulues par Mme Alice Saunier-Selz, secrétaire d'Etat aux universités : 1977 consacrera une politique de « remise en ordre » des universités, qu'elle a constamment préconisée. Le moment choisi coïncide avec

une période de stagnation du nombre d'étudiants inscrits. Priorité sera donc donnée à l'entretien, à la rénovation des équipements et à la « stabilisation » des personnels. Cette option permet notamment de porter les crédits d'équipement de la recherche de 79 à 130 millions de francs 1976 soit une augmentation de 63 %.

Le budget des universités est marqué par une politique nouvelle en matière d'équipement. Les autorisations de programme (c'est-à-dire les engagements de l'Etat pour des constructions à venir) passent de 1 186 à 1 419 millions de francs, mais la diffé-

rence tient pour l'essentiel à des transferts de crédits qui indiquent l'orientation nouvelle. Sens demeurent inscrits au chapitre des opérations nouvelles pour l'enseignement supérieur, les aménagements indispensables de la carte universitaire et l'extension du potentiel de formation médicale. L'« enveloppe » recherche, de son côté, assurera le financement d'un nombre réduit d'opérations nouvelles. Le secrétariat d'Etat prévoit, malgré tout, de mettre 10 millions de francs à la disposition de la recherche fondamentale ou de laboratoires dits d'« excellence ».

Les crédits d'équipement seront davantage consacrés à l'entretien du patrimoine. Une subvention de 100 millions de francs est, par exemple, allouée à la seule société des établissements d'enseignement supérieur. Le secrétariat d'Etat a aussi choisi d'amorcer le renouvellement du matériel coûteux ou certaines rénovations devenues nécessaires. En quatre ans, 80 millions de francs iront ainsi au Muséum, dont environ 15 millions en 1977. Le remplacement progressif du matériel informatique coûtera 300 millions de francs en dix ans.

L'autre part, une somme de 12,5 millions de francs sera affectée à la création de « services communs » à plusieurs laboratoires. Les personnels administratifs et techniques sont six mille cinq cents à temps complet (deux mille cent dans la recherche, quatre mille quatre cents pour l'enseignement supérieur) et deux mille cinq cents à temps partiel (neuf cents dans les établissements d'enseignement supérieur).

Le corps des « hors-statut » regroupe aussi mille six cents enseignants et chercheurs à temps complet (dont un millier dans la recherche) et quatre cents à temps partiel (dont une centaine dans les centres universitaires).

Transfert de fonds

D'importants crédits de l'« enveloppe » recherche seront transférés du chapitre des dépenses

ordinaires (fonctionnement) à celui des autorisations de programme (équipement). L'opération prévue porte sur 226 millions de francs. Ce transfert, déjà réalisé pour les établissements de recherche (C.N.R.S., O.R.S.TOM, I.N.A.G., etc.) doit faciliter la tâche de coordination de la Délégation générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.).

Le ministère choisit à aussi pour but d'inciter les centres d'enseignement à réduire leurs dépenses de « petites fournitures ».

Les présidents d'université n'appellent guère cette innovation. Pour eux, les crédits de fonctionnement sont, en effet, l'intérêt d'être, au pire, reconduits chaque année tandis que les subventions d'équipement peuvent varier.

Les mêmes options se retrouvent dans le budget de fonctionnement qui représentera 892 millions de francs, contre 790 en 1976 (soit une augmentation de 12,7 %). A la rubrique des personnels, par exemple, on note peu de créations de postes (le total de la masse salariale supplémentaire atteint 33,87 millions de francs) : 181 emplois nouveaux, dont 75 d'enseignants (contre 230 en 1976) pour les universités. La recherche est mieux pourvue, puisqu'elle obtient 491 créations de postes, dont 250 de chercheurs.

Le secrétariat d'Etat, en revanche, a choisi de commencer ce qu'il appelle la « stabilisation des personnels hors statut », c'est-à-dire la modification du contrat temporaire de certains enseignants, chercheurs, employés et ouvriers. Cette initiative permettra d'accroître à près de 1 500 d'entre eux un statut de type C.N.R.S. : 750 employés des universités (dont une centaine pour le seul secteur de la formation continue), 216 employés attachés à la recherche universitaire et 492 du C.N.R.S. (dont 82 chercheurs).

Le secrétariat d'Etat et les syndicats sont déjà en désaccord sur ce point : le « statut C.N.R.S. » présente l'avantage d'assurer un emploi stable au salarié et de soulager les universités et les centres de recherche autonomes des dépenses sociales liées aux salaires. Les « hors-statut » sont, en effet, rémunérés actuellement sur le budget de leur employeur direct ou sur les contrats passés entre les universités et des ministères, ou des organismes publics ou privés. D'ici là, leur salaire sera directement versé par l'Etat, la masse financière correspondante devant être déduite des crédits de l'établissement. Toutefois, 1 000 de ces « hors-statut », payés sur des contrats « extérieurs » (collectivités locales, institutions étrangères, entreprises) ne pourront bénéficier de cette mesure.

Pour la suite, poursuivant la politique de M. Jean-Pierre Solson, le secrétariat d'Etat transformera en 1977, 950 postes d'assistants en postes de maîtres-assistants (contre 1 000 en 1976).

Une « ardoise » pour les présidents

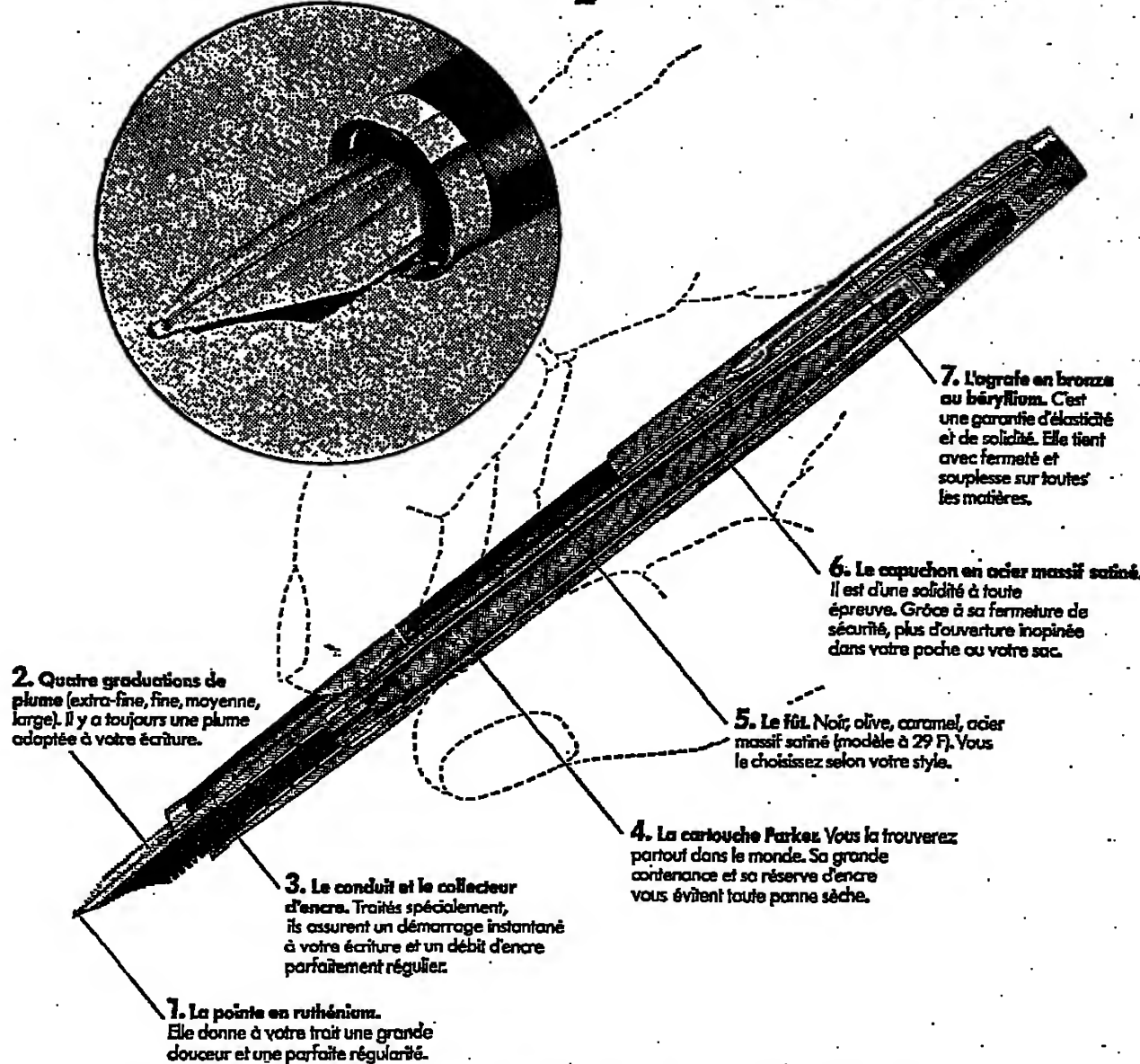
Pratiquement tous les secteurs financiers relevant des services de Mme Alice Saunier-Selz sont touchés par le « redéploiement ». Le secrétaire d'Etat a déjà demandé cette année aux universités le « rapatriement » des heures complémentaires non assurées pendant les grèves du printemps dernier.

Les crédits correspondant aux heures complémentaires, d'un montant de 206 millions de francs en 1976, seront néanmoins reconduits en 1977. Mais, pour assainir une gestion jugée trop lâche (il faut notamment régler une « ardoise » de plus de 40 millions de francs, accumulée, semble-t-il

Philippe BOGGIO.

Le SNE-Sup et le budget des universités. — Selon le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), le projet de budget du secrétariat d'Etat aux universités pour 1977 « accentue les aspects les plus nocifs des budgets précédents : réduction importante en francs constants des subventions de fonctionnement ; diminution de plus de moitié des créations d'emplois d'enseignants ; chute vertigineuse des investissements réalisés par l'Etat ». Pour le SNE-Sup, le passage des subventions de recherche scientifique du chapitre du fonctionnement à celui des « autorisations de programme » peut compromettre gravement le développement de la recherche universitaire libre et indépendante. Quant aux transformations d'emploi, arrachées, selon le SNE-Sup par « des luttes syndicales acharnées », elles sont insuffisantes, laissant la grande masse des personnels soit devant un blocage général des perspectives de carrière, soit dans l'insécurité d'emploi.

Ne bradons pas l'écriture. Voici le Mixy de Parker.



7 bonnes raisons de préférer un vrai stylo.

Mixy plume acier 19 F. Tout en acier massif satiné 29 F.

PARKER
LA MAÎTRISE DE L'ÉCRITURE.

RÉOUVERTURE
Chez André
M^r et M^{me} P. METIVIER
12, RUE MARBEUF, PARIS 8^e
Tél. 358.75.07 FERMÉ MARDI

Le Monde
de l'éducation

numéro
de
septembre

**LE REVEIL
DES LANGUES
REGIONALES**

Pour suivre la radio
les cours d'Arts
de la BBC
A L'ÉCOUTE DE LONDRES
Télex et expéditions en France
Abonnement 12 N° par an, F 40
Spécimen gratuit sur demande
ÉDITIONS-ORISQUES BBCFM
8, rue de Bezi - 75008 PARIS

ÉDUCATION

En Algérie

Mise en place de l'école fondamentale de neuf ans

De notre correspondant

Alger. — Environ 3 342 000 jeunes Algériens ont pris le chemin de l'école, et parmi eux 2 272 000 ont rejoint le primaire. La grande innovation de cette rentrée est la mise en application, conformément au plan quadriennal 1974-1977, de l'école fondamentale de neuf ans. Le démarrage se fera avec les 520 000 élèves âgés de six ans inscrits pour la première fois sur l'ensemble du territoire.

L'école fondamentale se substitue progressivement au système actuel cloisonné en deux cycles élémentaire et moyen. — 40 % des élèves passant de l'un à l'autre. La nouvelle structure comprend trois cycles de trois années chacun.

Le cycle de base, entièrement arabisé, est consacré à l'apprentissage, par des méthodes actives, des langages fondamentaux (lecture, écriture, calcul) et à l'initiation polytechnique. Le cycle d'éveil renforce les acquisitions de base, introduit le français et élargit la connaissance du milieu.

Le cycle terminal, ou cycle d'orientation, porte l'effort sur les disciplines scientifiques, les sciences sociales et l'enseignement polytechnique. Il vise à faire comprendre à l'élève les processus de la production agricole et industrielle, de la gestion sociale, ainsi que le fonctionnement de l'économie et de la vie politico-administrative.

Le ministre de l'enseignement primaire et secondaire, M. Ben Mahmoud, a précisé que l'effectif des enseignants est de l'ordre de 80 000. Il a admis qu'un effort important devra être fait pour accroître le nombre des enseignants et des écoles.

La rentrée universitaire sera marquée, elle, par un important accroissement du nombre des étudiants : 50 000, au lieu d'un peu moins de 40 000 l'an dernier. Et Moudjahid souligne que le bon rendement du pourcentage des jeunes filles inscrites dans l'enseignement supérieur, mais ne précise pas ce pourcentage.

PAUL BALTA.

M. PIERRE MAGNIN EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE PÉDAGOGIQUE

M. Pierre Magnin, professeur d'université, recteur de l'académie de Besançon, est nommé directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) par décret paru au Journal officiel du 17 septembre. L'I.N.R.P. est issu de la réorganisation de l'INPES et de l'OPÉP. Cette décision a été prise en août 1976. Cet organisme aura des activités de recherche, mais n'assurera plus la documentation pédagogique. (Né le 24 juillet 1923 à Nancy, docteur en médecine, licencié en sciences, agrégé de médecine, M. Pierre Magnin a successivement assuré les fonctions de chef du laboratoire de recherches de l'Institut d'anesthésiologie de la faculté de médecine de Paris (1957-1960), de professeur titulaire de la chaire de pharmacologie de la faculté de médecine de Besançon (1960), avant d'être nommé recteur d'académie de Besançon (1970). Le nouveau directeur de l'I.N.R.P. a remplacé, en juillet dernier, M. Jacques Monod, décédé au Conseil économique et social.)

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Controverse dans l'académie de Versailles. Grève dans six C.E.S. de la Seine-Saint-Denis

Selon le recteur de l'académie de Versailles, M. Pierre Albarède, la rentrée scolaire a eu lieu dans de bonnes conditions dans les quatre départements de l'académie (Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise) de son académie, la plus importante de France avec près d'un million d'élèves. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) ne partage pas cet optimisme et parle « de désordre et de pénurie ».

Le recteur a fait état, jeudi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, de nets progrès dans le secteur des maternelles (228 000 élèves) où le nombre moyen d'élèves par classe baisse régulièrement. Estimant que dans l'enseignement élémentaire (358 000 élèves) cette rentrée n'avait pas entraîné de « difficultés majeures », M. Albarède s'est montré satisfait de la situation dans le secondaire (343 000 élèves, soit 2,07 % de plus que l'année dernière). D'après le recteur, ce succès, contrastant avec les difficultés de la rentrée 1975-1976, s'explique par la mise en place d'un fichier d'établissements (on en compte près de six cents dans l'académie) qui permet d'ajuster précisément l'offre et la demande en matière de postes. Ce fichier, mis à jour grâce à des communications régulières des chefs d'établissements, permettrait notamment de réaffecter la plus grande partie (90 %) des quelque 5 000 postes vacants de l'académie.

Sur ce point, l'optimisme recteur n'est pas partagé par la section du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) qui, dans une lettre adressée à M. Albarède, rappelle que le CNESE « N'EST PAS UN ORGANE DE DÉCISION ».

Le nouveau Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESE), au cours de sa réunion, jeudi 16 septembre, a désigné sa commission permanente et ses commissions. La séance s'est déroulée dans une atmosphère assez tendue et parfois houleuse. A l'occasion de l'examen de l'ordre du jour, les délégués enseignants ont exprimé au Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) et au Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) et les étudiants de l'UNEF et du mouvement d'action syndicale (MAS) ont demandé un débat sur les « problèmes urgents ». Estimant que le CNESE devait être « une tribune et un lieu privilégié de débat démocratique sur les grands problèmes de l'Université », les syndicats ont souhaité que le secrétaire d'Etat informe le CNESE de ses intentions. Dans son allocution d'ouverture, Mme Samuier-Seite, secrétaire d'Etat aux universités, avait indiqué que le CNESE était une université mais n'était pas « un organe délibérant de collectivités autonomes » ni « un organe de décision » et qu'elle voulait lui garder « le caractère administratif prévu par la loi ». Les syndicalistes ont aussi demandé que les pouvoirs accordés à la section permanente du CNESE (composée de trente membres) soient limités. Cette demande a été repoussée par 46 voix contre 36.

LE TRIOMPHE D'ISABELLE HÉROUF

(De notre correspondant.)

Le Mans. — Pour les jeunes qui continuent à croire à la valeur des concours, et que la « sélection » n'indigne pas, il arrive parfois que les résultats dépassent les espérances. C'est le cas pour Mlle Isabelle Hérouf, une jeune Sartheoise, née le 2 décembre 1957 au Mans, et dont le père est principal au C.E.S. de Mamers.

Après avoir été reçue en 1974 au baccalauréat C avec le plus fort total de points de la Sarthe, elle décide de préparer quelques concours d'entrée aux grandes écoles. Constatant tous les avantages, elle abandonne le piano et la voile pour vivre en permanence avec les mathématiques et la physique. Elle a été reçue première au concours d'entrée de l'école normale supérieure de Sèvres et à celle de Fontenay-aux-Roses (section sciences physiques), ainsi qu'au concours commun (option P) aux Ecoles des mines, des ponts et chaussées, de sup-aéro, des télécommunications et des techniques connexes. Autre succès pour Mlle Isabelle Hérouf : « encore qu'elle s'étienne quelque peu de la publicité faite à ses résultats », son admission à l'école polytechnique, où elle a été reçue huitième, mais première des filles. Finalement, intéressée par la recherche et obligée de faire un choix, elle a opté pour l'école normale supérieure de Sèvres.

enseignements du second degré (SNES, affilié à la FEN), elle dénonce « la pénurie et le désordre qui, une fois de plus, marquent la rentrée dans les départements de l'académie ». Selon ce syndicat, « des centaines d'enseignants n'ont pu être affectés à leur poste, et le chômage total ou partiel. De nombreux titulaires, ou bien n'ont pas encore reçu de postes, ou bien sont assignés à des postes éloignés, ou dans des disciplines pour lesquelles ils n'ont pas été formés ».

A propos des universités, le recteur a indiqué que, « au bénéfice du public », il ne prononcera aucune mesure d'invalidation des examens, quelle que soit la suspension qui pèse sur le déroulement d'un certain nombre d'années. « Je ne refuse pas d'être le fossé de l'une de mes universités », a ajouté M. Albarède. Estimant que la « désaffectation » de l'U.E.R. de droit à Nanterre n'était pas une mesure de rétorsion, il a laissé entendre que l'on pouvait envisager l'extension de cette mesure à l'université de Paris-Sud-Orsay (Paris-XII) l'année prochaine.

Un millier d'enfants n'ont pas de place dans les maternelles à Paris

L'administration et les syndicats sont d'accord sur les chiffres : un millier d'enfants sont inscrits sur les listes d'attente des écoles maternelles de Paris, que les écoles maternelles ne peuvent accueillir. Environ soixante-cinq mille élèves maternelles ont été inscrits pour la rentrée 1976-1977.

La section parisienne du Syndicat national des instituteurs (SNI) estime que ce nombre pourrait s'élever à deux mille, comme l'an dernier, encore que certaines mairies n'enregistrent plus les demandes d'inscription. A l'inspection académique de Paris, au contraire, on s'attend à une diminution de ce nombre dans la mesure où certains parents ne donnent pas suite, à la rentrée, à leur demande d'inscription. Même si la liste ne s'allonge pas, tous les enfants ne seront pas accueillis. L'insuffisance des capacités d'accueil à Paris tient moins à celle des créations de postes qu'au manque de locaux, particulièrement gênant dans les 10^e, 20^e et 18^e arrondissements. Dans les 10^e et 20^e arrondissements, des classes nouvelles ont été ouvertes par la Ville de Paris, mais en nombre trop limité par rapport aux besoins, qui ne devraient être entièrement satisfaits qu'à la rentrée de 1978. Dans le 18^e — où la demande de scolarisation est grande dans les familles immigrées — le problème semble encore plus difficile à résoudre puisqu'on ne trouve pas de terrain pour y construire des écoles. Outre la question des locaux,

quatre jours après la rentrée, un certain nombre de grèves et de manifestations perturbent, dans la région parisienne et en province, plusieurs établissements scolaires.

■ DANS LA RÉGION PARISIENNE. — Dans six collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) de la Seine-Saint-Denis, le personnel est en grève pour protester contre la réduction du nombre des maîtres auxiliaires. Il s'agit des C.E.S. Ronsard à Tremblay-lès-Gonesse, Descartes au Blanc-Mesnil, Gérard-Philipe à Aubervilliers, Romain-Rolland à Clichy-sous-Bois, Polignac et Jean-Villat à La Courneuve. En Seine-et-Marne, les parents des enfants de la maternelle Beaupré ont organisé une chaine humaine dans un local de la mairie afin de s'opposer à la surcharge des classes maternelles.

■ Au lycée François-Joseph-Thalma de Bruny (Essonne) la grève, commencée le jour de la rentrée pour protester contre l'insuffisance du nombre d'enseignants (le Monde du 15 septembre), continuait ce vendredi matin.

■ EN PROVINCE, les suppressions de classes et de postes d'enseignants, ainsi que les problèmes d'effectifs, provoquent et la protestation et les mouvements de grève. C'est le cas au lycée Fresnel de Caen (Calvados), où professeurs syndiqués et non syndiqués se sont mis en grève, jeudi 16 septembre, et au lycée Dumont d'Urville de Toulon (Var), où nous indiquons notre correspondant de la grève commencée le jour de la rentrée. Elle s'est poursuivie, le 15 septembre. Au lycée polyvalent de Mérignas (Gironde), la grève d'une partie des personnels continuait, bien que les conditions de sécurité, qui étaient à l'origine de ce mouvement, aient été améliorées par des réfections effectuées ces derniers jours.

C'est un motif plus insolite qui a amené les parents d'élèves de Quéillac (Ille-et-Vilaine) à manifester leur mécontentement. Le car qui assure le ramassage scolaire dans cette localité passe, selon les parents, à une heure trop matinale (7 h. 15). Jeudi 16 septembre, il ont barré la route et contraint le car vide à faire demi-tour.

Le Syndicat général C.G.T. des personnels de l'éducation nationale et les sections des personnels de services et administratifs du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.G.T.) appellent l'ensemble des personnels non enseignants à se mettre en grève les 22 et 24 septembre pour protester, notamment, contre l'insuffisance des effectifs et les conditions de travail. Pour sa part, la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement public (C.N.G.A.) considère que les horaires de la rentrée scolaire, si réelles soient-elles, ne justifient pas la réouverture de l'agitation et des grèves par les syndicats irresponsables, au mépris de l'intérêt des élèves.

RELIGION

NOUVELLES DIFFICULTÉS ENTRE LE VATICAN ET LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DE JEUNESSE AGRICOLE CATHOLIQUE

Le Mouvement rural de jeunesse catholique (M.R.J.C.) français, membre du Mouvement international de jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC), a pris l'initiative d'une position sur le retrait à ce dernier, par le Saint-Siège, de la qualification d'Organisation internationale catholique (O.I.C.). L'équipe nationale du M.R.J.C. rappelle les étapes des relations avec Rome depuis six ans et les efforts entrepris pour apaiser les difficultés qui avaient surgi à la suite de l'adhésion du mouvement. Elle estime « incompréhensible » qu'une telle décision ait été prise sans consulter l'équipe de coordination mondiale du MIJARC et l'interroge notamment sur le sort des dix-sept militants, animateurs permanents au service des mouvements nationaux en Afrique.

De son côté, Rome regrette d'avoir dû prendre une telle décision qui résulte, à ses yeux, d'une évolution critique et d'un déclin du MIJARC et de l'absence de rapports réguliers avec le Saint-Siège.

Le MIJARC est particulièrement actif dans le tiers-monde et, en plusieurs reprises, des difficultés avec certains États locaux dans les activités apparues souvent controversées, voire oppressives. La réaction par le MIJARC de condamnation de bases parallèles aux communautés paroissiales a été et le MIJARC a connu une évolution profonde : ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les militaires.

Aux États-Unis

L'ADMISSION DES FEMMES À LA PRÉRISE EST RECONNUE PAR L'ÉGLISE ÉPISCOPALE

Minneapolis (Minnesota) (A.P.). — L'Église protestante épiscopale a décidé, jeudi 16 septembre, au cours de son congrès triennal, d'ouvrir à toutes les femmes, mettant ainsi fin à plusieurs années de discussions au sein des épiscopales. La décision, prise à la juste, avait été approuvée le jour plus tôt par le synode des évêques. A deux reprises, auparavant, en 1964 et en 1974, l'admission des femmes avait été rejetée.

L'Église épiscopale est membre de la communion anglicane. Elle constitue une Église autonome aux États-Unis et compte deux à trois millions de membres. Elle est une des Églises protestantes les plus importantes du monde.

ROME AUTORISE DES MESSES PUBLIQUES POUR DES DÉFUNTS CHRÉTIENS NON CATHOLIQUES

Un décret de la Congrégation pour la doctrine de la foi autorise la célébration des messes publiques à l'intention des défunts chrétiens n'appartenant pas à l'Église catholique. Jusqu'à présent, la célébration de ces offices devait être privée. Deux conditions sont toutefois requises : 1) Que la célébration publique de messes soit explicitement demandée pour un motif authentiquement religieux par les membres de la famille, les amis du défunt ou les personnes qui s'occupent de son enterrement. 2) Que, au jugement de l'évêque, il n'y ait pas de scandale pour les fidèles. D'autre part, le nom de ce défunt ne devra pas être mentionné dans la « prière eucharistique » de la messe.

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY

"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui joint le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprend un groupe scolaire, un centre commercial administratif, Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris.

n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m², 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

Sortie Moisselles

Domaine de Bouffémont

Montmorency

Engligny

PARIS

SAINT-DENIS

A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 931.55.59)

Ce week-end grande ouverture Kaufman & Broad

de toutes nouvelles maisons
dans un site privilégié
en Vallée de Chevreuse

Un site privilégié.
Entre Versailles et Chevreuse,
à l'orée de Port-Royal-des-
Champs, un site protégé pour
sa beauté et son histoire.
(Arrêté préf. du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux.
Des maisons individuelles, une
architecture sobre et élégante,
un double garage et un jardin
pour chaque maison.
Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses.
Matériaux nobles, plans bien
pensés, de l'espace. Dans cha-
cune, un studio privé pour les
parents, plusieurs salles de
bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad
Achat en toute propriété, vente
clée en mains (5 % à la réserva-
tion, aucun appel de fonds pen-
dant la construction), 15 % à la
livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.

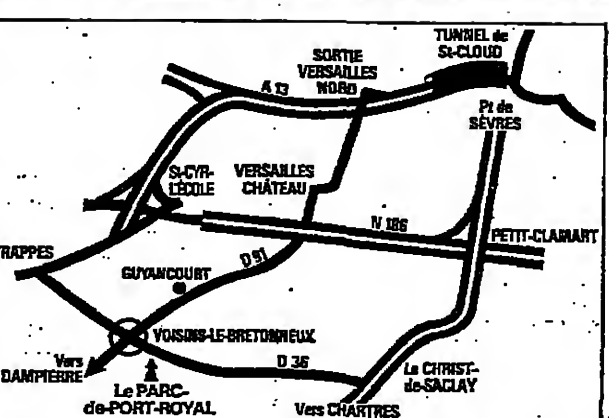
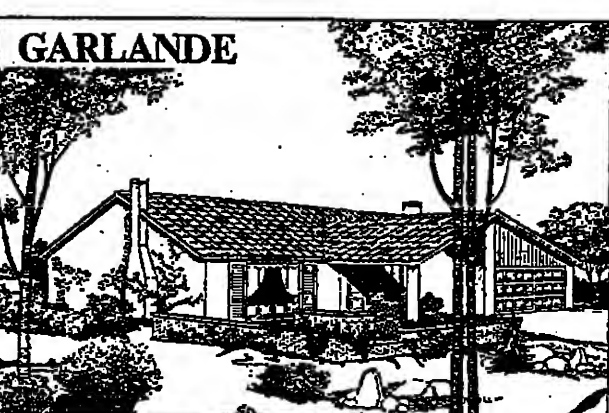


LOUVIÈRE. 8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-
duplex avec cheminée, salle à manger, séjour. 645.000 F

AURÉLIA. 7 pièces dont 4 chambres, salon avec che-
minée, salle à manger, séjour. 595.000 F

GARLANDE. 5 pièces dont 3 chambres, séjour avec
cheminée, patio extérieur. 485.000 F
(Prix de lancement)

Pour s'y rendre :
1. Autoroute Ouest (sortie Versailles Nord). Au château,
dir. Dampierre (D 91).
2. Autoroute Chartres (Pt de Sèvres). Au Christ de
Saclay, dir. Trappes (D 36).



RD 36 - 78190 Voisins-le-Bretonneux - Tél. 01.37.71.51

Kaufman & Broad: un style de vie

SPORTS

En 1977

Le budget de la jeunesse et des sports augmentera moins que les dépenses de l'État

- Nette diminution des subventions d'équipement pour les collectivités
- Recrutement de 652 professeurs d'éducation physique

C'est un budget préparé par son prédécesseur que M. Jean-Pierre Soisson, nouveau secrétaire d'État auprès du ministre de la jeunesse et des sports, défendra devant le Parlement. Ce budget sera une fois de plus marqué par l'austérité. Il n'augmentera que de 10,4 %, passant de 2 146 millions de francs en 1976 à 2 369 millions en 1977, soit une croissance inférieure à celle du budget de l'État (+ 13,7 %). En 1976, les crédits accordés à la jeunesse et aux sports avaient augmenté de 17,5 %, davantage que les dépenses de l'État (+ 13 %). Faible en francs nominaux, cette augmentation le sera davantage encore en volume, puisqu'un taux d'inflation de 8 % est d'ores et déjà prévu pour l'année prochaine.

Ainsi la part de la jeunesse et des sports dans le budget de l'État sera-t-elle en 1977 encore inférieure à 1 % (0,71 %, contre 0,73 % en 1976 et 0,70 % en 1975). On comprend dans ces conditions qu'il ne fallait rien attendre de « miraculeux » de son budget. Les 2 369 millions envisagés ne tiennent cependant pas compte de la part des recettes du P.M.U., encaissées en 1976, qui lui sera attribuée pour l'exécution du budget 1977. En 1976, 40 millions de francs avaient été ainsi versés à la jeunesse et aux sports.

Ce sont les professeurs d'éducation physique, les colonies de vacances et les associations et mouvements de jeunes qui, inscrits au VII^e Plan au titre de programmes d'action prioritaire, bénéficieront le moins de ce budget d'austérité. Les sacrifices demandés aux collectivités locales sont, en revanche, considérables, malgré la proximité des élections municipales. Les subventions qui leur sont accordées au chapitre des autorisations de programme, en particulier pour la création d'installations sportives, seront inférieures de 17,5 % à celles qu'elles ont reçues en 1976. Il s'agit du secteur le plus touché de ce budget 1977, dans lequel l'effort consenti en faveur de la jeunesse est toujours très inférieur à celui dont bénéficient le sport et l'éducation physique.

Les crédits affectés aux dépenses de fonctionnement traduisent la priorité donnée au sport. Ces dépenses de fonctionnement atteindront 1 903 millions de francs, soit une augmentation de 14,7 %. Sur ces 1 903 millions, 92 % seulement seront consacrés à la jeunesse. Il est vrai qu'une bonne part des crédits dont bénéficient le sport profiteront aussi aux jeunes, puisqu'ils serviront pour l'essentiel à rémunérer les professeurs d'éducation physique. Le nombre de ceux-ci augmentera de 652 à la rentrée 1977. Il s'agit du chapitre le plus épargné de ce budget. Mais ces mesures nouvelles paraissent insuffisantes au regard du programme d'action prioritaire du VII^e Plan sur l'égalité des chances et de la culture, selon lequel trois heures d'éducation physique devraient être dispensées en 1980 aux élèves du premier cycle du second degré et deux heures à ceux du second cycle (1).

Pour atteindre cet objectif, le secrétariat d'État a calculé que quatre mille trois cent vingt-deux nouveaux enseignants devraient être recrutés entre 1977 et 1980, c'est-à-dire plus d'un millier par an. On en est loin. Les autres mesures nouvelles permettront d'embaucher vingt conseillers techniques et pédagogiques dans les directions départementales et régionales, six inspecteurs de la jeunesse et des sports et dix-neuf agents administratifs d'entretien ou de service dans des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) ou dans des centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS).

Dans le domaine sportif, les subventions de fonctionnement bénéficieront aux associations sportives scolaires et universitaires, aux fédérations et aux clubs. Il est prévu d'augmenter d'une cinquantaine le nombre des centres d'animation sportive (CAS). La quasi-totalité des autres secteurs ne bénéficieront d'aucune mesure nouvelle.

Les subventions accordées aux

(1) Les programmes en vigueur actuellement prévoient cinq heures d'éducation physique hebdomadaires dans le second degré. Selon les calculs opérés au secrétariat d'État, l'horaire effectif sera cette année de deux heures seize minutes en moyenne.

BERTRAND LE GENDRE.

BIBLIOGRAPHIE

« SKI DE FOND »

Deux ouvrages sont à signaler sur le ski de fond, la nouvelle « partie à la crème » des sports d'hiver. Le premier, de Charles Paulini et Daniel Letessier (1), est consacré spécialement à la technique élémentaire de l'entraînement, qu'il illustre de nombreuses photos et dessins.

Le second, qui a pour auteur Alain Methias, directeur technique de l'École nationale de ski de fond, fait partie de la collection dirigée par Raymond Thomas (2) et s'adresse plus particulièrement aux moniteurs professionnels et aux skieurs confirmés.

Dans l'un et l'autre livre, le skieur alpin, toujours un peu perdu des qu'il lui faut aborder une descente avec des lattes de « fond », trouvera comme des alliés, les conseils et les recettes utiles pour garder son équilibre. Il apprendra notamment qu'il peut adopter la position de recherche de vitesse et qu'éventuellement, s'il s'emballe sur une pente forte, il aura bon compte d'utiliser la « ramasse » à l'aide des bâtons; voire le « pas de la sorcière » en les chevauant, meilleure manière de garder le contact avec le « plancher des vaches » ! — O.M.

(1) Charles Paulini et Daniel Letessier : « Ski de fond », Robert Laffont, éd., 128 p., 34 F.

(2) Alain Methias : « Le Ski de fond », Vigot frères, éd., 290 p., 46 F.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

EQUITATION. — Michel Roche (France) a remporté jeudi 16 septembre, sur Un Espoir, l'épreuve du saut d'obstacles du concours international de Laxenburg (Autriche), devant le Suisse Bruno Candrian et l'Autrichien Hugo Simon. Le Français Eulberg Parot, sur Rivage, s'est classé septième. Un Espoir et Rivage étaient montés par les mêmes cavaliers aux Jeux olympiques de Montréal.

RIPPISME. — La course du tiercé, disputée le jeudi 16 septembre à Maisons-Laffitte, a été gagnée par Mithraivillers suivi de Bois Mineau et Ut Supra. La combinaison gagnante est 1, 22, 26.

MOTOCYCLISME. — La première séance d'essais du Bol d'Or, dont le départ doit être donné samedi 18 septembre à 18 heures, a été suspendue après un accident mortel. Sur le circuit Bugatti, M. Gilbert Lavette, âgé de vingt-six ans, domicilié à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), qui pilotait un prototype 1 000 centimètres cubes Kawasaki, n'a pu négocier la courbe du « chemin aux barreaux » et a traversé deux rangées de grillages de protection. Le pilote a été tué sur le coup.

Jeudi 150

JUSTICE

Une affaire d'internement abusif
devant le tribunal administratif de Paris

« Suis-je un fou dangereux ? »

« Suis-je un fou dangereux ? » L'homme, face à un pupitre où un épais dossier est ouvert, s'adresse aux membres du tribunal administratif de Paris. Pendant plus d'une heure, il a défendu, le 15 septembre, sa propre cause, dénonçant les abus et les imperfections d'une loi du siècle passé, la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. Durant trois mois et demi, du 15 décembre 1970 au 2 avril 1971, M. Paul Péguin, aujourd'hui âgé de soixante et onze ans, a été interné à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne à Paris. L'affaire remonte à une lutte d'années.

Conseiller juridique, M. Paul Péguin défend les intérêts des petits propriétaires et des petits locataires. Sa loi de conseil, 9, rue du Luthain (14e), lui sert de cabinet de travail. Sa spécialité : la surface corrigée. A cause d'un problème de convocation aux assemblées de copropriété de son immeuble, un conflit surgit avec le syndic et quelques gros copropriétaires. Plusieurs décisions judiciaires seront alors rendues en faveur de M. Péguin. Celui-ci créa par la suite un comité de défense de la copropriété. Dans la soirée du 12 décembre 1970, il déclare être victime d'une agression. Se défendant de son mieux, il frappe avec ses clés, proclame : « la victime, qui porte plainte, dira, elle, avec un couteau... ».

A Strasbourg

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES H.L.M. DU BAS-RHIN SE DONNE LA MORT

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Le corps du directeur de l'Office public des H.L.M. du Bas-Rhin, M. Robert Dahlet, âgé de cinquante ans, a été trouvé, jeudi 16 septembre, en début de matinée, dans les combles de l'immeuble où sont installés les bureaux de l'Office départemental. M. Dahlet s'est donné la mort.

Nommé à la direction de l'Office il y a une quinzaine d'années, M. Dahlet avait été élu à titre de député dans l'arrondissement des faubourgs de Strasbourg. Il était aussi le directeur de l'Office des H.L.M. du Bas-Rhin. La fraude daterait de 1963 et les sommes avancées pour les travaux présumés effectués (environ 3 millions de francs par an, selon la C.N.L.) auraient été mis au crédit des locataires au titre des charges.

Une enquête administrative puis judiciaire avait alors été ouverte et six inculpations ont été prononcées au mois de juin dernier contre des entrepreneurs et l'ingénieur chargé du service d'entretien à l'O.P.H.L.M. Cette enquête, qui était sur le point d'aboutir, semblait avoir très affecté M. Dahlet, qui n'avait pourtant jamais été mis en cause.

Plusieurs personnes, dont des copropriétaires de l'immeuble, accusent M. Péguin d'être fou. Alors qu'il se rendait deux jours plus tard au commissariat pour porter plainte, il est arrêté par trois policiers et transféré quelques heures plus tard — « sans avoir été interrogé », précise-t-il — à l'infirmerie de la préfecture de police. Là, il va subir une expertise psychiatrique et sera interné sur décision du préfet de police comme « présentant un état d'excitation psychologique avec comportement délinquant de type paranoïaque ». Le médecin traitant et son avocat le considèrent comme intègre du point de vue mental. Son entourage parle de conjuration. Les adversaires le disent victime du délire de la persécution.

Le 19 mars 1971, le juge des tutelles du 14^e arrondissement refuse de placer M. Péguin sous tutelle car celui-ci ne présente « aucune altération mentale ». Le 2 avril 1971, après expertise du docteur Brion, le conseiller juridique est remis en liberté, sur décision du tribunal de Paris.

Mais, après l'assile, reste la justice. Inculpé de coups et blessures volontaires avec arme, M. Péguin est condamné, le 7 octobre 1972, à quinze jours de prison avec sursis et à une amende de 1.000 F. Une nouvelle fois, il fait appel, plaide lui-même sa cause et obtient une relaxe le 13 mars 1973. Au motif « qu'il a agi sous l'empire d'une force à laquelle il n'a pu résister » (article 64 du code pénal).

Mais les malheurs du conseiller juridique ne sont pas terminés. Le procureur de la République lui refuse maintenant d'exercer sa profession. Il attend alors sa décision devant le tribunal de grande instance de Paris, qui, le 19 octobre 1973, « ordonne son inscription sur la liste des conseils juridiques ».

Reste maintenant, pour bouclier la brocante, à effectuer la décision d'internement. Un recours est donc introduit devant le tribunal administratif contre le ministre de l'Intérieur. Saisissant cette tribune, M. Péguin profite pour dénoncer, arguments juridiques à l'appui, l'arbitraire des procédures de placement d'office et les conditions d'internement à l'hôpital Sainte-Anne.

Mais tout cela n'est pas du ressort de la juridiction administrative, qui ne se prononce que sur la régularité de la procédure d'internement. Le président pressa donc M. Péguin d'en finir, d'autres affaires attendent. « Décision dans un mois », M. B.R.

L'affaire de Vathaire

M. DASSAULT A CONFIRMÉ SON RETRAIT DE CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

Alors que M. Hervé de Vathaire a été transféré au palais de justice de Paris ce vendredi 17 septembre pour être entendu par M. François Petot, juge d'instruction, M. Marcel Dassault s'est rendu le 16 septembre dans le cabinet du magistrat instructeur pour confirmer le retrait de sa constitution de partie civile contre son ancien directeur comptable.

Accompagné de son principal collaborateur, M. Pierre Guillaud de Bénardville, et de son avocat, M^{re} Francis Mollet-Vieville, M. Dassault a précisé lui-même les motifs de sa décision, qu'il avait fait connaître le 10 août dans une lettre transmise par son avocat. Il avait déposé plainte aussitôt après la disparition, le 8 juillet, de M. Hervé de Vathaire qui venait de retirer la somme de 10 millions de francs sur son compte bancaire.

Inculpé d'abus de confiance et inculpé le 8 septembre à son retour de Corfou, M. de Vathaire devait être notamment interrogé sur les accusations qu'il a portées, au cours de sa première audition, contre le mercenaire Jean Kay, qui, selon lui, s'est emparé des 10 millions de francs et d'un dossier dénonçant certaines opérations irrégulières de plusieurs sociétés du groupe Dassault.

RENÉ ADOLPHE le ferrailleur de Bando EST ARRÊTÉ APRÈS UNE SÉRIE DE CAMBRIOLAGES

René Adolphe, le ferrailleur de Bando (Var), qui avait porté plainte au mois de juin dernier contre plusieurs gendarmes, coupables, assure-t-il, de lui avoir fait subir des sévices (le Monde du 15 juin), a été arrêté jeudi 16 septembre par les policiers du S.R.P.J. de Toulon, qui s'occupaient sur une série de cambriolages récemment commis dans la région.

La bande, dirigée semble-t-il par René Adolphe, aurait commis divers cambriolages au Beauséjour, à Saint-Maximin et à Saint-Cyr. On lui reproche notamment le vol d'une voiture qui aurait été revendue après avoir été « maquillée ». Les inculpés sont présentés à l'audience. Son avocat, M^{re} André Ferran, avait demandé le renvoi du procès après les examens de son client.

CATASTROPHES

Au Mozambique

CENT QUARANTE MINEURS PÉRISSENT DANS UN ÉBOULEMENT

Cent quarante mineurs sont morts lors de l'éboulement d'une galerie, aux houillères de Moatse, près de la ville de Tete, dans le centre du Mozambique. Le catastrophe, qui relate l'accident, le présente comme l'une des plus grandes catastrophes survenues dans les importantes mines de charbon de Moatse au cours des dernières années.

LE DOSSIER SUR LA DESTRUCTION D'UNE CAVE EN CORSE EST CONFÉ AU PARQUET DU TRIBUNAL DE BASTIA.

L'enquête préliminaire menée par la police à la demande du procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat sur la destruction d'une cave à Aghione, le 22 août, par un commando que dirigeait M. Max Simeoni n'a pas abouti à une décision gouvernementale saisissant la Cour comme cela s'était produit à plusieurs reprises dans les affaires similaires.

En fin de compte, c'est le parquet du tribunal de grande instance de Bastia qui va être chargé de l'affaire et qui doit ouvrir une information visant notamment le délit d'instruction à l'article 314 du code pénal (délit d'anti-casseroles). Le juge d'instruction à qui sera confié le dossier délivrera vraisemblablement un mandat d'arrêt à l'encontre de M. Max Simeoni.

Cette décision qui confie à un tribunal l'affaire d'Aghione ne manquera pas d'être interprétée comme la preuve d'une dépolitisation de l'agitation corse.

Renvoi du procès de M. Bruno Evellard. — La cour d'appel de Montpellier a renvoyé sine die, jeudi 16 septembre, le procès en appel de M. Bruno Evellard, établi en psychologie, condamné à trois mois de prison (dont deux avec sursis) le 27 juin, pour violence et vol de fait contre M. André Savelli, directeur de l'I.T.E.R. de psychologie de Montpellier et neuro-psychiatre de l'établissement pour enfants handicapés (Vestibule du Monde du 10 septembre). Convoqué le même jour à des examens universitaires, M. Evellard ne s'était pas présenté à l'audience. Son avocat, M^{re} André Ferran, avait demandé le renvoi du procès après les examens de son client.

A Marseille

La propriétaire d'une maison de retraite clandestine est incarcérée pour escroquerie

De notre correspondant

Marseille. — Des années de démarches juridiques entre la propriétaire d'une villa du quartier Saint-Julien à Marseille, M. Maurice Lachaise, agent de la coopération, et sa locataire, Mme André Granier, ont abouti à la découverte d'une maison de retraite clandestine que la locataire avait installée dans les locaux de la villa, sans avoir sollicité d'autorisation préfectorale ni d'inscription au registre du commerce.

Avant eu des besoins d'argent en 1973, après un accident de travail, M. Lachaise voulait vendre sa villa. Sa locataire accepta le prix fixé de 350 000 F, signa même un compromis, mais ne versa jamais la moindre somme au vendeur, tout en demeurant dans les lieux. Ce fut le point de départ d'un long duel juridique, qui n'est pas encore terminé.

Cependant, M. Lachaise, ayant appris entre-temps la transformation des locaux d'habitation en centre d'accueil pour une douzaine de vieilles dames âgées de soixante-trois à quatre-vingt-neuf ans (exclusivement des femmes, dont beaucoup de grabataires), obtint, en juillet 1974, qu'un huissier, M^{re} Bourgeois, établisse un constat, qui fut communiqué au ministère de la Justice au ministère de la Santé et à la préfecture des Bouches-du-Rhône. Le placement coûtait en moyenne 60 F par jour aux familles. Pourtant, c'est seulement le 28 août 1976, après un arrêté préfectoral, que les pensionnaires (il en restait alors quatre) furent évacuées et transférées à l'asile départemental, avant d'être recueillies par leurs familles.

Entendue par Mlle Marie-Chantal Coux, juge d'instruction à Marseille, Mme Granier a été incarcérée à la prison des Baumettes, après avoir fait l'objet d'une inculpation pour escroquerie et abus de blanc-seing : cette inculpation fait suite à la plainte déposée par la famille de l'une de ses anciennes pensionnaires, Mme Suzanne Jean, qui accuse la « directrice » d'avoir détourné une somme d'argent à son profit.

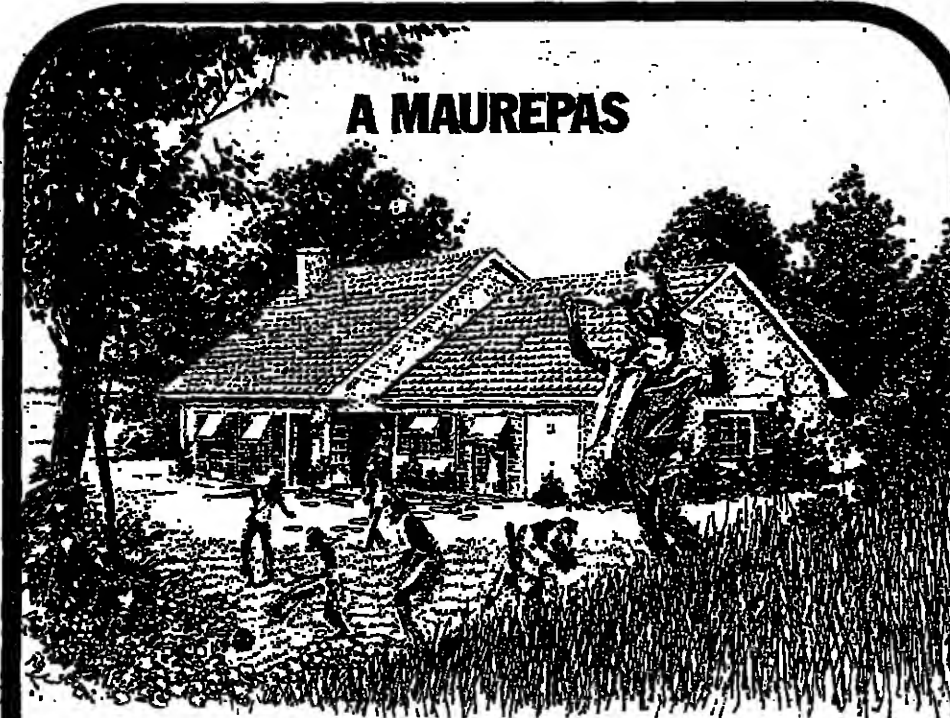
Mais M. Lachaise, propriétaire de la villa, n'a toujours pas pu récupérer son bien et menace, lui, d'entreprendre une grève de la faim devant le palais de Justice.

Précision. — M. Druas, président de l'Association des chiropracteurs de France diplômés d'Etat aux Etats-Unis (A.C.F.D.E.) — 51, rue de la République, 59300 Valenciennes, — précise que le terme « Chiropracteurs de France diplômés aux Etats-Unis », employé à deux reprises par le Monde (numéros datés 26 et 27-28 juin) pour désigner cette association, prête à confusion.

L'exercice de la chiropractie aux Etats-Unis est, en effet, réservé, quelle que soit leur nationalité, aux titulaires de diplômes d'Etat, obtenus après examen des connaissances par les services officiels de santé. Tel étant le cas de ses membres, l'A.C.F.D.E. insiste sur le fait que son titre exact est « Association des chiropracteurs de France diplômés d'Etat aux Etats-Unis ».

Breguet

A MAUREPAS



"Acqou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine des Louveries

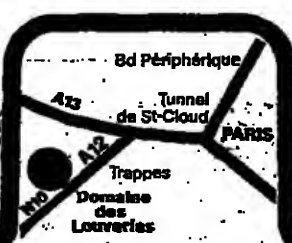
Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels.

Plus de 30 trains par jour relient en 27 mn Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-
MODÈLES TOUTS LES JOURS
DE 10 H À 19 H.



A 28 KM
DU PONT DE SAINT-CLOUD
PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.
7810 MAUREPAS (TEL. 062.96.49)

LETTRES

Mini-conflit place Gaillon.

Du Balzac chez les Goncourt

Les Parisiens qui viennent de s'ébattre sur les plages et autres lieux de détente ne se sont pas doutés qu'en leur absence un événement grave s'était produit : le prix Goncourt ne serait plus décerné chez Drouant (1).

En effet, le célèbre restaurant de la place Gaillon est, depuis le 1^{er} mai 1976, passé des mains de son ancien propriétaire, M. Jean Drouant, dans celles de son ex-maître d'hôtel, M. Robert Pascal.

Transaction parfaitement normale et qui, en dans la suite de l'histoire.

Mais M. Jean Drouant, qui était également, à cette date, propriétaire du Fouquet's (il l'a vendu depuis), aurait voulu que les Goncourts le suivent dans ce non moins illustre établissement des Champs-Élysées où, il est vrai, on rencontre plus de stars que de poètes, plus de producteurs que de romanciers en mal d'inspiration, plus de matrones à dépeigner que de matrones à penser.

Les Goncourt, attachés à leur image et à ce qu'ils considéraient comme leur millésime, leur label d'origine (depuis 1903), refusèrent.

C'est alors que M. Jean Drouant, reconnaissant, comme son bien propre (à emporter)

les deux grandes représentations des traits du fondateur, Edmond de Goncourt, et autres lettres, manuscrits, objets d'art, etc., ont été vendus par le célèbre salon où se réunissent au fil des ans tant de débats et d'éclats, généralement littéraires.

Qu'en est-il du droit à la propriété de ces « objets d'art d'humanité sonore », dont la valeur est évidemment plus sentimentale que marchande ?

Doivent-ils revenir à l'ancien propriétaire du fonds de commerce, au nouveau, ou à l'académie elle-même, dont divers membres offrent quelques-uns de ces pièces, en particulier l'une des deux gravures — don de Philippe Hébert — l'autre n'étant que la reproduction photographique de la pièce originale ?

Ce mini-conflit d'apparence balzacienne, mais d'essence néo-classique littéraire (Balzac chez Goncourt avec pour protagonistes Pascal) tra-t-il jusqu'au bout ? On ne peut que spéculer que la raison — ce privilège de l'âge et des usages — l'emportera ou que, au pire, les remous ne seront que limités le 15 novembre, jour de l'attribution du prix. — P. M.

(1) Le 15 novembre, le même jour que le Renaudot, Le Figaro et le Monde ont annoncé que le 22 novembre et l'interdiction pour le 29.

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

Retournerons-nous aux bois ?

VINCENNES : priorité à la forêt

Le bois de Vincennes est l'un des derniers vestiges de la Lauchon Sylvie qui s'étendait de Saint-Denis jusqu'à la Seine, se prolongeant vers Melun. Il fut essentiellement, jusqu'au dix-neuvième siècle, une forêt de chasse royale. Le sénatus-consulte du 18 juin 1860 concède le bois à la Ville de Paris.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il ne reste plus de l'antique forêt que près de 900 hectares morcelés par des emprises très diverses (militaires, restaurants, équipements sportifs, école horticole) représentant 304 hectares, soit la tiers de la superficie totale du bois. Groupés au plein cœur de la forêt, ces enclaves créent une profonde coupure entre deux masses végétales qui se séparent en une vaste étendue déboisée et dénudée.

Le morcellement forestier provient aussi et surtout de l'importance des flux de circulation automobile qui empruntent les allées du bois. A l'heure de pointe le matin, en semaine, dix-sept mille véhicules environ pénètrent dans le bois par l'une quelconque des voies qui le traversent ou en forment la limite. Des flux de quatre mille cinq cents à cinq mille véhicules à l'heure sont enregistrés sur l'esplanade du château, ou le long du lac Daumesnil.

Dans une première phase, l'APUR propose de "libérer" le cœur du bois du transit automobile en regroupant certains itinéraires à l'ouest, sur l'avenue de Saint-Maurice, et au nord-est, sur les avenues du Tremblay et de Nogent. La prochaine mise en service complète de l'autoroute A-4 permettra de dégager le plateau de Gravelle et la ceinture du lac par la fermeture de l'avenue de Gravelle.

La seconde phase du projet porterait sur la restructuration de l'axe Paris-Nogent. Entre le carrefour de la porte Jaune et le fort de Vincennes — une des plus belles zones plantées du bois — un itinéraire serait réservé aux piétons. L'esplanade du château de Vincennes leur serait également rendue par la création d'un passage souterrain.

La troisième étape, enfin, est liée à l'achèvement d'équipements routiers dans la zone voisine du bois de Vincennes. L'élargissement de la nationale entre Nogent et Joinville et la jonction des sections de Fontenay-sous-Bois et Créteil de l'autoroute A-86 déchargeraient les roades de l'est de Paris. Il deviendrait alors possible de fermer l'avenue du Tremblay au trafic automobile. Ainsi, celui-ci se trouverait-il concentré, à terme, sur deux itinéraires : la nationale 34 entre Paris et Nogent, avenue des Minimes et avenue Daumesnil ; de l'autre, l'avenue de Saint-Maurice.

La desserte intérieure du bois se ferait de la façon suivante : un minimum de voirie à sens unique permettrait aux automobilistes d'emprunter certaines voies, le réseau d'autobus serait développé, de nouvelles pistes cyclables créées sur les itinéraires fermés à la circulation ; enfin, un chemin de fer du bois utilisant le matériel entreposé par la Météo des transports en commun permettrait, à partir des points d'arrêt importants (porte Dorée et gare de Joinville), de gagner l'intérieur du bois.

Les deux dossiers vont-ils être enfin étudiés et traités comme ils le méritent ? On a trop longtemps fait semblant de s'y intéresser ; il devient urgent de prendre de vraies et nécessaires mesures : les bois de Vincennes et de Boulogne vont-ils être aménagés de façon cohérente et rendus à leur vraie destination : être des lieux de promenade et de détente ?

Une étude réalisée par l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme) doit être présentée aux élus de Paris lors de leur session extraordinaire du mois d'octobre. Saisiront-ils l'occasion pour réhabiliter ces deux espaces verts dont les Parisiens ont tant besoin ? On comprendrait mal qu'ils reportent leur décision.

JEAN FERRIN.

BOULOGNE : halte à l'automobile

Vestige de la Rubricidium Sylva, le bois de Boulogne est l'ancienne forêt de Rouvray. On y trouve encore aujourd'hui d'intéressants souvenirs historiques comme l'allée de la Reine-Marguerite, empruntée par Marguerite de Valois, première femme d'Henri IV, pour se rendre à Longchamp. Un arrêté du 23 septembre 1957 du secrétaire d'Etat aux arts et lettres a inscrit au nombre des sites classés l'ensemble formé par le bois de Boulogne.

Ce bois, affirme M. Pierre-Yves Ligon, directeur de l'APUR, n'est pas seulement un lieu de détente pour les Parisiens comme étant « leur jardin », en raison de son morcellement. Sur les 800 hectares du bois, 330, soit plus du tiers, ne sont pas accessibles librement au public : c'est le domaine des concessions (restaurants, stades), des routes ou des enclaves de reboisement. Les espaces restants sont constamment coupés par des voies de circulation. L'allée de Longchamp, qui conduit de la porte Maillot au pont de Suresnes, supporte quatre mille cinq cents véhicules-heure. « Il ne s'agit pas de décaler les horaires de la voiture », affirme-t-on à l'APUR, et l'on précise : « Il s'agit de détourner progressivement le trafic automobile de transit pour redonner le bois aux promeneurs. » On pourra donc toujours aller au bois en voiture, mais non plus le traverser.

Les propositions de l'Atelier parisien d'urbanisme, élaborées en collaboration avec la Direction des parcs et des jardins de la ville, sont les suivantes : réduire, dans un premier temps, la circulation de transit en interdisant aux véhicules l'allée de la Reine-Marguerite ; mettre en sens unique l'allée de Longchamp (de la banlieue vers Paris) et dégager le carrefour de la Cascade, pour faire de ce nœud routier un espace paysagé. Ce projet de reporter la circulation à la périphérie du bois a soulevé naturellement l'hostilité des communes voisines.

Le projet envisage donc la création d'une nouvelle voie en bordure de la limite nord du bois et redescendant le long de la Seine, afin de ne pas encombrer la voirie périphérique. L'objectif à atteindre étant de reporter sur la rive opposée du fleuve toute la circulation, dégageant ainsi la rive droite en face de l'île de Puteaux. La desserte intérieure du bois serait assurée par des parcours sinués, à sens unique, interdisant toute circulation de transit.

Le remodelage du bois de Boulogne s'effectuerait sur plusieurs étapes : une zone de fréquentation quotidienne au contact des quartiers environnants, où doivent normalement prendre place des équipements destinés aux enfants. Une zone de promenade articulée autour de l'allée de Longchamp dégagée de toute circulation. C'est dans cette zone que se situe la proposition la plus originale du projet : la création d'un réseau de petites voies d'eau navigables en barque, reliant entre eux les différents plans d'eau. Une zone de forêt protégée intégrant 104 hectares entre les hippodromes d'Auteuil et de Longchamp et réservée aux animaux et à la plantation. Une zone au bord de la Seine qui pourrait communiquer avec l'île de Puteaux. Le bras de Seine compris entre le bois de Boulogne et l'île de Puteaux, qui n'est pas actuellement utilisé par la navigation, accueillerait un port de plaisance.

Enfin, pour le stationnement, le projet prévoit la création de parcs de dissuasion en bordure du bois. De ces parcs rayonneraient les autobus non pollués et un réseau de pistes cyclables et de sentiers pédestres. Des petits parkings paysagés sont prévus sur les voies de desserte. Ces aménagements permettraient de retrouver la capacité globale de stationnement du bois, tout en supprimant les longues files de voitures le long des avenues.

Les élus parisiens, qui ont laissé écrouler le bois de Boulogne par le boulevard périphérique, saisi par la chance de laisser aux promeneurs la dernière « forêt » de la capitale ?

L'HEURE DES COMPTES

Le 15 septembre, l'heure des comptes. Les agents de voyages font leurs comptes. Les mois chauds ont été satisfaisants, en dépit de la canicule qui, dans l'ensemble, n'a pas, finalement, découragé grand monde. Et les mois d'hiver d'annoncent bien, puisque le Syndicat national des agents de voyages (S.N.A.V.) fait état d'un nombre d'enregistrements d'ores et déjà supérieur à ceux relevés lors des années passées à même époque. Indication qui n'est cependant pas « tout à fait concluante », concluent les pessimistes — ou les sages ? — les Français semblant désormais « s'y prendre » un peu plus tôt qu'autrefois pour organiser leurs loisirs.

On peut donc parler d'une nette progression à l'optimisme. D'autant que les professionnels ne prévoient pas — pas encore — un renversement de la tendance voulant que les vacances restent envies et contre toutes difficultés économiques un besoin impératif. Toutefois, cet hiver, les long-courriers prendront le pas sur les voyages et séjours de moindre prix, les petits budgets étant naturellement plus sensibles aux effets de la crise.

D'autre part, on a évoqué au S.N.A.V. la prochaine mise en application de la loi du 11 juillet 1975 intéressant la réorganisation de la profession. Si les « marchands de voyages » acceptent de bonne grâce l'obligation qui sera la leur de garantir à leur clientèle le produit tel qu'inscrit à leur catalogue, ils maintiendront en revanche leur refus de garantir leurs fournisseurs.

Une obligation que le conseil d'administration de leur syndicat n'hésite pas à qualifier d'« exorbitante du droit commun ». Le S.N.A.V. est prêt à collaborer à l'élaboration d'un « code du tourisme », où toutes les professions intéressées se verraient amenées à partager des responsabilités que les agents de voyages n'entendent pas endosser tout seuls. On ne saurait leur reprocher leur fermeté sur ce chapitre.

LES NOUVEAUX VOYAGES

GAMBIE : Sex and Sun...

Banjul. — « Peace and Sunshine » (paix et soleil), tel est le slogan officiel dont osent les autorités gambiennes, pour attirer à Banjul, et sur les immenses plages de sable fin qui bordent l'estuaire de la Gambie, un flot croissant de touristes.

Mais la publicité faite de bouche à oreille par les adeptes de l'embarquement pour Cyrène à frais réduits contribue, sans aucun doute, beaucoup plus efficacement à l'essor spectaculaire du tourisme dans l'ancienne colonie britannique de l'Ouest africain. « Sex, Sun, Sand » (sex, soleil, sable), ces trois dénominations utilisées sous d'autres noms semblent particulièrement adaptées aux réalités gambiennes.

Il suffit de se promener dans les rues de Banjul ou de s'arrêter dans l'un des treize hôtels que compte la capitale pour constater que les « couples dominos » y sont innombrables : Blanc et Noir, Blanche et Noir, Blanc et noir, Blanche et Noir. De même que l'on constate des différences d'âge parfois considérables entre les partenaires, il est clair que l'homosexualité connaît ici un succès presque identique à celui de l'hétérosexualité.

Est-ce à dire que le sexe constitue une valeur beaucoup plus sûre que le soleil ou le sable pour les vingt-cinq mille touristes qui, amenés par une armada de charters, ont séjourné en Gambie au cours de l'année 1975 ? Le nombre des « couples » que l'on croise non seulement sur les routes, mais également sur les plages, n'est pas absolument convaincant.

Cependant, les protestations qui commencent à s'élever parmi la population autochtone témoignent d'une impatience croissante à l'égard de la pollution des mœurs. En majorité musulmans, les cinq cent quarante mille habitants de ce petit pays, bien qu'ils soient souvent polygames, n'en sont pas moins partisans d'une certaine réserve, voire d'une pudeur certaine. L'existentialisme de la société permissive scandineave les exaspère, et il n'est plus rare d'entendre des Gambiens réagir sévèrement à leur place des touristes venus d'Europe, lorsque leur tenue ou leur comportement leur semblent choquants.

L'attitude de Danols, de Suédois, de Hollandais et d'Allemands s'accompagne, d'autre part, d'un développement inquiétant de l'usage des stupéfiants. C'est surtout le yamba, une

herbe cultivée localement, à peine moins toxique que le classique chanvre indien, qui fait recette. Cette situation fléchit une cause supplémentaire de mécontentement, car, dans cette partie de l'Afrique, les toxicomanes constituent réellement des cas exceptionnels.

Le fléau de la drogue

Certes, à l'aéroport de Yundum, dans les grandes artères de Banjul, circulent aux allées du large les pavillons des nations scandinaves, ceux de la Corée, défilent héraldiques et de la République fédérale d'Allemagne. De mai à novembre, il est pratiquement impossible à un homme d'affaires de passage de trouver une chambre libre, car les hôtels sont tous complets. Mais toutes considérations morales mises à part, les poignées qui allument la venue massive des touristes étrangers en Gambie vont néanmoins bon train.

« Le tourisme est une manne providentielle, pour le pays », proclament les optimistes, qui ajoutent : « Le nombre des emplois a été multiplié par dix, grâce aux progrès de l'hôtellerie. D'autre part, il est vrai que les coiffeurs n'ont jamais autant

créé de cheveux européens, que les tailleurs ne cessent de couper des « boucous » de toutes tailles, que les peintres et les vanniers ont peine à faire face à la demande d'objets artisanaux, et que les teinturiers de Sérékunda, banlieue proche de Banjul, travaillent nuit et jour pour confectionner les pagens dont se drapent, de façon plus ou moins heureuse, les « estivants » venus d'Europe. »

En revanche, les pessimistes dénoncent les progrès de la prostitution sous toutes ses formes, vitupèrent les drogues, font état de la dégradation brutale de la qualité du travail des artisans. Certains ajoutent, avec acrimonie : « Tout cela ne rapporte rien au pays. Les visiteurs régent tout en Suède et c'est de chez eux que sont importés pain et viande... sur les mêmes charters. » Les plus violents affirment : « Nous avons hérité du déchet dont personne ne veut. Ils sont pires que vos congés payés européens. Il s'agit de personnes âgées que les associations suédoises du troisième âge prêtent à envoyer quinze jours au soleil d'Afrique, que quelques jours en sanatorium ou à l'hôpital... »

PHILIPPE DECRANE.

Offrez-vous 2 réveillons inoubliables :

NOËL AU SÉNÉGAL ST SYLVESTRE EN MER

CROISIÈRE A BORD DE MASSALIA LE PAQUEBOT-SOLEIL OÙ IL FAIT BON VIVRE

MAROC / CANARIES / SÉNÉGAL

Départ de Marseille, 18 décembre-2 janvier 15 jours. A partir de 3100 F.

Un Noël où les tam-tams remplaceront les orgues, où le réveillon africain se fera à l'île de Gorée, face à Dakar. Trois escales au Maroc pour y visiter Marrakech, Rabat et le Grand Sud. Trois escales aux Canaries pour y découvrir le paradis sur terre... et un réveillon de la Saint-Sylvestre au champagne et en pleine mer !



CROISIÈRES PROQUET
MASSALIA

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Proquet : PARIS : 6, bd des Capucines 75001. Tél. 206.57.50. MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 51.51.21. NOË : 2, rue Halévy 06000. Tél. 81.31.30.

CANNES - NEW YORK
prochain départ
le 20 octobre 1976
S/S
LEONARDO DA VINCI
Renseignements-réservations
votre Agent de Voyages ou :
Italian Line
3, bd des Capucines
Paris 2^e, tél : 073.40.85

L'ÉGYPTE MILLÉNAIRE
avec croisière sur le Nil
du 17 nov. au 4 décembre 1976
et
du 1^{er} déc. au 18 déc. 1976
VOYAGES CULTURELS
accompagnés de PARIS à PARIS
par des conférenciers diplômés
de l'École du Louvre
Renseignements et inscriptions
PEUPLES ET CIVILISATIONS
5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 300-31-88 - L'Id. d'Etat 309 A

L'ANTI-CLUB
Prochains départs par petits groupes de 15 personnes
pour découvrir en profondeur
L'AFGHANISTAN
Spécial Boukhari
du 22 octobre au 5 novembre, 5.350 F.
L'INDONÉSIE
La Route des Épicés
du 2 au 25 novembre, 8.970 F.
AIR ALLIANCE
4, rue de la République 75001 PARIS
Tél. 206-74-63 - L'Id. d'Etat 309 A
Renseignements et inscriptions
Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____
Ville : _____
Veuillez recevoir gratuitement
votre brochure. L'Id. 744

Hippisme

RENDEZ-VOUS LE 3 OCTOBRE

SEMAINES mémorables. Elle commence par une nouvelle razzia française outre-Manche. Encouragés par l'évidente médiocrité du millésime britannique 1976, cinq représentants de Chantilly sont au départ du Saint-Léger dont le prestige, quand la mode n'était pas à dédaigner les stagers, égalait presque celui du Derby. Deux d'entre eux, *Crow* et *Secret Man*, prennent, dans cet ordre, les deux premières places. L'écurie Wildenstein, son entraîneur, Ange-François, et son jockey, Yves Saint-Martin, s'inscrivent définitivement, chacun dans sa catégorie, en tête du palmarès des sommes gagnées sur le sol britannique. N'avaient été les malheurs clinico-hippiques de Trépan, ils y seraient suivis par une autre équipe cantilienne : celle de François Boutin-Philippe Faquet.

Crow ne s'est hissé que tardivement dans le peloton des chevaux vedettes. Déjà, son origine — c'est un fils d'*Esbury*, qui ne fut tout à fait lui-même qu'à quatre ans — ne le destinait pas, à cet égard, à trop de hâte. Mais, surtout, des annués de santé l'ont, au printemps, tenu trois mois à l'écart. Cette éclipse lui valut d'abord les grandes épreuves de l'automne avec des jambes et un enthousiasme tout neuf.

On a déjà vu un tel état de fraîcheur être un atout déterminant dans l'Arc de Triomphe. Pourtant, *Crow* ne paraît pas devoir faire partie, le 3 octobre, du groupe des grands premiers rôles. Si son enthousiasme est intact, celui de ses supporters est modéré. Il a devancé *Secret Man*. A l'arrivée du Grand Prix de Paris, en juin, ce sont quatre faciles longueurs, qui en valaient six, qui s'étaient

crusées entre *Exceller* et ce même *Secret Man*. Précisément, le lendemain du Saint-Léger, voit *Exceller* dans le prix Royal Oak, à Longchamp. Il y a perdu son jockey du Grand Prix, Saint-Martin, sans par contre de monter un représentant de l'Indien Ravi Tikho. Dissociation définitive : dans l'Arc, le jockey sera le partenaire de *Pennesse*. Les retrouvailles hippiques d'Yves Saint-Martin et de François Mathet, après six ans de déshonneur, n'auront duré que le temps d'une course. Mais, dans ce cas, c'est la première qui compte. Pour remplacer le jockey-vedette, Mathet a réussi à imposer au propriétaire d'*Exceller* le jeune Gérard Dubrocq.

Celui-ci laisse d'abord l'initiative de la course à *Adam Van Vianen*. Il tempore encore quand, à l'entrée de la ligne droite, l'anglais *Sir Montagu* acci-

de et prend la tête. Un peu plus loin enfin, il lâche *Exceller*. Sans coup férir, celui-ci passe ses deux concurrents et l'emporte de quatre longueurs, ce qui est décidément sa (bonne) mesure.

Vitesse grand V

Quelques experts, cependant, font la moue : l'envoie a, à leurs yeux, été moins convaincante et moins imparable que celle du Grand Prix. Mais le déroulement de l'épreuve a, aussi, été très différent. *Exceller* a hérité de son père, *Vaquely Noble*, le goût des courses rondement menées où les forces des adversaires sont progressivement sapées. Tel avait été le Grand Prix, couru en 1970. Tel n'a pas été ce prix Royal Oak où l'absence des concurrents ayant choisi le Saint-Léger a contribué à porter le temps à 3'39". Dans l'Arc, on reviendra aux vitesses

grand V. L'*Exceller* du prix Royal Oak devra alors retrouver la voie de l'*Exceller* du Grand Prix.

Prix Foy. *Kastel* bat d'une courte tête *On My Way*. Mais c'est la performance du vaincu qu'on retient d'abord quand on se souvient qu'il n'avait pas couru depuis six mois. D'évidence, *On My Way*, qui n'est à l'aise que sur les terrains souples de l'automne, a sacrifié toute son année à l'Arc. Il reparait — avec quel hulo — juste au bon moment. On a vu, cet été, au stakéisme, des champions, demeurés dans l'ombre durant quatre années, resurgir ainsi, brusquement, aux Jeux olympiques. *On My Way* serait, dans deux semaines, le Leas Vire de nos Jeux olympiques hippiques, que nul de ceux qui connaissent son entraîneur, Noël Pelat, et par conséquent son habileté, ne s'en étonnerait.

Jeux

ÉCHECS

N° 675

LE JUGEMENT DERNIER

(Tournoi quadrangulaire Annulaire du Dr. Suwe Amsterdam, 1976.)

Blancs : TROMBAM
Noirs : KASPAROV
Défaite soviétique

1. f4 g5 2. f4xg5 Tg6
3. Cf3 g6 3. Dg4 Dg5
4. Cxg4 Cg6 2. f4xg5 Tg6
5. Cg5 f6 2. f4xg5 Tg6
6. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
7. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
8. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
9. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
10. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
11. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
12. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
13. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
14. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
15. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
16. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
17. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
18. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
19. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
20. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
21. f4 f6 2. f4xg5 Tg6
22. f4 f6 2. f4xg5 Tg6

d) Certains conseillent ici 11... Cg5 ou 11... Tg6. Sur la réponse 11... Cg5, Blancs continuent par 12. Thd4 ; par exemple, 12... Tg5 ; 13. dxg5 ; 14. f4xg5 ; 15. f4xg5 ; 16. Cg5 ; 17. f4xg5 ; 18. Cg5 ; 19. f4xg5 ; 20. f4xg5 ; 21. f4xg5 ; 22. f4xg5 ; 23. f4xg5 ; 24. f4xg5 ; 25. f4xg5 ; 26. f4xg5 ; 27. f4xg5 ; 28. f4xg5 ; 29. f4xg5 ; 30. f4xg5 ; 31. f4xg5 ; 32. f4xg5 ; 33. f4xg5 ; 34. f4xg5 ; 35. f4xg5 ; 36. f4xg5 ; 37. f4xg5 ; 38. f4xg5 ; 39. f4xg5 ; 40. f4xg5 ; 41. f4xg5 ; 42. f4xg5 ; 43. f4xg5 ; 44. f4xg5 ; 45. f4xg5 ; 46. f4xg5 ; 47. f4xg5 ; 48. f4xg5 ; 49. f4xg5 ; 50. f4xg5 ; 51. f4xg5 ; 52. f4xg5 ; 53. f4xg5 ; 54. f4xg5 ; 55. f4xg5 ; 56. f4xg5 ; 57. f4xg5 ; 58. f4xg5 ; 59. f4xg5 ; 60. f4xg5 ; 61. f4xg5 ; 62. f4xg5 ; 63. f4xg5 ; 64. f4xg5 ; 65. f4xg5 ; 66. f4xg5 ; 67. f4xg5 ; 68. f4xg5 ; 69. f4xg5 ; 70. f4xg5 ; 71. f4xg5 ; 72. f4xg5 ; 73. f4xg5 ; 74. f4xg5 ; 75. f4xg5 ; 76. f4xg5 ; 77. f4xg5 ; 78. f4xg5 ; 79. f4xg5 ; 80. f4xg5 ; 81. f4xg5 ; 82. f4xg5 ; 83. f4xg5 ; 84. f4xg5 ; 85. f4xg5 ; 86. f4xg5 ; 87. f4xg5 ; 88. f4xg5 ; 89. f4xg5 ; 90. f4xg5 ; 91. f4xg5 ; 92. f4xg5 ; 93. f4xg5 ; 94. f4xg5 ; 95. f4xg5 ; 96. f4xg5 ; 97. f4xg5 ; 98. f4xg5 ; 99. f4xg5 ; 100. f4xg5 ; 101. f4xg5 ; 102. f4xg5 ; 103. f4xg5 ; 104. f4xg5 ; 105. f4xg5 ; 106. f4xg5 ; 107. f4xg5 ; 108. f4xg5 ; 109. f4xg5 ; 110. f4xg5 ; 111. f4xg5 ; 112. f4xg5 ; 113. f4xg5 ; 114. f4xg5 ; 115. f4xg5 ; 116. f4xg5 ; 117. f4xg5 ; 118. f4xg5 ; 119. f4xg5 ; 120. f4xg5 ; 121. f4xg5 ; 122. f4xg5 ; 123. f4xg5 ; 124. f4xg5 ; 125. f4xg5 ; 126. f4xg5 ; 127. f4xg5 ; 128. f4xg5 ; 129. f4xg5 ; 130. f4xg5 ; 131. f4xg5 ; 132. f4xg5 ; 133. f4xg5 ; 134. f4xg5 ; 135. f4xg5 ; 136. f4xg5 ; 137. f4xg5 ; 138. f4xg5 ; 139. f4xg5 ; 140. f4xg5 ; 141. f4xg5 ; 142. f4xg5 ; 143. f4xg5 ; 144. f4xg5 ; 145. f4xg5 ; 146. f4xg5 ; 147. f4xg5 ; 148. f4xg5 ; 149. f4xg5 ; 150. f4xg5 ; 151. f4xg5 ; 152. f4xg5 ; 153. f4xg5 ; 154. f4xg5 ; 155. f4xg5 ; 156. f4xg5 ; 157. f4xg5 ; 158. f4xg5 ; 159. f4xg5 ; 160. f4xg5 ; 161. f4xg5 ; 162. f4xg5 ; 163. f4xg5 ; 164. f4xg5 ; 165. f4xg5 ; 166. f4xg5 ; 167. f4xg5 ; 168. f4xg5 ; 169. f4xg5 ; 170. f4xg5 ; 171. f4xg5 ; 172. f4xg5 ; 173. f4xg5 ; 174. f4xg5 ; 175. f4xg5 ; 176. f4xg5 ; 177. f4xg5 ; 178. f4xg5 ; 179. f4xg5 ; 180. f4xg5 ; 181. f4xg5 ; 182. f4xg5 ; 183. f4xg5 ; 184. f4xg5 ; 185. f4xg5 ; 186. f4xg5 ; 187. f4xg5 ; 188. f4xg5 ; 189. f4xg5 ; 190. f4xg5 ; 191. f4xg5 ; 192. f4xg5 ; 193. f4xg5 ; 194. f4xg5 ; 195. f4xg5 ; 196. f4xg5 ; 197. f4xg5 ; 198. f4xg5 ; 199. f4xg5 ; 200. f4xg5 ; 201. f4xg5 ; 202. f4xg5 ; 203. f4xg5 ; 204. f4xg5 ; 205. f4xg5 ; 206. f4xg5 ; 207. f4xg5 ; 208. f4xg5 ; 209. f4xg5 ; 210. f4xg5 ; 211. f4xg5 ; 212. f4xg5 ; 213. f4xg5 ; 214. f4xg5 ; 215. f4xg5 ; 216. f4xg5 ; 217. f4xg5 ; 218. f4xg5 ; 219. f4xg5 ; 220. f4xg5 ; 221. f4xg5 ; 222. f4xg5 ; 223. f4xg5 ; 224. f4xg5 ; 225. f4xg5 ; 226. f4xg5 ; 227. f4xg5 ; 228. f4xg5 ; 229. f4xg5 ; 230. f4xg5 ; 231. f4xg5 ; 232. f4xg5 ; 233. f4xg5 ; 234. f4xg5 ; 235. f4xg5 ; 236. f4xg5 ; 237. f4xg5 ; 238. f4xg5 ; 239. f4xg5 ; 240. f4xg5 ; 241. f4xg5 ; 242. f4xg5 ; 243. f4xg5 ; 244. f4xg5 ; 245. f4xg5 ; 246. f4xg5 ; 247. f4xg5 ; 248. f4xg5 ; 249. f4xg5 ; 250. f4xg5 ; 251. f4xg5 ; 252. f4xg5 ; 253. f4xg5 ; 254. f4xg5 ; 255. f4xg5 ; 256. f4xg5 ; 257. f4xg5 ; 258. f4xg5 ; 259. f4xg5 ; 260. f4xg5 ; 261. f4xg5 ; 262. f4xg5 ; 263. f4xg5 ; 264. f4xg5 ; 265. f4xg5 ; 266. f4xg5 ; 267. f4xg5 ; 268. f4xg5 ; 269. f4xg5 ; 270. f4xg5 ; 271. f4xg5 ; 272. f4xg5 ; 273. f4xg5 ; 274. f4xg5 ; 275. f4xg5 ; 276. f4xg5 ; 277. f4xg5 ; 278. f4xg5 ; 279. f4xg5 ; 280. f4xg5 ; 281. f4xg5 ; 282. f4xg5 ; 283. f4xg5 ; 284. f4xg5 ; 285. f4xg5 ; 286. f4xg5 ; 287. f4xg5 ; 288. f4xg5 ; 289. f4xg5 ; 290. f4xg5 ; 291. f4xg5 ; 292. f4xg5 ; 293. f4xg5 ; 294. f4xg5 ; 295. f4xg5 ; 296. f4xg5 ; 297. f4xg5 ; 298. f4xg5 ; 299. f4xg5 ; 300. f4xg5 ; 301. f4xg5 ; 302. f4xg5 ; 303. f4xg5 ; 304. f4xg5 ; 305. f4xg5 ; 306. f4xg5 ; 307. f4xg5 ; 308. f4xg5 ; 309. f4xg5 ; 310. f4xg5 ; 311. f4xg5 ; 312. f4xg5 ; 313. f4xg5 ; 314. f4xg5 ; 315. f4xg5 ; 316. f4xg5 ; 317. f4xg5 ; 318. f4xg5 ; 319. f4xg5 ; 320. f4xg5 ; 321. f4xg5 ; 322. f4xg5 ; 323. f4xg5 ; 324. f4xg5 ; 325. f4xg5 ; 326. f4xg5 ; 327. f4xg5 ; 328. f4xg5 ; 329. f4xg5 ; 330. f4xg5 ; 331. f4xg5 ; 332. f4xg5 ; 333. f4xg5 ; 334. f4xg5 ; 335. f4xg5 ; 336. f4xg5 ; 337. f4xg5 ; 338. f4xg5 ; 339. f4xg5 ; 340. f4xg5 ; 341. f4xg5 ; 342. f4xg5 ; 343. f4xg5 ; 344. f4xg5 ; 345. f4xg5 ; 346. f4xg5 ; 347. f4xg5 ; 348. f4xg5 ; 349. f4xg5 ; 350. f4xg5 ; 351. f4xg5 ; 352. f4xg5 ; 353. f4xg5 ; 354. f4xg5 ; 355. f4xg5 ; 356. f4xg5 ; 357. f4xg5 ; 358. f4xg5 ; 359. f4xg5 ; 360. f4xg5 ; 361. f4xg5 ; 362. f4xg5 ; 363. f4xg5 ; 364. f4xg5 ; 365. f4xg5 ; 366. f4xg5 ; 367. f4xg5 ; 368. f4xg5 ; 369. f4xg5 ; 370. f4xg5 ; 371. f4xg5 ; 372. f4xg5 ; 373. f4xg5 ; 374. f4xg5 ; 375. f4xg5 ; 376. f4xg5 ; 377. f4xg5 ; 378. f4xg5 ; 379. f4xg5 ; 380. f4xg5 ; 381. f4xg5 ; 382. f4xg5 ; 383. f4xg5 ; 384. f4xg5 ; 385. f4xg5 ; 386. f4xg5 ; 387. f4xg5 ; 388. f4xg5 ; 389. f4xg5 ; 390. f4xg5 ; 391. f4xg5 ; 392. f4xg5 ; 393. f4xg5 ; 394. f4xg5 ; 395. f4xg5 ; 396. f4xg5 ; 397. f4xg5 ; 398. f4xg5 ; 399. f4xg5 ; 400. f4xg5 ; 401. f4xg5 ; 402. f4xg5 ; 403. f4xg5 ; 404. f4xg5 ; 405. f4xg5 ; 406. f4xg5 ; 407. f4xg5 ; 408. f4xg5 ; 409. f4xg5 ; 410. f4xg5 ; 411. f4xg5 ; 412. f4xg5 ; 413. f4xg5 ; 414. f4xg5 ; 415. f4xg5 ; 416. f4xg5 ; 417. f4xg5 ; 418. f4xg5 ; 419. f4xg5 ; 420. f4xg5 ; 421. f4xg5 ; 422. f4xg5 ; 423. f4xg5 ; 424. f4xg5 ; 425. f4xg5 ; 426. f4xg5 ; 427. f4xg5 ; 428. f4xg5 ; 429. f4xg5 ; 430. f4xg5 ; 431. f4xg5 ; 432. f4xg5 ; 433. f4xg5 ; 434. f4xg5 ; 435. f4xg5 ; 436. f4xg5 ; 437. f4xg5 ; 438. f4xg5 ; 439. f4xg5 ; 440. f4xg5 ; 441. f4xg5 ; 442. f4xg5 ; 443. f4xg5 ; 444. f4xg5 ; 445. f4xg5 ; 446. f4xg5 ; 447. f4xg5 ; 448. f4xg5 ; 449. f4xg5 ; 450. f4xg5 ; 451. f4xg5 ; 452. f4xg5 ; 453. f4xg5 ; 454. f4xg5 ; 455. f4xg5 ; 456. f4xg5 ; 457. f4xg5 ; 458. f4xg5 ; 459. f4xg5 ; 460. f4xg5 ; 461. f4xg5 ; 462. f4xg5 ; 463. f4xg5 ; 464. f4xg5 ; 465. f4xg5 ; 466. f4xg5 ; 467. f4xg5 ; 468. f4xg5 ; 469. f4xg5 ; 470. f4xg5 ; 471. f4xg5 ; 472. f4xg5 ; 473. f4xg5 ; 474. f4xg5 ; 475. f4xg5 ; 476. f4xg5 ; 477. f4xg5 ; 478. f4xg5 ; 479. f4xg5 ; 480. f4xg5 ; 481. f4xg5 ; 482. f4xg5 ; 483. f4xg5 ; 484. f4xg5 ; 485. f4xg5 ; 486. f4xg5 ; 487. f4xg5 ; 488. f4xg5 ; 489. f4xg5 ; 490. f4xg5 ; 491. f4xg5 ; 492. f4xg5 ; 493. f4xg5 ; 494. f4xg5 ; 495. f4xg5 ; 496. f4xg5 ; 497. f4xg5 ; 498. f4xg5 ; 499. f4xg5 ; 500. f4xg5 ; 501. f4xg5 ; 502. f4xg5 ; 503. f4xg5 ; 504. f4xg5 ; 505. f4xg5 ; 506. f4xg5 ; 507. f4xg5 ; 508. f4xg5 ; 509. f4xg5 ; 510. f4xg5 ; 511. f4xg5 ; 512. f4xg5 ; 513. f4xg5 ; 514. f4xg5 ; 515. f4xg5 ; 516. f4xg5 ; 517. f4xg5 ; 518. f4xg5 ; 519. f4xg5 ; 520. f4xg5 ; 521. f4xg5 ; 522. f4xg5 ; 523. f4xg5 ; 524. f4xg5 ; 525. f4xg5 ; 526. f4xg5 ; 527. f4xg5 ; 528. f4xg5 ; 529. f4xg5 ; 530. f4xg5 ; 531. f4xg5 ; 532. f4xg5 ; 533. f4xg5 ; 534. f4xg5 ; 535. f4xg5 ; 536. f4xg5 ; 537. f4xg5 ; 538. f4xg5 ; 539. f4xg5 ; 540. f4xg5 ; 541. f4xg5 ; 542. f4xg5 ; 543. f4xg5 ; 544. f4xg5 ; 545. f4xg5 ; 546. f4xg5 ; 547. f4xg5 ; 548. f4xg5 ; 549. f4xg5 ; 550. f4xg5 ; 551. f4xg5 ; 552. f4xg5 ; 553. f4xg5 ; 554. f4xg5 ; 555. f4xg5 ; 556. f4xg5 ; 557. f4xg5 ; 558. f4xg5 ; 559. f4xg5 ; 560. f4xg5 ; 561. f4xg5 ; 562. f4xg5 ; 563. f4xg5 ; 564. f4xg5 ; 565. f4xg5 ; 566. f4xg5 ; 567. f4xg5 ; 568. f4xg5 ; 569. f4xg5 ; 570. f4xg5 ; 571. f4xg5 ; 572. f4xg5 ; 573. f4xg5 ; 574. f4xg5 ; 575. f4xg5 ; 576. f4xg5 ; 577. f4xg5 ; 578. f4xg5 ; 579. f4xg5 ; 580. f4xg5 ; 581. f4xg5 ; 582. f4xg5 ; 583. f4xg5 ; 584. f4xg5 ; 585. f4xg5 ; 586. f4xg5 ; 587. f4xg5 ; 588. f4xg5 ; 589. f4xg5 ; 590. f4xg5 ; 591. f4xg5 ; 592. f4xg5 ; 593. f4xg5 ; 594. f4xg5 ; 595. f4xg5 ; 596. f4xg5 ; 597. f4xg5 ; 598. f4xg5 ; 599. f4xg5 ; 600. f4xg5 ; 601. f4xg5 ; 602. f4xg5 ; 603. f4xg5 ; 604. f4xg5 ; 605. f4xg5 ; 606. f4xg5 ; 607. f4xg5 ; 608. f4xg5 ; 609. f4xg5 ; 610. f4xg5 ; 611. f4xg5 ; 612. f4xg5 ; 613. f4xg5 ; 614. f4xg5 ; 615. f4xg5 ; 616. f4xg5 ; 617. f4xg5 ; 618. f4xg5 ; 619. f4xg5 ; 620. f4xg5 ; 621. f4xg5 ; 622. f4xg5 ; 623. f4xg5 ; 624. f4xg5 ; 625. f4xg5 ; 626. f4xg5 ; 627. f4xg5 ; 628. f4xg5 ; 629. f4xg5 ; 630. f4xg5 ; 631. f4xg5 ; 632. f4xg5 ; 633. f4xg5 ; 634. f4xg5 ; 635. f4xg5 ; 636. f4xg5 ; 637. f4xg5 ; 638. f4xg5 ; 639. f4xg5 ; 640. f4xg5 ; 641. f4xg5 ; 642. f4xg5 ; 643. f4xg5 ; 644. f4xg5 ; 645. f4xg5 ; 646. f4xg5 ; 647. f4xg5 ; 648. f4xg5 ; 649. f4xg5 ; 650. f4xg5 ; 651. f4xg5 ; 652. f4xg5 ; 653. f4xg5 ; 654. f4xg5 ; 655. f4xg5 ; 656. f4xg5 ; 657. f4xg5 ; 658. f4xg5 ; 659. f4xg5 ; 660. f4xg5 ; 661. f4xg5 ; 662. f4xg5 ; 663. f4xg5 ; 664. f4xg5 ; 665. f4xg5 ; 666. f4xg5 ; 667. f4xg5 ; 668. f4xg5 ; 669. f4xg5 ; 670. f4xg5 ; 671. f4xg5 ; 672. f4xg5 ; 673. f4xg5 ; 674. f4xg5 ; 675. f4xg5 ; 676. f4xg5 ; 677. f4xg5 ; 678. f4xg5 ; 679. f4xg5 ; 680. f4xg5 ; 681. f4xg5 ; 682. f4xg5 ; 683. f4xg5 ; 684. f4xg5 ; 685. f4xg5 ; 686. f4xg5 ; 687. f4xg5 ; 688. f4xg5 ; 689. f4xg5 ; 690. f4xg5 ; 691. f4xg5 ; 692. f4xg5 ; 693. f4xg5 ; 694. f4xg5 ; 695. f4xg5 ; 696. f4xg5 ; 697. f4xg5 ; 698. f4xg5 ; 699. f4xg5 ; 700. f4xg5 ; 701. f4xg5 ; 702. f4xg5 ; 703. f4xg5 ; 704. f4xg5 ; 705. f4xg5 ; 706. f4xg5 ; 707. f4xg5 ; 708. f4xg5 ; 709. f4xg5 ; 710. f4xg5 ; 711. f4xg5 ; 712. f4xg5 ; 713. f4xg5 ; 714. f4xg5 ; 715. f4xg5 ; 716. f4xg5 ; 717. f4xg5 ; 718. f4xg5 ; 719. f4xg5 ; 720. f4xg5 ; 721. f4xg5 ; 722. f4xg5 ; 723. f4xg5 ; 724. f4xg5 ; 725. f4xg5 ; 726. f4xg5 ; 727. f4xg5 ; 728. f4xg5 ; 729. f4xg5 ; 730. f4xg5 ; 731. f4xg5 ; 732. f4xg5 ; 733. f4xg5 ; 734. f4xg5 ; 735. f4xg5 ; 736. f4xg5 ; 737. f4xg5 ; 738. f4xg5 ; 739. f4xg5 ; 740. f4xg5 ; 741. f4xg5 ; 742. f4xg5 ; 743. f4xg5 ; 744. f4xg5 ; 745. f4xg5 ; 746. f4xg5 ; 747. f4xg5 ; 748. f4xg5 ; 749. f4xg5 ; 750. f4xg5 ; 751. f4xg5 ; 752. f4xg5 ; 753. f4xg5 ; 754. f4xg5 ; 755. f4xg5 ; 756. f4xg5 ; 757. f4xg5 ; 758. f4xg5 ; 759. f4xg5 ; 760. f4xg5 ; 761. f4xg5 ; 762. f4xg5 ; 763. f4xg5 ; 764. f4xg5 ; 765. f4xg5 ; 766. f4xg5 ; 767. f4xg5 ; 768. f4xg5 ; 769. f4xg5 ; 770. f4xg5 ; 771. f4xg5 ; 772. f4xg5 ; 773. f4xg5 ; 774. f4xg5 ; 775. f4xg5 ; 776. f4xg5 ; 777. f4xg5 ; 778. f4xg5 ; 779. f4xg5 ; 780. f4xg5 ; 781. f4xg5 ; 782. f4xg5 ; 783. f4xg5 ; 784. f4xg5 ; 785. f4xg5 ; 786. f4xg5 ; 787. f4xg5 ; 788. f4xg5 ; 789. f4xg5 ; 790. f4xg5 ; 791. f4xg5 ; 792. f4xg5 ; 793. f4xg5 ; 794. f4xg5 ; 795. f4xg5 ; 796. f4xg5 ; 797. f4xg5 ; 798. f4xg5 ; 799. f4xg5 ; 800. f4xg5 ; 801. f4xg5 ; 802. f4xg5 ; 803. f4xg5 ; 804. f4xg5 ; 805. f4xg5 ; 806. f4xg5 ; 807. f4xg5 ; 808. f4xg5 ; 809. f4xg5 ; 810. f4xg5 ; 811. f4xg5 ; 812. f4xg5 ; 813. f4xg5 ; 814. f4xg5 ; 815. f4xg5 ; 816. f4xg5 ; 817. f4xg5 ; 818. f4xg5 ; 819. f4xg5 ; 820. f4xg5 ; 821. f4xg5 ; 822. f4xg5 ; 823. f4xg5 ; 824. f4xg5 ; 825. f4xg5 ; 826. f4xg5 ; 827. f4xg5 ; 828. f4xg5 ; 829. f4xg5 ; 830. f4xg5 ; 831. f4xg5 ; 832. f4xg5 ; 833. f4xg5 ; 834. f4xg5 ; 835. f4xg5 ; 836. f4xg5 ; 837. f4xg5 ; 838. f4xg5 ; 839. f4xg5 ; 840. f4xg5 ; 841. f4xg5 ; 842. f4xg5 ; 843. f4xg5 ; 844. f4xg5 ; 845. f4xg5 ; 846. f4xg5 ; 847. f4xg5 ; 848. f4xg5 ; 849. f4xg5 ; 850. f4xg5 ; 851. f4xg5 ; 852. f4xg5 ; 853. f4xg5 ; 854. f4xg5 ; 855. f4xg5 ; 856. f4xg5 ; 857. f4xg5 ; 858. f4xg5 ; 859. f4xg5 ; 860. f4xg5 ; 861. f4xg5 ; 862. f4xg5 ; 863. f4xg5 ; 864. f4xg5 ; 865. f4xg5 ; 866. f4xg5 ; 867. f4xg5 ; 868. f4xg5 ; 869. f4xg5 ; 870. f4xg5 ; 871. f4xg5 ; 872. f4xg5 ; 873. f4xg5 ; 874. f4xg5 ; 875. f4xg5 ; 876. f4xg5 ; 877. f4xg5 ; 878. f4xg5 ; 879. f4xg5 ; 880. f4xg5 ; 881. f4xg5 ; 882. f4xg5 ; 883. f4xg5 ; 884. f4xg5 ; 885. f4xg5 ; 886. f4xg5 ; 887. f4xg5 ; 888. f4xg5 ; 889. f4xg5 ; 890. f4xg5 ; 891. f4xg5 ; 892. f4xg5 ; 893. f4xg5 ; 894. f4xg5 ; 895. f4xg5 ; 896. f4xg5 ; 897. f4xg5 ; 898. f4xg5 ; 899. f4xg5 ; 900. f4xg5 ; 901. f4xg5 ; 902. f4xg5 ; 903. f4xg5 ; 904. f4xg5 ; 905. f4xg5 ; 906. f4xg5 ; 907. f4xg5 ; 908. f4xg5 ; 909. f4xg5 ; 910. f4xg5 ; 911. f4xg5 ; 912. f4xg5 ; 913. f4xg5 ; 914. f4xg5 ; 915. f4xg5 ; 916. f4xg5 ; 917. f4xg5 ; 918. f4xg5 ; 919. f4xg5 ; 920. f4xg5 ; 921. f4xg5 ; 922. f4xg5 ; 923. f4xg5 ; 924. f4xg5 ; 925. f4xg5 ; 926. f4

Jardinage

L'ART D'UTILISER LES RESTES

EVITER le gaspillage est une nécessité de notre temps. Le jardinier, mieux sans doute que bien d'autres consommateurs, peut utiliser à profit les déchets et rebuts de la vie courante pour faire de cette nouvelle exigence du monde moderne une réalité permanente. Car, si je ne fais pas grand cas du tas de débris divers empilés sans méthode et voués à une décomposition imparfaite et tumultueuse (certains osent appeler cela un compost !), et si je n'ai qu'une médiocre attirance pour l'esthétique d'un paillis de vieux journaux, l'utilisation de coquilles d'œufs ou de coquilles d'huîtres pour la création de faux puits faits de poutres retournées, je dois convenir que bien des objets ou produits que nous destinons à la poubelle peuvent trouver place dans nos jardins.

Aiguilles (de conifères) : pines, sapins... : elles constituent un bon paillis et une source d'humus pour les plantes de terre de bruyère malgré leur décomposition lente et parfois difficile.

Aluminium (papier d') : il trouve au jardin des usages presque aussi variés qu'à la cuisine. Il peut ainsi former, en petites bouillottes, une couche drainante au fond d'un pot ; réfléchir la lumière sur la face mal éclairée des plantes en appartement ; décourager les rongeurs en protégeant l'écorce des arbres ; diminuer une évaporation trop forte en entourant intimement

la motte de terre d'un pot. Ne pas oublier de percer quelques trous pour assurer l'aération des eaux d'arrosage ; ou enfin, conserver des graines à l'abri de l'humidité.

Bananes (peau de) : est très riche en potassium ; excellent support nutritif pour les roses et les broméliades. Elle donne à ces dernières des couleurs plus soutenues et une croissance accrue (the *Bromelia Society Bulletin* l'a confirmé dans une étude des plus sérieuses).

Bottes : leur alignement n'est pas toujours très heureux sur le plan de l'esthétique ; il faudra donc les ranger dans un coin discret du jardin. Certaines sont pourtant bien utiles ou utilisables : les petites sèches pour les repiquages au premier stade ; les caisses (plaques alvéolées) pour maintenir les semences de pommes de terre qui « font leurs yeux » ; les poutres, dont les pots sont excellents pour le bouturage, après perforation de la base ; le pot de crème que l'on peut découper en bandes pour faire des étiquettes (mais oui, il n'y a pas de petit profit pour un jardinier à l'âme récupératrice !).

Bouteilles (en plastique) : On leur coupe la base, et le haut devient une mini-serre adaptable sur pots de 8 à 10 cm de diamètre. On coupe les deux extrémités ; et c'est un cylindre à coincer sur le pot pour abriter les appels anti-limaces.

Café (marc de) : riche en po-

tas et en acide phosphorique, son apport est conseillé sur les plantes d'appartement. Il constitue un excellent paillis qui retient l'humidité. En outre, sa présence favorise la germination et éloigne les insectes.

Cendres : de végétaux : c'est un bon engrais potassique et phosphaté, excellent pour les terres pauvres en calcaire. Il est toujours recommandé, ne serait-ce que pour des raisons de protection sanitaire, de brûler tous les déchets de taille, les mauvaises herbes montées à graine, les grosses tiges se décomposant mal et même les feuilles mortes. Éviter le brûlage sur le sol, qui détruit localement la vie microbienne, et utiliser un incinérateur (Mouss).

De bois : pas d'azote ! le non plus car il disparaît à la combustion, mais, cependant, un excellent apport pour les légumes à racines très gourmands en potasse, mais aussi les pommes de terre et les arbres fruitiers. Attention : si l'utilisation n'est pas immédiate, bien abriter des cendres des pluies car leurs éléments nutritifs sont très solubles !

De charbon : très pauvres, elles ne peuvent guère servir que de couche drainante, ou encore à atténuer la consistance d'un sol trop lourd.

Escargots et limaces : n'aiment pas les cendres ; ainsi, les vieux jardiniers avaient-ils l'habitude d'entourer les jeunes semis et plantes à protéger d'un rond de

cendres. La méthode demeure valable même si son efficacité est moindre que les appels empoussiés.

Feuilles mortes : elles sont une excellente source d'humus. Certaines sont longues à se décomposer, comme le platane ou l'érable, et peuvent constituer une bonne couverture isolante sur 10 à 15 cm d'épaisseur au pied des plantes fragiles. Les meilleures feuilles pour le terrain sont celles d'aulne, de charme et de châtaignier. Alternativement un lit de feuilles, un lit de terre, remuer le tas au printemps et ajouter 1/10 de chaux en poudre.

Eau de suie et coquilles d'œufs

Galets ou jolies pierres sont des couvre-sols très décoratifs, là où rien ne pousse (au pied de certains arbres, par exemple). Pour éviter la pousse des mauvaises herbes, tendre un film plastique noir sur le sol, puis recouvrir avec les galets. On peut de cette manière constituer des taches en bord de plate-bande herbacée aux contours libres où ils créeront un contraste coloré intéressant et une rupture dans le rythme des formes et des hauteurs.

Journal : pour les inconditionnels du paillis fait avec ce matériau, il est toujours plus

heureux de recouvrir les trois ou six épaisseurs de vieux numéros du *Monde* indispensables pour une bonne efficacité de quelques pellicules de terre qui en faciliteront la décomposition.

Grufs (coquilles d') : une coquille écrasée par mètre carré rééquilibre un sol en calcium. Compter également une coquille par pot de fleur lorsqu'une plante jaunît, présente des taches sur le bord des feuilles, a les pousses qui retombent ; enfin, la vraie panacée. Une demi-coquille remplie de terre peut accueillir une jeune plante repiquée ; ensuite, la coquille sera mise en place dans le sol où elle se désintégrera et ne gênera en rien le développement des racines.

Suie (eau de) : on la prépare à raison d'un kilo de suie pour 15 litres d'eau. Cette solution versée au pied des plantes apporte des éléments nutritifs et constitue un bon insecticide. On peut aussi mélanger la suie pure à 80 % de bonne terre, ce qui donne en six mois un excellent terreau pour les semis.

Suie (de bois) : sans intérêt comme engrais mais forme sur 5 centimètres d'épaisseur un bon paillis. Incorporée au sol, elle l'alège et retient l'humidité. Certains légumes ou fruits (comme les grappes de raisin) se conservent fort bien et longtemps l'hiver dans la suie.

Cette liste est loin d'être exhaustive et j'ai volontairement omis la question du compostage,

qui justifie un article à elle seule. Disons cependant que tout jardinier se doit de réaliser son compost, amendant humique précieux et fertilisant non négociable et mes amis férus de jardinage biologique qui font du compost une véritable religion ne me contrediront pas. Un peu de soin et d'attention permettent d'obtenir en quelques semaines, à partir des épluchures de légumes et de fruits, des fleurs fanées, des feuilles, du marc de café, des coquilles d'œufs, des tontes de gazon, etc., un produit équilibré et fort bénéfique.

MICHÈLE LAMONTAGNE.

● **Trois techniques**, trois bonnes adresses pour fabriquer un compost. — Pratique, électricien (primé par le Design Council de l'Association britannique des consommateurs), le site accélérateur *Ratocrop* installe sans difficultés au jardin et peut contenir dans sa plus grande version jusqu'à 500 litres. (Prod'Im, 74 boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

Astucieux, ce nouveau procédé d'origine britannique qui utilise des sacs en plastique noir à larges perforations et que l'on glisse dans un support métallique. Une fois le sac plein, on le met de côté jusqu'à mûrissement du compost (procédé Aurio). (Etablissements Mailhard, 61800 Tinchebray.)

Discret, se fondant dans un décor feuillu, il utilise l'énergie solaire. (Breitenbucher, 57710 Annemets.)

Mode

Nouvelles enseignes

CEST en 1968 qu'Yves Saint-Laurent inaugure sa première boutique Rive gauche, installée au 21, rue de Tournon, dans une ancienne boulangerie. Depuis lors, il continue à se développer cette formule de points de vente indépendants de la maison de couture mère, où se retrouve la même décoration sobre. Sa grille est présente dans toutes les capitales d'Europe occidentale, aux États-Unis, au Japon et dans les grandes villes de France. La cent unième s'est ouverte le 16 septembre au 88, Champs-Élysées.

En dix ans, le commerce de luxe parisien s'est fragmenté selon les quartiers résidentiels et a essaimé dans toutes les directions. Le poussé vers l'ouest paraît avoir trouvé ses limites entre la place Victor-Hugo et l'Alma. Le quartier Saint-Honoré est en plein essor, entre Saint-Philippe-du-Roule et le marché de la même artère. Et le quartier des Halles a vu l'éclosion de boutiques originales, vendant des choses accessibles à tous les budgets.

La mode masculine éclate elle aussi un peu partout. Ainsi, Georges Rech, l'un des meilleurs fabricants de prêt-à-porter féminin, vient-il de lancer son style pour hommes dans le cadre rénové de l'ancien dispensaire du système d'arrosage (74, rue de Seine), où il a retrouvé les volumes, les poudres et les pierres apparentes d'une maison construite en 1816. Sa collection, très réussie, en tissus de qualité, s'appuie sur les coloris naturels des tweeds irlandais, mêlés aux tons doux de bleus, de verts ou de jaunes, en éléments désassortis pour la chasse et les loisirs. Rech retravaille le gilet de façon astucieuse : en laine rayée, de forme droite, au dos dans le même tissu, et à poches. C'est, en fait, un vêtement destiné à être porté sur une chemise ou sur un col roulé, qui tient chaud sans engourdir.

L'or en vedette

Ce côté « sport-ville » se reflète aussi dans la coupe des pantalons à pinces, assez droits du bas pour pouvoir entrer aisément dans des bottes, voire des « rangiers » rustiques. Les costumes de ville et les manteaux réversibles imperméables-tweeds reprennent les thèmes inépuisables du trench-coat. Les tailles vont du 42 au 50, les prix oscillent entre 200 F et 300 F pour les petites pièces, de 600 F à 1100 F pour un costume de ville.

Rive droite, les adeptes du style Kenzo se trouvent à l'aise dans sa superbe boutique Jungla Jap (3, place des Victoires, 3).

sur deux niveaux, tout en bois clair, avec des présentoirs à vêtements mobiles en forme de mailles élastiques à dessus de verre. Pour s'habiller, la, mieux, faut s'écarter et filiformes : les tailles vont du 38 au 42. Les modèles pour rayés à manches longues sont comptés 125 F et de belles vestes chemises à emmanchures raglan, autour de 200 F.

An 72, avenue Victor-Hugo, la dernière boutique du botier Mandini est un cube blanc cassé, où cet excellent créateur qui, en outre, chausse les collections des couturiers Givenchy, Lanvin, Scherrer et Ungaro, présente une collection attirante. Certains modèles à commander sur mesure, mais il y a un grand choix de très nouveaux tissus à talons bas (à partir de 350 F) unis et hirsutes, escarpins à talons hauts et canoture moyenne, bottes de sport en gabardine (400 F), cavallières à talons bas (à partir de 750 F) et, enfin, sandales du soir en crêpe beige, violet ou noir (280 F).

Une deuxième boutique pour les sacs et les ceintures de José Cotel, au 240, rue de Rivoli, 1^{er}, dans un décor où qui annonce déjà la couleur-veste du printemps. Tout brille et scintille : des écharpes aux éblouissements (100 F), et certains blousons et chandails sont reversibles pour le jour.

Gardons pour la bonne bouche les confiseries sur mesure du Pain de sucre (12, rue Jean-du-Bellay, 4^{er}), où l'on prépare devant les gourmands les chocolats, pâtes de fruits, caramels et berringtons, et où l'on peut acheter tous les sucrés et toutes les épices au détail.

sur deux niveaux, tout en bois clair, avec des présentoirs à vêtements mobiles en forme de mailles élastiques à dessus de verre. Pour s'habiller, la, mieux, faut s'écarter et filiformes : les tailles vont du 38 au 42. Les modèles pour rayés à manches longues sont comptés 125 F et de belles vestes chemises à emmanchures raglan, autour de 200 F.

An 72, avenue Victor-Hugo, la dernière boutique du botier Mandini est un cube blanc cassé, où cet excellent créateur qui, en outre, chausse les collections des couturiers Givenchy, Lanvin, Scherrer et Ungaro, présente une collection attirante. Certains modèles à commander sur mesure, mais il y a un grand choix de très nouveaux tissus à talons bas (à partir de 350 F) unis et hirsutes, escarpins à talons hauts et canoture moyenne, bottes de sport en gabardine (400 F), cavallières à talons bas (à partir de 750 F) et, enfin, sandales du soir en crêpe beige, violet ou noir (280 F).

Une deuxième boutique pour les sacs et les ceintures de José Cotel, au 240, rue de Rivoli, 1^{er}, dans un décor où qui annonce déjà la couleur-veste du printemps. Tout brille et scintille : des écharpes aux éblouissements (100 F), et certains blousons et chandails sont reversibles pour le jour.

Gardons pour la bonne bouche les confiseries sur mesure du Pain de sucre (12, rue Jean-du-Bellay, 4^{er}), où l'on prépare devant les gourmands les chocolats, pâtes de fruits, caramels et berringtons, et où l'on peut acheter tous les sucrés et toutes les épices au détail.

NATHALIE MONT-SERVAN.



GEORGES RECH : Ensemble de laine et de tweed aux dessins désassortis dans les mêmes tonalités. Le gilet droit est boutonné haut (220 F) sur une chemise de laine rayée (280 F), un pantalon de tweed moutonné (270 F), porté avec une veste de laine rayée, dans des giletteux de beige, de bleu ou de vert.

74, rue de la Harpe, 75005 Paris. Luxembourg : 28, place d'Alsace-Lorraine. Bordeaux : Allée Gaudin, 33000 Bordeaux.

CAVITTE?

est une nouvelle méthode de remplacement vos gencives perdus, maintenant disponible en France. Réservez tous renseignements, veuillez envoyer le coupon.

Nom _____

Adresse _____

HAIR 117276

502, Ecclesall Rd, Sheffield, G.B.

MARCHANDS DE COULEURS

Le monde n'est que couleurs. Du bleu céleste au vert prairie jusqu'aux mille nuances avec lesquelles les artistes, dans ce domaine de la création, deux expositions méritent l'attention.

A Lille, du 21 au 23 septembre, une centaine de dessinateurs français et étrangers présenteront à la chambre de commerce et d'industrie, leurs dernières créations aux professionnels du textile. Cette exposition, baptisée « Indigo », est organisée, comme chaque année, par le Centre de documentation des fils et tissus installé à Tourcoing. Ce Centre fonctionne toute l'année comme une véritable « centrale d'informations ». Ses activités s'étendent des tissus d'ameublement, passementerie et revêtements du sol au linge de maison et aux tissus pour l'habillement.

Moyennant la souscription d'un abonnement annuel, les acheteurs (qui sont des filateurs, tisseurs, dessinateurs ou stylistes) bénéficient d'une importante documentation. Le Centre est doté d'une collection d'un million de tissus, classés par époques, matières, genres et techniques, d'une bibliothèque contenant plus de cinq cents ouvrages sur les tissus, la décoration et le costume, et d'une photothèque. Outre la consultation permanente de tous ces documents, les professionnels du textile ont à leur disposition les conseils de services spécialisés qui les aident dans toute recherche en vue de leurs créations.

Chartres, célèbre par sa cathédrale aux vitraux prestigieux, est également un centre mondiallement connu du vitrail moderne. De cette conjonction vient de naître une galerie, unique en son genre. Son instigatrice, Micheline Loire, appartient à une famille de maîtres-verriers, et l'originalité de sa démarche est de réunir en un même lieu le passé et le présent de l'art du vitrail.

Une exposition de vitraux comporte des pièces dont les plus anciennes remontent au quinzième siècle. Plus proches de nous, les vitraux du dix-neuvième et du début du vingtième, trouvés pour la plupart dans des hôtels particuliers, ont des sujets profanes variés. Ces pièces, selon leur époque et leurs dimensions, valent de 1000 à 35000 F. L'atelier de la galerie a restauré les vitraux anciens exposés et peut réaliser cette opération sur les pièces appartenant à des collectionneurs.

Des vitraux contemporains, dus aux maîtres-verriers chartains, y sont également présentés, dont les prix s'échelonnent entre 2000 et 4000 F environ. Les artistes de l'atelier créent aussi des compositions modernes, à intégrer à l'architecture, ou exécutent des copies de vitraux anciens. A côté de la galerie, une boutique-bibliothèque regroupe tous les ouvrages concernant l'art et les techniques du vitrail, ancien et moderne ; on y trouve aussi des diapositives et des reproductions de vitraux français. Tout ce qui touche à l'art du vitrail a été

ainsi réuni, par Micheline Loire, sous le triple signe de la recherche, de la création et de l'information.

JANY AUJANNE

★ Centre de documentation des fils et tissus, 11, place Charles-Roussel, 92000 Tourcoing. Galerie du vitrail, place de la cathédrale, 28000 Chartres.

● **Comment suivre un stage d'initiation artisanale**. — Le travail à la main est désormais réhabilité, et il est possible, grâce aux nombreux artisans qui organisent des stages d'initiation aux techniques artisanales dans toute la France, de se familiariser avec la matière, de réaliser une œuvre personnelle, même très simple.

La Vie créatrice publie annuellement deux cahiers de fiches d'information qui donnent clairement toutes les indications indispensables (dates, durée, prix, accueil, etc.) pour suivre un stage dans les meilleures conditions pendant les vacances, au cours des week-ends, ou même toute l'année. Ces fiches précèdent dans quel esprit l'animateur pratique l'initiation artisanale et indiquent les stages agréés par les Fonds d'assurance formation. Le cahier numéro 1 fait connaître les artisans et les artisans-créateurs qui acceptent d'initier ceux qui le désirent, le cahier numéro 2 étant consacré aux ateliers et centres d'expression artisanale dirigés par des équipes d'animateurs, d'artistes ou d'éducateurs.

★ « La Vie créatrice », 9, place Saint-Liphard, 45130 Meung-sur-Loire. Envoyez cahiers n° 1 et 2 : 18 F. plus 275 F. d'affranchissement, chèque ou C.C.P. (8033-48 Paris) à l'ordre de Marc Augard, ou timbres de moins de 5 F.

Place du Marché St-Honoré. Un créateur par boutique.

J.-C. de Castelbajac 31 Place du Marché St-Honoré
Issey Miyake 38 Place du Marché St-Honoré
Toiles 30 Place du Marché St-Honoré
La Maison Bleue 1 Rue du Marché St-Honoré
Paris 75001.

CARNET

Fiançailles

— M. et Mme André Monnié, Mme Frédéric Dreyfus-Wagon, sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants, Michaël et Jean-François, le 18 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de la Vierge, 67100 Strasbourg, 4, rue Stoeber, 67000 Strasbourg.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Germain ATTA, survenu le 6 août 1976, Paris, Tunisie.

— M. Raymond Bégon, M. et Mme Jean-Pierre Bégon-Louis et leurs enfants, Mlle Elisabeth Bégon, Mme Vve Jean Garbet, M. et Mme René Bégon et leurs enfants, Les familles Bouchaloni, Hernandez, Lebeque, Boubaud, Montel, Helme, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Raymond BÉGON, née Yvonne Lombard, la levée du corps aura lieu à l'hôpital Charles-Foix d'Ivry, le lundi 20 septembre 1976, à 9 heures. Le service religieux sera célébré le même jour, à 10 h. 30, en l'église de Richbourg (Toulon).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Richbourg, 75017 Paris. 120, boulevard Pasteur, 75017 Paris. 62, avenue des Ternes, 75017 Paris.

— Lyon, Paris, Nantes, M. et Mme Bégon et ses enfants, Pierre et Odile, M. et Mme Pierre Mauriant, M. et Mme Marcel Mauriant, Mlle Germaine Bégon, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul BÉGON, née Jacqueline Mendaud, survenu dans sa cinquantième année, Mmes de funérailles le samedi 18 septembre, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Elisabeth, rue Hénon, à Lyon. Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles BROUARD, né Denise Arbez, survenu subitement à Royan le 14 septembre 1976. De la part de :

M. et Mme Jean-Marie Brouard, M. et Mme Dominique Brouard, Des petits-enfants et de son arrière-petit-fils, Des familles Longuet, Pastre et Arbez. Les obsèques auront lieu le samedi 18 septembre, à 15 heures, en l'église de Saint-Ly-le-Port (45), 27, rue François, 75015 Paris. 27, rue Saint-Amand, 75015 Paris. Les Ecoles, 43-Saint-Ly-le-Port.

— Mme André Douville, son épouse, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Lieutenant-colonel André DOUVILLE (C.R.), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite militaire, président du Syndicat des journalistes de la presse périodique, ancien chef du service des relations extérieures du « Moniteur des travaux publics et du bâtiment ». Ses obsèques auront lieu le samedi 18 septembre 1976, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Porte, rue de Châteaudun, Paris-8. L'inhumation, au cimetière de la famille, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

Cet avis tient lieu de faire-part. Priés pour lui ! 21, rue Henri-Monnier, 75008 Paris.

— La direction et le personnel du « Moniteur des travaux publics et du bâtiment » ont la douleur de faire part du décès de

Lieutenant-colonel André DOUVILLE (C.R.), ancien chef du service des relations extérieures du « Moniteur des travaux publics et du bâtiment ».

— Le Carole Marx et Mercure Prance à la douleur de faire part du décès de

Lieutenant-colonel (C.R.) André DOUVILLE, officier de la Légion d'honneur, membre fondateur du Cercle, ses obsèques auront lieu samedi 18 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de la Vierge, neuvième arrondissement.

— M. et Mme André Malsel et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère. Les obsèques auront lieu lundi 20, à 8 h. 45, au cimetière du Montparnasse, puis au cimetière de la Vierge, 6, boulevard Richard-Wallace, 82200 Neuilly.

— Mme Epelbaum Sender et ses enfants, M. et Mme Serkine et leurs enfants, M. et Mme Epelbaum et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Yoko EPELBAUM, médecin de l'Hôpital Beaujon, officier de l'Ordre national, croix de guerre 1939-1945, survenu à Paris le 16 septembre 1976, dans sa soixante-septième année. Le service religieux aura lieu, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Porte, 27, rue François, 75015 Paris. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Richbourg, 75017 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès, survenu le mercredi 23 août à Nice, du général Paul GASTIN.

(Né le 8 novembre 1888 à Avignon, le général Paul Gastin avait servi dans la cavalerie avant d'être affecté, en 1915, dans l'aviation. En janvier 1929, avec le grade de général de brigade aérienne, il commande les forces aériennes de Tunisie. En 1943, à Vichy, il succède au général de brigade aérienne Paul Monit au poste de secrétaire général de la défense aérienne. Il est placé en seconde section (réservé) en septembre 1945. Devant la Haute Cour de justice, où il avait été présenté pour indignité nationale, le général Gastin a bénéficié, en février 1949, d'une décision de non-lieu. Il a été mis à la retraite d'office en 1953.)

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Roger GILBERT, survenu subitement en son domicile, à Paris-12, 73, boulevard Sout, le 15 septembre 1976, à l'âge de soixante-huit ans. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Richbourg, 75017 Paris, le samedi 18 septembre, à 11 heures. Ni fleurs ni couronnes.

De la part de : M. et Mme Roger Gilbert, son épouse, M. Dominique Gilbert, son fils, M. Frank Gilbert, son fils, et ses enfants, M. et Mme Pierre-Eugène Gilbert, M. et Mme Daniel Gilbert, ses frères, belles-sœurs, et leurs enfants.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui M. Pierre GODINOT, né Louis Simonet, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise. Ses obsèques seront célébrées samedi 18 septembre, à 10 h. 30, en l'église d'Haubouville.

Il fleurs ni couronnes, des prières. Réunion et remerciements à l'église. De la part de :

M. et Mme André Godinot, leurs enfants et petits-enfants, Mme Robert Godinot, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Henri Godinot, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Godinot, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Yvonne Godinot, trinitaire missionnaire de Marie, M. et Mme Yves Monnier et leurs enfants missionnaires de Marie, Des familles Godinot, Simonet, Lardennou, Léger, Marchand, Ber-

ser, Demai, Hussen, Philouze, Le-combe, Nos, qui vous demandent de vous unir à leur espérance. Haubouville, 55000 Bar-le-Duc. 27, boulevard Jeanne d'Arc, 2, rue P.-de-Guise, Bar-le-Duc. 16, rue François-1^{er}, Saint-Dizier. Centre Aumont, Jaul (Sud-Oise). Haubouville, 55000 Bar-le-Duc. 4, boulevard Vergès, 5700, Montchi.

— Mme Roger Lesobre, son épouse, M. et Mme Jean Lesobre et leurs enfants, Docteur et Mme Bernard Lesobre et leurs enfants, M. et Mme Hubert Lesobre et leurs enfants, M. et Mme René Lesobre et leur fils, ses enfants et petits-enfants. En toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

professeur Roger LESOBRE, médecin de l'Hôpital Beaujon, officier de l'Ordre national, croix de guerre 1939-1945, survenu à Paris le 16 septembre 1976, dans sa soixante-septième année. Le service religieux aura lieu, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Porte, 27, rue François, 75015 Paris. L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Richbourg, 75017 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jacques LÉTOURNEUR, survenu le 14 septembre en son domicile de Cannes. Les obsèques auront lieu le samedi 18 septembre, à 15 h. 30, en l'église de Drup-Pargny (Nièvre). Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. S.A.R. le prince PAUL DE YOUGOSLAVIE, à Paris, après une courte maladie, le 14 septembre 1976. De la part de son épouse, princesse Olga, née princesse de Grèce et de Danemark, et de ses enfants, le prince et la princesse Alexandre et la princesse Elisabeth.

Un service religieux sera célébré à la cathédrale russe, rue Daru, le lundi 20 septembre, à 10 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

— De Nice : Mme Georges-Henri Pavillard et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges-Henri PAVILLARD, agent de Cte Marcelline de Madagascar 70200 Morfina; tél. 34.

— Nous apprenons le décès de Richard VERNEZOUT, ancien député du Calvados. (Né le 6 avril 1889 à Cambremer (Calvados), Richard Vernezout a été élu député du Calvados en 1935. Il a exercé cette fonction pendant plus de trente ans à Thury-Harcourt. Conseiller général de ce canton à partir de 1953, il est élu aux élections municipales de mai 1958 sous l'étiquette « République de gauche », comme représentant de la circonscription de Falaise dans le Calvados. Candidat « radical indépendant », il est battu aux élections d'avril 1963.)

— M. et Mme Jacques Raimbault, M. et Mme Jacques Prevost, Claire, Louis et Anne Raimbault, ont la douleur de faire part du décès de

Francis RAIMBAULT, ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu le 12 septembre, dans sa vingt-sixième année.

— M. et Mme Pierre Ribes et leurs enfants, M. Bernard Ribes et son fils, M. et Mme Jean-Baptiste Ribes et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude Ribes et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, Mme Jean-Marcel RIBES, rappelée à Dieu dans sa quarante-septième année, muni des sacrements de l'Eglise. Les services religieux et les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 14 septembre 1976, à Cordax (Hautes-Pyrénées). Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer la mort, à Grenoble, dans sa quarante-septième année, de M. Pierre RIBES, officier de la Légion d'honneur, professeur honoraire à la faculté des lettres de l'université de Grenoble, directeur honoraire de l'Institut français de Florence, ancien directeur général des Instituts français d'Italie, membre émérite de l'Académie nationale italienne des sciences et des lettres, et de l'Académie de la Crusca, rappelé à Dieu, le 9 septembre. Ses obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, le 11. De la part de ses enfants et petits-enfants, des familles parentes et alliées, et de tous ses amis, 32, avenue Alsace-Lorraine, 38000 Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part. Sur nous, Seigneur, soit ton amour, ainsi qu'en Toi notre espoir. (Ps. 33.) (Né le 23 mars 1924, M. Pierre Ribes était agrégé d'histoire (1948) et docteur en lettres (1954). Après avoir été professeur d'université, il a dirigé l'Institut français de Florence de 1958 à 1964, puis de 1964 à 1964.)

— Mme René Rouzaud, M. et Mme Pierre Durand, M. et Mme Jean Rouzaud, M. et Mme Marcel Rouzaud, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René ROUZAUD, alter, survenu le 12 septembre 1976, au cimetière du Montparnasse (rue Edgar-Quinet, Paris-14^e), le lundi 20 septembre, à 15 heures. Les obsèques auront lieu le samedi 18 septembre, à 11 heures, 57230 Nannacourt.

(René Rouzaud, qui était âgé de soixante et onze ans, a débuté comme journaliste avant que Durand, Yves Gaudy, Lucienne Roy, Maurice Chevalier, Edith Piaf, Yves Montand, Edith Piaf, etc., ne fassent connaître ses œuvres de par le monde. Il écrit à la fois la lyrique du « pauvre Jean », « l'Enfant de la bulle », « Quand c'est fini », il a été administrateur, puis vice-président de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique).)

— Mme Rio Trabajo, son épouse, Les familles Trabajo et Thomas, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils ont éprouvée en la personne de

M. Rio TRABJO, directeur de l'Ecole artistique et littéraire, décédé, le 12 septembre 1976, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Regrets ! L'inhumation au cimetière de Thiais-Parisien, à un lieu dans la plus stricte intimité, 3, rue du Sabot, 75006 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. André VAQUIER, architecte-paysagiste, conservateur honoraire de la Bibliothèque historique de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, survenu, le 9 septembre, à Sannois. Les obsèques ont eu lieu à Franceville, 24, rue René-Joly, 95130 Franceville.

(Né le 12 septembre 1886 à Saint-Cathaire (de Flers) (Indre-et-Loire), ancien élève de l'Ecole des Chartes, M. André Vaquier est entré à la Bibliothèque historique de Paris en 1913, avant d'en devenir le conservateur jusqu'en 1944. Il était membre de la commission des travaux historiques de la Ville de Paris.)

— M. Abdolkader Barakrok, Ses enfants et toute la famille, adressent leurs sincères remerciements à tous ceux qui ont pris part à leur grande peine par leur présence, leurs messages et leurs pensées lors de la mort, survenue le 20 juillet, de

Mme Bibia BARAKROK, née Amourouch, et regrettant de ne pouvoir répondre individuellement à tant de marques de sympathie, qui les ont profondément touchés.

— M. et Mme Lofé Gallia, Mlle Nathalie Gallia, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie, qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fils et frère, Marc, remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur grande peine.

— Mme Jacques Weil, Mlle Hélène Weil, prient les très nombreux amis qui leur ont témoigné tant de chaude sympathie lors du décès de leur cher époux et père, Jacques WEIL, de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus. 16, rue Berthelot, 10000 Carcassonne. Résidence « Bois Joli », 06320 Cap-d'Ail.

— Les prières de l'âme d'année à la mémoire du Docteur Victor CORCOS auront lieu, le samedi 18 septembre 1976, à 15 heures, au 21, rue du Capitaine-Frère, à Suresnes.

— En ce deuxième anniversaire du rappel à Dieu de Jean TRARUT, une pensée ou une prière sont demandées à tous ceux qui l'ont connu. Une messe rassemblera sa famille et ses amis, samedi 2 octobre, à 18 heures, en la crypte des Missions étrangères, 125, rue du Sac, Paris.

— Il y a huit ans, le 18 août 1968, s'élevait la vie de Gilbert TREMBLAY, mais son souvenir rayonne toujours. SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Pier de sa pulpe.

Samaritaine
PONT NEUF, RIVOLI, VENIZY, ROSNY, CERGY
JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

20% de remise sur les costumes à vos mesures

Pardessus demi-saison en pure laine Woolmark, forme et coloris mode
499 F

Costume Trévia, 55 % polyester, 45 % laine, 2 pièces **650 F** 520 F
3 pièces **850 F** 680 F

Monsieur S
MAGASIN 2 - 2^e ETAGE

CREDIT SEMEUSE PARISIAN SAMARITANE TROTTOIR ROULANT

24, faubourg Saint-Honoré. "Rocbar", veste sport en lainage "couverture de cheval" 1100 F.

Pour que l'utile soit beau.
HERMÈS

Remerciements

— M. Abdolkader Barakrok, Ses enfants et toute la famille, adressent leurs sincères remerciements à tous ceux qui ont pris part à leur grande peine par leur présence, leurs messages et leurs pensées lors de la mort, survenue le 20 juillet, de

Mme Bibia BARAKROK, née Amourouch, et regrettant de ne pouvoir répondre individuellement à tant de marques de sympathie, qui les ont profondément touchés.

— M. et Mme Lofé Gallia, Mlle Nathalie Gallia, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie, qui leur ont été témoignées lors du décès de leur fils et frère, Marc, remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur grande peine.

— Mme Jacques Weil, Mlle Hélène Weil, prient les très nombreux amis qui leur ont témoigné tant de chaude sympathie lors du décès de leur cher époux et père, Jacques WEIL, de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus. 16, rue Berthelot, 10000 Carcassonne. Résidence « Bois Joli », 06320 Cap-d'Ail.

Anniversaires

— Les prières de l'âme d'année à la mémoire du Docteur Victor CORCOS auront lieu, le samedi 18 septembre 1976, à 15 heures, au 21, rue du Capitaine-Frère, à Suresnes.

— En ce deuxième anniversaire du rappel à Dieu de Jean TRARUT, une pensée ou une prière sont demandées à tous ceux qui l'ont connu. Une messe rassemblera sa famille et ses amis, samedi 2 octobre, à 18 heures, en la crypte des Missions étrangères, 125, rue du Sac, Paris.

— Il y a huit ans, le 18 août 1968, s'élevait la vie de Gilbert TREMBLAY, mais son souvenir rayonne toujours. SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Pier de sa pulpe.

ALCHIMAGES

Exposition

NOS OVNIS, LES CERFS-VOLANTS

(1) Préface du livre *Certs-Volants*,
24 octobre.

« Dis-moi, Blaise... »

« Pour cent briques »

Les deux soirées « portes ouvertes » du concert auront lieu, le dimanche 22 septembre, au Théâtre de la Ville. Organisées par le département musical de la région d'Ile-de-France en collaboration avec Radio-France (France-Musique), cette opération se terminera par un concert dirigé par Philippe Cailland, Stéphane Caillat, et Guy Beilbois. Celui-ci sera retransmis en direct par France-Musique.

« **ICI ET AILLEURS** », de Jean-Luc Godard

★ 14-Juillet.

Septembre
la D

Samedi 18, dimanche
Foire au troc sur l'esplanade
Réservez vos trépanements
Renseignez-vous : tél. 02 32 22 11 11

Tous les jours du 20 au 24
Jazz et Folklore en auvergne

Du 25 septembre au 1er octobre
SICOB au Palais du Commerce

Joué le 30 septembre à 20h
Concert gratuit à la Cathédrale
Schubert, Mozart, in
Primavera de l'Orchestre
de Bernard Thomas.

Jusqu'au 24 octobre.
Présence de la Truppe
Entrée gratuite
● Arts et traditions populaires
● Ateliers de marionnettes

tembre à éfense

19 septembre; de 10 h à 20 h.
lanade et le parvis.
ernance sur l'esplanade.
532.77.80

25 septembre, de 12 h à 14 h.
ernance sur l'esplanade.

octobre,
CNIT.

zi h.

alerie : Purcell, Haendel, Boyce,
xprétés par le Quatuor à Cordes
stre de Chambre

à la Galerie de 11 h à 19 h.

gulaires d'Anastolie.

ettes pour enfants :

00.08
e dimanche.
Défense :
on la Défense.
vision Leclerc, sortie n° 6.
laire.

14 JUILLET

UN FILM DE
JEAN-LUC GODARD
ET
ANNE-MARIE MIEVILLE

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

à partir du 27 septembre - 30 représentations

L'AMANTE ANGLAISE

de Marguerite Duras

mise en scène Claude Régy

avec Madeleine Renaud

Claude Dauphin Michaël Lonsdale

Petit Orsay

21 septembre - 3 octobre - 14 représentations

LA SAGOINE

de Antonine Maillet avec Viola Léger

7, quai Anatole-France - Tél. 548.38.53 et agences
location ouverte

ODEON

THEATRE NATIONAL

pour une série limitée
de représentations
LE PICCOLO TEATRO
présente
jusqu'au 12 octobre
dans la mise en scène de

Giorgio STREHLER

LA CERISAIE

(Il giardino dei ciliegi)

d'Anton TCHEKHOV

(spectacle en langue italienne)

Tous les soirs à 20 h. 30 sauf

dimanche et lundi. Matinée

dimanche à 15 h.

Renseignements et location :

323-70-32

7F, 12F, 19F, 26F, 34F

Première le 23 SEPTEMBRE

THEATRE DES BOUFFES PARISIENS



Jacques Offenbach

4, rue Monsigny, 75002 Paris, 073.87.94

Sous la direction de Jacques Offenbach

Musique de chambre et orchestre

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE

THEATRE DES AMANDIERS

DIRECTION: PIERRE DEBAUCHE

7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

LE TARTUFFE

de MOLIERE

mise en scène

Roger PLANCHON T.N.P.

28,30 sept. 1,2,3 oct.

RESERVATION: 204.18.81

PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

LA CLEF

21, rue de La Clef - 337-90-90

Après

J'étais, je suis, je serai

CHILI AUJOURD'HUI

une minute d'obscurité

ne nous aveugle pas

Un film de Haynowski et Scheumann

Enfin une œuvre réellement nouvelle sur le Chili (J. Ramonet, le Monde

diplomatique). Un peuple, même dans les fers, va reprendre la parole.

Un film le prouve (A. Cervoni, France nouvelle).

Expos. « Chili 3 ans déjà » (dessins, photos, docum.). Libr. La Galère.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, salle Favart, 20 h. 30 :
Konservatoriet, Napoli, Pas de
quatre le Vindicta, la Sonnam-
ville (ballets).
Odéon, 20 h. 30 : la Cerisaie
Nouveaux Champs, 20 h. : Cirque à
l'ancienne.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse.
Bouffes-Parisiens, 21 h. : la Servante.
Comédie-Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Daumesnil, 21 h. : Monsieur Masure.
Edouard-VII, 21 h. : Die-moi.
Blaise...
Feytaud, 20 h. 45 : Comme avant.
Gymnase-Madeleine, 21 h. : Une
aspirine pour deux.
Huchette, 21 h. : la Cantatrice
chaude ; la Lepo.
Madeleine, 20 h. 30 : Pau de vache
Maison de l'Allemagne, 21 h. : Marie-
Madeleine.
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.
Michodière, 20 h. 45 : Acapulco.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,
même histoire.
Mouffetard, 20 h. : la Musica ; Yes,
pour être.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux
folles.
Régulier, 20 h. 30 : Tour contre un
petit bois.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : l'Amant
arabe ; 22 h. 15 : Voyage avec la
drogue.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 17 septembre

Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme
à homme.
Théâtre Espagnol, 20 h. 30 : Notes.
Théâtre du Marabout, 20 h. 30 :
Dom Juan.
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire
d'amour.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Cha-
maille.
Théâtre Saint-Georges, 20 h. 30 :
Lucienne et le boucher.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les opérettes

Béatrice, 20 h. 30 : Croisière d'amour.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 :
Bave de valse.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mar-
flower.

Les cafés-théâtres

Au Bee fin, 21 h. 15 : T'es comme
toi ; 22 h. 30 : Nadine Mous.

Théâtres de banlieue

Ervy-Ville-Neuville, Théâtre de
l'Agave, 21 h. : Cambridge University
Purcell College (Requiem de
Mozart).
Sceaux, église du château,
20 h. 45 : P. Avril, hautbois, et
B. Thieffry, piano (Mozart, Schu-
mann, Jacob, Fauré).

Les concerts

Voix Festival estival et Théâtres de
banlieue.
Eglise polonoise, 20 h. 30 : Ensemble
vocal de Szczecin (musique polo-
noise sacrée et profane du tri-
sème au vingtième siècle).
Eglise des Rulicras, 21 h. : Philippe
Mueller, violoncelle (Bach).

Les chansonniers

Carcassonne de la République, 21 h. :
Tas de pluie... Vally.
Deux-Ans, 21 h. : Pierre-Jean
Vallière.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line.
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à
l'ère 76.
Slype-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire
doctée.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à
la folie.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement.
Olympia, 21 h. 30 : Nicole Croisille.

Vidéo

Vidéostone, permanent à partir de
13 h. 30 : Around the Stones.

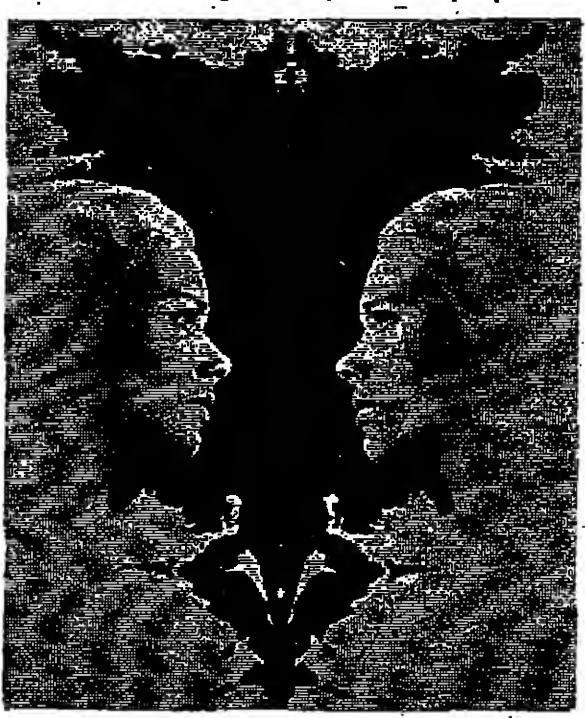
USC BIARRITZ VO - VENDOME VO - BONAPARTE VO - ST-MICHEL VO
USC ODEON VO - USC ERMITAGE VO - LES 3 HAUSMANN VO - LES NATION VO
CONVENTION-CAUMONT VO - BIENVILLE-MONTMARTRE VO

DINO DE LAURENTIS présente

Le nouveau film de INGMAR BERGMAN

"FACE A FACE"

LIV ULLMANN



ENGHIEN-HOLLYWOOD - VELIZY 2 - ST-GERMAIN-C2L - VERSAILLES-CINMA
ROGENT-MITEL - MONTREUIL-MEDIS

"Un très grand film"

Paris Match ★★★★★



4 OSCARS HOLLYWOOD

BARRY LYNDON

un film de STANLEY KUBRICK

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VO

GAUMONT SUD VO - 14 h - 17 h 25 - 21 h

HAUTEFEUILLE VO - 12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

DEMAIN SAMEDI séance supplémentaire vers minuit trente aux

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT RIVE GAUCHE - GAUMONT-

SUD - HAUTEFEUILLE : 14 h. - 17 h. 30 - 21 h. - 24 h. 30

MERCURY - IMPÉRIAL - SAINT-LAZARE PASQUIER - CLICHY PATHÉ - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONTMARTRE 83 -

GAUMONT CONVENTION - NATION - Périphérie - ASNIÈRES - CHAMPIGNY - EVRY

Bernard Lantier présente

Un type comme moi ne devrait jamais mourir...

Un film de Michel Vianey



Original, drôle, cocasse,
marrant, inimitable,
chouette, surprenant,
farfelu, constamment gai!

(Tout le monde le dit... et l'écrit)

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - MONTMARTRE PATHÉ - ARTEL Rosny

PIERRE RICHARD

MIU-MIU

JEAN-PIERRE MARIELE

on aura tout vu!

4^e MOIS D'EXCLUSIVITE

UN FILM DE

GEORGES LAUTNER

EDOUARD CHENAIL ET FRANÇOIS DE

FRANCIS VEBER

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

Chiffre 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Place encadrée" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Place encadrée"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Place encadrée"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL DE MOTEURS DIESEL
recherche

IMMEDIATEMENT DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT EN FRANCE

Pr son département ENGINEERING

JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

ou ayant quelques années d'expérience

- Préférence formation ETACA, BTS Saumur ou A.M.
- Bonne connaissance de l'anglais

POUR POSTE ORIENTE SUR PROBLEMES D'APPLICATION et de SUIVI DE LA QUALITE.

Pr son département ventes aux constructeurs

INGENIEUR DE VENTE

expérience de plusieurs années en négociation de produits industriels

- Formation ingénieur préférence
- Bonne connaissance de l'anglais

POUR PRENDRE LA RESPONSABILITE D'UN SECTEUR DU MARCHE

Envoyer curriculum vitae détaillé à :
DIRECTION DU PERSONNEL.

moteurs Perkins 55, Bd Ornano 93203 St-Denis

CONFECTION INDUSTRIELLE FÉMININE
occupant 200 personnes
recherche pour bureaux PARIS

DIRECTEUR (TRICE) COMMERCIAL

assurant responsabilité des achats.
Poste complet, demandant disponibilité, dynamisme. Sérieuses références.

Ecrire avec curriculum vitae à INNOVATIS, 23, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS.

emploi régional

TIOXIDE S.A. CALAIS

FILIALE DU GROUPE BRITISH TITAN LIMITED
PRODUCTEUR MONDIAL DE PIGMENTS D'OXYDE DE TITANE

Service Assistance à la clientèle

UN INGENIEUR CHIMISTE

LA FONCTION EMPLOIE :

- des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne ;
- de fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation ;

LE CANDIDAT :

- pourra être débutant ou avoir une expérience dans l'industrie des pigments ou des encres ;
- parlera nécessairement l'anglais et l'allemand (condition indispensable).

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscrit et vos prétentions au Chef du Personnel à TIOXIDE S.A. - B.P. 85 - 62100 CALAIS.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ELECTRONIQUE
Province région Ouest, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Formation supérieure H.E.C., E.S.S.E.C. supérieure de Commerce

Connaissances informatiques, ayant déjà exercé fonction similaire plusieurs années, 35 ans minimum

Ecrire sous le n° 74.675 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SOCIETE METALLURGIQUE
fabricant pièces grandes séries pour industrie automobile recherche pour son usine du Nord de la France

UN DIRECTEUR D'USINE QUALIFIE

Niveau A.M. ayant de préférence connaissances :

- travail métallier en feuille ;
- gestion d'usine ;
- organisation.

Anglais apprécié. Logement de fonction et voiture fournie.

Adresser curriculum vitae, prétentions sous réf. 7.170 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

DIRECTEUR SOCIAL

Vente pour groupe viticole région Bordeaux, jeune, dynamique, bon vendeur, disponible pour voyage contact clients France et étranger. Exig. : exp. par. fait. Recommandé : allemand, connaissance de l'anglais et de l'anglais. C.V. + photo C.F. marché. C.V. + photo C.F. B.P. 21, 33000 SAINT-EMILION.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CENTRE ROSSETTI
POUR LA REEDUCATION DES MINES INFIRMES MOTEURS CEREBRAUX

ERGOTHERAPEUTE ORTHOPHONISTE KINESITHERAPEUTE
Tél. 80-11-41, ou écrire : rue Rossetti - 06000 NICE

GROUPE SEV MARCHAL
recherche pour renforcer sa direction administrative et comptable

CADRE
de formation supérieure (E.S.S.E.C. - SCIENCES P.O., I.S.G. et SUP. DE CO), ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Capable :

- d'assurer le bon fonctionnement des procédures en place ;
- d'élaborer, de proposer, de mettre en application des améliorations, voire de nouvelles méthodes, aussi bien en comptabilité générale qu'en comptabilité analytique ;
- d'unifier, de standardiser les méthodes et les procédures existantes.

Outre leurs capacités techniques, les candidats devront posséder des qualités personnelles permettant d'envisager à moyen terme une évolution vers des postes à responsabilités hiérarchiques.

Ecrire avec C.V. détaillé (salaire actuel et prétentions) à SEV MARCHAL - D.R.S., 20, rue Chénier, ISSY-LES-MOULINEAUX.

STE COMMERCIALE PARIS

- Analyste programmeur confirmé, CICS-COBOL, Assembléur.
- Programmeur confirmé GAP, DOS, Power.

Avant. soc. Restaurant d'entreprise, 13 mois, 5^e semaine de congés. Ecrire C.V. à O.P.F. (n° 1988), 2, r. de Sèze, 75007 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour Montreux

EMPLOIE QUALIFIE
30 ans env. Niveau SAC cad. Connaissances en comptabilité commerciale et encadrement.

Ad. C.V. manuscrit, prêt, photo, à : EUPAC, 11, rue Bailly, 92000 NEUILLY, sous réf. 22.

agence spatiale européenne
recherche pour son centre de Noordwijk (Pays-Bas)

AIDE-BIBLIOTHECAIRE CONFIRME (grade A2)

Sera chargé du fonctionnement journalier de la section « Livres ». Ladite section, en constant développement, comprend 18 000 volumes embrassant tous les domaines de la science et de la technique en rapport avec le programme d'activité de l'Agence. Il s'agit à la fois de cataloguer et de classer les ouvrages, de fournir une assistance active aux lecteurs et de superviser le travail du personnel placé sous la responsabilité de l'intéressé.

Le poste conviendrait tout particulièrement à une personne de métier souhaitant aller les compétences d'un bibliothécaire à celles d'un spécialiste de la recherche documentaire pour assurer un service de premier ordre aux lecteurs. Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire et posséder une qualification professionnelle de bibliothécaire ou de documentaliste, assortie d'une expérience acquise dans une bibliothèque scientifique ou technique.

AIDES-BIBLIOTHECAIRES DEBUTANTS (grade B3/B4)

Leur tâche consistera à enregistrer et à ranger dans les rayons les nouvelles acquisitions de la section « Livres », à renseigner les lecteurs, à aider au catalogage et au classement des livres, ainsi qu'à l'établissement des commandes, à la gestion des prêts et à la marche générale de la bibliothèque. Les candidats devront posséder une qualification spécialisée, sanctionnée ou non par un diplôme. Une pratique de la dactylographie serait appréciée.

Les deux postes exigent une excellente connaissance de l'anglais et une bonne connaissance pratique du français (langues officielles de l'Agence).

Ambiance de travail internationale et avantages divers (indemnité d'expatriation, allocations familiales, régimes de sécurité sociale et de pensions particulièrement intéressants). Remboursement des frais de déménagement et autres.

Adresser curriculum vitae détaillé en anglais ou en français au chef du personnel, ESTEC, Noordwijk (Pays-Bas).

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTIONS MECANQUES
MECANIQUES NORD DE PARIS RECHERCHE

un ingénieur

au sein du service engineering marine il aura pour mission d'élaborer des projets de groupes propulseurs diesel ou de groupes électrogènes de bord, d'assurer la mise au point des spécifications techniques, de veiller à la bonne réalisation tant financière que technique des contrats.

En outre, lors des négociations avec les clients il devra prêter assistance aux services commerciaux.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école et justifiant d'une solide expérience.

La connaissance de l'anglais est indispensable, des déplacements tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous n° 9759 à SPERAR, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
en proche banlieue sud-est PARIS recherche

INGENIEUR D'ETUDES

Diplômé d'une ECOLE DE CHIMIE

- Age 30 ans environ ;
- connaissances dans le domaine des peintures et vernis ;
- quelques années d'expérience dans la recherche ;
- aura à animer un petit groupe d'études ;
- anglais courant ;
- rémunération en rapport avec l'expérience.

Env. C.V. à P. 75.487, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

SFENA-DSI

DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES

Recherche, dans le cadre du développement rapide de son activité terminaux et télétraitement en cours de regroupement dans ses nouvelles installations de VELIZY :

1° RESPONSABLE DES ETUDES LOGICIEL

Ce poste s'adresse à des candidats âgés de 30 ans minimum diplômés grandes écoles scientifiques ou équivalent ayant déjà eu la responsabilité d'un groupe de concepteurs en logiciel.

Les candidats devront posséder des connaissances approfondies en logiciel de base mini-ordinateurs et en logiciel de télécommunications.

2° INGENIEUR COMMERCIAL

Disposant de 3 à 5 années d'expérience de la vente dans la profession informatique (ordinateurs, terminaux, mini-ordinateurs ou SSC) et connaissant bien les applications du télétraitement.

Le candidat retenu sera responsable des ventes de terminaux de traitement par lots et de pré-traitement dans plusieurs secteurs d'activité économique de Paris et Région parisienne.

Rémunération offerte en rapport avec formation et expérience - Voiture fournie. Lieu de travail : VELIZY.

Ecrire : SFENA, B.P. n° 59 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY avec curriculum vitae et photo

Jeunes Ingénieurs

CENTRALE, TELECOM, ENSTA, ARTS ET METIERS

libérés des obligations militaires.

Vous avez le goût des activités concrètes et des relations humaines, le sens de la décision et les problèmes ferroviaires vous attirent.

Votre candidature intéresse le

RATP

pour ses services de la voie et du matériel roulant.

Adresser votre curriculum vitae à la DIRECTION DU PERSONNEL de la RATP Boite postale 70.05 - 75271 PARIS CEDEX 06

GABINET D'ORGANISATION IMPLANTATION NATIONALE
recherche

RESPONSABLE REGIONAL

Capable d'animer une équipe pluridisciplinaire (Informatique, Technique, Marketing)

Situation intéressante

Ad. C.V. dét. photo, sous le n° 75.482, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

UN DES PREMIERS GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS
recherche pour son DEPARTEMENT DE RECHERCHES CHIMIQUES

UN JEUNE TECHNICIEN CHIMISTE
Justifiant d'une expérience pratique en synthèse organique d'un mois à six mois, et possédant un Centre de Recherches pharmaceutiques.

Horaires personnalisés 13^e mois Prime de vacances Avantages sociaux

Envoyer C.V. + photo, à : EPIRI - 12, bd Auguste-Lumière, 75013 PARIS, sous la réf. 411

Constructeur Système Vidéo recherche pour la filiale à Paris un TECHNICIEN SUPERIEUR av. sens commercial. Env. C.V., photo à Cohar Electronique, 1, r. des Frères-Lumière, 21, Pont-Yvon, 93410 BLANC-MESNIL.

beicip

recherche pour sa mission permanente en ALGERIE en vue de diffuser un enseignement professionnel :

1° Au niveau Ingénieur à l'Ecole d'Ingénieurs du Pétrole et de la Chimie à BOUMERDES (près d'Alger) :

INGENIEUR PRODUCTION PETROLIERE
plusieurs années d'expérience en exploitation champs, équipements et travaux puits.

INGENIEUR SPECIALISTE TRANSPORT
des hydrocarbures par pipelines (calcul, installation, conduite, entretien). Plusieurs années d'expérience.

2° Au niveau Technicien au Centre de Formation d'ORAN :

DESSINATEUR PROJETEUR
connaissances générales équivalent BTS, ayant une expérience dans un engineering pétrolier.

3° Au niveau Technicien au Centre de Formation d'HASSI-MESSAOU

TECHNICIEN CIMENTATION pompes tests, **TECHNICIEN FLUIDES DE FORAGE** **TECHNICIEN DE PRODUCTION PETROLIERE** (Fonds et surface)

plusieurs années d'expérience chantier

Postes à pourvoir rapidement Déplacement en famille (sauf pour Hassi-Messaoud)

Prêt à adresser s/réf. 30.240, demande manuscrite avec C.V. à :

Bureau d'Etudes Industrielles et de Coopération de l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE 356, avenue Napoléon Bonaparte 92502 RUEIL-MALMAISON

Pfizer

recherche

DÉLÉGUÉS MÉDICAUX EXCLUSIFS

POUR LES SECTEURS SUIVANTS :

- COTE D'OR, YONNE, partie NIEVRE ;
- DORDOGNE, HAUTE-VIENNE ;
- BEONS ;
- BANLIEUS PARISIENNES ;

FONCTIONS : Responsabilité de l'information auprès du corps médical.

AVANTAGES : Plan de perfectionnement permanent. Rémunération en rapport avec le poste.

CONDITIONS : Niveau d'études supérieures, Excellente présentation, Résidence sur le secteur, Voiture personnelle.

STAGE DE FORMATION REMUNERE
DE 3 MOIS, A COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 1976.

Ad. C.V. man. + photo : SERVICE COMMERCIAL LABORATOIRES PFIZER 86, rue de Paris, B.P. n° 61 - 91400 ORSAY.

La Librairie Armand-Collin recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR
assembleur DOS confirmé (60) détenant d'obsolescence

Envoyer C.V. et prétentions à M. P. VERMOREL, 1, Allée, 75014 PARIS.

URGENT
514 Transports 12^e rock.

ADJOINT
au chef comptable sérieux réf. études, ayant connaissances transports. Place stable bien rémunérée. Ecr. avec C.V. PIGNAT, 101, quai de la Gare, Paris-13^e.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche

DÉLÉGUÉS (ES) à l'INFORMATION MEDICALE

pour les secteurs suivants :

- Val-d'Oise - n° 205
- Haute-de-Seine - n° 270
- Nièvre-Touraine - n° 271

Ad. C.V., lettre man. et photo 2^e jour du repos par semaine, SNPM Pontdes Ammonces, 100, av. Charles-de-Gaulle, 92022 Neuilly, qui transmettra.

PATISSERIE DALLOU
89, rue de la Convention, 15^e. TEL. : 59-15-54.

101, boulevard Saint-Honoré, 8^e. TEL. : 29-15-54.

rech. VENDEUSES pâtisseries-confiserie. Nourries, possibilité de logement. 2 jours de repos par semaine, salaire intr., 2 tenues fournies.

UN INSPECTEUR DES VENTES
Région parisienne. 35 ans minimum, capable de diriger et d'animer une équipe de 4 représentants. Expérience nécessaire du milieu de la livre. Ad. lettre man. C.V. dét. et photo sous le n° 304 au CABINET OFFICIEL, 9, 15, 71^{er} SENECEY-LE-GRAND PARIS - CHALON-SUR-SAONE, chargé du recrutement.

Institut, Retraite et Prévoyance 161, pour dém. 370/115, rech. : analyste-programmeur, COGOL, ANS, JCI, Des/VS, Assembléur et CIC/VS souhaités. Adresser C.V. détaillé et prétentions au n° 7.527, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

RENAULT

CONCESSION, recherche AIDES-VEUNDEURS VN VENDEURS VN

Tél. pour R-Vs 30-71-14-55-79. EST. CH. ESCOFFIER, 11, rue Forest, 75018 PARIS. Me Place CLICHY.

SOCIETE DE PRESSE ET D'EDITION
recrute

DOCUMENTALISTE
spécialiste de la documentation économique et financière, sérieuse expérience professionnelle exigée de poste similaire, prêt, cadre et avantages divers. Ecrire : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

150

OFFRES D'EMPLOI	Le 18/09	Le 17/09
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX D'EMPLOI	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	Le 18/09	Le 17/09
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX D'EMPLOI	40,00	45,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

locaux industriels

SOCIÉTÉ OFFRE EN LOCATION
de préférence à particulier
Bureaux et entrepôts
Sis à ORLY-AÉROPORT
Superficie totale : 2.400 m²
— Superficie totale bureaux, répartis sur 2 étages : 333 m²
— Entrepôts : 336 m², dont 428 m², rez-de-chaussée et 108 m² au 1^{er} étage.
— Accès : 400 m²
— Installation grand standing
— Lignes téléphoniques et télévis.
— Entrepôts sous douane.
Ecrire ou téléphoner : **Mlle LE GUILLOU**,
S.A. AVIATION-FRANCE
C.A.P. 122
94380 ORLY - AÉROPORT.
Tél. : 897-14-62.

18 km. Plaisirs (Loiret). Par-
ticulier vend MAISON ART.
SANAIE sur 2.000 m² terrain :
4 p. princ., salle d'été, w.c.,
chauffage central fuel + électricité.
220 m² garage 80 m² Forêt.
420.000 F. Tél. (38) 02-25-44.

bureaux
BAIL A CEDER
Local usage bureaux, 85 m²,
en excellent état, situé 2^e étage
dans imm. quartier République.
Téléph. 700-63-54, M. Vasse.

8° - SAINT-AUGUSTIN
Dans immeuble grand standing
Sur un seul niveau,
330 m² répartis en 16 bureaux
Possibilités : s. de conf.,
bibliothèque, archives et asc.-
Téléph. 450 m², 500 m²,
16 postes (possibilités extension
à 20 postes) permettant
travaux divers simultanés.
Capacité illimitée pour taxes et
terminaux informatiques.
Circulation : 100 m².
Parkings - Tél. 293-62-52

pavillons
EPINAY-SUR-SEINE. Construc-
tion 1971 sur sous-sol total avec
garage, living, 3 chambres,
grand confort, 450 m².
350.000 F. - 343-84-44.
Sèvres, Coteau, 4 ch., 2 b.
Jard., 300.000 F. - 027-37-40.

L'HAY-LES-ROSES
Pav. rdc sur ss-sol, 4 ch.,
2 s. de b., 2 s. de b., 2 s. de b.,
Prix 490.000 F. Voir sam. dim.,
6, AVENUE DES DALHIES.

CHARENTAIS - Jolie maison,
vaste s.d., 4 ch., 2 s. de b.,
part. - Jard., 500 m², 500 m²,
Prix 490.000 F. Voir sam. dim.,
6, AVENUE DES DALHIES.

MAUREPAS. Récent séjour 4
chambres, confort moderne, gar-
rage, 210 m², 210 m², C.P.
(facilities) - 050-28-13.
Part. à P. Pavillon à vendre,
urgent, cause départ - 799-10-34.

forêts
FORET. Eure. 48 ha. 320.000 F.
ou 50 ha. 750.000 F. 750.000 F.
RACO - Téléphone : 225-74-14.

EXCEPTIONNEL
MORVAN. Bd route très belle,
plantation 20.000 DOUGLAS
11 ans. Sur 10 ha. Px 200.000 F.
RICHIER, 8, P. 20, 87000
AVALLON. (89) 34-03-44.

UN PAVILLON
Compr. rez-de-chaussée et 2 étages, jard. dev. et der. - Cont. tot. 166 m²
s.d. à
LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)
17, villa Chapais
MISE A PRIX : 704.000 FRANCS
M^{re} Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Cligny,
140, boulevard Haussmann; M^{re} Jacqueline COMBON, avocate à Paris,
10, rue du Mont-Thabor.

D'UN TERRAIN à GUIBEVILLE
(Eure)
Sur la route d'Arpajon à Moreilles lieudit « la Justice »
de 66 a. 40 ca. cadastré section ZA n° 31
MISE A PRIX : 298.200 FRANCS
Consignation pour enchères. Renseignements à M^{re} TRUILLON et AKOUN,
avocats associés à CORBENT-ESSONNES (Eure), 31, rue Champollion,
tél. 406-30-26 et 496-14-12.

Adjudication, samedi 25 septembre, à 16 h., à la Mairie d'Issoudun (Indre)
DE 3 DOMAINES CÉRÉALIERS : 110 HA - 77 HA - 12 HA
Pour renseignements s'adresser à M^{re} LUTRAT, notaire à 36100 Issoudun.

constructions neuves

constructions neuves

NEUILLY "17"

habitez Neuilly..

Paris à votre porte

Trois petits immeubles revêtus de pierre
33-41, av. de la Porte de Villiers à Neuilly
du studio au 6 pièces. Livraison dans 1 an.
Prix fermes et définitifs dès réservation.
Prix moyen : 7.782 F le m² habitable hors parking.
Bureau de vente et appartement décoré sur place.
Tél. : 757.59.47 tous les jours sauf Mardi
et Mercredi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.

Je désire recevoir sans engagement de ma part
votre documentation sur votre programme Neuilly 17.

Nom _____

Adresse _____

Réalisation _____

COGEDIM Tél. 266.34.56
S.A. au capital de 60 millions de francs.

PARIS XX°
4-11, rue de la République
IDEAL PLACEMENT
HABITABLES IMMEDIATEMENT.
3 pièces, 35.000 F.
2 pièces, 20.000 F.
Peut immeuble pierre de taille.
Confort total électrique.
Appart. témoin sur place tous
les jours, de 11 h à 18 h ou
GECOM, 747-94-22.

SAINT-MANDÉ (94)
29-32, rue Jeanne-d'Arc
Une petite résidence de prestige
pièce de taille.
Confort total électrique.
STUDIO AU 5 PIÈCES.
Balcons ou terrasses
et prestations raffinées.
GECOM, 747-94-22.

PARIS (16°)
Résidence PASTY-CHAILLOT
57, rue de la Tour
Appartement témoin sur place.
Spacieux, 170 m², 4 pièces, duplex
avec jardin d'hiver.
Livraison à tripartite 1976.
Prix fermes et définitifs.
COGILOR, Tél. 742-35-35.

SAINT-CLLOUD
Quartier résidentiel, près de la
garde au calme, à vendre mer-
veilleux duplex, grandes pièces,
grande terrasse particulière
pour chaque pièce. Orientation
sud. Cave et parking.
Visite sur place samedi et lundi
de 14 h à 19 h, 25, boulevard
de la République. Tél. 224-48-25.

NEUILLY
45, boulevard du Château
TRÈS BEAUX 5 PIÈCES
Très grand standing
Chambre de service
Tous les jours de 14 h 30 à 19 h
HABITABLES IMMEDIATEMENT
PX. FERMES ET DÉFINITIFS
P. DOUX - Tél. : 533-14-62

PARIS (16°)
Résidence PASTY-CHAILLOT
57, rue de la Tour
Appartement témoin sur place.
Spacieux, 170 m², 4 pièces, duplex
avec jardin d'hiver.
Livraison à tripartite 1976.
Prix fermes et définitifs.
COGILOR, Tél. 742-35-35.

SAINT-CLLOUD
Quartier résidentiel, près de la
garde au calme, à vendre mer-
veilleux duplex, grandes pièces,
grande terrasse particulière
pour chaque pièce. Orientation
sud. Cave et parking.
Visite sur place samedi et lundi
de 14 h à 19 h, 25, boulevard
de la République. Tél. 224-48-25.

SAINT-CLLOUD
Quartier résidentiel, près de la
garde au calme, à vendre mer-
veilleux duplex, grandes pièces,
grande terrasse particulière
pour chaque pièce. Orientation
sud. Cave et parking.
Visite sur place samedi et lundi
de 14 h à 19 h, 25, boulevard
de la République. Tél. 224-48-25.

SAINT-CLLOUD
Quartier résidentiel, près de la
garde au calme, à vendre mer-
veilleux duplex, grandes pièces,
grande terrasse particulière
pour chaque pièce. Orientation
sud. Cave et parking.
Visite sur place samedi et lundi
de 14 h à 19 h, 25, boulevard
de la République. Tél. 224-48-25.

propriétés

VALLEE DE LA MARNE
75 km Paris - Vds gde maison
19^e siècle, tout confort. Jardin
1.400 m². S'adr. M^{re} COSSARD,
à TOURNAN-EN-BRIE 77200.
Tél. : 40-00-37

EXCEPTIONNEL
A FOURQUEUX
Proximité golf et forêt, à
2 km R.E.R. de St-Germain
à Chelles. 77200.
CONSTRUCTEUR VEND

MAISON NEUVE
grand confort
Rez-de-ch. : hall, cuisine tout
équipée, 44 m² et 40 m² avec
cheminée, bureau-bibliothèque,
cabinet de toilette.
Etage : chambre de maître
avec dressing et salle de
bains priv. 2 autres chambres,
douche, w.c.
Nomb. placards et penderies
Garage 2 voitures - Cellier
Terrain 400 m²
Prix : 470.000 F
Tél. pour rendez-vous :
901-20-20 et 901-51-43

CONSTRUCTION RECENTE
11 PIÈCES
3 s. de bain, 3 garages
TERRAIN 2.400 m²
le vendredi 17 et le samedi 20
de 14 h 30 à 19 h :
64-44, av. CLARISSE
LA CELLE-SAINT-CLOUD

LES MOULINIERS-EN-REZ
près PORNIC (44)
Directement propriétaire.
Propriété près mer. Très grand
terrain, dépendances, arbres
fruitiers. Bon état. Prix excep-
tionnel vu urgence.
533-80-33

PROVENCE. Alpilles. Bastide
XVIII^e siècle M.J. bon état.
Jardin 2.000 m².
LUBERON. Vds XVIII^e siècle
à aménager. Gros terrain sur
20 hectares bois et terres.
Vue exceptionnelle. Proximité
proximité. Agence E. GARCIN,
8, boulevard Mirabeau, 13200
SAINT-REMY-DE-PROVENCE.
Téléphone : (04) 92-01-08.

LOUVECIENNES - Route
Princesse, terrain 11.700 m²
solé, permis de construire pour
2 villas grand standing.
RAYNAUD, 4, rue Lincelin,
Paris (8) - 327-97-92.

**RECH. terrains individuels ou à
lotir, région parisienne, (usage
60 km des Paris - SERFI,
107, boul. Magenta, 75010 Paris.
380-67-60.**

MONFORT-LAUREY 4 km.
8.000 m², 2 façades, 40 m. fr.
solé, permis de construire pour
2 villas grand standing.
Possib. 5.000 m². Tél. 484-24-20.

50 km PARIS NORD
Vds grand terrain construct.
85 ha, 50 km Paris, (2°)
Tél. : (16-90) 97-44-76

châteaux
Proximité Saint-Malo
Château fort XII^e, XVI^e à res-
taurer, beaux communs, par-
c, 100 m², 100 m², 100 m²,
S'adr. : proximité autoroute :
gentilhomme XVIII^e, 9 p. p.
confort, communs de 400 m²,
45 hectares, pièce d'eau.
Plusieurs autres châteaux
et manoirs dans l'ouest.
FORÊTS ET MANOIRS
DE FRANCE.
35000 VITRE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles,
au Palais de Justice, le mercredi 6 octobre 1976, à 10 heures
D'UN ENSEMBLE DE LOCAUX COMMERCIAUX CAP - RESTAUR.
Dans un groupe immobilier à
LA CELLE-SAINT-CLOUD (78) et 23, av. avenue Guibert
MISE A PRIX : 126.500 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adr. à M^{re} GUILHERM, avocat, 21, rue des États-
Général à Versailles (93-02-62); et à tous autres avocats à Versailles.

Vente sur licitation, au Pal. de Justice à Nanterre, mer. 29 sept. 1976, 14 h.
D'UN APPARTEMENT ET DÉPENDANCES
sis à
MARNES-LA-COQUETTE (92), 1, bd de la République
MISE A PRIX : 200.000 FRANCS
S'adr. à M^{re} RAYAT, avoc., Versailles, 13 bis, av. de St-Cloud, 93-03-12.

Vente sur surenchère au Palais de Justice à NANTERRE,
le mercredi 6 octobre 1976, à 14 heures
UN PAVILLON
Compr. rez-de-chaussée et 2 étages, jard. dev. et der. - Cont. tot. 166 m²
s.d. à
LEVALLOIS-PERRET (Hauts-de-Seine)
17, villa Chapais
MISE A PRIX : 704.000 FRANCS
M^{re} Yves TOURAILLE, avocat à Paris, 48, rue de Cligny,
140, boulevard Haussmann; M^{re} Jacqueline COMBON, avocate à Paris,
10, rue du Mont-Thabor.

Vente sur surenchère du dixième après saisie immobilière au Palais de
Justice à Evry, rue des Mâchères, le mardi 21 septembre 1976, à 14 heures
D'UN TERRAIN à GUIBEVILLE
(Eure)
Sur la route d'Arpajon à Moreilles lieudit « la Justice »
de 66 a. 40 ca. cadastré section ZA n° 31
MISE A PRIX : 298.200 FRANCS
Consignation pour enchères. Renseignements à M^{re} TRUILLON et AKOUN,
avocats associés à CORBENT-ESSONNES (Eure), 31, rue Champollion,
tél. 406-30-26 et 496-14-12.

Adjudication, samedi 25 septembre, à 16 h., à la Mairie d'Issoudun (Indre)
DE 3 DOMAINES CÉRÉALIERS : 110 HA - 77 HA - 12 HA
Pour renseignements s'adresser à M^{re} LUTRAT, notaire à 36100 Issoudun.

Administrateur Judiciaire vend
TERRAIN 12.000 M²
21, Trappes - Elancourt
233-97-59 le matin.

Administrateur Judiciaire vend
ENSEMBLE INDUSTRIEL
Usage d'atelier ou entrepôt
raccordé fer - 4.000 m²
LA PLAINE-SAINT-DENIS
Prox. Porte la Chapelle et autoroute.
233-97-59 le matin.

Vente sur saisie immobilière au Palais
de Justice à EVRY, rue des Mâchères,
le mardi 21 septembre 1976, à 14 h.
UN APPARTEMENT
situé à
VILLECRESNES (94)
8, allée des Sycomores
avec cave et piscine
MISE A PRIX : 45.000 FRANCS.
Consignation indisp. pour enchères.
S'adr. à M^{re} TRUILLON et AKOUN,
avoc., 31, rue Champollion à Corbent-
Essonnes, tél. 496-30-26 et 496-14-12.

Vente sur saisie immobilière au Palais
de Justice à EVRY, rue des Mâchères,
le mardi 21 septembre 1976, à 14 h.
UN PAVILLON
situé à
SAVIGNY-SUR-ORGE (91)
34, avenue des Belles-Fontaines
Consignation indisp. pour enchères.
Renseignements à M^{re} TRUILLON et
AKOUN, avocats, 31, rue Champollion
à CORBENT-ESSONNES (tél. 496-30-26
et 496-14-12).

aux enchères au Trib. à
Bourg-en-Bresse (Ain),
le mardi 28 sept. 1976, à 12 h. 30
CHALET
à LA CLUSAZ (74)
Mise à Prix : 676.500 F
S'adr. M^{re} MONTREUX, avocat à
Bourg-en-Bresse, 4, rue Lalande,
tél. (74) 21-29-03.

Vente au Palais de Justice à Nanterre,
le mercredi 29 septembre 1976, à 14 h.
en un lot
UN LOCAL COMMERCIAL
et les 170/10.000 du sol et des parties
communes générales lot n° 44
UN EMPLACEMENT DE VOITURE
et les 18/10.000 des parties communes
Lot n° 131 - UN PARKING et les
12/10.000 des parties communes lot n° 203
à CHAVILLE (92)
S'adr. M^{re} LIONNÉ DU MOULIN,
avoc., 122, r. de Rivoli, pourr. avant;
à tous avoc. près les Trib. Civ. Inst.
de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 6 octobre 1976, à 14 h.
UN APPARTEMENT sis à MALAKOFF
(Hauts-de-Seine)
4 p. princ., 1^e et. 2^e, Bât. C. escal. D - Empl. garage et cave - Empl. parking
MISE A PRIX : 181.500 FRANCS
S'adr. S.C.P. LE SOUD, DESFORGES, avocats, 27, quai Anatole-France,
Paris (7) 531-31-80; M^{re} J. NICOLAS, avoc., 9, rue Moncey, Paris (9), et
à tous avoc. postulant pr. les T.G.I. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur licitation et surenchère du 1/10 au Palais de Justice à Paris,
le jeudi 23 septembre 1976, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ sise à SAINT-MAUR-DES-FOSSES
(Val-de-Marne)
46, avenue du Général-Leclerc
LOUÉE - MISE A PRIX : 266.200 FRANCS
S'adresser à M^{re} A. DE GEMINT, 27, rue de l'Université à Paris (7°);
M^{re} FRIEDMANN, 11 bis, rue Portalis à Paris (8°); M^{re} Pierre REGNAULT,
avoc., 6, square de l'Opéra; M^{re} BRUNEL, avoc., 23, r. du Four, Paris (9°).

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 7 octobre 1976, à 14 heures
IMMEUBLE - PARIS (3°)
107-109, rue QUINCAMPOIX, comprenant :
N° 107 : Maison de rapport élevée d'un rez-de-chaussée et 5 étages
N° 109 : Maison de rapport élevée d'un rez-de-chaussée et 5 étages
Le tout d'une contenance superficielle de 135 m² environ
Mise à Prix : 660.000 F. - S'adr. M^{re} L. COSSARD, Paris (3°),
16, avenue Victoria, tél. 236-28-77, et à tous avocats près les Tribunaux
de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Etude de M^{re} TIPHINE, avocat à SENS, 2, cours Chambonas - VENTE sur
saisie immobilière à l'audience du Tribunal de Grande Instance à SENS,
au Palais de Justice de cette ville, le 23 septembre 1976, à 14 heures, d'UNE
PROPRIÉTÉ sise à CEZY
connue sous le nom de « BELLEVUE », comprenant :
UNE MAISON, 17 pièces, parcs et terrain le long de l'Yonne - A l'entrée
de la propriété deux petites maisons, garage et veranda, le tout d'une
contenance totale de 10 ha. 11 a. 70 ca.
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'ad. pr. ren. à M^{re} TIPHINE, 2, cours Chambonas, 89100 SENS, T. (80) 63-11-77.

STRUCTURE
FUNCTIONNELLE
DES ORDRES

STRUCTURE
FUNCTIONNELLE
DES ORDRES

STRUCTURE
FUNCTIONNELLE
DES ORDRES

STRUCTURE
FUNCTIONNELLE
DES ORDRES

LE SICOB

XXVII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

L'ORDINATEUR : UNE CROISIÈRE AU LONG COURS

S'ouvrant à Paris le 23 septembre prochain dans un climat économique morose, le XXVII^e SICOB (Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation du bureau) espère cette année encore recevoir quelque trois cent mille visiteurs. Consacré à trois grands secteurs d'activité qui sont affectés de façon plus ou moins sensible par la récession — le marché de l'informatique, le matériel de bureau, et le matériel de télécommunication — le SICOB a accueilli depuis 1972 à peu près le même nombre d'exposants et de visiteurs chaque année : environ mille six cents exposants et deux cent cinquante mille visiteurs. Le nombre d'exposants étrangers reste supérieur à la moitié, mais a diminué régulièrement en valeur relative de 58 % en 1972 à 52 % en 1975.

Le SICOB reste donc assez fidèle à lui-même au travers des vicissitudes économiques. Le marché de l'informatique pourtant marque le pas. Surtout aux États-Unis, où l'augmentation de la valeur du parc installé est depuis 1971 de 7 % par an en moyenne seulement. Cette croissance modérée du marché est pourtant moins significative que l'évolution technique qui se poursuit et que la stabilisation des positions acquises par les quelques constructeurs d'ordinateurs qui ont réussi à se maintenir à l'ombre d'I.B.M. Toute l'histoire de l'informatique depuis vingt-cinq ans a été façonnée par cette société américaine et ses pratiques commerciales monopolistiques : introduction dans les produits d'un certain degré de vieillissement artificiel pour sortir sur le marché de nouvelles machines tous les trois ou quatre ans pour inciter les clients à changer

de matériel et pour obliger les sociétés concurrentes à faire de même ; maintien d'une certaine mystification autour de l'ordinateur pour rendre les utilisateurs, surtout les nouveaux utilisateurs, très dépendants de leurs fournisseurs et des services après-vente.

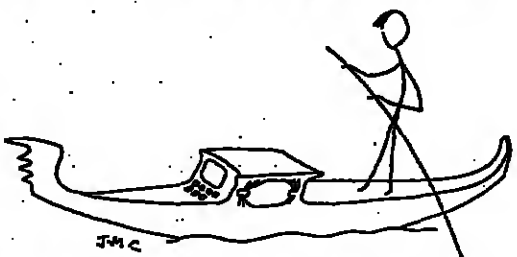
Grâce aux progrès des circuits intégrés, le rapport entre la vitesse de calcul et le coût des unités de calcul a continué de s'améliorer de 50 à 100 % par an depuis des années. Les prix des systèmes informatiques ne diminuent cependant pas dans la même proportion. D'une part, les matériels qui composent un système informatique ont évolué à un rythme différent, et si les unités logiques et plus récemment les mémoires de masse ont bénéficié de la miniaturisation des circuits, certains périphériques n'ont pas fait les mêmes progrès. Par ailleurs, le logiciel a pris une place pondérante et l'utilisateur investit de plus en plus dans l'analyse des systèmes et la programmation des applications.

Depuis deux ou trois ans, l'annonce de nouvelles gammes d'ordinateurs s'est faite rare, mais les grands constructeurs, I.B.M., Honeywell, Univac, et leurs concurrents européens, laissent tous entendre qu'une nouvelle évolution fondamentale est en préparation. Cette évolution a été rendue possible par la miniaturisation de plus en plus poussée des circuits électroniques et l'apparition des micro-processeurs, petits calculateurs fabriqués à partir de quelques circuits très intégrés, dont la vitesse de calcul atteint celle des ordinateurs de taille moyenne de la décennie précédente, mais dont le coût est environ cent fois moins élevé. Bien des constructeurs se plaisent à décrire le gros ordinateur de demain comme un assemblage d'unités de traitement, de mé-

moires et de logiciels intégrés. Aujourd'hui unique, l'unité de traitement pourrait éclater en plusieurs processeurs, ces processeurs étant alors dispersés dans l'entreprise pour être accessibles aux divers utilisateurs, avec un minimum de formation, et dialoguant avec le système par l'intermédiaire de langages proches du langage courant. Le système informatique se décentraliserait après s'être centralisé à outrance.

Ce futur se dessine, de manière imprécise, dans quelques nouvelles machines. L'évolution des systèmes informatiques sera vraisemblablement comme dans le passé, technologique (miniaturisation des circuits, mémoires de masse énormes, micro-programmation intermédiaire entre le matériel câblé et le logiciel), mais l'architecture des systèmes serait la nouveauté fondamentale. Le client achèterait ou louerait moins de systèmes de

L'informatique entame ainsi une croisière au long cours, où elle se rapproche peu à peu, en se décentralisant, du domaine des télécommunications. I.B.M. s'installe d'ailleurs de plus en plus aux techniques de télécommunications (centraux privés, satellites...), tout en maintenant son emprise sur le marché de l'ordinateur. Par le biais de contrats de location, les prix de certains de ses modèles auront baissé cette année de 30 à 40 %. Les autres sociétés ont bien du mal à restreindre leurs marges bénéficiaires, beaucoup moins importantes, alors qu'il faut continuer à préparer l'avenir. Si Univac se porte assez bien, Honeywell Information Systems (H.I.S.) perd de l'argent aux États-Unis. Quant à C.I.L. Honeywell-Bull, les difficultés ne font que commencer et la préparation de la gamme future d'ordinateurs inspirés à la fois des systèmes Honeywell (système 68 en particulier) et des systèmes X-4, X-5 de C.I.L. rappelle étrangement le premier plan-calculeur français de 1965. L'investissement promet d'être encore plus lourd, le marché international aussi difficile à conquérir, et l'ambiguïté des relations entre H.I.S. et la société française fait planer de lourds nuages sur cette dernière. Quant à la pério-informatique française, elle poursuit lentement un mouvement de concentration amorcé avec le rapprochement Télémelec C.I.L. B. La prise de participation, en octobre 1975, de Transac (groupe C.G.E.) dans la société Sintra pourrait se poursuivre avec un rapprochement d'intertechnique, C.I.L. Honeywell-Bull devrait bientôt passer une commande de deux mille petits ordinateurs Mitra-15 à C.I.L.B. mais laisse clairement entendre qu'elle ne saurait à terme s'en remettre uniquement à des commandes extérieures pour ses petits ordinateurs.



plus en plus gros qu'il ne jouerait au mécano pour accroître et étendre le système qu'il posséderait déjà, en lui ajoutant des micro-processeurs lorsqu'il envisagerait une application nouvelle.

C.I.I. - H.B., un an après

L'ÉVÉNEMENT de ce SICOB 1976 sera sans nul doute la présence sous un seul commun de deux concurrents d'hier : la Compagnie internationale pour l'informatique, et la compagnie Honeywell-Bull. Annoncée dans ses principes en mai 1975, la fusion entre les deux entreprises est entrée dans les faits le 1^{er} juillet 1976. Une opération qui a fait couler beaucoup d'encre, et qui n'a pas été acquiescée sans mal ni sans remous. Une page de la jeune et tumultueuse histoire de l'informatique française s'est désormais tournée. La nouvelle société C.I.I. Honeywell-Bull se veut la première

entreprise européenne d'informatique. Pour son P.-D. G., M. Jean-Pierre Brulé, les objectifs qui lui ont été assignés — dépasser I.B.M. en volume de livraison sur le marché français en 1980 — sont « ambitieux, mais pas irréalisables ».

Les premiers pas de la nouvelle société se font dans un environnement très tendu. I.B.M. a avec l'annonce de ses nouvelles machines 138 et 148, et ses réductions de prix, bouleversé une nouvelle fois les règles du jeu. Compte tenu de ce contexte, le monde de l'informatique, en France et à l'étranger, se pose, en cet automne 1976,

de multiples questions sur la politique de C.I.I. - Honeywell-Bull et son développement. Les engagements de commandes pris par l'État seront-ils respectés ? Quelle politique de produits la société va-t-elle adopter ? Comment va s'établir la coopération avec le partenaire américain Honeywell ? Quelles seront les relations avec les activités mini-informatiques de l'ex-C.I.I. restées dans le giron du groupe Thomson ?

D'ores et déjà, on dispose de quelques éléments de réponse. Pour l'année 1976, premier exercice de C.I.I. - Honeywell-Bull, la convention signée avec l'État prévoit que les administrations et entreprises publiques commanderont des matériels pour un montant de 650 millions de francs. Le premier semestre a été mauvais et, malgré une remontée depuis deux mois, l'objectif paraît difficile à atteindre, même si M. Brulé ne le juge pas « hors de portée ». Selon certaines estimations, la nouvelle société n'aurait vendu, à ce jour, au secteur public que pour 350 millions de francs. Or la convention stipule que l'État doit verser à C.I.I. - H.B. une subvention égale à 55 % du montant des commandes non réalisées.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(Lire la suite page 32.)

INFORMATIQUE ET CIVILISATION

Par
Claire GAUDFERNAU (*)

L'IMPORTANCE croissante de l'informatique dans les sociétés modernes, a accéléré leur développement et leur a donné un sens au regard de la société. Par la multiplication des ouvrages didactiques, elle a incité à l'alphabétisation des masses, provoqué l'éclosion d'un nombre toujours plus grand d'hommes à un niveau d'information tou-

jours plus élevé, et a sans doute induit l'accélération exponentielle de ce dernier dans les domaines scientifique, technique et économique.

L'histoire de l'informatique ne couvre encore que quelques décennies, mais des décennies où l'évolution est accélérée, et bien qu'il puisse paraître hardi de faire un parallélisme entre informatique et imprimerie, il est possible de prévoir ou de déceler dès maintenant des conséquences de l'informatique dans des domaines qui ne lui paraissent pas directement liés.

(*) Docteur en sciences, rapporteur de la commission Informatique et Libertés.

(Lire la suite page 33.)

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES ORDINATEURS

par J.-P. Melnadier
LAROUSSE
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

SÉRIE INFORMATIQUE
collection "Sciences humaines et sociales"

Gestion des ventes, comptabilité, salaires... HERMES DATA SYSTEM 200 introduit le "prêt à porter" en informatique

Vous choisissez la coupe. Vous définissez vos applications. A votre taille. L'HDS 200 est de conception modulaire. Il vous apporte ce dont vous avez besoin, pas plus, avec l'aisance suffisante. Quelques retouches. Les programmes existants peuvent être personnalisés suivant vos spécifications propres. Un ou deux essayages. Nous assurons la formation du personnel et l'assistance de mise en route.

En fait, vous serez étonné par la rapidité d'introduction du système dans votre entreprise, et la simplicité de mise en œuvre de ce matériel (la machine pilote l'opérateur, et vous pouvez, si vous le désirez, la programmer vous-même). Sa nouvelle technologie microprocesseur offre une fiabilité et une sécurité accrues. Son rapport performances-prix est remarquable.

HERMES DATA SYSTEM 200
Nous l'avons pensé pour les PME.

Rapportez-vous à HERMES
7 rue Gay-Lussac 75017 Paris Tél. 755.87.91

Nous désirons
Classez à une démonstration
du mini-ordinateur HDS 200
Classez une documentation

Nom Société
Fonction Adresse
Tél.

Sensibiliser l'opinion

Paradoxalement, les aspects matérialistes sous lesquels se présente ou se manifeste l'informatique contribuent à en dissimuler les conséquences les plus importantes. L'ordinateur n'est pas plus et n'est pas moins qu'un outil. En outre, les applications de l'informatique étant le plus souvent exercées dans le respect du cadre des traditions sans modification fondamentale des procédures et des structures, le public n'en a que faiblement ressenti les effets et se trouve peu sensibilisé. Il n'empêche qu'un cycle de transformation issu de l'informatique est déjà amorcé et que ses conséquences sur l'évolution de notre civilisation peuvent apparaître non seulement dans un avenir proche, mais surtout de façon irréversible. Il importe donc d'en prendre conscience, et cette réflexion ne saurait être fertile sans une sensibilisation beaucoup plus large du public et des responsables à tous les niveaux.

Près de cinq siècles de recul (1) Adopté en juillet dernier par le Parlement, la loi relative à l'informatique et à la protection des données devra être prochainement discutée au Parlement.

distribuer l'informatique

avec les « 6000 » d'emploi général

- 6040 nouveaux terminaux individuels à clavier, écran et imprimante économiques
- 6060 terminaux intelligents connectés en grappes optimisant l'application 3 000 exemplaires vendus
- 6080 nouveaux mini-systèmes programmables autonomes ou satellites à grande puissance de traitement local

et les spécialisés

SAISIX postes autonomes de saisie contrôlée à la source
LPT 7 nouvelle station de traitement des chèques en agence

INTERGRAPHE système graphique en couleurs pour la création assistée et le contrôle de processus avec un mini-ordinateur



T-VI
filiale de THOMSON-CSF

la plus large gamme de terminaux d'informatique de conception française

40, rue de la Grange-Dame-Rose - 92360 Meudon-la-Forêt
Tél. (1) 630.23.80 - Télex 270375 F
SICOB NIVEAU 3 ZONE F

551 من المجلد

150

JACO

... LE MONDE — 18 septembre 1976 — Page 33

INFORMATIQUE ET CIVILISATION

(Suite de la page 31.)

Parmi les exemples apparemment les plus anodins, figurent les petits calculateurs dits « de poche » qui offrent à chaque individu la possibilité de calculer vite et juste. Réduits à la dimension d'un paquet de cigarettes, vanités par une publicité qui a déjà gagné la grande presse, vendus dans les grands magasins, leur diffusion progressive auprès des enfants offrira de telles facilités que ceux-ci ne pratiqueront plus le calcul numérique.

Dès que l'usage des calculateurs portables ne sera plus interdit aux examens, il est à prévoir que l'enseignement du calcul numérique disparaîtra et ne figurera dans les programmes scolaires qu'au titre de curiosité intellectuelle, s'il ne disparaît pas totalement, comme ce fut le cas du calcul mental. En même temps disparaîtra la gymnastique intellectuelle qui y est attachée et cultive la mémoire, la concentration et le souci d'exactitude.

Il s'ensuit que l'individu se mettra progressivement en état de dépendance par rapport à l'outil dont il saura d'autant moins se passer que ses facultés d'appréhension n'auront été ni cultivées ni entretenues. De plus, il est évident que les enfants dont la condition modeste ne permet pas l'acquisition de cet outil se trouveront en situation d'infériorité, d'où une accentuation des inégalités sociales.

Moins immédiate est l'introduction en très grand nombre des terminaux qui, jusque dans les foyers, offriront toute une panoplie de services, l'accès à des renseignements, l'enseignement à domicile, les achats à distance... Certaines catégories de la population, notamment les malades,

les handicapés, les personnes isolées géographiquement, y trouveront une amélioration notable de leurs rapports avec la société, et les inégalités dont souffrent ces catégories pourraient se trouver atténuées dans la mesure où les services dont elles disposeraient rompraient partiellement leur isolement. Par contre, pour la plus grande partie de la population, la facilité d'emploi de ces terminaux pourrait conduire à diminuer progressivement les contacts humains au profit de jeux solitaires avec un écran. Il s'ensuivrait sans doute une accentuation de la solitude, une dépersonnalisation des informations obtenues, et il est même permis de supposer que de nouvelles formes de contacts humains tendraient à se créer ou se développer afin de compenser celles qui seraient ainsi tendues à disparaître.

Les exemples précédents concernent essentiellement les individus et leurs rapports avec la société. Mais d'autres applications de l'informatique peuvent influer sur la spécificité même des civilisations. En effet, l'originalité des civilisations latine, germanique, anglo-saxonne ou slave... se révèle non seulement par les traditions et les comportements individuels mais aussi par l'organisation de leurs sociétés, par des nuances plus ou moins prononcées de leurs législations, des traditions et pratiques administratives, et même des structures industrielles. L'introduction de l'informatique dans les divers domaines d'activité est susceptible d'entraîner des modifications qui, indirectement, transformeront les civilisations elles-mêmes.

Deux exemples tenteront d'illustrer ces transformations et les précautions qui devraient être prises.

Le rôle-clé des logiciels

Le rapport de la Commission Informatique et Libertés a fait une place importante à l'exercice du droit d'accès aux informations. Il a proposé notamment que les personnes morales ou physiques sur lesquelles sont enregistrées des informations fassent ou non l'objet de traitement en soient informées et aient le droit de connaître et de contester (quelquefois indirectement, comme dans le cas des informations de caractère médical) non seulement les informa-

tions elles-mêmes, mais aussi les décisions prises à l'égard des personnes à la suite de traitements effectués sur lesdites informations. La mise en pratique du droit d'accès qui pourrait donc être reconnu en France, supposera qu'existent des programmes informatiques appropriés permettant l'exercice de ce droit d'accès. Or il est bien connu que la réalisation de la plupart des programmes informatiques fait appel à

un ensemble d'outils logiciels fournis par le constructeur du système informatique ou par des sociétés de service. Mais la conception de ces outils logiciels est fortement marquée par la personnalité de leurs auteurs : ils définissent et réalisent les modules et les fonctions susceptibles de répondre aux besoins qu'eux-mêmes ressentent, qui s'expriment dans les environnements qu'ils connaissent ou qui leur sont imposés, par exemple en fonction d'objectifs commerciaux.

Les outils réalisés seront ainsi le reflet de la conception des besoins, de sorte que des utilisateurs d'informatique dont la conception est différente peuvent ne pas trouver certains des outils logiciels qu'exigerait une mise en œuvre bien adaptée à leurs besoins. On peut ainsi imaginer que le droit d'accès ne soit pas reconnu dans certains pays et que les logiciels qui y seraient conçus ne le prévoient pas. Les utilisateurs qui mettraient en œuvre

Modèles et sondages

Dans un domaine différent, on connaît les prodigieuses possibilités de calcul des ordinateurs permettant de réaliser des modèles mathématiques simulant l'évolution de phénomènes physiques, industriels, économiques et sociaux en fonction de conditions très variées d'environnement. L'application du modèle à un nombre considérable de conditions extérieures, avec la possibilité de faire varier ces conditions, peut aboutir à la sélection d'un ensemble de données et de résultats qui pourront servir à prendre des décisions. Il est bien connu que de telles méthodes ont été utilisées pour simuler les phénomènes de croissance économique et démographique.

Des conclusions peuvent en être tirées pour se projeter dans le futur à partir de données de base ou pour choisir les paramètres permettant d'atteindre certains objectifs, par exemple en matière de croissance. De telles conclusions ont récemment montré l'importance de ces outils et leur difficulté d'emploi. Lorsque le propos reçoit une large diffusion et se situe à un niveau de prospective générale, comme ce fut le cas des rapports du Club de Rome, le débat peut se révéler d'une extrême utilité pour la conduite du futur.

CLAIRE GAUDERNAU.

S. VALENTI LEXIQUE USUEL D'INFORMATIQUE

L'informatique : une méthode scientifique, une technique industrielle, un outil de gestion. Utilisateurs, techniciens, étudiants, ont trop souvent de ce vaste domaine une vue déformée parce que incomplète. La clarté des définitions de S. Valenti permettra à chacun d'acquiescer ses propres connaissances et de saisir les principes des disciplines multiples constituant l'informatique. Un accès à la fois simple et complet à un nouveau langage jussement mystérieux.

64 pages - 27,50 F T.T.C.

En librairie ou chez l'éditeur : S.G.M. Publications, 93, avenue du Roule, 92200 NEUILLY - Tél. : 747-28-80.

sur les terminaux de visualisation, l'ouvrage essentiel vient de paraître :

IMAGES ET ORDINATEUR

introduction à l'infographie interactive

par Pierre Morvan et Michel Lucas

SÉRIE INFORMATIQUE

LAROUSSE
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

collection
"Sciences humaines
et sociales"



ORGANISE LES

20-21-22 OCTOBRE 1976

Un Séminaire

SUR

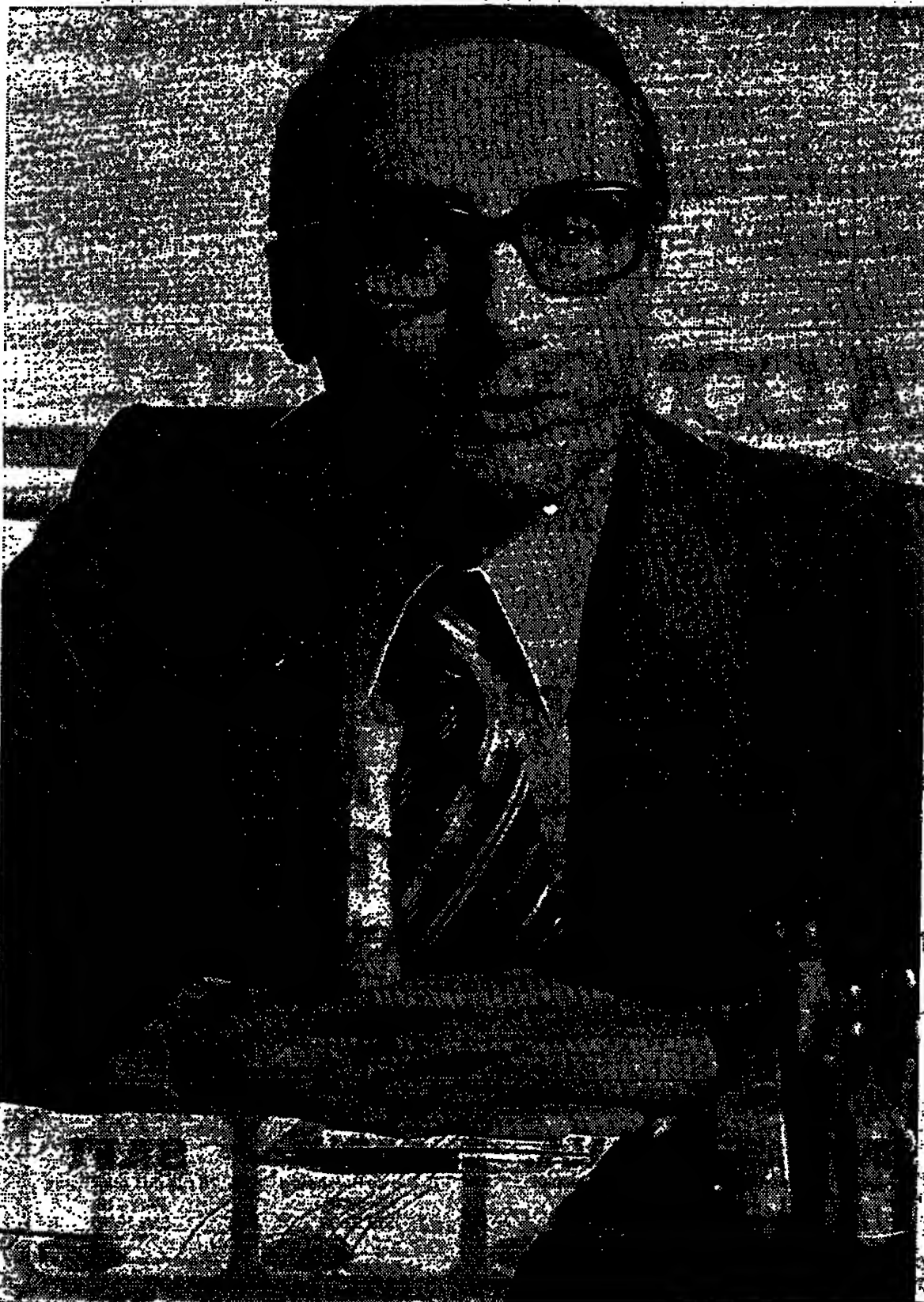
L'INFORMATIQUE COMMUNALE

A l'intention des Elus, des Secrétaires Généraux et des Cadres Administratifs des Mairies.

Ce séminaire est conçu avec la participation des responsables informatiques des collectivités locales et celles de plusieurs constructeurs français qui équiperont plus de 2000 communes au cours des prochaines années.

Pour tous renseignements s'adresser au

CENTI - 128, rue de Rennes 75006 PARIS
Téléphone : 222.25.31



"Pour la gestion informatique de mon entreprise, quoi de plus efficace que la collaboration de ma banque?"

Chaque jour la lutte est plus serrée et vous ressentez la nécessité d'alléger, tout en les maîtrisant mieux, les tâches de gestion administrative, afin de vous consacrer tout entier à votre compétition.

Pour vous aider à faire face aux multiples questions qui se posent à vous, sans jamais intervenir dans la gestion de votre entreprise, la Société Générale met à votre disposition des filiales spécialisées et des conseillers en informatique.

En fonction des problèmes spécifiques de votre entreprise, des solutions vous convenant vous seront proposées :

Devez-vous vous équiper ou non en ordinateurs, devez-vous adapter votre équipement informatique ?

Si votre entreprise n'est pas équipée, notre filiale SGZ, Société Générale de Service et de Gestion, vous conseillera objectivement dans le choix du système opérationnel le mieux adapté à vos besoins et à vos perspectives (location, achat, traitement à façon). Ce système peut même vous être livré "clés en main".

Si votre entreprise est déjà équipée en ordinateurs, SGZ vous aidera à adapter votre équipement, voire

à l'alléger, et, éventuellement, à redéfinir ou optimiser vos programmes.

Dans tous les cas, la SGZ pourra vous aider à améliorer l'organisation de votre entreprise.

S'agit-il d'établir la paie de votre personnel, d'assurer la gestion de vos stocks ou la tenue de votre comptabilité ?

CCMC vous offre de traiter à façon, quelle que soit la taille de votre entreprise, tous vos travaux administratifs et comptables, paie, facturation, gestion de stocks, comptabilité analytique, contrôle budgétaire, gestion des comptes clients, etc. CCMC qui gère la comptabilité de plus de 35.000 entreprises en France, est une société affiliée à la Société Générale.

Enfin vous pouvez bénéficier des services de SAFIG Informatique, société spécialisée dans la saisie des données.

La Société Générale met ainsi l'informatique au service des entreprises, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites.

Informatique Entreprise.
Un Service de la Société Générale.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.

bélier 2000

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Comment parler aux pirates ?

En cas de détournement d'avion, le commandant de bord doit-il rester maître de son appareil ? Les autorités françaises, lors de la récente affaire du Boeing 727 de la compagnie T.W.A. détourné sur l'aéroport Charles-de-Gaulle, ont répondu par la négative à cette question. Le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) a vivement réagi à l'emploi de la manière forte. A son avis, l'équipage d'un avion est mieux placé que quiconque pour apprécier l'attitude des pirates de l'air et la crédibilité de leurs exigences.

Cette controverse ne date pas d'aujourd'hui. Lors du mois de novembre 1972 le F.B.I. avait tiré dans les pneus d'un DC-8 de la compagnie Southern Airways détourné sur Orlando, en Floride, l'Association des pilotes de ligne américains (ALPA) avait protesté contre cette manière d'agir. Elle avait alors fait valoir que le commandant de bord était sur le point de convaincre les pirates de relâcher les passagers.

Devant la recrudescence des actes de piraterie, le gouvernement américain invite les autorités aéronautiques, au mois de février 1973, à engager des gardes armés destinés à intervenir en cas d'incident. Cette mesure fut mal accueillie par les compagnies aériennes et les pilotes de ligne qui la jugèrent inapte à décourager d'éventuels terroristes. Il est de fait, cependant, que la fermeté des responsables américains a été payante puisque aucun détournement n'a eu lieu aux Etats-Unis depuis dix-sept mois.

A l'expérience, la preuve fut notamment apportée, outre-Atlantique, que l'intervention de tireurs d'élite ne s'est soldée par aucun dommage majeur sur les personnes, compte tenu du risque en jeu. Les compagnies américaines et leur personnel navigant ont-elles maintenant mesuré les vertus de la fermeté ? Le silence de l'ALPA sur le comportement des autorités françaises dans le récent détournement du Boeing 727 de T.W.A. est très significatif : les pilotes ont compris, note un observateur du S.N.P.L., un message trop brutal. Il est vrai que c'est la première fois que se dénoue un acte de piraterie sur un aéroport français.

Pour les représentants de certaines compagnies américaines, toute démission, dans des affaires de ce genre, est coupable. Si, à court terme, elle peut être payante, à long terme, elle se révèle désastreuse. « Les transporteurs ont aujourd'hui à assumer un nouveau risque — qui n'est plus celui de la sécurité des vols comme au temps des pionniers, mais celui auquel les exposent les pirates de l'air », disent-ils.

Certaines compagnies, notamment européennes, prônent, en revanche, la politique du moindre risque : « Il faut mettre tou-

tes les chances de son côté pour qu'il y ait le moins de casse possible », affirment-elles. Les responsables de la compagnie allemande Lufthansa, dont deux appareils ont été détournés ces dernières années, estiment préférable de céder à la menace. « Nous pouvons avoir affaire à des kamikazes ; il faut donc prévoir au sérieux les pirates de l'air. L'objectif d'une compagnie est de sauver, quoi qu'il en coûte, la vie de ses passagers et de ses employés. »

Cette controverse serait inutile si une parade existait. Mais, pour utiles qu'ils soient, les moyens de dissuasion s'avèrent souvent inefficaces. Certains ont suggéré d'installer, à l'intérieur de chaque appareil, un système de télévision en circuit fermé, de verrouiller la porte entre le poste de pilotage et la cabine des passagers, voire d'armer l'équipage. Mais les navigateurs sont hostiles à des mesures qui risqueraient de transformer leur avion en saloon.

Dès le mois de septembre 1970, aux Etats-Unis, des policiers — les sky-marshalls — ont maintenu l'ordre en vol. De leur côté, plusieurs compagnies dont Pan Am ont enseigné à leur personnel navigant le crash program pour les mettre en état de riposter aux pirates de l'air. Ces mesures de précaution sont restées lettre morte. Les commandants de bord appliquent en vol un code tenu secret pour avertir le « sol ». Mais, en tout état de cause, pour de simples raisons de sécurité, la consigne est d'obéir aux pirates de l'air. D'où les contradictions qui peuvent naître lorsque les autorités politiques d'un Etat, confrontées à un détournement d'avion, donnent la priorité à la défense d'intérêts supérieurs.

Toutes ces questions seront évoquées le 21 septembre à Washington par le ministre israélien des transports, M. Gad Yassoubi, à qui on prête l'intention de présenter devant l'International Aviation Club un plan pour la création d'une organisation de « paix dans l'aviation ». Connu pour sa position irréductible envers le terrorisme international — principalement dans les airs, le ministre israélien proposera de passer, sur le plan international, de la défensive à l'offensive.

JACQUES DE BARRIN.

QUALITÉ DE LA VIE

LE DANGER DES DÉFOLIANTS

Tous les produits chimiques vont être contrôlés avant d'être mis sur le marché

Un projet de loi sur le contrôle des produits chimiques, prenant en compte leurs effets sur l'homme et l'environnement, sera prochainement soumis au Parlement, a annoncé jeudi 16 septembre, M. Vincent Auzanier, ministre de la qualité de la vie. (Le Monde du 17 septembre). Ce texte sera le bienvenu au moment où plusieurs accidents, et surtout celui de Seveso, en Italie, créent une inquiétude grandissante de la population.

Des réglementations particulières existent déjà (par exemple la loi sur les pesticides de 1968) mais elles visent surtout à protéger directement la santé humaine, au moment de l'utilisation des produits, et ne concernent pas les effets éventuels sur l'environnement, au moment de la fabrication ou de la destruction des produits. L'objectif est d'imposer aux fabricants et aux importateurs un contrôle des substances nouvelles qui entrent dans la fabrication des engrais, des produits de beauté ou d'entretien, etc., avant leur mise sur le marché. Au lieu de tenter de contrôler toutes les préparations, on ne s'intéresserait qu'aux substances de base. Les producteurs devraient en somme fournir une sorte d'étude d'impact : par exemple, effets de la diffusion dans l'atmosphère pour les gaz, ou concentration dans la chaîne alimentaire pour les additifs alimentaires. Un dispositif assez simple serait mis au point car les méthodes d'évaluation varient beaucoup.

L'administration aurait, en outre, pour les produits déjà utilisés, un pouvoir d'« évocation » quand ils paraissent douteux ou suspects. C'est elle qui fixerait le classement des produits et des normes d'utilisation.

Une réglementation d'ensemble comparable à celle-ci est déjà appliquée au Japon et au Canada. Elle est à l'étude aux Etats-Unis. La Commission européenne prépare de son côté des directives dans ce sens.

Après le décès d'une habitante de Bèze (Nièvre), atteinte de leucémie depuis dix ans, certains ont dit que cette femme de soixante-deux ans avait été tuée par le dioxine contenue dans un produit défoliant épandu, par erreur, dans son jardin un an auparavant. Le ministre de la Santé a ouvert une enquête (Le Monde du 17 septembre).

Dès maintenant, le ministère de l'Agriculture annonce la « suspension provisoire » de l'utilisation du défoliant 2-4-5-T, couramment utilisé en agriculture, « bien qu'aucune constatation sérieuse ne permette de douter de son innocuité ». Une nouvelle série d'études sera entreprise avant toute nouvelle autorisation de l'emploi du 2-4-5-T, indique le ministère.

L'herbicide 2-4-5-T est constitué de trichlorophénoles qui est par lui-même un produit peu dangereux. Mais au cours de sa fabrication, il se forme, à haute température, une impureté, la tétrachlorodibenzo-p-dioxine, plus communément appelée dioxine. Si le trichlorophénoles lui-même n'est pas dangereux, la dioxine en revanche est extrêmement

toxique et peut causer notamment des malformations génétiques. C'est la dioxine qui est en cause à Seveso et qui a obligé à prendre des mesures très sévères.

La norme maximale de dioxine admise dans le trichlorophénoles est de 0,1 partie par million. Ce qui permet jusqu'à présent d'autoriser l'utilisation du 2-4-5-T en agriculture, malgré les effets excessifs de certains épandages par avion sur les plantations voisines (par exemple en Camargue) où volaient le riz et la vigne).

D'autre part, l'Office national de la chasse (O.N.C.) publie une plaquette intitulée Produits chimiques en agriculture, destinée à informer les agriculteurs sur les dangers que représentent les traitements agricoles pour le gibier. L'épandage de fongicides et insecticides sur les cultures s'est considérablement accru dans les années 70 et certains produits présentent un danger réel pour la faune sauvage et l'équilibre naturel.

Ce document conclut par une récapitulation des produits à éviter et indique les produits de remplacement quand ils existent : le 2-4-5-T n'est pas mentionné. La plaquette rappelle en outre que le gibier joue le rôle d'indicateur de risques pour l'homme et lui permet de les éviter.

(1) 85 bis, avenue de Wagram, 75017 Paris.

LE SOL DE LA FOIRE BOUGEAIT...

(De notre correspondant.)

Nancy. — La foire-exposition de Nancy a été construite sur un terrain mouvant.

Après son inauguration en juin 1964 par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, on s'aperçut que le sol qui supportait les cinq bâtiments bougeait. Des experts furent désignés et une première action en justice engagée contre l'entreprise maître d'œuvre. On lui reprochait quelques « anomalies ». Il y a quelques années, le tribunal de commerce de Nancy reconnaissait la responsabilité de l'entreprise qui se voyait contrainte de remédier aux désordres.

Elle fit appel, et récemment, la cour d'appel de Nancy, après de nouvelles expertises, rendit son arrêt en partageant les responsabilités entre la foire-exposition et le constructeur et ses architectes.

Faits et projets

Aménagement du territoire

M. D'ORNANO : les grands ensembles portuaires ne sont pas condamnés

M. Michel D'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a, le mercredi 15 septembre, à Marseille, rappelé l'importance économique nationale et régionale des zones industrielles et portuaires. Devant l'assemblée générale du comité de coordination des ports de la Méditerranée nord-occidentale, il a répondu aux critiques souvent formulées contre les grands ensembles portuaires : « Aux risques de surcapacités ou de surinvestissement, l'évolution actuelle apporte deux réponses rassurantes : la reprise dans le secteur sidérurgique est forte, la demande mondiale s'accroît, les technologies dont nous disposons paraissent parfaitement adaptées à une production concurrentielle et à leur exportation. Il en est de même de la production pétrochimique. »

M. ESSIG : inégalité régionale — inégalité sociale.

Présentant la nouvelle revue A — Aménagement rural, M. François Essig, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a expliqué, jeudi 16 septembre, les orientations de la DATAR pour les prochains mois. « Le temps des grandes opérations n'est pas terminé, qu'il s'agisse des programmes autoroutiers de l'ouest de la zone industrielle et portuaire de la Basse-Loire ou de la liaison Rhin-Rhône. Mais ces opérations doivent être complétées par des actions plus fines d'aménagement local. »

Selon M. Essig, ces actions de détail auront le double avantage de permettre une meilleure utilisation des espaces existants et de répondre aux souhaits des Français soucieux de la qualité de la vie.

M. Essig a conclu : « Les inégalités régionales sont une des formes de l'inégalité sociale contre laquelle il faut lutter. Nous devons en sorte que les rigueurs imposées par la conjoncture ne soient pas supportées par les régions défavorisées. »

Transports

M. PIERRE TERRIN, PROCHAIN PRÉSIDENT DU FORD DE MARSEILLE ? M. Pierre Terrin, président du port autonome de Marseille depuis février 1974, va quitter ses fonctions, probablement avant la fin de ce mois. Parmi ses possibles successeurs, le nom de M. Pierre Terrin, président de la Société provençale des ateliers Terrin (réparation navale), est celui qui est le plus souvent avancé. — (Corresp.)

Circulation

LA VITESSE COUTE DE PLUS EN PLUS CHER

Le Comité de la sécurité routière donne les chiffres suivants concernant les accidents de la circulation durant les sept premiers mois de 1976 par rapport à la même période de 1975. On constate une augmentation de 1.455 accidents (+ 10 %), 441 tués (+ 8 %) et 2.222 blessés (+ 10 %). Pendant ce même semestre, la consommation de carburant auto s'est accrue de 6,4 % et celle de gazole de 6,2 % par rapport à 1975.

La circulation ayant repris sa progression, la sécurité routière constate que le nombre de tués croît actuellement à un rythme parallèle à celui-ci. Elle prêche que, pour l'essentiel, l'augmentation du nombre des tués concerne des automobilistes qui ont de plus en plus tendance à ne pas respecter la limitation de vitesse.

[La nécessité d'épargner les vies humaines devrait conduire à renforcer le contrôle des dépassements de la vitesse autorisée, qui deviennent de plus en plus fréquents. On vient de constater une nouvelle fois, dans les dépassements de vitesse provoquant aussi une surconsommation de carburant, à laquelle les automobilistes — le prix de l'essence va augmenter — et les pouvoirs publics — le déficit pétrolier ne cesse de croître — devraient être de plus en plus sensibles. Tout milité donc en faveur d'une sévérité accrue sur les routes.]

UN « PROGRAMME PRÉCIS » POUR LE PÉAGE URBAIN

Le dossier du péage urbain continue de préoccuper tout particulièrement M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement. Favorable au financement des autoroutes par les usagers, M. Fourcade élabore « un programme précis et une doctrine claire » en la matière.

Dans ce but, il a reçu, le 16 septembre, le bureau du conseil régional d'Ile-de-France. M. Michel Giraud, président de cette assemblée, lui a fait part de la motion qui sera discutée, le 21 septembre, par le conseil régional : le principe du péage urbain n'est pas à écarter, mais sa mise en place sur les autoroutes A 4 et A 15 pénaliserait des populations déjà défavorisées. La commission des finances et celle des transports du conseil régional étudieront les possibilités de trouver d'autres sources de financement.

D'autre part, le ministre de l'équipement a donné audience à une délégation du conseil général du Val-d'Oise venue lui exprimer son hostilité à l'installation de postes de péage sur la future autoroute A 16 (Paris-Cergy-Pontoise).

LA CONCURRENTE!

FORD FIESTA 5 CV.

17900 F*

dés en main.

Traction avant.

3,56 mètres.

5,6 litres aux 100 km.

Toute la robustesse et la sécurité de Ford dans une petite voiture.

■ GARANTIE 1 AN KILOMÈTRE ILLIMITÉ.
■ Ceintures à enrouleurs ■ Double circuit de freinage ■ Disque à l'avant ■ Embrayage et freins auto-ajustables ■ Entretien tous les 10.000 km ■ Hayon arrière ■ Banquette rabattable.

*Prix au 9-9-76. **5,6 litres aux 100 km à 90 km/h vitesse stabilisée, 8,2 litres à 120 km/h vitesse stabilisée, 7,9 litres en ville - Normes UTAC

Légendaire robustesse et sécurité.



<p>LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS SERONT HEUREUX DE VOUS PRÉSENTER LA NOUVELLE FORD FIESTA</p>	<p>ETS. BUFFARD 110/112 bd de l'Hôpital PARIS 13 707.79.15</p>	<p>LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 18 206.19.40</p>	<p>ROCHEBRUNE 58/60 av. Parmentier PARIS 16 805.29.02</p>	<p>R.V.A. 89 bd Raspail PARIS 6 222.73.80</p>	<p>SADVA 19 rue de Presbourg PARIS 16 553.32.00</p>	<p>SAFI 76 rue de Longchamp PARIS 16 553.18.40</p>
---	---	---	--	--	--	---

Jeudi 18/9/76

N'envoyez pas d'argent
Pas de rigue. Pas d'obligation. Nous vous enverrons
la police pour un libre examen de dix jours

Ne pas d'argent
pas d'obligation. Nous vous enver-
rons pour un libre examen de dix jours

4 200 F par mois **50 400 F** par an nets d'impôts

si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

Un de nos directeurs répond aux quatre questions-clé sur la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde

- 1. Pourquoi y a-t-il une «Période Spéciale de Souscription»?**
En établissant un grand nombre de polices en peu de temps, nous réduisons nos frais administratifs. C'est également répercuté sur les tarifs avantageux auxquels nous pouvons vous offrir la Super Garantie Hospitalière. En outre, s'il était possible de souscrire n'importe quand, nombreux seraient ceux qui attendraient de se savoir malades... d'où une augmentation de la prime pour tous. Aussi, souscrivez maintenant... la Période Spéciale de Souscription est un avantage pour vous.

sus assurés durant la première année de votre Super Garantie Hospitalière, sans examen médical, sans questionnaire-santé. Or, même si vous êtes déjà sérieusement malade, nous vous garantissons à vous accorder ces garanties supplémentaires, d'une réelle importance, que vous ne prenez quasiment-une que vous prenez les quatre. A vous de choisir.

Voici donc comment «modéliser» votre protection en fonction de ce qui vous est spécifiquement nécessaire... et mieux préserver vos indemnités de l'inflation.

Grandes Entreprises

Age du conservateur	Utes - personne seule	Un parent et deux enfants	Mari et famille	Mari, femme et trois enfants
47-49	32,35	53,95	61,95	85,95
50-54	57,85	54,95	102,95	129,95
55-59	72,85	58,95	132,95	155,95
60-64	86,95	113,95	158,95	183,95

2. **Puis-je avoir confiance en une assurance si facile à obtenir ?**

Le Groupe Concordat est l'un des plus importants en France, bien connu pour servir le public depuis soixante-dix ans. Nous considérons que nous sommes suffisamment expérimentés pour le savoir, mais qui figure dans cette page qui a pour nous autant de valeur que la parole de nos agents ou courtiers. En nous demandant de vous adresser la police de la Super Garantie Hospitalière, vous ne prenez absolument aucun risque... et vous ne pouvez même en tirer que des avantages.

3. **Quels cas la police ne couvre-t-elle pas ?**

Ils sont énumérés, vous les retrouverez : fausses couches, avortements, accouchements, faits de genre, risques atomiques, participation volontaire à des actes, mouvements populaires, révoltes, crimes, blessures, volontaires, tentatives de suicide, usage de stupéfiants, ivresse, alcoolémie, séjours dans des hôpitaux, cliniques ou services psychiatriques, activités professionnelles des pilotes et membres d'équipages des avions ou hélicoptères.

Les quatre GRANDES Facilités vous sont versées directement en argent fait d'implantation plus des indemnités de votre police de base... en plus des autres prestations que vous pouvez recevoir. Mais attention, n'oubliez pas que les indemnités des GRANDES Facilités ne vous sont accordées qu'après votre souscription à la police de base à un minimum de 2,400 \$.

- 70 F par jour pour l'Indemnité Conscience... après 8 jours d'hospitalisation et pendant 28 jours au maximum.
- 70 F par jour pour l'Augmentation de l'Indemnité Accidents, uniquement pour les hospitalisations entraînées par un accident.
- De 100 à 3,000 F pour l'Indemnité Blessures Accidentelles, que ces blessures entraînent ou non l'hospitalisation.
- De 500 à 30,000 F pour l'Indemnité Décès et Mutilations Accidentelles.

Vous trouverez une description complète de chacune de ces GRANDES Facilités dans la police que nous vous adressons.

65-69	114,95	131,95	138,95	216,95
70-74	147,95	159,95	204,95	276,95

• Ou choisissez le Plan qui vous verse 2400 F par mois (80 F par jour).

Age du souscripteur	Une personne seulement	Un parent et tous les enfants	Mari et femme	Mari/femme et tous les enfants
17-39	18,95	35,95	38,95	52,95
40-49	34,95	50,95	51,95	77,95
50-59	43,95	59,95	78,95	94,95
60-64	53,95	67,95	94,95	106,95
65-69	66,95	78,95	118,95	128,95
70-74	87,95	94,95	157,95	163,95


ans qui survient la date d'effet du contrat les accidents ou les maladies survenant dans les deux ans qui précèdent cette date ou ayant donné lieu, dans le même délai, à une première constatation médicale ; à des soins médicaux ou à une hospitalisation. Au-delà d'un délai de deux ans après la date d'effet, ils sont couverts.

4. Quelles sont les quatre Garanties Familiales qui sont accordées et auxquelles j'ai droit ?


Chacune de ces quatre Garanties Familiales vous sera accessible à un taux avantageux réservé

VOYEZ COMME IL EST SIMPLE DE S'INSCRIRE AVEC LA CERTITUDE D'ÊTRE ACCUÉ :


A - Remplissez la proposition en haut de la page.


Robert SAVY.

**Qui a besoin
de la Super Garantie Hospitalière?**



"Les enfants à charge éligibles sont garantis à 715 ont
 moins de 17 ans ou moins de 23 ans lorsqu'ils sont handicapés. Pour ces enfants, les indemnités sont égales à la moitié.
 "Les primes sont calculées sur la base de votre âge à
 votre dernier anniversaire précédant l'expiration de la po-
 licy. Lorsque mari et femme sont assurés, nous ne
 prenons en considération que l'âge du mari.
 Le paiement de vos primes pourra s'effectuer mensuellement
 par chèque, par carte de crédit ou par chèque. Si vous
 souhaitez payer par chèque, par carte de crédit ou mensuellement,

[illegible]

Cette femme en a besoin! Si elle est hospitalière, elle devra aussi savoir épauler à ses freres hospitaliers et solidaires le soutien d'une grande cause: les enfants. Le Super Garment Hospitalier du Groupe Concordat lui offre la protection infante dont elle a besoin. Pour savoir: France par mail: amel@super-garment.com, elle peut se présenter et proposer son engagement... et elle ne manquera de recevoir de l'argent frais quand elle en aura le plus besoin!




**GROUPE
CONCORDE**
5, rue de Londres, Paris 9°
Tél. 280.66.00

Groupe Concorde
Libre-Réponse n° 4002
75443 Paris Cedex 09

LA CONCORDE (fondée en 1905)
S.A. au capital de 52.760.000 francs (statuts non vérifiés).
Siège social : 5, rue de Louvois - Paris 7. R.C. Paris
n° 509.126.460

LES CONTINGENTS D'ASSURANCES (statuts non vérifiés)
Société de réassurance fondée en 1924. S.A. au capital de
15.000.000 de francs (statuts non vérifiés). Siège social :
3, bd Diderot - Valence. R.C. Rouen n° 415.102.453.

Anticipations positives pour le 31 décembre du 14 juin 1988.



Cette femme en a besoin! Si elle est hospitalière, elle devra aussi donner l'asile à ses fratri hospitalières et médifier la malice d'une garde pour ses enfants. Le Super Gargantua Hospitalier du Groupe Concordie lui offre la protection même dans elle a besoin. Pour quelques francs par mois seulement, elle peut le protéger et protéger ses enfants... et elle est assurée de recueillir de l'argent, frais quand elle en aura le plus besoin!

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AVANT LA PRÉSENTATION DU PLAN BARRE

M. Papon : c'est à l'État d'édicter les contraintes nationales à la politique contractuelle

« Malheureusement, en France, on consomme plus qu'on ne produit », déclare M. Maurice Papon, rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans une interview accordée à la Croix. M. Papon ne pense pourtant pas qu'il faille réduire la consommation.

« Nos résultats du commerce extérieur sont en effet médiocres, en partie à cause de l'inflation, mais surtout parce qu'en raison de la dépréciation monétaire nous importons beaucoup plus cher. La consommation est, à l'heure actuelle, à la base du bon fonctionnement de notre économie. Il ne faut donc pas la réduire. Ce qui faut réajuster, c'est le couple prix-revenus, de manière que les uns n'augmentent pas du double, sinon d'un bon tiers, en plus que les autres. »

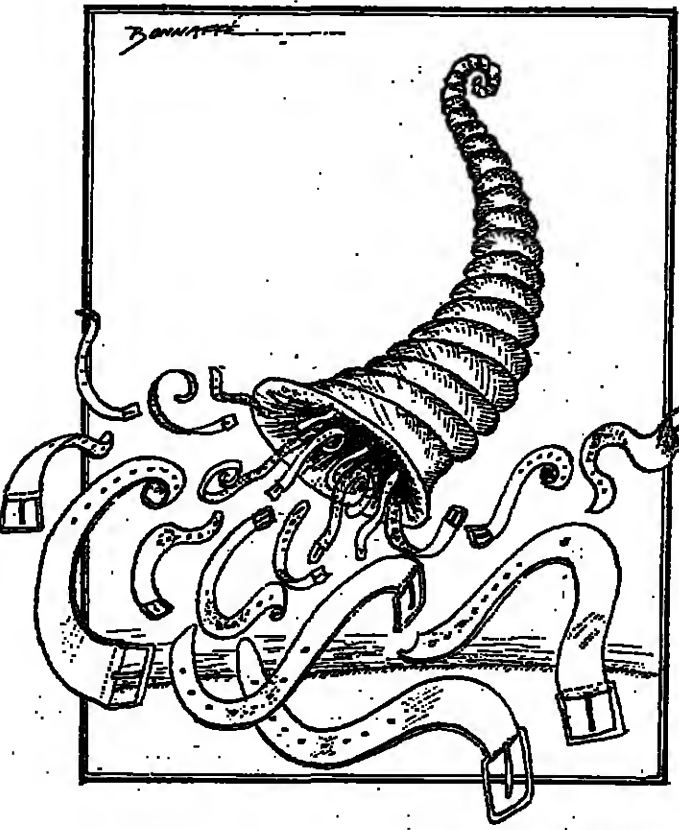
« On devrait procéder en deux étapes : d'abord stopper la progression du couple prix-revenus, ensuite voir comment réajuster la valeur relative de l'un par rapport à l'autre. »

« Je ne crois pas au consensus, ajoute M. Papon, dans un pays où existe la lutte des classes, avec toutes ses conséquences politiques. »

et dans un pays où il y a une mosaïque de République indépendante, se veut parler des catégories socio-professionnelles qui dépendent leurs revendications comme si chaque fois c'était un objectif national. Compte tenu de ces divisions, il y a un devoir qui s'impose à l'État, c'est celui d'arbitrer entre les intérêts. L'État est seul en mesure de dégager une conception de l'intérêt national.

« Il faut désormais que la politique contractuelle observe les contraintes nationales telles qu'éditées par l'État dans ses instances parlementaires. Cela reste démocratique comme procédure. Il faut, selon M. Papon, saisir [la présente] occasion de remettre en ordre pour faire une véritable redistribution du pouvoir d'achat en France. Il faut engager une répartition nouvelle des fruits de la croissance. Avant de parler de sacrifices, si l'on met tout fin aux vides, ce ne serait déjà pas si mal. Je fais allusion au déficit de la Sécurité sociale. »

« Si la lutte anti-inflation est administrée au pays comme une thérapeutique sacrificielle, ce sera une erreur psychologique. Ce sera une erreur technique. »



(Dessin de BONNAFFE.)

Le déséquilibre du commerce extérieur

(Suite de la première page.) Les prévisions faites par les pouvoirs publics portaient alors sur un déficit de 7 à 8 milliards de francs des échanges commerciaux pour l'ensemble de l'année 1976, ce qui, sans être négligeable, n'apparaissait tout de même pas catastrophique.

Les très mauvais résultats de juillet et d'août annoncent-ils un renversement de tendance ? En juillet, les achats de pétrole, qui s'élevaient considérablement gonflés (+ 27 % en un mois), expliquaient à eux seuls l'apparition d'un important déséquilibre. Cette cause de déficit eut raison mal éclaircie (stockage plus ou moins spéculatif, sécheresse, usage immodéré de l'automobile...) ne pouvait pas disparaître rapidement, nous l'avons souligné (le Monde daté 15-16 août). En août, la facture du pétrole a encore été plus forte : 6,21 milliards de francs, contre 6,16 milliards de francs en juillet, alors qu'elle était restée limitée à 5 milliards de francs en moyenne mensuelle de l'année précédente.

Non seulement les volumes importés augmentent, pour des raisons qui continuent de nous échapper, mais les paiements en dollars, qui arrivent maintenant dans les ports français après avoir été embarqués à deux mois, subit à plein effet de la décade du franc (5 % depuis juin) : il vaut donc plus cher.

La balance du franc joue évidemment sur l'ensemble des importations. Les experts ont calculé que 1 % de décade du franc par rapport au dollar coûtait au pays 100 millions de francs supplémentaires par mois. Le calcul est facile et hélas ! inquiétant : ce sont 500 millions de francs que coûte chaque mois la mauvaise tenue du franc sur le marché des changes, soit quelque 6 milliards de francs en année pleine...

Troisième facteur de déséquilibre, plus important encore : la sécheresse. On ne dispose pas encore de statistiques assez précises pour savoir exactement quels achats à l'étranger entraînent le manque d'eau. Du beurre probablement, dont les stocks n'étaient pas assez importants pour compenser la baisse de production. Mais pour le reste ? On ne sait pas non plus très bien quelles ventes de produits agricoles se sont ralenties : des céréales, du bétail probablement.

Toujours est-il que les importations de produits agricoles — y compris celles des industries alimentaires — sont passées de 2,9 milliards de francs en juillet à 3,5 milliards de francs en août (+ 20,7 %). Elles n'avaient pas dépassé 2,7 milliards de francs en août 1975 (+ 23,6 % en un an). Tout naturellement et pour les mêmes motifs, les exportations de produits agricoles sont revenues de 3,7 milliards de francs en juillet à 3,2 milliards de francs en août, soit une baisse de 14,3 % en un mois (+ 6 % en un an). Le jeu cumulé de la montée des importations et de la baisse des exportations a entraîné en août, dans ce seul secteur agricole, une perte de 1,1 milliard de francs.

APRÈS UN NOUVEL ENTRETIEN AVEC LE PREMIER MINISTRE La C.G.C. reste réservée à l'égard des intentions du gouvernement

Après deux nouvelles heures d'entretien, jeudi 18 septembre, avec le premier ministre, M. Raymond Barre, le président de la C.G.C., M. Yvan Charpentier, n'est pas sorti très optimiste de l'hôtel Matignon.

« La discussion a été longue et dure », laisse-t-on entendre à la C.G.C., mais M. Yvan Charpentier se refuse à donner d'autres précisions si ce n'est sur le calendrier.

A la suite de la promesse, en mars dernier, de l'ancien premier ministre, M. Jacques Chirac, d'élaborer une concertation annuelle avec la C.G.C., un copieux document comprenant cent trois points sur l'emploi, les salaires, la Sécurité sociale, le logement, la fiscalité, etc., avait été déposé chez le premier ministre.

M. Raymond Barre a repris le dossier : il en a discuté longuement avec le président de la C.G.C. et il ouvrira une lettre à la C.G.C. avant la fin de la semaine prochaine. Il y aura certainement des réponses négatives à certaines de nos questions, prévoit la C.G.C., qui se refuse cependant à faire le moindre pronostic. Mais la C.G.C. affirme qu'elle prendra position après les discussions du conseil des ministres du 22 septembre et réception de la lettre de M. Barre.

La date de la réunion du comité confédéral extraordinaire a été reportée du 18 au 25 septembre.

LES CADRES F.O. : les projets « anti-sécheresse » du gouvernement sont inacceptables

La fédération nationale des ingénieurs et cadres Force ouvrière critique sévèrement dans un communiqué les propositions gouvernementales pour venir en aide aux victimes de la sécheresse. Elle qualifie de « inacceptable » le projet de « faire payer aux cadres par une surimposition l'addition de la sécheresse ».

Elle constate « l'absence d'une liaison entre les solutions envisagées et la volonté de combattre les injustices sociales qui caractérisent la structure des revenus en France, y compris celles de la sécheresse elle-même. (...) » A ce jour, la seule cohérence évidente de l'action gouvernementale, poursuit la F.N.I.C., outre la volonté de ne rien changer à l'économie de profit, semble être celle de diviser et d'opposer les Français entre eux : agriculteurs contre salariés, cadres contre non-cadres, organisations syndicales contre État, au nom d'une solidarité nationale.

La Commission européenne n'envisage pas d'aides directes aux agriculteurs victimes de la sécheresse

La Commission européenne n'envisage pas d'accorder des aides directes aux agriculteurs victimes de la sécheresse, a indiqué, jeudi 18 septembre, M. Pierre Lardinois, chargé des questions agricoles au sein de cette Commission. Selon M. Lardinois, les consommateurs européens ne connaîtront vraisemblablement ni difficulté d'approvisionnement ni flambée des prix les mois à venir en raison des réserves dont dispose la Communauté.

De son côté, M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture

(APCA), après avoir rappelé que « depuis trois ans l'insuffisante revalorisation des prix agricoles a déjà été une contribution importante de l'agriculture à la lutte contre l'inflation et a constitué une véritable subvention à la consommation, sans que les Français en aient pris conscience », conteste l'attribution des dommages causés par la sécheresse faite récemment par la commission des comptes de l'agriculture.

« Cette évaluation », déclare M. Perrin, a été effectuée sur la base d'une comparaison avec 1975, or les résultats de 1975 faisaient ressortir pour la deuxième année consécutive une baisse importante du revenu agricole. « Devant cette situation nouvelle, qui ne permet pas une indemnisation équitable de l'ensemble des producteurs », l'APCA estime que « les compensations doivent aller au profit des agriculteurs et à ceux dont les revenus sont les plus bas de la nation. »

Par ailleurs, les brasseurs, dans le but de « ramener à leurs justes proportions » les déclarations faites à propos des « profits exceptionnels » qu'ils auraient réalisés du fait de la sécheresse, ont décidé d'une part, de vendre des bières à 1,63 % pendant les huit premiers mois de l'année et, d'autre part, que les prix à la production n'étant pas libérés, une seule hausse de 4 % a été autorisée par les pouvoirs publics depuis le 1^{er} juillet 1976.

D'autre part, des agriculteurs ont mené des piques sur la chaussée de toutes les routes conduisant à Rouen, dans la nuit de jeudi à vendredi. Cette opération a été revendiquée par la F.D.S.E.A. et le C.D.J.E.A. dans le cadre des revendications concernant l'indemnisation des dégâts provoqués par la sécheresse.

EN ESPAGNE, le coût de la vie a augmenté de 0,8 % en août, soit un taux d'inflation de 12,6 % pour les huit premiers mois de l'année, contre 9,8 % l'année dernière pour la même période.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES.

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 heures	4 2/8	5 7/8	3 3/4
1 mois	5 1/4	5 3/4	4 1/2
3 mois	5 1/4	5 3/4	4 1/2
6 mois	5 3/4	5 1/4	4 5/8

EMPLOI

UN « MONOPOLY DU CHOMAGE »

De notre correspondant

Nancy. — A la SITRAB de Saint-Nabord, près de Remiremont (Vosges), les quatre-vingt salariés de la manufacture industrielle, à la recherche d'un patron depuis cinq mois, mettent à profit l'occupation de leur entreprise pour collecter des plans en bois, futurs prototypes d'un jeu s'inspirant du Monopoly.

Il s'agit du Chômageopoly, dont l'idée a germé au sein de la commission jeux de Lipp.

Ce jeu sera le contraire du Monopoly, conte un délégué syndical C.F.D.T. Au lieu de cou-

rir après l'argent pour s'enrichir, il s'agira d'en rassembler le plus possible pour la lutte collective en faveur de l'emploi.

Les « cases » de l'avenue Malignon, de la rue de la Paix et de la rue Le Fayette, seront remplacées par des entreprises qui tentent de survivre. En cas de chômage, on n'a pas en prison, mais on ira voir le syndico ou le tribunal de commerce.

Mille exemplaires de ce jeu seront mis en vente au prix de 50 F environ pour les fêtes de fin d'année. — C. L.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les usines nucléaires de La Hague sont occupées par une partie du personnel

De notre correspondant

Chebourg. — Organisée par trois des cinq syndicats des agents du Commissariat à l'énergie atomique, la C.F.D.T., F.O. et le SPAEN (syndicat autonome), une grève sur le tas commencée jeudi matin 16 septembre dans les installations du centre d'extraction de plutonium de La Hague, à l'extrémité de la presqu'île du Cotentin, s'est transformée en fin d'après-midi en occupation d'usine pour une durée indéterminée.

A l'origine de l'action syndicale qui n'est suivie ni par la C.G.T. ni par la C.G.C., l'envol, par la COGEMA — une nouvelle filiale du C.E.A. — de leur nouveau contrat d'embauche aux agents. La COGEMA (Compagnie générale des matériels nucléaires) est une société de droit privé à capital d'État pour le moment chargée de gérer et de commercialiser l'ensemble des productions du Commissariat à l'énergie atomique.

C'est pour protester contre ce qu'ils appellent la « falsification » de ce dernier (1), mais surtout pour défendre leur statut et éviter une dégradation de leurs conditions de travail que le noyau dur des grévistes a décidé de transformer la grève en occupation, tout en précisant, « que les conditions de sécurité seraient respectées ».

Jeudi, la grève a été suivie par une assez large fraction des personnels ouvriers : 90 % disent les syndicats, 60 % répond la direction — et le tiers seulement des agents C.E.A. occupent une partie de l'usine : une zone d'équipement secondaire à vrai dire, dont le restaurant. Au cours de la journée, les installations de retraitement qui avaient été mises en route début septembre pour une nouvelle « campagne » ont été progressivement arrêtées par la direction : leur sécurité est désormais assurée par les cadres et le personnel requis. Mais les grévistes ont fait savoir qu'ils n'empêcheraient pas les non-grévistes de venir travailler.

(1) Estimant illégaux les procédures adoptées par le C.E.A. pour créer la COGEMA, les syndicats ont d'ailleurs engagé à ce titre un recours au Conseil d'Etat.

SYNDICATS

LES MÉTALLURGISTES C.G.T. : les difficultés avec la C.F.D.T.

« sont en voie d'être surmontées ».

M. Jean Breteau, secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T., a répondu jeudi 18 septembre au communiqué des métallurgistes C.F.D.T., qui s'inquiétaient d'un « ajournement sine die » de leurs discussions, en voie d'aboutissement, sur l'action revendicative.

« Après de laborieuses discussions, nous étions arrivés à un accord », a déclaré M. Breteau. Mais c'est à la suite du soulèvement des grévistes de voir figurer dans la plate-forme commune la lutte contre le super-impôt-sécheresse que le désaccord est apparu.

Le report de la mise au point d'un accord n'a absolument pas la portée de rupture qu'on a voulu lui donner », a indiqué M. Breteau. « Nous avons tout lieu de penser, a-t-il ajouté, que les difficultés sont en voie d'être surmontées. »

Le matin même, la C.F.D.T. au niveau confédéral, avait en effet répondu aux ouvertures faites la veille par la C.G.T. sur l'organisation d'une vaste action nationale contre le « plan d'austérité ». Constant « des évolutions positives tant sur les objectifs que sur les formes d'action » proposées par la C.G.T., la centrale d'Edmond Maître a « décidé de s'employer, d'ici au 22 septembre, à rassembler les conditions d'une action unitaire ».

LE TRAFIC S.N.C.F. sur la banlieue de Paris-Montparnasse n'était assuré ce vendredi 19 septembre qu'à 60 % et à 40 % sur la banlieue Paris-Invalides. Ces perturbations étaient dues à une grève des agents d'accompagnement des trains lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T., qui devait se terminer samedi 19 septembre à 6 heures. Le conflit, de caractère local, porte sur les conditions de travail de ces agents d'établissement des « roulements ».

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

A Castres

DES MILITANTS DU CID-UNATI BRULENT DES FEUILLES D'APPEL DE COTISATIONS D'ASSURANCE-MALADIE

Des militants du CID-UNATI Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ont brûlé, jeudi soir 18 septembre, plusieurs milliers de feuilles d'appel de cotisations d'assurance-maladie de commerçants et d'artisans devant l'entrée de la Foire-exposition de Castres (Tarn), qui doit être inaugurée par M. Brousse. « Il est bon que le nouveau ministre du commerce et de l'artisanat sache qu'il vient de brûler ses feuilles », précise le CID-UNATI dans un communiqué.

Le CID-UNATI demande à M. Brousse de « se saisir immédiatement » du dossier social des travailleurs indépendants. — (A.F.P.)

A L'ÉTRANGER

En Belgique

LA GUERRE DE L'INDICE DES PRIX N'AURA PAS LIEU

La guerre de l'indice des prix n'aura pas lieu en Belgique. Au terme d'une nuit de négociations, le gouvernement a, en effet, cédé jeudi 18 septembre à la pression des syndicats et a décidé le retour à l'indice des prix à la consommation, tel qu'il était calculé avant les vacances. En juillet dernier, la décision du gouvernement belge de retirer le poste « fruits et légumes » de l'indice des prix avait provoqué un rapprochement entre tous les syndicats.

La bonne volonté du gouvernement n'est peut-être pas désintéressée : après l'accord intervenu, l'indice de septembre augmentera de 0,3 point au lieu de 0,5, les prix des fruits et légumes ayant considérablement baissé depuis la fin de la période de sécheresse. L'accord prévoit aussi que la méthode de calcul de l'indice ne pourra pas être modifiée dans les prochains mois.

Journal de 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

"Chères" inégalités

(Suite de la première page.)

Si l'inflation trouve mieux à s'alimenter dans un pays d'inégalités, c'est pour deux raisons essentielles :

1) La lutte entre les groupes sociaux pour obtenir une situation relative meilleure, pour la conquête du maximum d'avantages, est d'autant plus féroce que la disparité des statuts et des revenus est grande. Or, l'échauffement provoqué par cette bataille constante (plus ou moins sourde, plus ou moins ouverte selon les moments) se traduit par de l'inflation. Les économistes classiques, se fondant sur les mécanismes régulateurs du marché pour assurer la répartition de la richesse de manière « neutre », avaient compté sans les capacités et le « poids » très différents des individus.

Le meilleur exemple est celui de ce qu'on appelle « anticipation ». Certains agents économiques, parce qu'ils sont mieux informés, mieux placés, mieux soutenus par leur syndicat, peuvent prévoir la hausse des prix et agir en conséquence avant même qu'elle ait produit ses effets (ce qui, évidemment, contribue à les aggraver), alors que d'autres ne peuvent que subir l'inflation-inégalité-inflation, chaîne sans fin.

On a beaucoup dit — et écrit — que les pays où les inégalités étaient le moins choquantes, et donc où un consensus pouvait se

développer, étaient aussi ceux où il était le moins mal commode d'endiguer l'inflation. On peut faire la même démonstration, non plus dans l'espace, mais dans le temps, à propos de la France, comme l'a fait Laurent Fabius (1). De 1963 à 1967, la hausse annuelle des prix a été minime : 2,8 % en moyenne. C'était aussi le temps où l'autorité des pouvoirs publics débarrassés du problème algérien était assez affirmée et où apparaissait un certain consensus sur l'impératif industriel. Avec la rupture de 1968 et surtout de 1972-1973 les choses changent : diminution d'autorité du pouvoir politique, remise en cause de la croissance, conscience de plus en plus nette des inégalités dont sont victimes les travailleurs.

2) Les inégalités alimentent l'inflation par un autre canal, ce que les experts appellent « l'effet de démonstration ». Les acheteurs du haut de l'échelle sociale donnent par leurs dépenses, le « ton » de la consommation, lancent des modes que de moins fortunés s'efforcent à suivre pour ne pas perdre trop de places dans la course au statut social le plus élevé possible, et ainsi de suite. Alors les produits de luxe, destinés en principe aux seules classes fortunées, suscitent des envies et des besoins artificiels dans l'ensemble de la population. La société est tout de même sommée de les satisfaire.

Une étonnante faculté de reproduction

Ces inégalités qui contiennent beaucoup de pays sont « chères », hélas ! au cœur de très nombreux Français. Sur le chapitre des revenus, s'il est naturel que la C.G.C. entouche comme cheval de bataille celui du maintien de l'échelle des rémunérations, il est assez étrange d'entendre M. Georges Séguier parler d'« entreprise de diversion et de diversion » à propos des tentatives du pouvoir de « remettre en cause la hiérarchie des salaires comme moyen de juguler l'inflation et de réduire les inégalités ». Comme s'il ne savait pas que l'éventail des salaires français, du planton au P.-D. G., était le plus large de tous les pays occidentaux !

Il est d'ailleurs étonnant de constater à quelle vitesse, malgré toutes les tentatives de compression, les inégalités de revenus se développent. Rappelons que, selon un rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (2), l'effet du fort resserrement de l'éventail en 1968, après les négociations de Grenelle, s'est dissipé entre 1969 et 1972. Les experts estiment qu'en 1973-1974, les écarts se sont à nouveau élargis, pour retrouver en 1975, l'ampleur qu'ils avaient vingt ans plus tôt ! Et que penser du comportement archaïque de la plupart de nos concitoyens soucieux de toujours dissimuler ce qu'ils gagnent, de la floraison de « primes » catégorielles plus ou moins occultes dans tel ou tel secteur professionnel sinon que l'on s'accommode bien des inégalités... à condition qu'elles vous profitent.

Dans les domaines des patrimoines, l'acceptation de fortes inégalités est encore beaucoup plus criante. Le phénomène est d'autant plus grave que c'est là le facteur idéal de reproduction d'inégalités de génération en génération.

La querelle sur la taxation des plus-values a montré à quel point la sensibilité était vive sur ce terrain. Ce n'est pas seulement parce que le débat avait été mal engagé qu'il a suscité tant de réactions.

Qu'on se rappelle aussi la tempête soulevée fin 1968 par l'idée de renforcer l'impôt sur les successions. Une enquête par sondages publiée par l'« Expansion » (3) révèle que 52 % des ouvriers seulement sont favorables à l'impôt sur le capital et à la taxation des plus-values et 32 % à l'impôt sur les successions.

portance de la fraude fiscale est tel qu'elle rejette l'idée d'une augmentation de l'impôt direct qui atteigne « toujours les mêmes ». La taxe sur la dépense « frappe à tort et à travers, mais tout le monde y passe » (5).

La jungle des inégalités est épaisse. Tout le monde veut qu'on y taille... mais dans les arbrès et les lianes du volon. Comportement trop humain qu'il ne faut jamais négliger dans les grandes opérations de réformes. Sou-

venons-nous de la phrase de Zadig : « Qui de nous osera changer une loi que le temps a consacrée ? Y a-t-il rien de plus respectable qu'un ancien abus ? » Si le gouvernement Barre, après avoir bien expliqué les raisons de ses choix et, défiant Voltaire, peut épinglez sur son tableau de chasse une série d'« anciens abus », les chemins s'aplaniront plus aisément devant lui.

PIERRE DROUIN.

ISEEC

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
— SECRÉTÉRIAT
— GESTION
— COMPTABILITÉ

RENTREE LE 20 SEPTEMBRE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

(Publié)

MANUTENTION - STOCKAGE

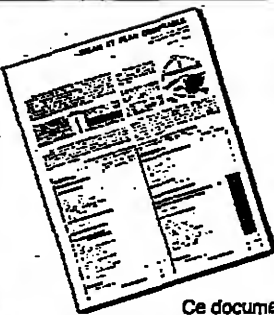
Importante société américaine avec production en Europe
cherche en France

REVENDEURS / AGENTS

pour ses matériels brevetés pour stockage horizontal
(Contilever Rack)

Ecrire ou téléphoner à Palmer-Shile Co. Setefeldt, 27
8005 Zürich, Suisse - Tél. : 4-70185 - Télex : 52485.

Edité par **OBBO**
BILAN et
PLAN COMPTABLE



Joint à une information de base sur la comptabilité OBBO, ce document présente de façon claire et vivante le plan comptable général.

Il étudie son utilisation au moyen de la comptabilité OBBO et ses relations avec le bilan.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Ce document est disponible au SICOB, stand n° 1 B 1234.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Bilan et Plan Comptable" OBBO

M. Société

adresse

Tél.

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9^e - tél. 878.25.50 et 25.06

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAITS DE L'ARRÊT RENDU PAR LA 4^e CHAMBRE
DE LA COUR D'APPEL DE PARIS LE 27 AVRIL 1976

LA COUR.

Statuant sur l'appel interjeté le 15 juin 1974 par Félix PINTO et la Société Immobilière du Domaine de La Napoule dite S.I.D.O.N.A.C. ensemble sur l'appel incident et la demande additionnelle formée par RICHARD, LEPRINCE-RINGUET, ROUDIL, BARTOLI... à l'encontre d'un jugement rendu par la 3^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris le 21 mars 1974, qui a condamné ROUDIL, RICHARD, BARTOLI et LEPRINCE-RINGUET à verser, dans un but d'information du public et de meilleure information de l'Etat, en conséquence à débiter Félix PINTO et la S.I.D.O.N.A.C. de la somme de 10 millions de francs, à verser à titre d'indemnité de sept mille francs à chacun de leurs adversaires, a ordonné la publication intégrale du jugement dans cinq journaux ou revues aux frais des condamnés, des dépens et au choix conjoint des victimes...

Considérant qu'il est établi que la Société S.I.D.O.N.A.C. gérée par Félix PINTO, après avoir acquis le Domaine de La Napoule, comprenant le champ de courses désaffecté de Mandelieu (Alpes-Maritimes), près du terrain de golf et de l'édifice de Chaux-Mandellou, se proposait, avec le concours de la Société S.E.S.A., l'édification d'un vaste ensemble immobilier comportant initialement cinq bâtiments de seize étages (56 m) et trois tours de trente étages (78 m), le tout disposé en quinconce autour d'un court intérieur artificiel de dix hectares d'eau dérivée de la Siagne, cette opération se trouvant dénoncée comme contraire à l'urbanisme et à l'hygiène, dans l'ouvrage publié à Paris par H. ROUDIL en 1971, sous le titre « La Côte d'Azur sensationnelle ? » et la signature de René RICHARD et Camille BARTOLI, avec une préface de Louis LEPRINCE-RINGUET, que la publication de cet ouvrage amena les pouvoirs publics à révoquer les permis de construire accordés, à interdire les tours et à ramener le nombre des autres bâtiments de cinq à trois, d'où une réduction de la surface totale des planchers de 413.000 à 265.000 m² et un retard de deux ans dans la réalisation du programme immobilier.

Considérant que Félix PINTO, agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de gérant de la Société Immobilière du Domaine de La Napoule ci-après désignée S.I.D.O.N.A.C., a, selon exploit du 2 février 1972, assigné ROUDIL, RICHARD, BARTOLI et LEPRINCE-RINGUET en paiement de trois millions de dommages-intérêts pour diffamation, subordination, injures et, plus subsidiairement, escroquerie en vertu de l'article 1382 du Code Civil, en tant qu'auteurs du préjudice subi par lui personnellement ou par la Société représentée...

Considérant, que PINTO et la S.I.D.O.N.A.C. ne rapportent pas la preuve du caractère diffamatoire ou injurieux à leur égard des textes et photographies de la plaquette « La Côte d'Azur sensationnelle ? » visée dans les écritures et dont la Cour se trouve en possession, ainsi qu'en revanche les textes et rapports la preuve soit de l'exactitude des faits allégués, soit, en tout cas, de leur bonne foi ;

Considérant qu'au sujet de cette bonne foi c'est encore en vain que les promoteurs ont entendu contester la légitimité du but poursuivi par les auteurs et éditeurs de l'ouvrage en versant aux débats en cause d'abord un document destiné à établir que la notion de bonne foi retenue par les premiers juges ne pouvait être invoquée au bénéfice de ROUDIL, BARTOLI et RICHARD, ceux-ci n'ayant d'autre objectif que d'obtenir des dommages-intérêts par la menace d'une diffamation préjudiciable nécessairement au programme immobilier de ces derniers, le versement à leur profit de sommes très importantes ;

Considérant qu'une telle pièce, même si les conditions de son verse-

ment la rendait suspecte, était effectivement de nature à tromper la justice en lui faisant admettre que la publication de l'ouvrage « La Côte d'Azur sensationnelle ? » ne constituait en réalité qu'une manœuvre de chantage destinée à extorquer des sommes d'argent aux promoteurs ou tout au moins en créant un doute sur la bonne foi de leurs adversaires ; que, toutefois, les diligences effectuées au cours de la mise en état ont établi l'existence de la lettre prétendument photocopiée, le document produit apparaissant comme un montage photographique.

Considérant que la fausseté des allégués de PINTO et S.I.D.O.N.A.C. étant ainsi démontrée, la bonne foi de ROUDIL, RICHARD, BARTOLI et LEPRINCE-RINGUET peut d'autant moins être contestée : qu'il ne peut au surplus être sérieusement soutenu que ces derniers n'ont pas poursuivi un but légitime et désintéressé en alertant l'opinion et les pouvoirs publics en vue de la défense du patrimoine biologique et esthétique de la nation ;

Considérant qu'il est établi, en conséquence, de débiter PINTO et S.I.D.O.N.A.C. de leur action tant sur le fondement de la diffamation ou de l'injure publique que sur celui de l'article 1382 du Code Civil et de condamner de ce chef la décision entrepris, aucune faute ne pouvant être retenue à l'encontre des responsables de la publication de l'ouvrage ;

SUR LA DEMANDE RECONVENTIONNELLE ET L'APPEL INCIDENT DE ROUDIL, RICHARD, BARTOLI et LEPRINCE-RINGUET.

Considérant que si l'appel incident apparaît déjà fondé en son principe dès lors qu'en prolongeant la procédure les appelants à titre principal ont eu pour objet de faire valoir la gravité des préjudices subis par eux, en plus de la communication de pièces et de nature, à lui seul, à justifier, en outre, la demande additionnelle en dommages-intérêts ;

Considérant, dans ces conditions, que ces derniers sont fondés à reprocher leur comportement à PINTO et à la S.I.D.O.N.A.C. auxquels il appartenait d'expliquer l'original de la lettre dont ils se proposaient de verser aux débats la photocopie et la justification de l'identité de la personne qui la leur procurait, ainsi qu'il leur valait le grave préjudice que leur a causé ce comportement PINTO et la Société S.I.D.O.N.A.C. n'ayant pas hélas, dans leurs conclusions additionnelles du 12 janvier 1976, à imputer une tentative de chantage à ROUDIL, RICHARD et BARTOLI et même à ridiculiser LEPRINCE-RINGUET tout en offrant de se désister à son encontre afin de dissuader leur action ;

Considérant, en conséquence, qu'en regard à la gravité des accusations portées la Cour dispose de suffisamment d'éléments pour arrêter, toutes causes de préjudices confondues, à vingt mille francs le montant des dommages-intérêts que PINTO et la S.I.D.O.N.A.C. devront verser à chacun des défendeurs, appelants à titre incident ;

PAR CES MOTIFS,

Confirme le jugement entrepris en ce qu'il a rejeté la demande principale de PINTO et de la Société S.I.D.O.N.A.C. et l'assignation sur la demande reconventionnelle de ROUDIL, BARTOLI, RICHARD et LEPRINCE-RINGUET ;

Condamne PINTO et la Société S.I.D.O.N.A.C. conjointement et solidairement à verser à chacun de ces derniers la somme de vingt mille francs à titre de dommages-intérêts.

Ordonne la publication de l'arrêt en totalité ou par extraits aux conditions fixées par le jugement.

Pour extrait,
Jacqueline TROUVAT,
Avocat à la Cour,
Xavier VABIN,
Avocat à la Cour.

Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brio. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.

PUBLICIS N 0728



Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. B.P. 142 92108 Boulogne-Billancourt

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la
littérature exposent leur
gamme complète chez :

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 11^e - TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LES FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT ET DE MATÉRIEL D'ENTRETIEN DE L'AUTOMOBILE SONT OPTIMISTES

Les industries d'équipement et d'entretien de l'automobile ont actuellement le vent en poupe : un sondage portant sur des entreprises effectuant 33 % du chiffre d'affaires de la profession révèle une progression de 21 % de l'activité en volume au cours du premier semestre 1976, correspondant à peu près à celle enregistrée dans la construction automobile (+ 22,7 %).

Cette amélioration se produit après un exercice 1975 très médiocre. Le chiffre d'affaires global ayant diminué de 3,8 % à 15 milliards de francs (il avait déjà chuté de 4 % en 1974). Ce chiffre se répartit à raison de 36 % pour les fournisseurs aux constructeurs (première moitié), 28 % pour les rechanges (seconde moitié) et 36 % pour les exportations : ces dernières ont vivement progressé en 1975 (+ 30 % en volume), tandis que la part de la seconde moitié fléchissait quelque peu à par suite de l'amélioration de la qualité et de l'allongement de la durée des produits livrés.

BILLET

Habillement masculin : un Salon prometteur, mais...

Si chaleur et sécheresse ont attristé les marchands de parapluies, les fabricants de maillots de bain, eux, se frottent les mains. Les ruptures de stocks intervenues ont été chez leurs détaillants un véritable boom au niveau de la fabrication. Les professionnels de l'habillement masculin sont également satisfaits : le nombre de visiteurs à leur dernier salon a progressé de plus de 30 % par rapport à l'an dernier. Les clients qui, du fait de la chaleur, ont délaissé les vêtements d'hiver, ont beaucoup mieux maintenu les vêtements chauds.

Mais l'évolution des échanges commerciaux avec l'étranger continue d'inquiéter. Les exportations de vêtements masculins ont baissé de 3 % en un an, tandis que les importations progressaient de 19 %. Le taux de couverture

n'est plus que de 88,8 %. Les professionnels se plaignent du déferlement des importations en provenance des « faux pays sous-développés » : Singapour et la Corée du Sud notamment. « Il faut mettre de l'ordre sur le marché mondial en accord avec les Américains et les Japonais », dit M. Hofmann, président de l'Association européenne des industries de l'habillement.

Les salariés eux aussi font leurs comptes à l'occasion de la semaine d'action syndicale C.G.T.-C.F.D.T. de l'habillement. Les salaires ne sont pas très élevés : 1 527 par mois en moyenne (au rendement) en septembre 1975, d'après leurs calculs. Les problèmes d'emploi ne sont pas résolus. On ne réembauche pas et l'habillement a perdu 20 % de ses effectifs (60 000 personnes) de 1972 à 1975.

REJETANT LES ACCUSATIONS DE « CARTELLISATION »

Bonn n'entend pas s'opposer au groupement rassemblant les sidérurgistes allemands, néerlandais et luxembourgeois

Bonn. — « Un cartel, quel cartel ? » C'est la réponse que l'on s'attire invariablement en République fédérale tant des milieux industriels que des pouvoirs publics ou des syndicats ouvriers lorsqu'on évoque le groupement des sidérurgistes allemands, néerlandais et luxembourgeois (I).

Les Allemands veulent bien reconnaître que la création du Groupement économique international, rassemblant les sidérurgistes de R.F.A., des Pays-Bas, ainsi que la Société luxembourgeoise Arbed et son antenne belge Sidmar, n'a peut-être pas été assez expliquée, mais ils ne comprennent pas l'effet d'« effet d'entrave » que l'on a voulu lui faire attribuer, dans une mesure, à Bruxelles.

L'industrie proteste de ses bonnes intentions et les pouvoirs publics suivent avec distance une affaire « relevant du secteur privé ». Pour tous, l'émotion ressentie en France s'expliquerait par une simple coïncidence et par une confusion. Dans le même temps où était annoncée la création du Groupement économique international, des sidérurgistes allemands demandaient en effet l'autorisation à la Commission de Bruxelles de créer deux « groupes de rationalisation ». Des observateurs peu avertis auraient alors mélangé deux démarches totalement indépendantes, l'affaire prenant ainsi des proportions qu'elle n'aurait jamais dû avoir.

Le Groupement économique international, fondé le 1^{er} juillet dernier, a pour but, selon ses statuts, de représenter ses adhérents à l'extérieur, notamment vis-à-vis de la Commission de Bruxelles, et de faciliter les échanges d'informations sur la production, l'emploi, le marché, l'approvisionnement en énergie et en matières premières, l'environnement. Il est d'autre part ouvert à toutes les entreprises sidérurgiques de la Communauté économique européenne. Il a été créé conformément à l'article 48 du traité de la CEEA, sans participation du gouvernement fédéral allemand et sans son autorisation, qui, au demeurant, n'était pas nécessaire.

Pas de prix minima de l'acier

Face à ce groupement, le ministère fédéral de l'économie se montre attentif, mais pas méfiant. Il n'a jusqu'à maintenant aucun élément concret qui lui permette de penser que l'association s'élève à des activités de cartel. Dans ces conditions, il ne veut pas attenter à la liberté de coalition. C'est également le point de vue défendu par les syndicats ouvriers.

Les « groupes de rationalisation » ont une longue histoire. A la suite de la précédente crise de 1967, avaient été créés en R.F.A. quatre comités de vente des aciers laminés, organismes qui avaient été autorisés par la haute autorité de la CEEA jusqu'au 30 juin 1971. A cette date, la commission de Bruxelles avait autorisé leur remplacement par quatre « groupes de rationalisation », qui rassemblaient sur une base géographique des entreprises appartenant à des accords de production ; ces groupes devaient se faire concurrence entre eux. L'autorisation a été prorogée jusqu'à la fin de cette année pour deux groupes (2), les deux autres ayant cessé leurs activités à la suite des fusions Thyssen-Rheinsteel et Hoesch-Hoogovens.

De nouvelles autorisations viennent d'être demandées pour le groupe « nord » comprenant Klockner-Magnit, Krupp et

De notre correspondant

Salzgitter, et le groupe « sud » avec Dilligen, Arbed, Neunkirchen.

Alertée par ses services — aussi bien que par plusieurs gouvernements, dont celui de Paris, — la Commission européenne s'est émue des projets germano-néerlandais. Elle a présenté, le 21 juillet, un certain nombre de mesures visant à éviter les répercussions les plus fâcheuses d'une nouvelle récession dans la sidérurgie (3). Le plus grand des commentateurs y ont vu un contre-feu au projet allemand, ayant pour but, ajoutaient certains, de rendre inutile le « groupement ». Puis que Bruxelles propose un dispositif anti-crise communautaire, M. Simonet, commissaire européen, a été présenter ce plan aux neuf capitales durant l'été.

Dans les milieux gouvernementaux allemands, on se félicite « en principe » de ces propositions. M. Simonet serait d'ailleurs reparti de Bonn avec une impression favorable. Après ses entretiens avec M. Friderichs, ministre de l'économie, les Allemands émettent pourtant quelques réserves. Ils accueillent positivement la vision de Bruxelles d'un marché libéral, l'idée de prévisions globales de production et de consommation, les tentatives pour prévenir les crises. Mais ils refusent la fixation par la Commission européenne de prix minima, de quota de production « individualisés » par société, ou de restrictions à l'importation. Sur ce point, il n'y a pas de divergence entre les responsables de l'économie et les milieux industriels.

Dans une réponse à un député, M. Schlecht, secrétaire d'Etat au ministère de l'économie, vient de définir clairement la position gouvernementale. « Les prévisions de production et de consommation, la surveillance statistique du marché et la coopération internationale doivent permettre d'éviter de recourir aux mesures prévues par le traité en cas de crise. Mais on ne doit pas non plus créer de nouveaux instruments dirigés non prévus par le traité et assujettir les conditions fixées dans le traité pour la mise en œuvre des mesures antérieures. »

Le ministère rejette également toute idée de cartellisation : « Il ne s'agit pas de créer des points de cristallisation pour des arrangements incompatibles avec les règles de concurrence du traité de la CEEA. »

Les réactions françaises ne sont-elles alors que la conséquence de malentendus ? Il est vrai que les industries sidérurgiques françaises et allemandes évoluent dans des conditions politiques et économiques différentes, qui ne facilitent pas la compréhension. En R.F.A. la sidérurgie est en pleine phase de reconstruction. L'Etat y intervient très peu dans les affaires de l'industrie. L'hostilité à toutes mesures évitant de près ou de loin le dirigisme est très profonde, la crainte d'une bureaucratie omnipotente très présente.

Au sein de la coalition gouvernementale libérale-socialiste, M. Friderichs souligne son image de défenseur de l'économie de marché et de la libre entreprise. L'hostilité de principe du ministère de l'économie à la création de cartels doit, d'autre part, être prise au sérieux, et les autorités anticartels ouest-allemandes sont extrêmement soucieuses.

Il reste que l'on ne saurait prendre pour argent comptant des déclarations d'intentions ou les statuts anodins du fameux Groupement économique international. S'ils ne se recouvrent pas, les « groupes de rationalisation » et cette nouvelle association

internationale se complètent fort bien. Ce qui ne saurait surprendre, puisqu'il s'agit des mêmes entreprises.

Il est significatif que Français et Allemands n'aient pas la même conception de la « mission » de M. Simonet. Lors du « sommet » franco-allemand de Hambourg des 5 et 6 juillet (4), MM. d'Ornano et Friderichs avaient, dans un communiqué, invité la Commission de Bruxelles à se mettre au travail. Dans l'esprit des responsables français, les propositions communautaires devaient avoir pour but de rendre sans objet le Groupement économique international. Pour les Allemands, au contraire, l'objectif était de préparer un « document antérieur » sans lien avec les groupements annoncés, qui resterait dans les tiroirs aussi longtemps que la conjoncture serait favorable.

Les nouvelles difficultés qui apparaissent actuellement sur le marché de l'acier faciliteront peut-être un compromis.

DANIEL VERNET.

- (1) Le Monde des 7 février et 9-10 mai 1976.
(2) Le Monde du 30 juillet.
(3) Le Monde des 8 et 22 juillet.
(4) Le Monde du 8 juillet.

LA BANQUE D'ANGLETERRE, renforçant son dispositif de défense de la livre sterling (le taux de l'escompte a été relevé la semaine dernière de 11,5 à 13 %), vient d'imposer aux banques ainsi qu'aux Finance Houses, un pourcentage additionnel de dépôts spéciaux, quelle que soit la durée de 3 à 4 %, taux qui s'ajoute au pourcentage des réserves obligatoires de 10 % à 12,5 %. Cette mobilisation de nouveaux dépôts interviendra en deux étapes égales : 0,5 % le 28 septembre et 0,5 % le 5 octobre. Ainsi, les banques commerciales vont-elles se retrouver dans une situation d'encadrement du crédit aussi sévère qu'à la fin de 1973. La mesure va éponger quelque 351 millions de livres (3 milliards de francs) de liquidités.

ÉNERGIE

La C.F.P. ne veut plus investir dans les pays en voie de développement

La Compagnie française des pétroles (C.F.P.) a décidé de concentrer désormais ses efforts de prospection sur des régions économiquement sûres, c'est-à-dire principalement l'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord. En revanche, dans les pays en voie de développement, elle accroîtra ses activités de services — notamment commerciaux — pour le compte des gouvernements de ces pays.

C'est ce qu'a annoncé M. René Granier de Lillan, président de la C.F.P., le 16 septembre lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté l'évolution de l'activité du groupe et défini ses nouvelles orientations.

Jusqu'à présent, dans le domaine de l'exploitation pétrolière, les résultats ont été divers selon les régions. Négatifs au Pérou, en Bolivie, Birmanie et Angola, ils sont encourageants en Amérique du Nord (le Labrador) et positifs en Colombie. En dehors du Moyen-Orient — principal centre d'intérêt du groupe — la C.F.P. accomplit ses activités en mer du Nord (la production de gaz devrait débuter en 1977 à Frigg).

en Indonésie et en Algérie où ses enlèvements vont passer de 7 à 10 millions de tonnes par an. Le président de la C.F.P. a aussi annoncé un effort de diversification par une utilisation plus grande des dérivés du pétrole et un développement de ses activités dans des domaines tels que l'énergie atomique, les mines d'uranium, celles de charbon et l'énergie solaire. Pour les trois prochaines années, les investissements consentis — de 10 à 12 milliards de francs — seront consacrés pour 28 % à l'exploration, pour 38 % au raffinage et à la distribution, pour 5 % au nucléaire et aux activités minières et pour 6 % à la pétrochimie.

HAUSSE DE L'ESSENCE : en deux temps ?

La hausse du prix de l'essence, retardée par le changement de gouvernement, pourrait se faire en deux étapes, estime-t-on dans les milieux professionnels.

Le premier train de hausses interviendrait dès la fin du mois de septembre et correspondrait à la répercussion des augmentations des coûts d'approvisionnement en pétrole brut, dus notamment à la dévaluation du franc par rapport au dollar. En revanche, selon ces milieux, l'augmentation des taxes sur l'essence, soit pour financer les conséquences de la sécheresse, soit pour participer au redressement de l'économie en général, nécessiterait la réunion du Parlement et un vote. Il est probable que cette hausse entraînera un renouveau partiel du pare de pompes à essence, un quart des pompes en service ne pouvant indiquer, pour des raisons mécaniques, un prix supérieur à 2 francs.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société KAYS envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 53.450 m² couverts à RABAT (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société KAYS, 9, Charif-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFFRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— MM. BENCHEMI et BIKARBASS, architectes D.P.L.G., 38, rue Youssouf-Ben-Tachfine à RABAT.

— Au siège de la Société KAYS, 9, Charif-Tabless à RABAT.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 24.967 m² couverts à MARRAKECH (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé avant le 30 septembre 1976 leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charif-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFFRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abdessalam MENUJIL, architecte DESA, 58, Zankat-Tensiff à Rabat.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charif-Tabless à Rabat.

(PUBLICITE)

PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

La Société RACHIDIA envisage de lancer un appel d'offres ouvert pour les travaux de : gros œuvre, étanchéité et revêtement des sols d'un ensemble urbain de 14.807 m² couverts à CASABLANCA (Maroc).

Les sociétés ou entreprises désirant faire acte de candidature devront adresser sous pli recommandé, avant le 30 septembre 1976, leur demande d'admission à Monsieur l'Administrateur de la Société RACHIDIA, 9, Charif-Tabless à RABAT (Maroc).

Pour être recevables, les demandes de présélection devront être rédigées conformément au dossier d'admission, qui peut être retiré à l'une des adresses suivantes :

— M. Henry AUFFRET, architecte D.P.L.G., 55, avenue Théophile-Gautier à Paris (16^e).

— M. Abderrahim CHARAI, architecte D.E.S.A., 8, rue Saint-Dia à Casablanca.

— Au siège de la Société RACHIDIA, 9, Charif-Tabless à Rabat.

Pour le week-end, faites-vous plaisir, louez une voiture chez

europcar

645.21.25

1520

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - La guerre civile au Liban.
3. AMERIQUES
 - Menaces sur l'utopie sud-africaine (II), par Nicole Bernheim.
4. EUROPE
 - LIBRES OPINIONS : « Parlement européen et Constitution », par Jacques Bonaccorsi.
5. ASIE
 - CAMBODGE : des réfugiés évacuent l'absence de liberté.
6. AFRIQUE
 - La mission de M. Kissinger en Afrique australe.
- 7 à 9. POLITIQUE
 - La préparation des élections municipales : les socialistes se réservent la possibilité de présenter des listes homogènes.
 - Le malaise chez les chrétiens.
 - L'U.D.R. et l'initiative de M. Chirac.
10. DEFENSE
 - Ventes d'armes et frais de mission.
11. SCIENCES
 - Le premier vol opérationnel de la navette spatiale devrait avoir lieu en 1980.
12. EDUCATION
 - La rentrée scolaire.
 - Le budget des universités en 1977.
13. RELIGION
 - Le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.
14. JUSTICE
 - Au tribunal administratif de Paris : « Sûte-je un fou dangereux ? »

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 19 A 23
- TOURISME : Retournerons-nous aux îles ? Zambie, ex-anglisme, en descendant la Tamise.
 - FLAUBERT DE LA TABLE : Ces graves qui rendent joyeux.
 - Mode : Maison ; Jardinage ; Hippisme ; Jeux ; Philatélie.

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (18)
 Annonces classées (28 à 30) :
 Aujourd'hui (18) ; Carnet (24) ;
 Journal officiel (18) ; Loto (18) ;
 Météorologie (18) ; Mots croisés
 (18) ; Bourse (20).

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à des futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (par d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum, études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent), langue de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ECL organise également un « Cours supérieur » Préparation à la Direction des Entreprises, réservé aux cadres déjà en fonction. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 28.

A B C D E F G

AUCUNE BANQUE CENTRALE N'A PARTICIPÉ A L'ADJUDICATION D'OR DU F.M.I.

Pour la première fois depuis qu'il effectue des ventes d'or, le Fonds monétaire international (F.M.I.) a révéélé l'identité des acheteurs lors de l'adjudication effectuée le 15 septembre. Trois cent quatre-vingt offres d'achat ont été présentées. Quarante et une ont été retenues, émanant de quatorze souscripteurs. Parmi ces derniers figurent les trois grandes banques suisses (Société de banque suisse, Odeur Bank et Deutsche Bank), deux banques allemandes (Dresdner Bank et Deutsche Bank), deux banques britanniques (N.M. Rothschild and Sons et Samuel Montagu and Co) et six établissements financiers américains ne figurant pas parmi les plus importants des Etats-Unis. Le F.M.I. n'a pas précisé les quantités d'or allouées à chacun des adjudicataires.

Comme nous l'avions laissé prévoir, aucune banque centrale n'a participé à cette adjudication, contrairement à ce qui s'était passé lors des deux premières, qui avaient vu se porter acquéreurs la Banque nationale suisse et la Banque de France (par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux, (B.R.I.). Le vice-président de la Banque nationale suisse, M. Schuermann, a précisé à ce propos, que l'institut d'émission helvétique s'était abstenu parce qu'il estime que les ventes du F.M.I. perturbent le marché du métal précieux.

Sur les marchés internationaux, la forte hausse des cours qui s'était produite jeudi s'est poursuivie, l'once de métal précieux

Nouvelle hausse du deutschemark

Sur les marchés des changes, le fait marquant de la matinée a, une fois encore, été la hausse du deutschemark, qui est apparu vis-à-vis de toutes les devises, le cours du dollar revenant notamment à Francfort de 2,485 à 2,497 D.M.

L'annonce de l'aggravation du déficit de la balance commerciale française en août n'a pas eu d'effet significatif sur le franc, dont les cours, en recul vis-à-vis du deutschemark, ont peu varié par rapport aux autres devises.

QATAR PREND LE CONTROLE TOTAL DE SES RESSOURCES PETROLIERES

Le ministre des finances et du pétrole du Qatar, Cheikh Abdel Aziz ben Khalifa Al-Thani, a signé le 15 septembre, les décrets concernant l'appropriation par l'Etat de l'ensemble de ses ressources pétrolières. Jusqu'à présent, Qatar ne possédait que 80 % de celles-ci.

Mlle LEPILLEUR CONTINUE SA GREVE DE LA FAIM

Après des kilomètres sur la trottoir de l'ambassade de Roumanie à Paris, malgré trois interpellations par la police du septième arrondissement et deux audiences chez M. Marcel Dhurmes, le ministre-conseiller roumain, Mlle Marie-Andrée Lepilleur refuse toujours de s'acquiescer depuis le mercredi 8 septembre. Cela fait maintenant sept jours que la jeune psychologue de Cherbourg fait le siège de l'ambassade roumaine à Paris pour obtenir une autorisation de mariage pour elle et son fiancé roumain (« le Monde » du 15 septembre).

Mlle Lepilleur ne veut pas se contenter de vagues promesses. Elle fait ainsi allusion au propos du ministre-conseiller qui lui avait fait pour lui préciser que les autorités de Bucarest ne semblaient en fait pas hostiles au mariage. Mais Mlle Lepilleur veut des « preuves » avant d'accepter la bonne volonté du gouvernement de Roumanie. Selon la jeune femme, « elle a été également reçue jeudi au ministère des Affaires étrangères » — voulant que ce cesse mon action. Je n'ai pas d'autre moyen de me faire entendre, je continuerai tant que je n'aurai pas obtenu l'autorisation de mariage ».

Ce vendredi, la jeune fille comptait revenir devant l'ambassade. Elle a trouvé refuge chez une commerçante de la rue de l'Exposition pour ne plus être interrompue par la police. Elle boit de l'eau sucrée.

Le numéro du « Monde » daté 17 septembre 1976 a été tiré à 588 908 exemplaires.

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50** à **11,60** %
 taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
 28, bd d'Italie 800 A/B.P. 31
 MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7
 Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



En Égypte

LE PRÉSIDENT SADATE EST RÉÉLU À LA TÊTE DE L'ÉTAT À LA QUASI-UNANIMITÉ

Le Caire. — Le quotidien officiel Al-Ahram cite ce vendredi matin 17 septembre le pourcentage de 99,939 % de « oui » au référendum par lequel les électeurs égyptiens ont réélu le président Sadate à la présidence, après la disparition de Nasser en 1970. M. Sadate avait obtenu un peu plus de 90 % de « oui » par rapport aux suffrages exprimés. Plus de sept cent mille personnes avaient répondu « non ». Le pourcentage des abstentions avait été de 15 %.

Pour la réélection du second Rals, neuf millions et demi de personnes étaient inscrites sur les listes électorales, soit à peu près la moitié des citoyens en âge de voter. La plupart des femmes, pour lesquelles le vote n'est pas obligatoire, ne se sont pas portées sur les listes. Quant aux hommes, nous avons pu constater, à l'occasion de cette élection présidentielle, que nombre d'entre eux ne votaient pas, malgré l'amende (environ 10 F) dont ils sont théoriquement menacés.

La réélection du Rals n'a donné lieu à aucune campagne électorale. Le Conseil du peuple (Parlement) avait proposé à l'unanimité aux électeurs la candidature du président sortant, « héros de la guerre d'octobre ». Quatorze personnes, en général de simples citoyens, avaient fait également acte de candidature, mais sans rencontrer le moindre succès. Parmi les candidats, la population. Les élections législatives, les 28 octobre et 4 novembre prochains auront un caractère plus démocratique puisqu'elles se dérouleront sous le signe du retour au pluralisme politique.

J.-P. P.H.

MALAISE DANS LES RELATIONS AMÉRICAINO-YOUGOSLAVES

Depuis quelques semaines, les relations américano-yougoslaves sont assez tendues. La récente odyssee des pirates de l'air croates, dont le but était d'échanger des prisonniers algériens, a été l'occasion d'un échange de reproches assez durs.

Belgrade a protesté énergiquement contre les activités militaires des avions américains dans le sud-est de l'Europe, à l'initiative du P.B.I., ont autorisé la publication dans la presse américaine d'un long tract du Front nationaliste croate. Après avoir reproché aux États-Unis de ne pas respecter les principes de non-ingérence et de non-interférence, le tract demandait à leur « grande puissance » de cesser d'envoyer des avions militaires dans les Balkans, qui, selon eux, viennent de laisser passer « Carlos », terroriste international.

Cette polémique survient deux mois après l'atterrissage d'un avion américain qui avait donné lieu à de vifs échanges entre Washington et Belgrade. La Yougoslavie avait été agitée par le publiciste américain M. Laurence Silbermann, ambassadeur des États-Unis à Belgrade, autour du cas de László Tolt, officier d'origine yougoslave, emprisonné pour espionnage. Le président Tito avait alors reproché au diplomate de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie.

La visite que M. Erich Honecker, secrétaire général du parti communiste de la R.D.A., devait faire en octobre en Yougoslavie a été annulée, annonce-t-on officiellement à Belgrade.

L'ambassadeur de Tunisie, M. Hedi Mabrouk, a été reçu, jeudi 16 septembre, au Quai d'Orsay par M. Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères. Le ministre et l'ambassadeur ont procédé à l'échange de lettres de créance. Le ministre a souligné l'importance de ces relations bilatérales franco-tunisiennes. Ces relations, ajoute-t-on, sont « exemplaires et privilégiées ».

Les prix Eragme ont été remis, jeudi 16 septembre à Leyde (Pays-Bas) à M. René David, professeur de droit comparé à Aix-en-Provence et à M. Dirk Borner, président de l'Institut d'Amnesty International. Pour la première fois, ces prix, d'un montant de 175 000 F chacun, n'ont pas été remis par le prince Bernhard, qui les a créés en 1958. M. David, huitième Français lauréat, a reçu le prix notamment pour sa contribution dans certains pays du tiers-monde.

Ecole d'orgue

1 heure par semaine - 140 F par mois
 357 rue de Valenciennes
ORGUES
hamm
 135/139 rue de Rennes
 75006 PARIS - Tél. 644 35-65

Les experts japonais veulent démonter le Mig-25 soviétique qui a atterri à Hakodate

Tokyo (Reuters). — Les experts japonais ont trouvé le moyen de démonter le Mig-25 soviétique, qui a atterri le 6 septembre à Hakodate, a annoncé jeudi 16 septembre un porte-parole de l'Agence de défense. Mais les techniciens ne peuvent encore transporter l'avion sur une base militaire. Il se trouve toujours sur la piste de l'aéroport civil d'Hakodate.

Les experts sont capables de démonter les ailes et l'empennage, mais le fuselage est encore trop grand pour pouvoir être transporté par l'appareil de transport C-1, le plus gros que possède le Japon. Aussi, a indiqué le porte-parole, étudient-ils la possibilité d'emprunter à l'armée américaine un de ses appareils géants, Galaxy.

Une source américaine de Tokyo indique que les États-Unis sont prêts à fournir l'aide nécessaire. Le porte-parole de l'Agence de défense japonaise a précisé que d'autres ministères devraient être consultés avant que soit donné l'ordre de démonter l'appareil. L'Agence de défense estime qu'elle se doit d'effectuer une étude détaillée de l'appareil, car il constitue une menace éventuelle contre le Japon, a déclaré le porte-parole. Au ministère des Affaires étrangères, on affirme que la question de savoir si l'appareil devrait être rendu à l'Union soviétique sera discutée « dans quelques jours ».

Vingt-six minutes d'impunité...

Pendant vingt-six minutes avant de se poser, le lundi 6 septembre — sans contact radio avec la tour de contrôle — sur l'aéroport civil de Hakodate, le pilote du Mig-25 soviétique a réussi à déjouer les radars japonais au sol et les avions d'interception envoyés à sa rencontre. C'est, pour l'instant, la principale des préoccupations manifestées par les États-majors et les services de renseignements occidentaux après l'atterrissage de cet avion soviétique des plus perfectionnés, qui est actuellement classé « par plusieurs spécialistes ».

La preuve est donc faite que le Mig-25 est vraisemblablement doté de moyens de contre-mesures électroniques qui lui permettent — même dans les mains d'un pilote débutant qui n'avait qu'une trentaine d'heures d'expérience à bord d'un tel avion de combat — de tromper ou de prendre en défaut une défense adverse. Entre le moment où, à 5 600 mètres d'altitude, le Mig-25 a disparu des écrans des radars japonais qui l'avaient détecté à 320 kilomètres à l'ouest de l'île Hokkaido et le moment où, à 300 mètres d'altitude, il a été aperçu à l'œil nu, en navigation d'approche, par les autorités de l'aéroport civil de Hakodate, il s'est écoulé vingt-six minutes pendant lesquelles deux avions F-4 de l'armée de l'air japonaise, après avoir décollé de Chitose, ne sont pas parvenus à l'intercepter. De tout évidence, le Mig-25 du lieutenant Belenko a faussé la compagnie à la détection japonaise en volant au ras des flots, en toute sécurité, à l'intérieur même de l'espace aérien nippon.

Cette capacité offensive de l'avion soviétique inquiète les États-majors, qui peuvent aisément imaginer ce que le Mig-25 — si son pilote avait eu des velléités agressives — aurait pu accomplir contre le Japon pendant ces vingt-six minutes d'impunité. Depuis cet incident, du reste, d'autres avions aux missions mal identifiées ont réussi à pénétrer dans l'espace aérien japonais. Pour la seule journée du 6 septembre, dans les parcs de l'île Hokkaido, les radars japonais ont enregistré jusqu'à seize vols d'avions soviétiques durant les douze heures qui ont suivi l'atterrissage du Mig-25.

Sans armes

L'inspection de l'appareil devrait réserver encore d'autres surprises. Les services spécialisés s'attachent à analyser les moyens de contre-mesures électroniques à l'équipement radio et ses fréquences, les allages qui compromettent la cellule et, surtout, le radar à longue portée et à basse altitude qui permet au Mig-25 d'identifier puis de détruire des cibles mobiles — avions ou missiles adverses — qui évoluent au-dessus de lui, et d'acquiescer ainsi la suprématie aérienne.

En se posant au Japon, l'avion du lieutenant Belenko était dépourvu de ses systèmes d'armes, notamment de ses missiles air-air, qui auraient tant intéressé les experts occidentaux. Le Mig-25 appartenait à un groupe, au total de trois avions identiques, en simple exercice d'entraînement. Le pilote, qui préparait dit-on son opération depuis un an, a précipitamment abandonné sa formation en descendant à l'altitude d'une cinquantaine de mètres pour échapper à la détection soviétique. C'est la raison pour

laquelle le Mig-25 avait, en naviguant à si basse altitude, consommé jusqu'à 95 % de son carburant à l'atterrissage. Mais, si les États-majors occidentaux ont peu de chances de pouvoir « décortiquer » l'armement du Mig-25, en revanche ils devraient disposer des ordres d'opérations et de certains documents de bord classifiés exportés par le lieutenant Belenko pour monnayer sa demande d'asile politique.

Du même coup, les services de renseignements pourront vérifier concrètement la qualité et l'authenticité des informations qu'ils avaient accumulées de diverses sources, sur le Mig-25, depuis de nombreuses années. Ce n'est pas l'un des moindres résultats de cette affaire que d'observer — comme tel semble être d'ores et déjà le cas — que le Mig-25 soviétique est un peu moins rapide que prévu, même s'il continue de surclasser en vitesse les avions occidentaux actuels.

JACQUES ISNARD.

UN F-14 À LA MER

Washington (A.P.). — Un nouveau modèle de chasseur américain, le F-14 Tomcat, a pu être aperçu à son bord un missile Phoenix, est tombé le mardi 14 septembre à la mer depuis le pont du porte-avions John-Kennedy et est parvenu à se poser dans une zone de 10 kilomètres au nord-ouest de l'Écosse, rapporte le Washington Post du 17 septembre.

Le F-14 de la marine américaine, un chasseur embarqué qui dispose d'une vitesse variable (les ailes se déployant le long du fuselage au décollage ou à l'atterrissage et se repliant à grande vitesse), a pu atterrir deux fois et demi la vitesse de son.

Le F-14 Tomcat, conçu par Grumman, est un chasseur embarqué qui dispose d'une vitesse variable (les ailes se déployant le long du fuselage au décollage ou à l'atterrissage et se repliant à grande vitesse), a pu atterrir deux fois et demi la vitesse de son.

PRIX SPÉCIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements,

PRIX EXCEPTIONNELS SUR DES TRES NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT
 ■ VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TOILES, TAPISSERIES, SATINS, ETC.

NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS "COUTURE"
AUTOMNE-HIVER 1976-77

RODIN
 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)

VALAIS-SUISSE

Groupe construisant dans plusieurs stations touristiques valaisannes d'été et d'hiver cherche

ORGANISATIONS ET PARTICULIERS POUR COLLABORER À LA VENTE D'APPARTEMENTS

Inscription garantie dans le Registre foncier suisse

Pour traiter : Project 10 SA, 28, avenue de la Gare - CH-1951 Sion référence MR

Je paye 1.50